هكذا من الأصل

PROLONGATION DE LA CRI…

Les effectifs salariés et la durée… ont diminué au troisième tri…

Les embargos sur les ventes…

Des clients précautionn…

TE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10217 — 44 PAGES — MARDI 6 DÉCEMBRE 1977

VSION EN ANDALOUSIE

…syndicaliste tué au cours …ne manifestation

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 11 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,75 ; Danemark, 3,50 kr. ; Espagne, 35 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 17 esc. ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

…ésunion des adversaires du président Sadate

…transigeance difficile

• L'Irak ne signe pas le communiqué de Tripoli
• L'O.L.P. condamne tout règlement négocié

L'Algérie, la Syrie, la Libye, le Yémen du Sud et l'O.L.P. ont signé le lundi 5 décembre à Tripoli — après que l'Irak eut quitté la conférence des adversaires de la politique égyptienne — un communiqué commun. Ils souscrivent à un « pacte de défense » aux temes duquel toute agression contre l'un des signataires sera considérée comme une agression contre tous les autres et proclament le « gel » de leurs relations diplomatiques avec l'Egypte, ainsi que des activités de la Ligue arabe « aussi longtemps que l'Egypte en fera partie ».

Ils expulsent l'Egypte de l'Union des Républiques arabes (qui regroupait ce pays, la Syrie et la Libye). Enfin, en invitant les pays arabes à soutenir la Syrie, « désormais seul Etat de la confrontation face à Israël », *le communiqué les appelle à cesser de porter assistance à l'Egypte, notamment dans les domaines économique et financier. Aucune mention n'est faite de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, que l'Irak appelait à dénoncer. Cette résolution est la base de tout règlement négocié.*

En revanche, l'O.L.P. a publié une « plate-forme commune en six points », *dont on trouvera le texte en page 3. Les fractions appartenant au Front du refus réintègrent l'organisation palestinienne* « réunifiée », *qui adopte leurs positions en condamnant tout règlement négocié fondé sur les résolutions 242 et 338.*

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Le suspense a duré sans discontinuer trois jours et trois nuits. Au fil des heures, à l'issue de chaque réunion plénière ou restreinte, après chaque rencontre bilatérale, la question lancinante que se posaient quelque deux cents journalistes qui se pressaient dans les salons et les couloirs du palais du Peuple demeurait sans réponse. Après de multiples rebondissements, on apprenait à l'aube de ce lundi 5 décembre que la délégation irakienne avait finalement décidé, après consultation avec Bagdad, de ne pas souscrire au document laborieusement élaboré au cours du « sommet » de Tripoli.

Plaidoiries, exhortations et pressions se sont révélées vaines. Rien ne paraissait devoir ébranler la détermination des représentants du général Bakr d'obtenir gain de cause. Ce qu'ils souhaitaient au juste n'apparaissait même pas clair. Ils avaient accepté de participer aux travaux de la conférence de Tripoli, mais ils insistaient pour que celle-ci se poursuive à Bagdad.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

LES RÉUNIONS DE BRUXELLES

Les Neuf traitent du terrorisme et de la relance de l'union économique

Une importante semaine diplomatique s'ouvre à Bruxelles. Lundi 5 décembre et mardi 6 siège le Conseil européen, qui réunit trois fois par an les chefs de gouvernement (pour la France, en ces occasions, M. Giscard d'Estaing) et les ministres des affaires étrangères de la Communauté. A l'ordre du jour : la lutte contre le terrorisme et les possibilités de relance de l'union économique et monétaire.

Ce même lundi commence, dans la capitale belge, une série de réunions atlantiques : celles de l'Eurogroupe, du Comité des plans de défense (mardi et mercredi) et du Conseil atlantique (jeudi et vendredi). Aux deux premières participent les ministres de la défense (européens seulement pour l'Eurogroupe) des pays alliés « intégrés » ; la France en est donc absente. En revanche, tous les ministres des affaires étrangères de l'alliance participeront au Conseil atlantique.

La première séance du Conseil européen est consacrée aux affaires économiques. Après avoir fait le point de la situation, les Neuf devaient examiner les moyens de relancer l'union économique et monétaire et étudier, en particulier, une communication de la commission qualifiée dans les milieux français d' « *approche positive et réaliste* » (*le Monde* du 19 novembre).

Cependant, les propositions franco-allemandes que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt avaient annoncées lors de leur rencontre de février dernier à Paris (*le Monde* des 4 et 5 février), et qui devaient être présentées au Conseil européen de décembre, ont été ajournées. Des consultations franco-allemandes les ont préparées et les deux gouvernements en sont assez satisfaits, mais ils ne seront en mesure de faire des propositions communes qu'au printemps, lors du prochain Conseil européen de Copenhague.

A l'ordre du jour figurent également le projet d'emprunt communautaire, les problèmes industriels, les négociations commerciales multilatérales de Genève (GATT), les relations commerciales avec le Japon, le renouvellement du fonds régional européen et le problème que pose aux Britanniques le changement de calcul du budget de la Communauté.

Mardi, les neuf chefs de gouvernement se consacreront aux problèmes politiques. Ils feront le point de la préparation des élections européennes. La seule difficulté se situe en Grande-Bretagne. Le choix éventuel par les Britanniques du scrutin majoritaire les obligerait à délimiter de nouvelles circonscriptions, ce qui entraînerait un ajournement des élections européennes prévues pour mai-juin 1978.

M. D.

(Lire la suite page 6.)

Effondrement du dollar

Le retard du franc sur le deutschemark (2,20 F) s'accentue

Un nouvel effondrement du dollar s'est produit lundi matin 5 décembre sur les marchés des changes, sous les assauts de la spéculation qui se rue sur les monnaies fortes (deutschemark et franc suisse). Le franc français a suivi, à peu de chose près, le dollar dans sa chute, de sorte que l'écart qui le sépare du deutschemark s'est accru. Pour la première fois, le D.M. a dépassé 2,20 F à Paris.

Après un bref répit lundi 5 décembre à l'ouverture des banques, la chute du dollar a repris de plus belle en fin de matinée sur les marchés des changes européens. De sorte que la monnaie américaine a battu tous ses records de baisse vis-à-vis des monnaies fortes.

A Francfort, elle a enfoncé avec facilité le cours de 2,20 DM, que les cambistes avaient tendance à considérer comme un seuil de résistance éventuelle, et cotait 2,1930 DM vers midi. A Zurich, elle tombait à 2,1230 FS contre 2,1370 FS vendredi. A Tokyo, en revanche, elle s'est montrée très résistante, un peu au-dessus de 242 yens, niveau atteint à la veille du week-end.

F. R.

(Lire la suite page 42.)

AU JOUR LE JOUR

BONNE MER

Une société française vient de mettre au point la préparation des algues marines que nous pourrons dorénavant consommer à table comme des poireaux, des carottes ou des laitues.

Sans doute cette nouvelle est-elle bien modeste comparée aux grands événements qui agitent la planète, comme le couronnement de Sa Majesté Bokassa, par exemple, mais il est cependant rassurant de voir des gens se préoccuper de la nourriture des hommes en une fin de siècle où la faim demeure un problème essentiel pour pas mal de nos frères, et où les pollueurs de tout poil renient terre et mer.

BERNARD CHAPUIS.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Étienne Baulieu

La science est en train de perturber complètement tout ce que l'homme a connu jusqu'à présent. Porteurs d'un pouvoir immense, les scientifiques communiquent mal avec la société. Rares ceux qui acceptent de prendre part de façon active aux débats concrets sur les conséquences de leurs découvertes. Nous avons demandé à Etienne Baulieu d'innover en prenant la parole.

Médecin et biologiste, Etienne Baulieu est professeur de biochimie à la faculté de médecine de Paris-Sud. Il dirige un des laboratoires les plus actifs du monde sur le mécanisme d'action des hormones, ce qui l'amène à considérer les phénomènes de la reproduction, le cancer et le fonctionnement du cerveau. Homme de pratique par son activité de laboratoire, « découvreur » couronné de plusieurs prix importants en France et dans le monde, il est président du conseil scientifique de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et il a contribué à créer, et pendant plusieurs années à diriger, le plus grand programme de recherches que l'Organisation mondiale de la santé ait entrepris jusqu'à présent dans le domaine de la reproduction humaine et de la contraception.

I. — En moins d'un siècle, cinq fois plus d'hommes sur la Terre

● *« Le vingtième siècle, siècle de la science ? Une production pléthorique et plusieurs révolutions à l'actif des scientifiques contemporains : l'atome et le code génétique. Dans cette perspective, quel est le résultat récent le plus important de la science ?*

— Sans aucun doute, le changement brutal et irréversible de la démographie mondiale. Il y a quatre milliards d'hommes depuis 1975. Même si l'on arrête dès maintenant de faire plus que de reproduire tous les couples par deux enfants, hypothèse optimiste, on doit arriver avant 2020 à un chiffre de l'ordre d'une dizaine de milliards d'habitants sur la Terre. Le monde aura donc quintuplé depuis 1930.

» Je considère que cette transition maintenant inéluctable est plus importante pour l'avenir de l'espèce humaine que tous les changements présents et à venir apportés par les nouvelles formes d'énergie et de communication, même en ne refusant aucun des développements proposés par les techniques modernes. Bouleversement des mentalités et des conditions d'existence, peut-on même se figurer les conséquences de ces nombres nouveaux ?

» Or, il s'agit essentiellement du résultat d'activités scientifiques considérées généralement comme les plus bénéfiques à l'homme, celles de la recherche biologique et médicale de l'ère pastorienne. Cette transition démographique fondamentale est, en effet, due à l'amélioration de l'hygiène, à la régression des maladies infantiles, à la prévention et au traitement des grands fléaux épidémiques, aboutissant à la prolongation de la durée de la vie. Tout était très simplement calculable, et pourtant, de façon surprenante et peut-être inquiétante, personne n'a prévu ce qui se passerait.

● *Puisqu'il n'est pas question de revenir en arrière, on peut imaginer que cette fin de siècle nous annonce une série de problèmes très nouveaux ?*

— On ne peut pas reculer. En fait, le progrès bio-médical, même sans découvertes scientifiques fracassantes, va progressivement permettre de vivre plus vieux encore. Et il sera difficile d'empêcher que tout le monde désire vivre jusqu'à quatre-vingt-dix ou cent ans, mais alors, les dix milliards seront largement dépassés et la structure de la société humaine radicalement modifiée. On est effrayé quand on sait l'érosion actuelle de la marge de sécurité pour les céréales et les protéines, et que la famine est véritablement menaçante. En tant que société, les hommes ne se sentent pas vraiment préoccupés, malgré quelques cris d'alarme.

» *Il n'est pas impossible* que cette fin de siècle et le début du prochain constituent une étape qualitativement différente de tout ce qu'a vécu l'humanité jusqu'à présent. Il faudra prendre conscience des nombres, imparables, comme on l'observe en chimie sous le nom de la loi d'action de masse, le produit de la réaction dépendant immanquablement de la quantité des réactifs en présence. De plus, et la biologie en fournit de nombreux exemples, le retentissement multiple des effets déjà magnifiés quantitativement entraîne le développement automatique de nouvelles structures. On perçoit de façon très progressive, mais qu'on sent inéluctable, l'évolution des mœurs, la montée de la violence qui pourraient être le début des effets des nombres excessifs. La qualité de la vie, dont on fait grand cas ? Considérons plutôt le nombre des vies que l'on met sur la terre. La qualité est très dépendante des nombres.

Propos recueillis par MARINA MOLLOF.

(Lire la suite page 2.)

UN LIVRE D'ALBIN CHALANDON

La flûte désenchantée

Il y a deux façons de lire le livre d'Albin Chalandon sur « le rêve économique de la gauche », intitulé *les Joueurs de flûte*. Comme un ouvrage de combat, bien sûr, dans cette période où l'on sort contre l'adversaire toutes les armes de sa panoplie, des fléchettes au bazooka. Comme un livre d'espoir aussi : celui de faire réfléchir les plus lucides des artisans de la gauche française, pour les arracher aux séductions dangereuses de certains « airs de flûte » qui parsèment la partition du « programme commun ».

Le texte d'Albin Chalandon a été écrit avant la tempête qui souffle aujourd'hui sur ce qu'était l'union de la gauche. Si bien que certaines des appréciations sur la dérive du parti socialiste vers le collectivisme n'ont plus l'impact souhaité. Ou si l'on veut, tout se passe comme si le P.S., avant la mise en garde qui est proposée ici au lecteur, avait déjà refusé les interprétations du programme commun les plus dangereuses, pour l'économie française.

Mais ce qui reste suffit à provoquer Albin Chalandon, qui estime que la marge d'incertitude laissée par la lecture du programme commun n'altère fondamentalement ni la portée ni le sens de sa démonstration.

Il s'agit, en fait, d'un réquisitoire. Pour lui la gauche est branchée sur deux sources idéologiques : *« Une religion, possessive et cruelle, le marxisme ; une aspiration généreuse mais vague, la société autogestionnaire. La première, qui subit déjà l'usure de l'histoire, a plus de fidèles que de croyants ; la seconde n'attire pas, parce qu'elle est ressentie comme une utopie. »*

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 13.)

idées

LA TÊTE CONTRE LE MUR

par JACQUES MADAULE

LES poètes sont des voyants. Ils annoncent, bien longtemps avant que personne ne s'en doute, ce qui va venir, ce qui est déjà là, ce qui bientôt sera pour tout le monde une évidence. Ainsi Valéry lorsqu'il écrit, après l'autre guerre : *« Le temps du monde fini commence. »* Ou Claudel qui, en 1922 à Tokyo, composait ce petit poème :

« J'habite l'extérieur d'un anneau.
J'ai appris que ce n'est point dehors, c'est dedans qu'est le mur [dont je suis le prisonnier.
J'ai appris que pour aller d'un point à un autre il est possible [de passer partout excepté par le centre. »

N'est-ce point, depuis Christophe Colomb, Copernic et Galilée, la condition de l'homme sur la planète Terre ? Naguère la Terre était immense et le ciel tout proche. Les doctes y voyaient s'emboîter les sphères de Ptolémée ; mais, pour les simples, c'était la demeure de Dieu à portée de notre main. L'enfer était dessous. La cosmologie de Dante, en somme ! On savait sans doute que les terres émergées baignent de toute part dans l'Océan, mais nul, ni Alexandre, ni César, n'avait tenu à la fois les deux rives du continent. Il n'y avait pas une seule humanité, mais plusieurs, séparées par des espaces énormes, presque sans communication entre elles. Quel champ presque illimité ouvert à l'imagination et à la conquête !

En quelques siècles d'abord, et puis en quelques décennies, nous avons changé tout cela. Tandis que nos télescopes fouillaient toujours plus loin dans l'immensité de l'univers, nous accomplissions de plus en plus vite le tour de la Terre. Le Tupolev-144 met le centre de l'Asie à deux heures de Moscou. Notre planète est devenue ridiculeusement petite de deux façons à la fois : parce qu'elle est perdue dans un espace dont les limites ne cessent de reculer et parce que nous pouvons la parcourir tout entière aujourd'hui en moins de temps qu'il n'en fallait jadis pour aller de Paris à Orléans.

Nous nous apercevons alors que nous n'en sommes pas tant les possesseurs que les prisonniers. Telle est donc la sphère à la surface de quoi nous sommes condamnés comme une mouche sur un mur. Certes l'astronautique nous permet de décoller quelque peu, mais si peu ! On établira bientôt des laboratoires et des ateliers dans l'espace, mais cela n'agrandira pas beaucoup le rayon de notre planète. On a pu aller dans la Lune. On pourra sans doute, si cela présente quelque intérêt, aller un jour dans Mars. Nos sondes atteindrons les planètes les plus lointaines du système solaire. Elles sont en route vers Jupiter et vers Saturne. Mais il paraît fort difficile d'aller plus loin, de sortir de notre système. La levée d'écrou n'est pas pour demain.

∴

Ce sont là des vérités banales, et je m'excuse de les avoir brièvement rappelées. Si je l'ai fait, c'est parce qu'elles me paraissent expliquer assez bien le malaise universel qu'éprouve aujourd'hui l'humanité. La plupart des hommes voient bien, pour peu qu'ils réfléchissent, qu'il n'y a pas de problème essentiel aujourd'hui qui puisse recevoir une solution autre que planétaire. L'exiguïté croissante de la Terre rend son unification absolument indispensable. Mais nous voyons aussi que l'homme recule désespérément devant cette nécessité. Jamais on a autant parlé d'indépendance et de souveraineté nationale. L'homme semble cultiver ses divisions avec une secrète terreur d'être obligé bientôt d'y renoncer. Il aime mieux se casser la tête contre le mur qui l'enferme que de tenter de l'aménager et d'y rendre possible une authentique coopération. La paix entre les hommes serait-elle moins une chimère qu'un épouvantail ?

Le moment paraît pourtant venu que le genre humain prenne conscience de la solidarité inéluctable qui unit tous les passagers du vaisseau Terre. Faut-il pour autant renoncer à nos différences ? Pas le moins du monde. Mais il faut apprendre à les considérer comme les éléments d'un tout solidaire. Cela s'esquisse ici ou là, je le sais bien, dans quelques domaines particuliers. Les optimistes pensent que peu à peu tout y passera et que l'unité planétaire se fera ainsi par une superposition de réseaux qui finalement envelopperont tout et rendront le pire impossible.

Il se peut. Mais je crois qu'il vaudrait mieux en prendre clairement conscience. Ainsi seulement conjurerions-nous le désespoir qui monte et que manifestent un peu partout des éruptions de violence. L'absurdité du monde actuel, l'usage insensé qui est fait des pouvoirs que l'homme s'est donnés, fournissent trop de motifs à ceux qui désespèrent, à la jeunesse en particulier, qui se demande avec angoisse à quel avenir elle est promise. Il n'y a plus de véritablement grand dessein qui soit à la mesure d'une seule nation, eût-elle les dimensions d'un continent. Seule l'unité du genre humain, cette unité qui n'était jusqu'à hier qu'un rêve et qui est devenue brusquement une urgente nécessité, est un dessein à la mesure d'aujourd'hui.

Mais il faut bien se rendre compte que l'homme actuel y est fort peu préparé. Il traîne, pas seulement dans l'arrière-fond de sa conscience, mais en pleine lumière, des préjugés d'un autre âge. Ce n'est pas en quelques années qu'une mentalité qui s'est formée au temps où la Terre était immense, vide et presque inconnue peut faire place à l'état d'esprit qui serait aujourd'hui nécessaire non pas à quelques guetteurs isolés, mais à la masse de ceux qui chaque jour voient tourner la Terre sur leurs écrans de télévision. Ils retournent aussitôt à leurs soucis immédiats et locaux, qui leur semblent bien plus sérieux que tous ces proches lointains.

Il faudrait garder un peu plus souvent et plus longuement le regard fixé sur l'immensité infranchissable qui nous enveloppe et nous emprisonne si nous ne voulons pas nous briser un jour prochain contre la paroi du vaisseau qui nous porte.

C'est l'heure de prendre conscience à la fois de nos pouvoirs et de nos limites qui s'engendrent mutuellement.

Psychologie du péché originel

par JACK WADE (*)

JEAN-JACQUES ROUSSEAU prétendait que l'homme est naturellement bon et que c'est la société qui le pourrit. Le résultat de cette théorie, ce fut le déchaînement de la violence à l'échelle européenne, et le développement de la Terreur, par les massacres de la guillotine et des guerres en Europe.

Si l'homme était si bon que ça, la mort des tyrans lui aurait ouvert les portes du « paradis », par le fait même que sa prétendue bonté eût rayonné sur la société tout entière.

Mais on ne fait pas n'importe quoi avec rien. L'être n'est pas engendré par le néant. Et la bonté de l'homme n'existe que dans les prières qu'il se fait à lui-même.

En réalité, l'homme est mauvais : il passe le plus clair de son temps en polémiques, où il tente de prouver le bien-fondé des droits de son clan, en prenant le contre-pied des thèses de l'adversaire. Après ces joutes oratoires, on coupe la poire en quatre, et le mieux placé en prend les trois quarts, voire les quatre morceaux...

Ces polémiques et ces batailles continuelles, qui font, la plupart du temps, des morts et des blessés, ne sont pas le fait de la société, mais de l'homme lui-même, à cause de sa propre violence. La société n'est pas autre chose que l'homme au pluriel. Et le nombre atténue ou amplifie la violence individuelle.

Si l'homme n'est pas bon, il faut reconnaître qu'il désirerait l'être. C'est ce qu'il exprime en souhaitant l'homme nouveau, une nouvelle société, une nouvelle philosophie.

L'homme, en fait, s'acharne à désirer le paradis, mais tout en s'obstinant à fabriquer des objets mortels.

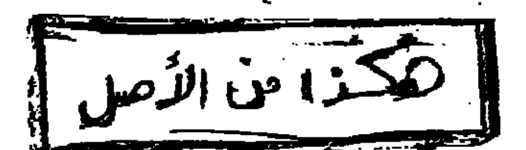
Cet état de violence propre à l'homme, c'est ce que nos ancêtres lointains appelaient le péché originel. C'est cette violence dont il convient de déterminer les causes biologiques, de les détruire, afin de rendre enfin l'homme bon, heureux, parfait... et la société nouvelle avec lui.

Nous pouvons, à l'heure actuelle, localiser les organes qui sont causes directes de nos violences et de nos pulsions de mort, et résoudre ainsi nos problèmes-clés psycho-socio-cosmiques.

Nous avons les idées !... Prouvons-le. Reste à choisir entre la vie et la mort.

Car le péché originel, ce n'est pas l'activité sexuelle, source de vie, mais la violence, source de mort.

(*) Théologien.



Les grilles du temps

Entretien avec Étienne Baulieu

(Suite de la première page.)

● *D'autres conséquences de l'activité scientifique de l'homme vous paraissent-elles aussi redoutables ?*

— On doit examiner sérieusement la complexité probablement obligatoire de la mise en pratique des découvertes scientifiques, qu'il s'agisse d'électrification, des transports, de l'utilisation de l'énergie atomique ou de la médecine... et la tendance croissante à des centralisations pécuniaires et administratives. Même l'irrépressible « simple » curiosité de l'esprit humain, base du développement de la science, doit trouver maintenant aussi une organisation centralisée pour pouvoir s'exprimer. Cela coûte cher, c'est compliqué, il faut des gens sélectionnés. Est-ce la tendance générale du monde moderne ? Est-elle obligatoire et obligatoirement néfaste ?

» Dans ce contexte, centralisation et conséquences de la montée démographique, l'on vient d'enregistrer ce que je trouve être un échec extraordinaire, peut-être celui de la dernière tentative organisée de mettre en forme le monde de l'homme de façon rationnelle et généreuse. Les explications de Marx ont touché le cœur et l'esprit des hommes du vingtième siècle.

Communisme dont le seul nom est le drapeau de la générosité maximum, et les moyens d'y parvenir découlaient d'une analyse scientifique de la société ! Il y avait le marxisme, « le pouvoir des Soviets plus l'électricité »..., c'était véritablement la science mise au service d'un rêve d'organisation humaine.

» Hélas ! Alors que la stratégie politique devait mener assez vite au dépérissement des structures étatiques, on observe une super-centralisation, au moins aussi importante que partout ailleurs. Sous la bannière d'un humanisme déclaré et « scientifié », les résultats sont un échec, économiquement, culturellement, à tous égards. Est-ce l'échec de l'espèce ?

» Par-delà le caractère épouvantable de tout ce qui tourne autour du Goulag, je le prends non pas comme la condamnation spécifique du marxisme, puisque aussi bien cela ressemble au fascisme et à toutes sortes de régimes durs, mais comme l'échec d'une méthode obligeant à la centralisation. Cela veut dire que la dernière tentative portant les couleurs attrayantes d'un humanisme généreux et d'une science animée de conscience a été un échec. Celui-ci n'est pas dû à l'intention ni à la science, mais au fait qu'au plan des structures sociales personne n'a imaginé que l'on pût faire autrement que de développer à l'extrême des corps sociaux rigides et séparés avec chacun leurs moyens d'attaque et de répression, leur hiérarchie quasi permanente, etc.

Informer et informer encore

● *Va-t-on vraiment à la catastrophe et cela ne pose-t-il pas la question de savoir si la science est inéluctablement mauvaise ?*

— Les civilisations ont disparu, et par-delà les anecdotes, sans qu'on sache comment. La plupart des générations croient vivre à une époque exceptionnelle. Pour ce qui est de la nôtre, on évoque tour à tour la bombe atomique, la possibilité de parcourir le monde en quelques heures, de communiquer à tout moment, et de connaître et conserver plus facilement qu'auparavant les signes de ce temps. Mais la plus importante caractéristique de notre époque, la seule peut-être qui risque de produire le point de rupture, est numérique, nous l'avons dit, avec inéluctablement les dix milliards d'individus dans quarante ans et le risque de famine.

» Curieusement, je ne suis pas pessimiste. Si je l'étais à ce niveau de réflexion, il me faudrait changer complètement de mode de vie. Je crois, par exemple, qu'en ce qui concerne l'évolution du nombre des naissances, on observe non seulement en Occident, mais sur la terre entière, une baisse significative et qui va continuer. (Cela ne veut pas dire que la population est stabilisée ou décroît dans la plupart des pays en voie de développement où la transition démographique n'est pas terminée). Je crois que cette récente (et heureuse) évolution dépend de l'image qui se répand largement, grâce aux médias, d'une certaine forme de liberté pour les femmes, avec une famille réduite de deux enfants et l'accession à un métier. A travers les fantastiques inégalités observées sur les cinq continents et dans les différentes classes sociales, l'espèce humaine, dans un de ses comportements les plus fondamentaux, la reproduction, semble réagir à un concept nouveau, et rien ne me paraît plus important que la prise de conscience par les femmes de la condition féminine.

» Pour le reste, il n'apparaît pas d'autre voie que celle qui nous obligera à casser les centralisations contraignantes, à démocratiser au maximum, ce qui veut dire : informer et informer encore — et la responsabilité des hommes de science est engagée sur ce point, — et enfin à accepter que le problème de la survie des hommes sur la terre, en termes tout simplement alimentaires, obligera à utiliser et même à développer les moyens procurés par la science.

● *Comment imaginez-vous la mise en pratique de la contraception à l'échelle mondiale ?*

— L'explosion démographique n'est pas le résultat de l'absence de contraception, mais c'est la contraception qui jouera un rôle fondamental pour empêcher l'humanité d'aller au-delà des dix milliards. Que l'homme envisage sa responsabilité dans sa propre démographie est une notion récente, remontant aux années 60, et probablement due, donc, à l'impact culturel de la pilule. Gregory Pincus (1) l'avait pressenti, mais l'idée n'était pas prise en charge par les masses. Ce que la contraception hormonale apporte est bouleversant, car elle donne la possibilité de faire de manière à la fois volontariste et scientifique quelque chose dont les hommes ont la pratique aléatoire depuis toujours. La contraception permettra de stabiliser l'humanité au taux de remplacement.

» Naturellement, il faudra surmonter certains problèmes po[...] tiques. Certaines collectivités, po[...] ne pas dire des Etats, ne voudr[...] pas parce que, pensent-ils, cela re[...] vient à figer le monde tel qu'il es[...] sur ce plan. Les dirigeants cam[...] bodgiens déclarent vouloir doubl[...] leur population rapidement, l'Ar[...] gentine veut rattraper le Brés[...] etc. Pourra-t-on assurer au[...] habitants des pays peu nombreu[...] la certitude d'un développemen[...] favorable malgré ce qu'ils resse[...] tent comme un handicap ? Il y [...] l'exemple récent de la Chine, q[...] a réussi le freinage le plus extr[...] ordinaire de tous les tem[...] d'augmentation de population.

Cela dit, le modèle occiden[...] de la petite famille n'est p[...] nécessairement le seul que l[...] puisse imaginer pour le bonhe[...] de l'humanité. Actuellement, [...] femmes semblent y adhérer da[...] de nombreux pays. L'imposent[...] elles ? Dans ce cas, la promoti[...] de la femme apparaît comme [...] nécessité démographique. Au fo[...] les suffragettes qui ont poussé [...] scientifiques à développer la co[...] traception hormonale ont été p[...] loin qu'on ne l'a cru au début.

La nouvelle médecine

● *Vous êtes biologiste et médecin. La médecine de demain est-elle engagée dans une voie scientifique, avec de nouveaux médecins pour l'exercer ?*

— Utilisant une méthodologie scientifique, la médecine est avant tout, c'est évident, une pratique sociale. L'homme est un être social, et chaque homme est un objet biologique particulier. Les « symptômes » présentés par le malade relèvent de si nombreuses composantes, les connaissances techniques, sociales et psychologiques du médecin sont si limitées que le diagnostic et le traitement supposent nécessairement l'approximation, l'intuition, l'amour, toutes qualités qui ne semblent pas relever, à proprement parler, de la méthode scientifique. Je ne crois pas aux machines à faire les diagnostics et à délivrer les médicaments. La médecine changera d'autant plus que la « logique » du progrès conduira à réduire encore la mortalité et à prolonger la vie de vingt ans environ. Or, on connaît très mal la vieillesse, et personne ne prévoit sérieusement ce qu'il faudra faire.

» D'autre part, la médecine sera de plus en plus « préventive », et la contraception est à cet égard un exemple instructif, puisqu'on a vu des médecins refuser d'appliquer aux méthodes contraceptives les normes et les jugements affectés aux médicaments. [...] observations actuelles sur [...] rôle de l'environnement dan[...] déclenchement des cancers fo[...] nissent un autre cas de l'in[...] vention médicale à un stade [...] ventif. Le problème sera en[...] plus sensible quand les condit[...] de terrain, hormonal par exem[...] favorisant le déclenchement [...] cancers seront découvertes. [...] proposant alors des produits [...] ventifs qui, nécessairement, [...] difient l'intégrité de l'organi[...] on se heurtera à l'opposition [...] militants de la « nature ».

» J'imagine volontiers que [...] société de demain aura la sag[...] de ne pas laisser la culture [...] siologique et médicale à l'ex[...] sive d'un petit groupe d'indivi[...] caractérisés par le port du ch[...] peau pointu. L'administrateur [...] la ville, l'architecte, l'économist[...] le politique, le syndicaliste, fo[...] de la médecine, qu'ils le veuille[...] ou non. Vaccination, contracep[...] tion, problèmes d'hygiène et [...] travail, sécurité dans les tran[...] ports : les grandes décisi[...] sanitaires relèvent bien sûr d'u[...] orientation scientifique et du [...] de la collectivité. Je souhaite [...] les médecins soient formés p[...] scientifiquement qu'ils ne le [...] à présent, tout en apprenant [...] connaître, à aimer et à trans[...] rer au plan médical les questi[...] de la cité et les problèmes [...] mes des individus. »

Propos recueillis pa[...]
MARINA MOLLOF.

(1) Biologiste américain mort en 1967, pionnier de la contraception hormonale.

ESQUISSE

CET homme indécis, inquiet, torturé presque, vous iriez jusqu'à le plaindre, si vous ne saviez qu'il s'agit d'un Rastignac, incapable de choisir entre la carrière politique et celle des lettres.

∴

« Ne méprisez la sensibilité de personne, *recommandait Baudelaire.* La sensibilité de chacun, c'est son génie. » *Mais, à notre époque, quelle sensibilité n'est ensevelie sous une carapace de pensées, de paroles, de gestes figés ?*

∴

Rastignac n'est jamais si indigné que lorsqu'il dénonce l'ambition des autres. On admire la manière dont il pose la voix, quand il feint de surprendre les impostures.

∴

Il faut être déchargé de toute espérance pour savoir enfin profiter de l'existence.

∴

Les gens avec lesquels on se sent légitime sont le sel de la terre. Ils ne courent pas les rues. Ils sont généralement discrets et effrayés.

∴

Ne jamais se sentir déshérité, c'est se complaire dans une bêtise excessive.

FRANÇOIS BOTT.

Prochain article :

LA SCIENCE N'EST VRA[...] MENT PAS PRÊTE [...] PRENDRE LE POUVOIR [...] NE LE SERA PEUT-ÊT[...] JAMAIS.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II — TUNISIE	180 F	340 F	500 F	660 F

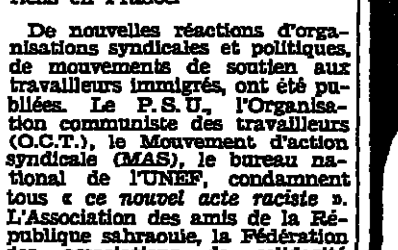
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



AFRIQUE

…DE LAÏD SEBAÏ, A PARIS

L'inquiétude de la communauté algérienne en France reste vive

Après l'assassinat, vendredi … décembre, en plein jour, dans … centre de Paris, rue Louis-Le-…rand, de M. Laïd Sebaï, gardien …es locaux de l'Amicale des Algé…iens en Europe, un père de fa…ille de sept enfants (et non …uatre, comme on l'avait cru), …é d'une dizaine de balles de …1.43, les communautés algérien…es de la région parisienne ont …écu un week-end de tension et …'inquiétude. Les terroristes qui …nt revendiqué l'attentat au nom …un « commando Delta » — …ppellation des groupes de tueurs … l'O.A.S. en 1961-1962 — ont …enacé en effet de « *rendre la …e intenable* » aux Algériens …vant en France si les Français …sparus en Mauritanie et captifs … Polisario n'étaient pas libérés … plus tard le 4 décembre à …idi.

Dans une déclaration faite sa…edi à un groupe de journalistes, … Bedjaoui, ambassadeur d'Algé…e à Paris, s'est tout d'abord …onné du silence gardé depuis … veille par les autorités fran…ises sur cette affaire, un silence …i devait être rompu, au mo…ent même où le diplomate par…lt, par une déclaration d'un …rte-parole du Quai d'Orsay. *Ce qui me frappe le plus dans …tte nouvelle et très grave action …iminelle*, dit M. Bedjaoui, *c'est …'elle est pour la première fois …sortie d'un chantage et d'un …timatum qui expire dimanche … menace les travailleurs algé…ens en France. Si par malheur …s vies humaines algériennes …naient à disparaître à l'issue … cet ultimatum, les relations …anco-algériennes en seraient …ès durement affectées.* »

Après avoir noté au passage que la police, immédiatement après l'assassinat s'était empressée de parler de « *règlement de comptes à caractère privé* », ce qui était « *ajouter l'odieux au criminel* », M. Bedjaoui, dont l'émotion et l'amertume étaient très visibles, a précisé qu'il avait demandé plusieurs fois aux autorités françaises « *une garde statique* » pour les services algériens les plus exposés tels que l'*Office algérien du tourisme*, *Air Algérie* et l'*Amicale des Algériens en Europe*. « *Cela m'a été refusé jusqu'ici*, a-t-il dit, *bien que les attentats soient incessants.* »

L'ambassadeur a révélé également que la seule mesure proposée à ses services par le ministère français de l'intérieur, après l'attentat de vendredi et les menaces des terroristes, concernait sa propre personne et la protection de ses collaborateurs immédiats. « *Là n'est pas le problème*, a-t-il fait remarquer. *Ce qui est en cause, c'est la sécurité des travailleurs et de leurs familles.* »

Au moment même où M. Bedjaoui précisait ainsi le point de vue de son gouvernement, un porte-parole du Quai d'Orsay condamnait dans une déclaration l'assassinat du gardien de nuit de l'Amicale des Algériens en Europe et annonçait que les services de police « *ne ménageront pas leurs efforts pour retrouver les auteurs de ce crime odieux* ». Le représentant du ministère a condamné « *le recours à des actes de violence irresponsables qui frappent des personnes innocentes et à travers elles une communauté qui apporte à la France un concours apprécié* ».

Plusieurs attentats en province

Après le meurtre du gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, M. Laïd Sebaï (*le Monde* des 3 et 4-5 décembre), un homme prétendant parler au nom de l'organisation Delta a téléphoné, samedi 3 décembre, au bureau lyonnais de l'agence France-Presse, pour annoncer que « *Delta allait frapper une seconde fois, à Lyon, sous huitaine* ». Le Comité Rhône-Alpes de l'association France-pays arabes a immédiatement protesté et appelé « *tous les Lyonnais à refuser l'engrenage de la violence où l'on voudrait les entraîner* ». Samedi vers 20 heures, une alerte à la bombe a eu lieu au consulat d'Algérie à Rouen. Les recherches de la police n'ont donné aucun résultat.

Plusieurs attentats ont été commis pendant le week-end. A Morange-Silvange (Moselle), dimanche 4 décembre, vers 3 h 30, une charge de plastic a gravement endommagé les locaux d'un foyer qui abrite quatre cent soixante ouvriers étrangers de l'entreprise sidérurgique Sacilor. L'explosion n'a fait aucune victime. Un peu plus tard, dans la matinée, une autre explosion a soufflé la porte d'entrée et les vitres de la gendarmerie de Florange, près de Thionville (Mosele). A Nice, dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 décembre, un bar fréquenté par des Maghrébins a été ravagé par l'explosion d'un engin qui avait été placé devant la porte de l'établissement. Le bar étant fermé et le trottoir désert, il n'y a pas eu de victimes ; ces attentats n'ont pas été revendiqués.

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, qui a adressé un télégramme au président de l'Amicale des Algériens en Europe, exprimant son « *indignation et la détermination du gouvernement français de lutter contre toutes les formes de terrorisme quelles qu'elles soient* », a en outre annoncé, dimanche, à Antenne 2, un renforcement des contrôles de police pour éviter tout acte criminel et assurer la protection des Algériens en France.

De nouvelles réactions d'organisations syndicales et politiques, de mouvements de soutien aux travailleurs immigrés, ont été publiées. Le P.S.U., l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.), le Mouvement d'action syndicale (MAS), le bureau national de l'UNEF, condamnent tous « *ce nouvel acte raciste* ». L'Association des amis de la République sahraouie, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), y voient « *la suite logique des actions racistes auxquelles il est laissé libre cours* ».

Pour Mᵉ Jacques Miquel, avocat des familles des six otages, « *ces actions ne peuvent qu'altérer l'action déjà difficile poursuivie par les familles. L'arbitraire ne doit pas succéder à l'arbitraire* ».

Le Front national de la jeunesse a, pour sa part, « *élevé une solennelle protestation contre les déclarations diffamatoires de l'Amicale des Algériens en Europe, prête-nom de l'organisation politique du F.L.N., qui tend à assimiler les manifestations pacifiques qui ont eu lieu devant le consulat d'Algérie et l'Office du tourisme algérien dans le cadre d'une vaste campagne pour la libération des otages du Polisario et l'exécution revendiquée par un supposé commando Delta* ».

LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

DEVANT DES FEMMES DE LA RÉGION PARISIENNE

M. Marchais : il est possible de faire revenir le P.S. à gauche

C'est sur une chanson de Catherine Lara, évoquant Che Guevara, que s'est ouvert le rassemblement de femmes organisé samedi après-midi " décembre par le parti communiste, au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris. Il s'est poursuivi par la projection d'un film : « Changer notre vie », réalisé à partir de témoignages féminins.

Parmi ces témoins, des femmes de l'usine Ericsson de Colombes favorables à la nationalisation de cette filiale de Thomson ; Lydie, qui évoque ses difficultés de mère de cinq enfants pour trouver une crèche et un logement ; Eliette, dont le mari, poseur en serrurerie, au chômage, s'est vu proposer un emploi en... Australie ; Françoise, qui, comptable, a dû se résigner à entrer aux chèques postaux ; ou encore cette mère de famille qui évoque la misère dans les grands ensembles, la solidarité qu'elle suscite et cette « pauvreté à qui on finit par faire des concessions ».

Intervenant après ce film, Mme Gisèle Moreau, membre du comité central, député de Paris, a cité des popos tenus par M. François Mitterrand devant des femmes socialistes (« le Monde » du 22 novembre) : « Peu nombreuses sont les femmes sachant revendiquer utilement. Les femmes en sont encore au Moyen Age. Maintenant, il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de raison. » Ce rappel des déclarations du premier secrétaire du P.S. n'a pas manqué de provoquer les sifflets et les huées des quelque cinq mille femmes présentes.

Dans son discours, M. Georges Marchais n'a pas, lui non plus, épargné le P.S., accusé de « tourner le dos au programme commun », de « revenir à la collaboration de classes », sous la pression de la « grande bourgeoisie ». Il n'en a pas moins répété qu'un accord avec les socialistes est encore possible. Pour la politique du P.C. à l'égard des femmes, M. Marchais a estimé que ces dernières connaissent des « inégalités spécifiques », mais, a-t-il ajouté, la solution ne se trouve pas « en dehors du changement démocratique ».

Mettant l'accent sur la place faite aux femmes au sein du P.C. (deux cent mille adhérentes, soit un tiers des membres du parti, et cent quatre-vingt-une candidates aux élections législatives, dont soixante-quatre titulaires et cent dix-sept suppléantes), M. Marchais a qualifié son parti de celui de « la libération de la femme ». — A. Ch.

Affirmant que les communistes, qui luttent *« contre toutes les oppressions »*, savent que *« les femmes connaissent dans notre société des inégalités spécifiques »* et que *« la crise a sur elles des conséquences spécifiques »*, M. Georges Marchais a déclaré qu'il ne faut pas pour autant *« chercher une réponse spécifique, une solution pour les femmes en dehors* [d'un] *changement global ». « Il n'est pour elles*, a-t-il expliqué, *aucune issue en dehors de la lutte contre le grand capital, contre la politique giscardienne, aucune issue en dehors du changement démocratique. »*

Il a ensuite souligné que *« les préjugés et la sujétion dont souffrent les femmes ne trouvent pas leur origine dans la situation présente »*, mais *« remontent à la nuit des temps, lorsque s'est opérée sur une base biologique la division du travail : aux hommes de chasser, de combattre et d'effectuer les travaux les plus durs ; aux femmes la fonction de reproduction et les travaux les moins valorisants. Cette situation*, a-t-il ajouté, *s'est ainsi perpétrée au fil des siècles, des millénaires, elle s'est prolongée et codifiée avec l'apparition de la propriété privée et des sociétés d'exploitation, elle a pénétré profondément les mentalités. »*

M. Marchais a indiqué que *« vivre libre, pour les femmes, ce sera la satisfaction de tous leurs droits fondamentaux »*, c'est-à-dire la *« liberté »*, la *« responsabilité »* et l' *« égalité »*.

Pour ce qui est de la situation actuelle, M. Marchais a jugé que MM. Giscard d'Estaing et Barre *« conduisent la France à la catastrophe »*. Après avoir rappelé les propositions communistes en matière économique et sociale, il a noté : *« Les inégalités dans les salaires sont aggravées pour les femmes, puisque l'écart entre la moyenne des salaires masculins et féminins atteint aujourd'hui 33,6 %, chiffre qui n'a pas diminué depuis vingt-cinq ans ! En avril 1977, 71,1 % des ouvrières et employées gagnaient moins de 2 000 F par mois, mais à l'autre bout de l'échelle, cinquante mille cadres supérieurs avaient un salaire supérieur à 14 500 F. »*

A ces inégalités devant l'argent, M. Marchais a ajouté celles devant l'éducation, le travail... qui *« maintiennent les femmes dans une situation d'infériorité »*.

Voyant dans la « grande bourgeoisie » le principal adversaire du programme commun qui *« la menace directement »*, M. Marchais a indiqué : *« Elle a pesé de toutes ses forces sur le parti socialiste, afin de lui faire tourner le dos au programme commun, de le faire revenir à la collaboration de classes. Nous sommes bien forcés de constater aujourd'hui, malheureusement, qu'elle a réalisé cet objectif-là. Il ne se passe désormais plus un jour sans que le parti socialiste ne fasse connaître un nouvel abandon d'engagements pris dans le programme commun signé en 1972 ou durant le travail d'actualisation effectué en juin et juillet derniers. Nous avons multiplié les efforts pour aider le parti socialiste à maintenir le cap à gauche. Nous avons tout fait pour parvenir à un accord avec lui sur un bon programme commun bien actualisé. Nous avons fait d'importantes concessions dans la négociation, qui peuvent permettre d'aboutir à un bon compromis. (...) Un accord des partis de gauche respectant et actualisant le programme commun de 1972 est indispensable pour remporter la victoire et réaliser les transformations nécessaires. »*

Rappelant que le P.C. est prêt à signer « immédiatement » un accord avec le P.S. si ce dernier *« respecte les engagements »* pris en 1972, M. Marchais a déploré que le P.S. ne s'oriente pas dans cette direction, qu'il ait fait le choix *« d'aller au pouvoir sans les communistes, afin de gérer la crise pour le compte du grand capital avec l'assentiment des travailleurs. Dans la « paix » sociale », comme le dit M. Helmut Schmidt et comme en rêve M. Ceyrac, du Conseil national du patronat français »*.

Après avoir répondu positivement à la question de savoir si l'on peut faire *« revenir à gauche, à l'union, le parti socialiste »*, il considéré que le combat pour l'union pouvait être gagné. *« Bien des indices*, a-t-il dit, *montrent en effet que les abandons du parti socialiste n'ont pas affaibli la volonté de changement de notre peuple, que votre action, l'action convergente de ces millions et de ces millions de femmes et d'hommes qui veulent gagner en mars pour changer vraiment, peut l'emporter. »*

Après avoir lancé un appel à *« toutes les femmes de France »* pour qu'elles agissent pour le changement et soutiennent le parti communiste, M. Marchais a relevé que son parti, avec ses deux cent mille adhérentes, est bien *« le parti de la libération de la femme »*, le parti *« le plus féminin de France »*. Est-il le plus *« féministe »* ? M. Marchais a répondu : *« Non, si cela veut dire opposer les femmes aux hommes, les travailleuses aux travailleurs, si c'est obscurcir la véritable issue aux discriminations, aux inégalités, à l'oppression que subissent les femmes ; oui, si cela veut dire défendre à fond, totalement, les droits des femmes, agir pour créer une société d'égalité, de justice, une société où, enfin, les hommes et les femmes seront libres et heureux. »*

● *M. Georges Marchais*, secrétaire général du parti communiste français, se rendra en Algérie mardi 13 décembre à l'invitation de la direction centrale du F.L.N. Cette visite s'inscrit dans le cadre des rapports de coopération entre le P.C.F. et le F.L.N.

LES FEMMES ET LA POLITIQUE

Une déclaration de Mme Alexandre-Debray

A la suite du déjeuner que le président de la République a offert, mercredi 30 novembre, à plusieurs femmes parlementaires et membres du gouvernement, afin de marquer sa préoccupation du faible nombre de femmes candidates aux élections législatives, Mme Janine Alexandre-Debray, ancien sénateur (républicain indépendant) de Paris, qui avait fait une grève de la faim après son éviction de la liste des candidates de la majorité aux dernières élections sénatoriales (*le Monde* du 8 septembre), nous a fait parvenir une déclaration dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ai un infini respect pour le président de la République et sans doute même un peu plus que du respect. Je ne mets pas en doute la bonne foi de ses déclarations. Mais... n'est-ce pas lui qui dirige et conduit la politique de la France ? N'a-t-il pas un gouvernement pour appliquer cette politique, aidé par les états-majors des partis politiques de sa mouvance présidentielle ?

» Si son programme pour la France comporte bien l'exigence d'une présence accrue des femmes dans la vie politique, n'est-ce pas aux dirigeants des partis politiques à respecter cette volonté ? N'est-ce pas à eux qu'il doit s'en prendre, et non pas à ces femmes qui, reléguées aux rangs subalternes, mesurent l'inutilité de poser leurs candidatures, dès lors qu'elles savent par avance qu'elles seront repoussées ? (...)

» Placé au-dessus des partis, il peut cependant avoir autorité sur ceux qui le soutiennent. C'est à lui de commander. Que ses lieutenants respectent les volontés qu'il a exprimées autour d'une table de déjeuner. Il sera obéi — sinon compris.

» A lui seul appartient aujourd'hui la vision prospective du devenir de la France. Et ce devenir ne passe pas uniquement par les femmes du parti communiste, qui, elles, ont été désignées nombreuses pour solliciter les voix du corps électoral. »

CORRESPONDANCE

Les socialistes chrétiens

A la suite du commentaire que nous avons consacré au forum organisé par la revue Brèche (*le Monde du 26 novembre*), *M. Jean-Marc Ayrault, maire socialiste de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), nous écrit :*

Thierry Pfister considère que le choix de la convention nationale du 6 novembre de ne pas retenir ma candidature (pourtant retenue par le vote des sections et de la fédération de Loire-Atlantique) aux élections législatives et en me préférant la candidature d'Alain Chenard, maire de Nantes, répond au souci de la direction du P.S. de maintenir les équilibres internes entre « laïcs » et « chrétiens ». Cette interprétation est tout à fait erronée et parfaitement tendancieuse

Chacun connaît bien les positions claires que j'ai défendues sur le problème de la laïcité et des subventions à l'enseignement privé et la position qu'a adoptée la municipalité de Saint-Herblain qui a fait l'objet de tant d'attaques des forces les plus réactionnaires (1).

La désignation d'Alain Chenard ne s'est d'ailleurs pas faite sans difficulté à la convention nationale — vous en avez vous-même témoigné dans vos colonnes — puisque François Mitterrand lui-même s'est abstenu sur cette question, suivi par plusieurs dirigeants du parti socialiste.

[Il n'était pas question, en une phrase d'un commentaire consacré aux déclarations de M. Mitterrand, de traiter tous les aspects de la situation particulièrement complexe qui existe au sein de la fédération socialiste de Loire-Atlantique. D'autant que nous avons longuement analysé dans « le Monde » du 10 novembre le cas de cette fédération. S'il est exact que M. Mitterrand et ses amis les plus proches se sont abstenus lors du vote qui a désigné M. Chenard comme candidat socialiste dans la deuxième circonscription de Loire-Atlantique, il n'en demeure pas moins que les amis de M. Pierre Mauroy, qui se battaient en faveur du maire de Nantes, ont notamment fait valoir que le parti socialiste prendrait un risque électoral en paraissant ignorer, dans le choix de ses candidats, l'ancienne S.F.I.O. et la tradition laïque. — T. P.]

(1) N.D.L.R. — La municipalité d'union de la gauche de Saint-Herblain n'a pas reconduit les subventions accordées à l'enseignement privé local.

DANS UNE CONFÉRENCE A L'ÉCOLE CENTRALE DU P.C.F.

M. Kanapa estime que les Soviétiques n'ont pas poussé au bou[t] l'analyse de la période stalinienne

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a évoqué, au cours d'une conférence faite dans le cadre de l'école centrale du P.C.F. (et dont le texte est publié dans l'hebdomadaire « France nouvelle » du 5 décembre), la tactique « classe contre classe » adoptée en 1928 par le mouvement communiste international.

M. Kanapa, après avoir qualifié d' *« erreur »* ce mot d'ordre, ajoute :

« Il visé à appeler le mouvement ouvrier à l'intransigeance envers la bourgeoisie, mais il conduit des partis communistes à négliger des forces sociales pouvant être gagnées au combat de la classe ouvrière. Il en est ainsi également du qualificatif « social-fasciste » accolé à la social-démocratie, qui est faux du point de vue de la théorie politique, et nocif, car il entrave la réalisation de l'indispensable alliance des socialistes et des communistes. Dans les deux cas (et dans d'autres), la préoccupation de l'Internationale est la même : les partis communistes doivent se tremper comme force autonome, combative, authentiquement révolutionnaire, brisant définitivement avec la collaboration de classe. Mais les conclusions politiques qu'elle tire de ce souci sont poussées à l'extrême, mécaniques, stérilisantes. »

M. Kanapa analyse ensuite longuement les erreurs de la période stalinienne et en particulier ses conséquences sur la vi[e] l'Internationale communiste, constate qu'au sein de l'exécu[tif] de la IIIe Internationale « seul parti qui fut alors au po[u]voir jouait le rôle essentiel [et] dominant ». Certes les Sovi[éti]ques, à l'occasion du XXe congr[ès] du P.C.U.S., se sont engagés [dans] la voie de la déstalinisatio[n] mais M. Kanapa note :

« Il faut cependant dire à [ce] propos que toutes les leçons [de] ce passé ne furent pas tir[ées] aussi rapidement et aussi co[m]plètement qu'il était nécessa[ire]. Sans doute cela aurait-il été [fait] plus aisément si le P.C.U.S. a[vait] systématiquement mis à jour [les] faits et entrepris une anal[yse] vraiment fondamentale de le[urs] causes. Ce travail indispensa[ble] fut menée par lui de façon p[ar]tielle et superficielle. Le « c[ulte] de la personnalité de Stali[ne] devint l'explication unique [et] stéréotypée d'une pratique, [et] d'une conception politique sin[gu]lièrement plus complexe. P[l]us au bout d'un certain temps, [le] travail d'analyse et de recher[che] tournera court, et le P.C.U.S. co[nsi]déra comme suspecte toute t[en]tative de le poursuivre, de l'[ap]profondir. Or autant est ju[sti]fiable le souci de ne pas remâc[her] sans cesse le passé — ce qui [est] un exercice stérile et peu m[obi]lisateur, — autant on ne [peut] se garantir contre toute réédi[tion] (même partielle) des erreurs [du] passé sans procéder à leur ana[lyse] approfondie. Le mouvement [dans] son ensemble a ainsi perdu [du] temps. Et la conscience prise [par] les partis de la nécessité de t[irer] pour eux-mêmes les leçons du passé a, dans ces conditions, [été] inégale. Ce qui conduit à [des] discussions, voire des heurts [au] sein du mouvement [commun[iste] international]. *»*

[Le jugement porté par M. [Ka]napa sur la période de 1928 p[eut] montrer que le P.C.F. n'est pas [dis]posé, en mars prochain, à re[fuser] tout accord électoral avec le [P.S.], même s'il estime actuellement [que] l'heure n'est pas venue de tra[nc]her cette question.]

● *M. Jean Kanapa*, memb[re] du bureau politique du P.C[.F.], qui a participé samedi 3 décem[bre] à une journée d'étude de s[on] parti consacrée à l'indépendan[ce] nationale, a notamment déclar[é] : *« Les prises de position du par[ti] socialiste donnent à penser q[ue] celui-ci, non seulement voudr[ait] poursuivre la politique d'aband[on] que nous connaissons depuis [des] années, mais qu'il favoriserait [la] coordination des politiques d'au[s]térité à l'échelle des Neuf, q[u'il] s'emploierait à accélérer le proc[es]sus d'intégration politique s[ous] l'égide du partenaire alleman[d], qu'il aggraverait l'alignem[ent] atlantiste de la politique fra[n]çaise. »*

TOURCOING : crise entre soci[a]listes et communistes.

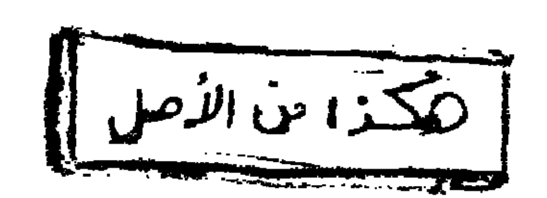
(De notre correspondant.)

Lille. — Le maire de Tourcoi[ng], M. Guy Chatiliez (P.S.) vient [de] retirer sa délégation à Mme A[n]nie Laignel, adjointe à la je[u]nesse et à l'enfance, membre [du] parti communiste. Dans une let[tre] adressée à cette dernière le 9 [no]vembre, M. Chatiliez faisait ét[at] de *« nombreuses négligences »* [et] d'un incident grave et demand[ait] au groupe communiste qui d[is]pose de cinq postes d'adjoints, [de] désigner son remplaçant qui a[u]rait la même délégation.

M. Jacques Coru, président [du] groupe communiste, a répon[du] vendredi 2 décembre au co[urs] d'une conférence de presse en [re]fusant d'accepter le retrait [de] délégation de Mme Laignel. *« U[ne] telle décision n'a visiblement p[as] but que de vouloir faire plier [le] groupe communiste, d'obtenir [de] lui une auto-censure »*, a décl[aré] M. Coru. Selon lui, ce qui est [en] cause à travers cet incident c['est] une prise de position du P.C.F. [à] propos du fonctionnement de l'[of]fice d'H.L.M.

Dans le Nord, on observe d[ans] de nombreuses municipalités [de] la gauche une tension qui [va] grandissant entre le P.C.F. e[t le] P.S. Elle s'exprime non seulem[ent] au cours des conseils municip[aux], mais par de nombreuses décla[ra]tions et communiqués publiés [no]tamment par le P.C.F.

A Tourcoing, trois contract[uels] ont été embauchés pour étud[ier] les dossiers économiques et d'a[mé]nagement du territoire. M. C[ha]tiliez, qui a affirmé récemm[ent] *« Je tiens le gouvernail d'une m[ain] ferme... »*, vient de signifier à l['un] de ces contractuels qu'il doit [se] consacrer à la tâche pour laqu[elle] il a été engagé et non point jo[uer] le rôle de *« secrétaire politique [du] groupe communiste »*. — G. S.



LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le Mouvement des démocrates [pu]blie ses premières listes de candidats

Réuni, samedi 3 décembre, sous la présidence de M. Michel [Job]ert, le conseil national du Mouvement des démocrates a constaté [l']incapacité des partis traditionnels à sortir de leur analyse, de leur [...] artificiel, de leur idéologie et discours périmés ». *Il a souhaité* « les Français osent se dégager des classifications politiques dépas[sées] et chercher ailleurs la force et le moyen de prendre en main leur [ave]nir ».

[L]e Mouvement des démocrates a rendu publiques, au début du mois [d'oc]tobre et au début du mois de décembre, deux premières listes de [can]didats dont nous donnons les noms ci-dessous. Une troisième [liste] devrait être publiée au mois de janvier.

[...] : MM. Bernard Louis (1re) ; [M]aurice Bardet (2e).

[ALP]ES-MARITIMES : MM. Clau[de] Bouttau (1re) ; Marcel Pa[...]zzoli (3e) ; Charles Duranoy [...] ; Pierre Merembielle (5e).

[...]E : M. Francis Masselin [...].

[BOU]CHES-DU-RHONE : MM. [Lu]cien Andreani (1re) ; Gérard [...]appe (5e) ; Henri Roche (7e) ; [Ja]cques Cassabalian (8e) ; Phi[li]ppe Bartholl (9e) ; Pierre [...]mbrage (11e).

[CAL]VADOS : M. Bernard Millet [...].

[CHA]RENTE-MARITIME : Mme [M]ichèle Degorce (4e).

[...]R : M. Jean-François Aus[...]dre (2e).

[CÔT]E-D'OR : M. Raymond Cetre [...] ; Mme Stéphanie Heinen [...].

[...]E : MM. Bernard Pelluard [...] ; Pierre-Charles Batoche [...] ; Louis-René du Bueil (4e).

[EUR]E-ET-LOIR : MM. Henri [...]ulfroy (1re) ; Jean-Claude [...]uvignon (2e).

[...]D : M. Jean-Claude Feraud [...].

[ILLE]-ET-VILAINE : M. Louis [...]vrier (5e).

[...]E : M. Claude Godard [...] ; Mlle Michèle Ballanger [...].

[...]E-ET-LOIRE : MM. Fran[...] Ruel (2e) ; Robert Lefèvre [...].

[LOIR]E-ATLANTIQUE : M. Yves [...]rideau (7e).

[...]ET : M. Alain Bornet (4e).

[MAIN]E-ET-LOIRE : MM. Didier [...]oir (2e) ; Bouchard (4e).

[...]NE : M. Gérard Mothe (3e).

[MEU]RTHE-ET-MOSELLE : M. [...]rick Rochet (5e).

[...]SE : M. Maurice Delamar[...] (2e).

[...]RE : M. Gérard Laraize [...].

[...] : MM. Lionel Aymard (1re) ; Jacques Delahousse (2e) ; Théodore Cluch (9e) ; Alain Delbecq (11e) ; Mme Raymonde Debatte (17e) ; M. Joël Mallar (19e).

OISE : M. Jean-Claude Papoz (1re).

PYRENEES-ORIENTALES : M. Robert Lièvre (1re).

RHONE : Mme Stéphane Vanessian (7e).

SARTHE : M. Daniel Bouvier (3e) ; Yves Populaire (5e).

SEINE-MARITIME : M. Gérard Fontaine (6e) ; Mme Ginette Rolland (7e) ; MM. Jean-Marc Mallet (8e) ; Yvon Chapus (9e).

DEUX-SEVRES : M. René Guedon (2e).

SOMME : M. Bernard Nieutin (2e).

VAR : MM. Angelin German (1re) ; Bernard Lafont, dép. (2e) ; Michel Harlaut (3e) ; Mme Claude Hocquard (4e).

VAUCLUSE : MM. Michel Delarche (1re) ; Henri Tarico (2e).

VIENNE : MM. RégisRoquetanière (1re).

Région parisienne

SEINE-ET-MARNE : M. Yves Oudard (3e).

YVELINES : MM. Jacques Milsan (1re) ; Jean-Paul Chauvigne(2e).

ESSONNE : M. Angelo Alterio (1re).

HAUTS-DE-SEINE : MM. Yvon Chapus (2e) ; Daniel Macher (3e) ; Alain Grielen (12e) ; André Truaisch (13e).

SEINE-SAINT-DENIS : M. Pierre Billard (9e).

VAL-DE-MARNE : Mme Marie-France Suivre (1re); MM. Abel Dingreville (4e) ; Jean-Pierre Dones (7e).

VAL-D'OISE : Mme Claire Lippus (2e) ; *M. René Ribière,* dép. (4e).

Le mouvement Chrétiens pour un monde nouveau présentera deux cents candidats

Le mouvement Chrétiens pour un monde nouveau (ex-Rassemblement des silencieux de l'Eglise) a réuni près d'un millier de catholiques à Paris, le 4 décembre, pour sa première « assemblée de résistance spirituelle ». Le but de la rencontre : élaborer une stratégie pour empêcher la gauche de gagner les élections législatives et voter une « charte d'écologie spirituelle ».

« Qu'y a-t-il à choisir entre un avorteur socialo-communiste et un avorteur libéral avancé ? Pratiquement rien, sinon que sous le régime représenté par ce dernier nous sommes encore libres de tenir un meeting de ce genre, tandis que si la gauche vient au pouvoir, c'en sera fini de la liberté. »

Le ton était donné par M. Jacques Desserre, qui présentait le mouvement Chrétiens pour un monde nouveau (C.M.N.) : un ton de croisade, spirituelle sans doute mais avant tout politique. Ce nouveau mouvement a été fondé, *explique son inspirateur,* M. Pierre Debray, pour « *suivre la stratégie de l'adversaire* ». « *Il a fallu le long, le difficile travail des « silencieux » pour imposer notre droit à la parole,* explique-t-il. *C'est fait. Nous devons passer à la seconde étape. A une action toute négative, qui nous était imposée, se substitue une action positive, à la défensive l'offensive, à la résistance la conquête.* »

Selon le fougueux leader de cette nouvelle résistance spirituelle, vivement applaudi tout au long de son discours, « *l'union de la gauche — malgré sa prétendue rupture qui n'est qu'une manœuvre habile — a déjà gagné les élections si les catholiques ne se mobilisent pas contre elle pendant les onze semaines qui nous séparent des élections. Car ce sont les catholiques, responsables du glissement à gauche lors des dernières élections, qui décideront des prochaines* ».

C'est pourquoi le C.M.N. propose *de présenter deux cents candidats* aux élections de mars. Sans trop d'illusions sur leur éventuelle élection, les dirigeants du mouvement ne cachent pas que leur but principale est d'avoir ainsi accès aux médias.

Le programme électoral des candidats, ainsi que celui de ceux qui seront présentés dans un an à l'élection du Conseil européen, portera essentiellement sur trois fronts : le respect de la vie — lutte contre l'avortement et l'euthanasie ; la défense de l'école libre — avec comme objectif de « *casser l'appareil totalitaire de l'éducation nationale* », et protéger et renforcer la cellule familiale.

Après les discussions en carrefour de ces trois thèmes, les participants de la réunion étaient invités à signer une pétition aux évêques de France demandant notamment :

« — *Qu'aucune religieuse, qu'aucun religieux, qu'aucun prêtre n'utilise l'autorité qu'il tient de la mission que lui a confiée l'Eglise à des fins partisanes.*

» — *Que l'opinion publique soit informée que ceux qui désobéiraient seraient,* ipso facto, *désavoués par leur évêque.*

» — *Que les mouvements d'action catholique qui feraient campagne, d'une manière ou d'une autre, ouvertement ou insidieusement, en faveur d'un parti ou d'une coalition de partis, ne puissent plus être considérés comme mouvements d'Eglise.* »

Pour Pierre Debray, l'adversaire principal est « *l'ennemi intérieur* », le marxiste qui s'est glissé à l'intérieur de l'Eglise. « *Le parti socialiste est composé de chrétiens à 50 %,* a-t-il fait remarquer, *des chrétiens qui sont en train de devenir plus marxistes que les socialistes d'origine laïque ! Or, le marxisme est une contre-religion, c'est l'ennemi absolu de Dieu.* »

ALAIN WOODROW.

Un sondage très contesté

Plusieurs personnalités contestent la valeur du sondage auquel nous avions fait allusion dans nos éditions du 3 décembre et que publie l'hebdomadaire « le Point » ce lundi 5 décembre.

M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., a publié une déclaration dans laquelle il souligne que cette enquête « *donne une représentation erronée des forces politiques du pays* ». Il ajoute : « *Dans le cadre de la concertation au sein d'une majorité pluraliste, le C.D.S. n'accepte de présenter que 120 candidats sur 473 circonscriptions métropolitaines, soit dans une circonscription sur quatre. Il y a ainsi trois circonscriptions sur quatre où le C.D.S. ne compte pas ses voix. Il paraît donc abusif de présenter des résultats de sondage qui ne représentent qu'un quart de l'électorat potentiel du C.D.S.* »

La direction du parti républicain a fait remarquer également que des candidats giscardiens ne sont pas présents dans toutes les circonscriptions et que « *le simple jeu de l'arithmétique explique que le P.R. recueillera, aux élections, un nombre de voix inférieur à sa force réelle dans l'ensemble du pays* ». M. Michel d'Ornano, ministre de la culture, membre du parti républicain, a estimé « *surprenant qu'un institut sérieux comme l'IFOP prenne des bases aussi peu sign[ificat]ives, aussi fragiles* ».

M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, fait observer que « *les sondages classent systématiquement tous les Français dans la majorité ou dans l'un des partis du programme commun, refusant d'intégrer dans leurs évaluations le parti socialiste démocrate* ».

L'enquête en question est un sondage-estimation de vote réalisé par l'IFOP du 17 au 23 novembre auprès d'un échantillon de 1 704 électeurs choisis dans cent dix-huit circonscriptions significatives. Elle fait apparaître les intentions de vote suivantes : 45 % pour l'actuelle majorité, 51 % pour l'opposition et 4 % pour les écologistes. Le R.P.R. obtient 24 % des suffrages, le parti républicain 13 %, le C.D.S. 3 %, les radicaux 2 %, le C.N.I.P. 1 %, les « *divers droite* » 2 %.

A gauche, le M.R.G. est crédité de 2 % des voix, le P.S. de 24 %, le P.C. de 21 %, le P.S.U. et l'extrême gauche de 4 %.

Bien que majoritaire au premier tour, la gauche perdrait les élections au second. Dans l'hypothèse la plus favorable pour elle (candidature unique au second tour), elle obtiendrait 231 sièges à l'Assemblée nationale (68 P.C., 153 P.S., 10 M.R.G.) et la majorité 242 (144 R.P.R., 68 P.R., 30 « *divers et centristes* »). Dans l'hypothèse d'un maintien des candidats communistes et socialistes, elle compterait 199 élus (48 P.C., 140 P.S., 11 M.R.G.) et la majorité 274 (163 R.P.R., 74 P.R., 37 « *divers et centristes* »).

Pierre Charpy, éditorialiste de *la Lettre de la nation* (organe du R.P.R.), écrit lundi 5 décembre : « *Il n'y a, au fond, qu'une donnée constante dans tous les sondages, officiels ou officieux, et c'est parce qu'elle est constante qu'elle est inquiétante : la majorité n'arrive pas à remonter le courant, même quand ses adversaires le descendent. Nous l'avons écrit souvent, en soulignant la nécessité de donner un nouveau souffle à la majorité.* »

● *Le général Marcel Bigeard,* ancien secrétaire d'Etat à la défense, a annoncé, dimanche 4 décembre, qu'il renonçait à se présenter aux élections législatives dans la deuxième circonscription de la Meuse (*le Monde* du 8 novembre), le député sortant, M. André Beauguitte (P.R.), ayant refusé de se retirer. Les autres candidats en présence sont MM. René Vigneron, socialiste de tendance CERES, qui a enlevé la mairie à M. Beauguitte aux dernières élections municipales, et Daniel Mayer (P.C.).

UNE NOUVELLE FORMULE DE COURS DU SOIR

(voir pages économiques)

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SAINT-ÉTIENNE : un conseiller municipal quitte le M.R.G.

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne — M. Eugène Dussart, qui est l'un des cinq conseillers municipaux radicaux de gauche de Saint-Etienne, a donné sa démission du M.R.G., dont il était membre du bureau fédéral. En affirmant que le M.R.G. « *est représenté dans la Loire par une seule personne au caractère antidémocratique* », le démissionnaire vise, sans le nommer, M. Michel Grossmann, adjoint au maire, vice-président de la fédération départementale et membre du comité directeur du M.R.G.

En désaccord avec ce dernier et non avec la politique du Mouvement, M. Dussart a précisé qu'il restait dans l'opposition et qu'il sera candidat aux prochaines élections législatives avec l'étiquette « radical socialiste indépendant » dans la deuxième circonscription (Saint-Etienne Sud-Est, Sud-Ouest).

D'autre part, M. Michel Dubouchet, conseiller municipal d'Unieux, a été exclus du M.R.G. pour avoir accepté d'être le suppléant de M. Robert Calvet, candidat du parti radical dans la quatrième circonscription (Firminy). — P.C.

A Beauvais

Vagues autour d'une piscine

De notre correspondant

Beauvais. — Deux cent cinquante manifestants ont troublé, samedi 3 décembre, à Beauvais, la cérémonie de remise solennelle, par M. Marcel Dassault, député R.P.R. de la circonscription, d'une piscine couverte, à la municipalité de la ville, en présence du maire, M. Walter Amsallem (P.S.).

Les conseillers municipaux communistes, en compagnie de deux cent cinquante personnes, ont scandé, devant la piscine, des slogans hostiles au parlementaire. Celui-ci s'est adressé aux manifestants, leur déclarant notamment que « *ses ouvriers étaient les mieux payés de France* » et qu'il avait « *lui aussi connu la misère avant la réussite* ».

Auparavant, M. Amsallem avait déclaré dans son allocution : « *S'abandonner au mécénat, accepter de remettre son sort dans les mains des puissants et des riches, nous paraît contraire à l'esprit de la République et de la démocratie. Nous aurions apprécié qu'une action nationale et départementale, fruit des efforts de toute une collectivité, en éliminant ces pratiques charitables qui avilissent ceux qui les subissent, ait permis le développement du budget nécessaire à la jeunesse et aux sports, que vous savez actuellement dérisoire, et qui s'élève à 0,67 ‰ du budget de la nation* ».

Les partisans de M. Dassault n'avaient évidemment pas de mots assez durs à l'égard de ce maire qui loin de dire merci pour ce cadeau estimé à plus de 1 million de francs, avait fustigé les pratiques du donateur.

M. GERRER NOUVEAU MAIRE DE COLMAR

M. Edmond Gerrer, centriste, a été élu vendredi 2 décembre maire de Colmar, au premier tour, par 35 voix et 2 bulletins blancs. Il succède à M. Joseph Rey, conseiller général de Colmar-Sud (centriste), qui s'est retiré en raison de son âge (soixante-dix-huit ans).

[Le nouveau maire, âgé de cinquante-huit ans, est professeur à l'école normale d'instituteurs du Haut-Rhin. Elu pour la première fois au conseil municipal en 1953, il a occupé les fonctions de premier adjoint de 1958 à 1971. Après avoir échoué, en 1971, dans sa tentative d'enlever la municipalité en se présentant contre M. Rey, il a été élu en mars 1977 sur la liste du maire, avant de lui succéder.]

● *Mme Giscard d'Estaing* visite, ce lundi 5 décembre et le mardi 6, le département de la Haute-Savoie, dont elle devait rencontrer les parlementaires, lundi après-midi à l'hôtel de ville d'Annecy. Mardi, l'épouse du chef de l'Etat devait se rendre à Chamonix, puis à Sallanches et à Marignier.

● *La section R.P.R. de Calais* a été dissoute à la suite des protestations de nombreux adhérents devant la désignation de M. Gabriel Letellier, chef de cabinet de M. Guéna, comme candidat R.P.R. dans la septième circonscription, dont le député est M. Barthe (P.C.), maire de Calais.

Le débat budgétaire au Sénat

DOM-TOM et tourisme

Le Sénat a adopté samedi 3 décembre le budget des territoires d'outre-mer. L'avenir de ces territoires, a souligné le rapporteur, M. JAGER (Un. centr., Moselle) réside désormais dans la mer. Il faut donc poursuivre avec des moyens accrus l'exploration sous-marine du Pacifique, où les modules métalliques abondent.

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a indiqué les orientations principales pour 1978 et annoncé des actions en faveur des populations dans les territoires du Pacifique, notamment, en Nouvelle-Calédonie, une politique de restructuration foncière consistant à racheter certains grands domaines peu exploités pour leur remise, après équipement, à la disposition d'exploitants mélanésiens.

Les crédits des TOM ont été votés, le groupe communiste, dont le porte-parole était M. BOUCHENY (Paris), se prononçant contre.

Les sénateurs avaient adopté auparavant les crédits des départements d'outre-mer. La hausse des prix de détail, avait noté le rapporteur, M. JAGER, a été plus sensible dans les DOM qu'en métropole. « *Les DOM deviennent des départements comme les autres, c'est notre objectif*, a déclaré M. STIRN. *Reste à aligner le niveau de vie dans les cinq à dix ans à venir.* ». Les crédits ont été approuvés (sauf par le groupe communiste), après interventions des représentants de DOM, l'une des plus critiques étant celle de M. HEDER (appar. P.S., Guyane), qui « met tous ses espoirs » dans la victoire de la gauche en mars prochain.

La fin de la séance de samedi a été consacrée à l'examen des crédits affectés au tourisme. Leur rapporteur, M. YVES DURAND (non-inscr., Vendée), a réclamé un contrôle de l'implantation des résidences secondaires et une meilleure incitation des Français à connaître leur pays.

M. MALASSAGNE (R.P.R., Cantal) a regretté de son côté au nom de la commission des affaires économiques que la promotion touristique soit sacrifiée à d'autres actions prioritaires, et a demandé la suppression des seuils qui interdisent aux petits hôtels de bénéficier de l'aide à la modernisation.

Dans sa réponse, qui a précédé le vote des crédits, M. MEDECIN, secrétaire d'Etat au tourisme, a souligné l'importance des commissions régionales d'équipement hôtelier et affirmé qu'elles n'accordaient aucune priorité au tourisme de luxe. « *L'hôtellerie*, a-t-il précisé, *pourrait offrir vingt mille emplois. Le ministère de l'éducation n'en forme que moitié moins.* » — A. G.

RECTIFICATIF. — M. Machefer, sénateur des Yvelines (P.S.), nous signale que la réduction de 10 % qu'il a suggérée au cours du débat budgétaire sur les « charges communes » (*le Monde* du 30 novembre) ne s'appliquait évidemment pas à la pension des retraités militaires s'engageant dans une seconde carrière, mais à la déduction forfaitaire sur le montant des pensions de retraite qu'ils doivent déclarer pour l'imposition de leur revenu.

UNE ÉLECTION CANTONALE

CORSE DU SUD : canton de Celavu-Mezzana (1er tour). Inscr., 5 418 ; vot., 3 485 ; suff. expr., 3 430.

MM. Noël Sarrola (rad. de gauche), maire de Sarrola-Carcopino, conseiller régional, 2 082 voix (60,69 %.) ÉLU ; Paul Leca (R.P.R.), majorité présidentielle, 819 voix (23,87 %), maire de Valle-di-Mezzana ; Achille Martinetti (P.C.F.), 378 voix (11,2 %) ; Mme Juliane Paoli (P.S.), 151 voix (4,40 %).

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis la mort de Marius Casile, président du conseil général de Corse du Sud. La gauche présentait trois candidats qui ont réuni près de 76 % des suffrages, la majorité présidentielle un candidat unique. M. Sarrola était soutenu par M. Nicolas Alfonsi, député d'Ajaccio-Calvi, radical de gauche.

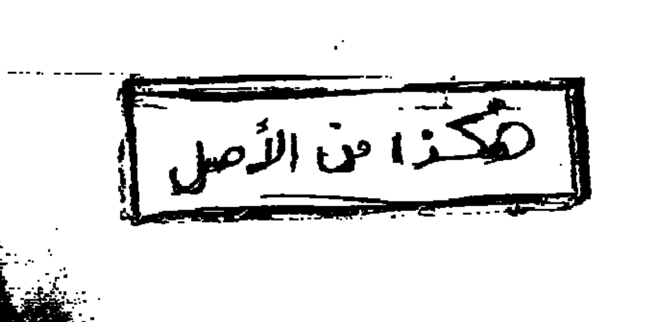
En 1976, M. Casile, radical de gauche, avait été élu par 2 071 voix contre 591 aux deux candidats de la majorité présidentielle (M. Yves Pozzo di Borgo, C.D.S., 407 voix, M. Denis Ceili, rép. ind., 184), 386 à un candidat sans étiquette ((M. Simon Cruciani) et 251 au candidat communiste (M. François Tavera). M. Casile avait bénéficié d'un certain nombre de suffrages modérés favorables à la majorité présidentielle, mais n'avait pas mobilisé l'ensemble de l'électorat de gauche. L'élection de dimanche s'est faite dans des conditions différentes. Elle a été politisée, ce qui explique les reclassements et les progrès des candidats de chaque formation par rapport au scrutin de mars 1976. Les autonomistes avaient lancé un mot d'ordre d'abstention qui a été peu suivi, le pourcentage des abstentionnistes (35,62 %) étant considéré comme normal par l'ensemble des observateurs. — (Corresp.)]

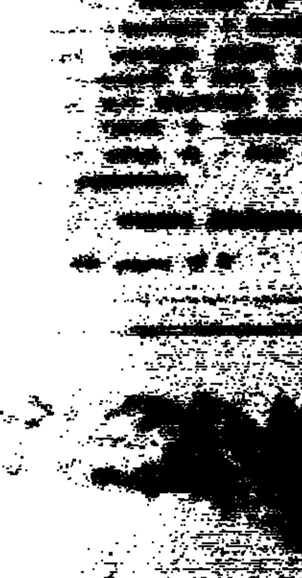
RAPATRIÉS

● Le RECOURS (*Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés*) a sollicité une audience auprès de M. Chirac pour lui demander « *d'utiliser tout le poids du R.P.R.* » afin d'obtenir, lors du débat au Sénat, une amélioration du projet de loi d'indemnisation adopté en première lecture par l'Assemblée nationale.

● *L'Association nationale des Français d'Afrique du Nord* déclare qu'« *une fois encore, malgré les promesses, les rapatriés sont considérés comme des citoyens de seconde catégorie auxquels on refuse un traitement conforme à la Constitution et au droit* ». Elle se réserve « *de juger définitivement la nouvelle loi d'indemnisation après le vote du Sénat* ».

● *La Confédération nationale des Français musulmans rapatriés d'Algérie* estime que le projet de loi d'indemnisation adopté en première lecture par l'Assemblée nationale « *met une fois de plus les rapatriés de confession islamique en marge de toute disposition d'équité* ».





مكرر من الأصل

débat budgétaire au S

DOM-TOM et tourisme

POLITIQUE

La flûte désenchantée

(Suite de la première page.)

...rmi les « grandes illusions » : ...*e de sa première partie*, Albin ...andon en épingle trois : l'éco...e distributive, la nationalisation, ...lanification. Notre auteur n'a ...s pas de mal à démontrer que ... distribution des revenus ne ré... pas aujourd'hui à ce qu'on ...dait d'elle. Il en serait peut-...de même avec un gouvernement ...gauche, si l'on ne faisait que ...ger de responsables et si l'on ...ait seulement un peu plus loin, ... l'impôt notamment, dans la ...direction Mais si l'on se place ... une autre dimension, — ce ...'a pas fait l'ancien ministre — ...n pense, par exemple, que les ... marchands, les objets ne ...t peut-être pas toujours la meil... réponse aux besoins profonds ... citoyens, les déboires d'une ...ribution par la gauche ne ...sent alors pas si évidents et ...veloppement d'offre d'équipe... ou de services collectifs ne ... pas nuisible à l'économie, ...u'il y aurait une demande cor...ndante.

... « force de frappe » économique

...nationalisation *inspire moins de* ... à notre auteur, car c'est une ... « *force de frappe* » *écono*... Encore faut-il qu'elle ne dé... pas certaines limites. Il en ... même par la planification qui ...aboutir à des « *enfantements* ...ueux » dans sa relation avec ...rché. « *La planification n'est* ...*sante qu'en se reniant constamment elle-même : pour réussir elle doit être décentralisée et constamment révisée.* »

∴

La crise et la manière dont la gauche entend y répondre donnent à Albin Chalandon de nouvelles occasions de placer ses banderilles dans le programme commun. Selon lui, tout conspire à alimenter l'inflation dans les promesses faites alors qu'on peut s'étonner que des mesures courageuses contre la spéculation foncière (*par exemple* la municipalisation du sol urbain) n'ait pas été proposée. Il profite des critiques faites *pour proposer* ses *propres remèdes*. La lutte contre l'inflation, estime-t-il, doit s'exercer aux deux niveaux de la production des ressources et des revenus. Ce qui, en clair, signifie : stimuler l'investissement et si les dirigeants d'entreprises ne le font pas spontanément, *développer le* « *secteur mixte* », et pratiquer une politique des revenus, par la baisse des prix. Mais quel gouvernement a réussi jusqu'ici à obtenir par une distribution des gains de productivité une baisse homogène des prix ?

A propos de chômage, Albin Chalandon ne voit pas dans le programme commun la réponse à la contradiction fondamentale : comment pourvoir aux emplois qu'exige l'économie tout en préservant la liberté de l'orientation professionnelle. Le *refus* de la *mobilité*, la manière dont sont conçus les programmes de l'éducation nationale, pas plus demain, si la gauche gagne, qu'aujourd'hui, ne permettent d'entrevoir de nouveaux remèdes. Et notre auteur rejoint Alfred Sauvy pour mettre en garde contre une réduction trop brutale du temps de travail qui ouvrirait peut-être des emplois dans un secteur, mais pourrait créer des chômeurs dans un autre plus faiblement alimenté du coup par une production située en aval.

« Ce que je crois »

Enfin, le guêpier monétaire ne semble pas moins dangereux à Albin Chalandon pour une gauche du style « programme commun ».

« La crise des valeurs » et « La marche vers le socialisme », les deux derniers chapitres de l'ouvrage permettent à Albin Chalandon de répondre à une sorte de « Ce que je crois » sur des sujets qui lui tiennent à cœur. La réforme de l'entreprise ? Elle ne pourrait guère aller au-delà, selon lui, d'un système prévoyant la création autour du P.D.G. d'un comité de direction chargé de l'assister et d'un organe de contrôle chargé notamment de le désigner, composé de deux collèges représentant les *actionnaires et le personnel*.

La réduction des inégalités ? Un minimum garanti de ressources pour tous, oui ; un impôt sur le capital, oui, au-delà d'un certain seuil de fortune, ainsi qu'une augmentation des droits de succession, mais il faut maintenir une ouverture suffisante de l'éventail des rémunérations. Le pouvoir ? Avec le programme commun, deux branches se développeraient : celle de l'appareil d'Etat, celle des syndicats. L'une devrait gérer, l'autre continuer de revendiquer. L'accord entre les deux conduirait au régime totalitaire. Le gouvernement pliera plutôt devant les volontés du syndicalisme, avec les effets de dégradation qu'a connus la Grande-Bretagne.

L'ancien ministre, on le voit, n'épargne rien pour « désenchanter » cette « flûte » sur laquelle la gauche joue des airs séduisants. Il ne met jamais son drapeau en poche, tout en ayant le courage de reconnaître (p. 193) l'écueil de la société libérale, qui conduit à « *créer un homme dont l'affirmation se fait au détriment des autres et finalement de lui-même, dans la mesure où l'argent s'empare de son être et l'en chasse* ». On aurait aimé qu'Albin Chalandon pousse ce genre de « récitatifs » un peu plus loin et se demande comment son réformisme à lui pourrait bien s'épanouir ? N'avait-il pas rappelé quelques pages plus haut son incapacité à faire passer les mesures qu'il souhaitait et qui auraient pu freiner la spéculation foncière, du temps où il était ministre de l'équipement ?

PIERRE DROUIN.

★ Plon, 258 pages, 45 F.





Aujourd'hui,
le département "Transactions" d'Uffi-Paris
vous propose une sélection d'immeubles de bureaux et d'entrepôts en location.
Cette sélection ne porte que sur la région Parisienne, mais Uffi est présent dans plus de 30 villes en France.
A votre disposition.

BUREAUX

A Paris, 1er : 23, 25, 27 rue Cambon.
Un immeuble élégant du XIXe siècle entièrement rénové, climatisé.
Vous y trouverez des prestations de haut niveau.
250 m² à louer.

A Paris, 7e : 2, rue Dupont des Loges.
Un hôtel particulier de trois étages à proximité du Champ de Mars et situé à 500 mètres du métro "Ecole militaire".
750 m² à louer.

A Paris, 8e : 77, rue La Boétie.
Un immeuble récent, climatisé et de grand standing. 2 niveaux disponibles.
450 m² à louer.

A Paris, 8e : 90, Champs-Élysées.
Une adresse prestigieuse pour un immeuble de très grand standing.
Possibilité de location de petites surfaces.
800 m² à louer, à partir de 100 m².

A Paris, 8e : 79, rue de Miromesnil.
Entre St-Lazare et l'Étoile, dans un immeuble rénové.
150 m² à louer.

A Paris, 10e : 156, avenue Parmentier.
A 30 mètres de la station de métro "Goncourt" et à 600 mètres de la République, bureaux dans un immeuble ancien et 4 parkings.
630 m² à louer.

A Paris, 13e : 44, rue de l'Amiral Mouchez.
4 niveaux divisibles dans un immeuble ancien.
possibilité de restaurant d'entreprise.
700 m² à louer.

A Paris, 15e : 72 bis, rue Lourmel.
Bureaux luxueusement aménagés. Parkings.
690 m² à louer.

A Paris, 15e : 43 bis, rue des Entrepreneurs.
Un immeuble récent doté de locaux informatiques.
Surfaces disponibles à partir de 200 m².
1700 m² à louer.

A Paris, 17e : "Courcellor 1", rue Curnonsky.
En bordure du périphérique, un immeuble neuf de 13.500 m².
Bureaux cloisonnés et climatisés. Hall d'accueil prestigieux.
Restaurant d'entreprise et cafétéria.
Des surfaces à partir de 400 m² sont disponibles.
2.000 m² à louer.

A Paris, 19e : "Evolution", 18, rue Goubet.
Immeuble moderne entièrement cloisonné, climatisé, divisible à partir de 140 m². Restaurant d'entreprise.
2.500 m² à louer.

A La Défense : "Tour Horizon", quai National à Puteaux.
Bureau climatisés. Restaurant d'entreprise et cafétéria.
Pont de Neuilly à 300 mètres (métro - autobus).
Location à partir de 650 m².
2.000 m² à louer.

A St-Cloud : "La Colline St-Cloud".
Immeubles de grand standing. Restaurant d'entreprise.
Lots à partir de 300 m².
5.000 m² à louer.

A Levallois : "Courcellor 2", rue d'Alsace.
A côté du périphérique (Pte d'Asnières), face au XVIIe, cet immeuble de 21.000 m² de bureaux possède des salles de conférences, des salons privés pour repas d'affaires, un restaurant d'entreprise pouvant servir jusqu'à 1.200 repas et une cafétéria.
Vous y trouverez même un tennis au 21e étage.
6.000 m² restent à louer.

ENTREPÔTS
ET ATELIERS INDUSTRIELS(*)

A Sarcelles.
Zone Industrielle de Sarcelles.
Accès A 1 (sortie St-Denis), R.N. 1, R.N. 16, D. 125.
17.000 m² d'entrepôts divisibles sur deux niveaux.
Bureaux en mezzanine.
Lots à partir de 1.400 m².

A Ste-Geneviève-des-Bois.
Zone Industrielle de la Croix-Blanche.
Accès A 6 (sortie Savigny-sur-Orge), R.N. 20, R.N. 446, D. 117.
10.000 m² d'entrepôts divisibles, bureaux en mezzanine.
Lots à partir de 750 m².

A Louvres.
Zone Industrielle de Louvres.
Accès A1 (sortie Roissy) ou R.N. 17.
918 m² d'entrepôts et 117 m² de bureaux en mezzanine.
A louer.

*** A Cergy/St-Ouen-l'Aumône.**
Zone Industrielle de St-Ouen-l'Aumône.
Accès A 15 (sortie St-Ouen-l'Aumône) ou R.N. 14.
4.800 m² d'ateliers industriels situés dans le Parc Moderne d'Industries qui possède de nombreux services communs (restaurants, banques, etc).
A louer, modules de 1.200 m² avec 180 m² de bureaux.

A Champigny-sur-Marne.
Zone Industrielle de Champigny.
Accès A 4 (sorties : Champigny ou Chennevières), R.N. 4.
20.000 m² d'entrepôts avec bureaux attenants.
Lots à partir de 600 m².

UFFI, LA RÉPONSE A TOUT PROBLÈME IMMOBILIER.
522.12.00

Uffi
UNION FONCIÈRE ET FINANCIÈRE
37, RUE DE ROME 75008
261.80.27

مصور من الأصل

Le Monde

société

LES JEUNES ET LE CHOMAGE

L'O.C.D.E. propose des mesures pour une meilleure préparation à la vie active

Des millions de jeunes chômeurs. Des gouvernements inquiets et perplexes. Telle est la toile de fond de la conférence qui réunira, les 15 et 16 décembre, à Paris, les ministres du travail de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) (1). Le mal est trop profond et ses causes trop anciennes pour qu'on puisse attendre un miracle de ce « sommet ». Tout au plus peut-on espérer que les participants parviendront à définir une politique qui, au vu des expériences fragmentaires de ces dernières années, ait quelque chance d'atténuer le mal.

Une première idée de ce que pourraient être les conclusions de cette conférence, que présidera M. Ray Marshall, secrétaire au travail des Etats-Unis, figure déjà dans un rapport sur « L'éducation et la vie active » que le conseil de l'Organisation a adopté il y a quelques jours. Dans ce rapport, l'O.C.D.E. plaide pour une meilleure préparation des jeunes au monde du travail. Mais elle souligne aussi les risques de gaspillage et de frustration que cette politique pourrait engendrer si elle ne s'accompagnait pas d'une meilleure utilisation des capacités de chacun et d'un changement d'attitude à l'égard des nouvelles générations, plus qualifiées et plus sensibles que les précédentes à leurs conditions d'emploi.

Ce qui frappe à la lecture du document de l'O.C.D.E., qu'accompagne un catalogue de quatre-vingt-sept mesures imaginées ces dernières années par les pays membres dans le domaine de l'éducation et de l'emploi, c'est l'ignorance à peu près complète de l'efficacité de celles-ci. Tout se passe comme si, au fur et à mesure que grimpait la courbe du chômage, les autorités avaient multiplié les initiatives ponctuelles sans s'assurer toujours de leur cohérence et de leur bien-fondé. Aussi l'O.C.D.E. se contente-t-elle d'inviter les gouvernements à recenser les expériences. Pour les « évaluations techniques », on verra plus tard.

Le rapport se montre cependant assez net sur les grandes lignes de la politique qu'elle préconise. La réduction du chômage des jeunes, souligne-t-elle, passe par l'ouverture de l'école sur le monde extérieur. C'est ainsi qu'elle recommande l'initiation des élèves, avant la fin de la scolarité obligatoire, à l'économie et à la vie professionnelle.

Comme exemple de cette initiation, le rapport cite les programmes de « career education » aux Etats-Unis : certaines autorités locales recrutent depuis quelques années des enseignants dans les entreprises, les syndicats et l'administration, et accordent des points supplémentaires aux élèves qui se consacrent à une activité professionnelle en dehors de l'école. Au Portugal, quelques établissements scolaires ont mis au point un système de production agricole et de vente par les élèves. Il est de l'intérêt de tous, écrit l'O.C.D.E., que les employeurs favorisent ce genre d'expérience.

« Certaines divergences entre l'éducation et la vie active, note le conseil, *pourraient être nettement atténuées si davantage d'enseignants (...) pouvaient exercer un autre métier pendant quelque temps. »* Cette possibilité est maintenant offerte en Suède à la plupart des professeurs. Une expérience identique a été tentée en France entre 1971 et 1975. Mais elle a été interrompue faute de crédits.

Le rapport se montre très réticent à l'égard du système d'orientation précoce, en vigueur en France jusqu'à la réforme Haby. Il note que c'est seulement à partir de quinze ans que peut commencer l'orientation vers une filière professionnelle précise. De même, il souhaite la généralisation des études jusqu'à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à condition de prévoir des aides pédagogiques et financières pour les plus défavorisés. *« Il convient cependant d'agir avec prudence*, souligne le conseil, *si l'on veut éviter l'ennui qu'inspire à de nombreux jeunes une scolarité prolongée. »*

Pour ceux qui ont déjà quitté l'école, l'O.C.D.E. recommande le développement de l'apprentissage et du pré-apprentissage. Au moment où ils rédigeaient ce document, les experts du château de la Muette n'avaient pas encore connaissance des mesures arrêtées en France dans ce domaine. Mais ils citent l'exemple de l'Australie, qui encourage l'apprentissage par des primes aux employeurs.

Une politique généreuse

Comme en France cette année, les entreprises privées norvégiennes ont reçu en 1975 et 1976 des subventions pour embaucher ou former à titre temporaire des jeunes sans emploi. Outre-Manche a été mis au point, en 1972, le « Community industry scheme », en faveur de chômeurs de seize à dix-neuf ans. En petits groupes d'une dizaine, ces jeunes réalisent, sous la direction d'ouvriers qualifiés, des travaux d'intérêt social, notamment dans le domaine de l'environnement. Des recherches menées il y a trois ans montrent qu'un tiers d'entre eux parviennent ensuite à trouver un travail stable ou à reprendre des études. Un degré supplémentaire dans la création directe d'emplois a été franchi au Canada, depuis 1974, avec les programmes d'initiatives locales (PIL), qui permettent à des isolés ou à des groupes d'obtenir du gouvernement fédéral des crédits pour réaliser pendant une durée déterminée des travaux d'intérêt général.

Mais l'essentiel de ce document est de montrer que l'élévation du niveau de formation peut être inutile si elle n'est pas complétée par des mesures visant à améliorer les conditions d'emploi. *« Si l'on reconnaît*, note l'O.C.D.E., *le droit à un minimum d'éducation, il faut reconnaître aussi que l'absence de possibilités de mettre à profit les connaissances ainsi acquises est source d'un gaspillage économique considérable et de profondes frustrations individuelles. »*

Si le rapport se montre discret sur les moyens de venir à bout du chômage, il souligne cependant l'intérêt qu'auraient les entreprises à s'appuyer sur une main-d'œuvre plus instruite et à tenir compte du changement d'attitude des nouvelles générations à l'égard du travail.

En Suède, souligne à ce sujet le conseil, *« les entreprises doivent mettre de côté une partie des bénéfices réalisés en période de forte activité conjoncturelle pour les investir, lorsque vient la récession, dans des améliorations de l'environnement du travail »*. Dans ce même pays, les représentants ouvriers aux nouveaux conseils de surveillance bénéficient d'une formation spéciale. Ainsi la démocratie dans l'entreprise n'apparaît plus comme une fin en soi : elle est devenue un impératif économique.

En définitive, l'O.C.D.E. préconise une politique généreuse et ambitieuse même si ses contours apparaissent ici et là un peu flous. Les gouvernements, note cependant le conseil, devront se méfier des effets « pervers » engendrés par ces mesures. Il convient de veiller avec soin à ce que les aides à la création d'emplois temporaires *« ne dissuadent pas le travailleur de poursuivre des études ou d'accepter un travail dans des conditions normales »*. Il faut aussi que la priorité accordée aux jeunes sans emploi ne conduise pas à une augmentation du chômage d'autres catégories de travailleurs.

Toutes ces questions ouvrent de nouvelles perspectives aux pédagogues, aux chercheurs et aux gouvernements. Mais, si on ignore le plus souvent leur efficacité, on ne s'est guère interrogé non plus sur leur coût. En France, des centaines de millions de francs ont été jetés dans la bataille, parfois à l'aveuglette, avec la seule excuse de l'urgence et de la nouveauté. Il faut souhaiter que ces mesures fassent maintenant l'objet d'études plus détaillées.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Les pays membres de l'O.C.D.E. sont l'Allemagne fédérale, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

A ROUDOUALLEC (MORBIHAN)

Partir ? pour rien au monde

De notre correspondant

Quimper. — Christian a vingt et un ans et un baccalauréat technique en poche. La certitude de ne pas pouvoir trouver du travail au pays natal dans l'électronique l'a amené à accepter un emploi de marqueur dans une criée bigouden.

Marie-France est âgée de dix-neuf ans. Très intelligente, elle aurait sans doute pu mener de brillantes études supérieures. Mais elle n'entendait à aucun prix émigrer. Alors elle s'est arrêtée après le baccalauréat. Son espoir ? Un problématique « *boulot pas trop bête* ». En attendant, elle donne un coup de main par-ci, par-là, et n'hésite pas, lorsqu'on lui fait appel, à servir au café du coin.

Jacques approche de la trentaine. Il y a deux ans, il a été licencié : depuis, il « bricole ». Cependant il ne partirait « *pour rien au monde* ».

Gérard a vingt-quatre ans. La ferme paternelle n'était pas assez étendue (17 hectares) pour lui permettre d'élever décemment une famille. Après son service national, il est devenu livreur. Très vite, il a compris que, pour décrocher un poste intéressant et un salaire honnête, il lui faudrait accepter de quitter la Bretagne. Chez lui, l'émigration était une fatalité : quatre des frères de son grand-père et un frère de sa mère sont américains. Lui a refusé une telle solution. Il est revenu à l'exploitation et a investi 200 000 F dans une étable à veaux, « *pour tenter de s'en tirer* ».

Ces cas, on pourrait les multiplier à loisir : la volonté de demeurer au pays est devenue générale. C'est dans la Montagne Noire, d'où des dizaines de milliers de Bretons ont, en un peu moins d'un siècle, mis le cap sur les Etats-Unis et le Canada, que ce renversement de situation est le plus perceptible. Après la première guerre mondiale, puis, après la deuxième, les jeunes s'expatrièrent en si grand nombre que certaines communes, comme Roudouallec (Morbihan, neuf cent soixante habitants), comptent parmi leurs enfants plus d'Américains que de Français.

L'amertume des émigrés

De l'avis du maire, M. Le Bris, qui lui-même a un frère et une sœur aux Etats-Unis, il n'existe pas dans la localité de familles dont au moins un membre ne soit à présent de l'autre côté de l'Atlantique, en général, à New-York. « *Les trois quarts des maisons de Roudouallec*, précise-t-il, *ont été payées en dollars.* »

Pourquoi les jeunes s'en allaient-ils ? « *Parce que les fermes étaient petites, les familles nombreuses et les débouchés nuls.* » Les adolescents abandonnaient l'école aussitôt après le certificat d'études, « *mais aux vacances, quand les Américains étaient de retour avec leurs immenses voitures, leurs costumes dernier cri, leurs pourboires généreux et leurs histoires fabuleuses, ces mêmes adolescents comparaient et rêvaient* ».

Un beau jour, avec en poche l'adresse d'un frère, d'un oncle ou d'un ami, ils prenaient le bateau ou l'avion. Vers le milieu des années 50, les départs s'espacèrent. Ils ont complètement cessé il y a cinq ou six ans. Plus instruites, plus critiques, plus mûres, les nouvelles générations ne regardent plus la patrie de Lincoln comme un Eldorado. Elles savent que si leurs aînés ont « réussi », c'est parce qu'ils ont, la plupart du temps, accepté des horaires américains de dix-douze heures et quelquefois davantage. C'est parce qu'ils ont vécu pendant des années à quatre ou cinq dans un deux-pièces. Parce qu'ils ont trimé dur, ne reculant devant aucune tâche pourvu qu'elle fût convenablement payée : laveur de vaisselle, bûcheron, saisonnier dans les exploitations agricoles, étaient leur lot.

Aujourd'hui, constatant l'élévation du niveau de vie depuis deux décennies, notamment dans l'agriculture, bien des vieux émigrés se demandent, non sans amertume, si le jeu en valait la chandelle. Ils savent qu'ils n'auront plus d'imitateurs. Et lorsque les bardes, Youenn Gwernig — exilé à New-York — et Gilles Servat chantent la détermination des Bretons de travailler au pays et leur refus d'être « *bougnoulisés banlieue nord-est* », ils ne font que constater un état de fait.

JEAN LE NAHOUR.



SOCIÉTÉ

Libres opinions

Le droit d'être vieux

par ROGER SEYDOUX (*)

DEPUIS près de vingt ans, les pouvoirs publics et les partis politiques portent un intérêt sans cesse croissant aux personnes âgées et proposent des mesures concrètes tendant à améliorer leurs conditions de vie.

Il n'en demeure pas moins que chaque nouvelle disposition prise en leur faveur donne naissance à de nouvelles revendications.

Quelles sont les causes de cette attitude ? La politique de la vieillesse ne tiendrait-elle compte que des aspirations exprimées et pas suffisamment des besoins réels et profonds des intéressés qui les expriment peu ou mal et qui sont, par conséquent, difficilement décelables ? Les mesures prises pour abaisser l'âge de la retraite ne seraient-elles pas, à cet égard, un exemple significatif ?

C'est pourquoi, la Fondation de France, établissement privé, indépendant, à vocation d'intérêt général, a souhaité connaître les aspirations profondes des retraités par le biais d'une récente enquête. En agissant ainsi, elle ne faisait que poursuivre son action en faveur des personnes âgées, qu'elle a commencée en 1975 par une campagne qui a révélé la gravité du douloureux problème de la solitude.

La recherche effectuée a eu pour objet de déterminer la façon dont le vieillissement est vécu tant par les personnes âgées que par les jeunes et les adultes et de dresser la liste des propositions pour une politique de la vieillesse plus élaborée.

Afin de s'éloigner autant que possible de la réflexion théorique, la Fondation de France a organisé, dans plusieurs villes, des réunions animées par des psycho-sociologues, au cours desquelles des personnes âgées, des adultes et des spécialistes du troisième âge, réunis en groupes distincts, ont exprimé librement leur opinion et confronté leurs vues.

De ces travaux, il est ressorti, tout d'abord, que la retraite est la cause objective du vieillissement, qu'elle provoque une perte de l'identité et du pouvoir social avec toutes les implications que cela entraîne sur les plans affectif, sexuel et des relations mutuelles. Ce n'est pas là une constatation nouvelle : elle a été très bien analysée par plusieurs spécialistes. En revanche, *il semble que l'on n'ait pas suffisamment insisté sur le fait que cette rupture était vécue comme une faute :* la personne âgée se sent coupable de n'avoir pas su maintenir ou créer des relations avec la société. Elle se reproche cette situation et elle sait que les autres la lui reprochent aussi.

Ces constatations préliminaires éclairent mieux les orientations qui président à la recherche de solutions. Une grande partie d'entre elles visent à *restaurer l'identité des personnes âgées* en exigeant qu'elles soient considérées comme des adultes autonomes, ayant chacun sa personnalité. Cela conduit tout d'abord à éviter tout ce qui engendre la dépendance (la médicalisation excessive, par exemple). Le maternage doit, d'autre part, être proscrit tant que les conditions physiques et intellectuelles le permettent. Il s'agit également de faire accepter leur vieillissement par tous ceux qui s'acharnent à maintenir un mode de vie qui ne peut plus être le leur. Le maintien de l'identité nécessite aussi l'acceptation par tous de relations affectives dans le troisième âge, car on ne saurait oublier que le besoin d'aimer et d'être aimé répond à un besoin psychologique profond.

On a cependant vu que la rupture sociale causée par la retraite était le plus souvent à l'origine du drame du vieillissement. Aussi convient-il de *créer des activités et des valeurs spécifiques au troisième âge et reconnues par tous.* Chacun sait que, dans les sociétés traditionnelles, le vieillard est encore la mémoire de la collectivité. Enfin, le troisième âge doit maintenir et développer ses relations avec les autres classes d'âge. Il faut donc le considérer non pas comme une catégorie particulière, se situant dans un monde à part, mais comme un élément important de la société.

Pourquoi les maisons de jeunes et de la culture ne s'ouvriraient-elles pas aux adultes et aux personnes âgées, afin de devenir des maisons de la culture pour tous ? Ces relations intergénérations seraient d'autant plus aisées que les personnes âgées auraient une fonction sociale reconnue. Inversement, elles permettraient de découvrir les nouveaux rôles sociaux que peuvent jouer les personnes âgées. Aux contacts des enfants et des adultes, les vieux, devenus conteurs, historiens, écologistes, retrouveraient un rôle perdu avec la retraite. Fonction sociale et relations avec les autres générations sont créatrices d'identité — mais les personnes autonomes le découvrent plus facilement que les personnes dépendantes. — de nouveaux rôles sociaux et donc de rapports plus riches avec le monde. *Le débat entre l'autonomie et la sécurité n'est pas nouveau :* la recherche d'une trop grande sécurité entraîne une perte d'autonomie, l'indépendance absolue se paie cher et implique des risques considérables.

La politique de la vieillesse ne peut donc se limiter à quelques opérations ponctuelles, sinon elle sera toujours à court terme.

Une action à long terme doit intégrer tous les éléments évoqués ci-dessus et prévoir tous les moyens pour la réaliser. Or, si la politique actuelle est, dans l'ensemble, judicieuse et opportune, elle ignore encore certains besoins. Prenons le cas des mesures tendant au maintien à domicile · elles impliquent des relations mutuelles avec les autres générations, mais ne conduisent pas nécessairement le corps social à accepter des valeurs d'activité propres au troisième âge. D'autre part, la multiplication des allocations spécifiques, éventuellement modulées, selon le niveau des retraites et qui s'effectue au détriment de la revalorisation des pensions, incite l'opinion à traiter la personne âgée comme une assistée et diminue la liberté d'action qu'elle lui reconnaît.

Cela dit, il est plus facile d'analyser cet état de fait et de critiquer les solutions adoptées que d'en proposer de nouvelles.

Il n'en reste pas moins que les personnes âgées sont de plus en plus conscientes d'une certaine inadaptation de la politique suivie à leur égard. *Elles ne voient d'issue qu'en s'organisant.*

En raison de l'abaissement de l'âge de la retraite et du recul de la mortalité, elles deviennent de plus en plus nombreuses et seront tôt ou tard plus puissantes. Il est possible que de la notion de classe d'âge on passe rapidement à celle de groupe de pression, à moins que toutes les parties intéressées ne s'efforcent de donner aux personnes âgées la place qui leur revient dans la société.

(*) Ambassadeur de France. Président de la Fondation de France

Les désirs de Kiki Picasso

Un étrange appel a paru, samedi 3 décembre, dans la rubrique « spécial petites annonces » du quotidien *Libération*, sous le numéro 6 559. Un texte manuscrit, encadré, occupait une place très supérieure à celle d'une annonce habituelle. « *Tout lecteur qui compte en finir avec la vie dans les jours prochains,* pouvait-on lire, *est prié de m'écrire au journal pour me donner l'heure et le lieu de leur suicide. Je n'essayerai pas de vous arrêter, seulement vous regarder (de loin). Il n'y aura aucun contact entre nous. Je n'ai jamais vu de gens mourir. C'est la pièce manquante de la théorie de l'inexistence formulé par Louki Lunar dans son livre* la Mort qui marche.

» *Afin de vous prouver mon attachement, je me suiciderai moi-même par le feu, vendredi 9 décembre à 19 heures, devant les locaux de* Libération. *Cette action n'est pas une protestation, c'est le stade terminal de mes recherches sur l'inexistence.*

» *Mon père est mort au service de l'image, je souhaite voir ma mort en image. Vive Louki Lounar et son pulvérisateur.*

Kiki Picasso. »

« *C'est une provocation de Bazooka* », dit-on calmement à *Libération*. Bazooka est une association de dessinateurs — à peine une dizaine de personnes — qui se veulent « à contre-courant », hors de toute classification, « *mais qui, sans se réclamer des punks, font physiquement très punk* », explique un rédacteur. Il y a presque un an que *Libération* leur a ouvert ses colonnes : « *Pour eux, le journal est un espace et ils se servent de toutes les parcelles de cet espace ; pourquoi pas les petites annonces ?* »

Depuis une quinzaine de jours Bazooka a utilisé plusieurs fois la signature « Kiki Picasso ». En outre, de nombreux encadrés, vides ou dans le style de Piet Mondrian, sont signés «Picasso». Pour les habitués de *Libération*, le code était évident. Le journal ne s'est donc pas ému du message de l'annonce 6 559. « *Il y a fort à craindre qu'ils ne mettent pas leur menace de suicide à exécution,* déclare-t-on avec ironie. *La signature les rend tout de suite identifiables. Il ne faut pas donner trop d'importance à tout cela. La provocation, quand elle devient systématique, ne provoque plus rien.* » On se promet pourtant d'essayer de surveiller le courrier dans les jours à venir.

ET UN ALLER POUR LA RHODÉSIE !

De notre correspondant régional

Lyon. — *On recrute à Lyon des « mercenaires » pour la Rhodésie. C'est l'information qu'a donnée, le 30 novembre,* le Point du jour, *un nouveau venu de la presse quotidienne dans la région Rhône-Alpes, lancé par le parti communiste français, le 22 novembre dernier. Au départ, une petite annonce parue le 17 novembre dans un autre quotidien régional,* le Progrès : « Ch. d'urgence sécurité gardiennage, h. célibataires, âgés de 22 à 35 a. environ, b. présentation. Se présenter l'Epi, 2, rue Bellecordière (...) ou téléphoner (...) ».

Alerté par un lecteur, un journaliste du Point du jour, *M. Pierre Neuville, a commencé son enquête en téléphonant. On lui a parlé de* « gardiennage la nuit dans les usines », *mais aussi d'une possibilité de* « garder des troupeaux en Rhodésie » *et on l'a renvoyé à l'Epi-Bar à un certain M. Chevallier. M. Neuville s'y est rendu. L'homme en question se fait appeler Etienne. Il avait un assistant plus jeune que lui, jouant les sergents recruteurs.* « T'es un peu au courant du travail ? » « Pas trop », *a répondu le journaliste.* « C'est à l'étranger, en Rhodhésie. Tu vois, à la frontière rhodésienne, il y a des fermes. Depuis quelque temps, il y a des « terroristes » qui font des incursions et empêchent les fermiers de travailler. Alors nous, on doit les protéger. »

« Des vachers, quoi », *prétendent aujourd'hui les recruteurs. Mais le journaliste est formel : ses interlocuteurs lui ont précisé dans la conversation qu'il n'irait pas là-bas pour garder des troupeaux :* « Qu'il faudra savoir bien viser. » *Conditions : employeur, le gouvernement rhodésien ; salaire : 250 à 600 dollars rhodésiens par mois ; logement en bungalows ; visa obtenu par le biais de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris, et voyage « aller » payé*

Selon certaines informations, deux contingents de « volontaires » se seraient déjà envolés pour la Rhodésie au mois de septembre. Prochain départ en principe le 11 décembre, depuis un aéroport parisien. Informations difficilement contrôlables. Il est vrai que les services officiels ne se sont pas précipités pour connaître les dessous exacts de cette affaire : trois jours après la parution de cette information spectaculaire, ni la sûreté urbaine de Lyon ni le service régional de police judiciaire n'avaient encore reçu de commission rogatoire pour une enquête éventuelle.

BERNARD ELIE.

Dans le causse du Tarn

SANGLIERS, BARBELÉS ET MILICE PRIVÉE

(De notre envoyé spécial.)

Albi. — *Pour permettre à certains amateurs de chasse de venir tirer le sanglier dans le causse du Tarn et du Tarn-et-Garonne, un éleveur, M. Bertrand Nesly, a acheté un millier d'hectares de garrigues et de bosquets sur les communes de Montricous et de Bruniquel (Tarn-et-Garonne), afin d'y pratiquer l'élevage de marcassins. Pour protéger cet élevage, M. Nesly a fait dresser une clôture de barbelés de 1,50 mètre de haut sur les 15 kilomètres du pourtour de son territoire; l'ensemble est électrifié. Pour éviter le braconnage, une petite milice armée de carabines 30-30 et munie de talkies-walkies patrouille jour et nuit aux abords de la propriété.*

Dans la nuit du 26 au 27 août dernier, trois coups de feu ont été tirés vers 3 heures du matin. Dès le lever du jour, un éleveur, M. Roger-Paul Roux, dont la propriété est enclavée dans le « camp retranché », a découvert trois de ses vaches tuées par balles semi-blindées provenant d'armes de marque américaine. Aux gendarmes chargés de l'enquête, M. Nesly a déclaré que ses gardes, trompés par l'obscurité — des témoins sont venus déclarer que, cette nuit-là, la pleine lune brillait de tout son éclat, — avaient tiré sur les vaches de son voisin, pensant qu'il s'agissait de trois sangliers en fuite.

Jugement à quinzaine.

LÉO PALACIO.

A l'étranger

LES CYCLOMOTEURS DU TROISIÈME AGE

New-York. — Le « baby boom » de l'après-guerre, qui avait débouché dans les années 60 sur un brutal abaissement de l'âge moyen aux Etats-Unis, a entraîné la mise sur le marché d'une foule de produits destinés aux jeunes et un infléchissement du style publicitaire en fonction de la psychologie des adolescents. Par un retour du pendule démographique, c'est le troisième âge — les personnes âgées de plus de soixante ans — qui forme aujourd'hui le marché le plus convoité par l'industrie de consommation : vingt-trois millions de personnes, que les firmes de publicité ont surnommé le « marché invisible ».

Les ouvriers retraités délient les cordons de leurs bourses plus facilement qu'au temps où ils étaient salariés. Le passage de l'âge de la retraite de soixante-cinq à soixante-dix ans, à la suite d'une décision du Congrès, aura donc forcément un impact sur l'importance du revenu des employés et sur leur pouvoir d'achat. Selon une récente étude de marché, les personnages âgés « *pensent à vivre et non pas à mourir* » et sont disposés à dépenser leur argent. Sur les étalages des super-marchés et dans les devantures des grands magasins, on peut apercevoir aujourd'hui des produits alimentaires ou vestimentaires pour « *senior citizens* ».

Les marchands de meubles ou de tapis, les propriétaires d'immeubles, déploient, eux aussi, de grands efforts pour vendre ou louer aux personnes âgées : 15 % des cyclomoteurs vendus aux Etats-Unis, en 1976, ont été achetés par des « *senior citizens* » : le troisième âge américain semble se convertir rapidement à ce moyen de transport. Une marque de yogourt a découvert que 25 % de ses produits étaient achetés par des personnes de plus de soixante ans. Aussi ne faut-il pas s'étonner si les flashes publicitaires à la télévision et les placards dans les magazines présentent moins de visages de jeunes et plus de physionomies de personnes âgées. L'Amérique a les tempes grises et l'industrie s'adapte rapidement à ce vieillissement.

LOUIS WIZNITZER.

MANIFESTATION POUR LA CONTRACEPTION ET L'AVORTEMENT

Une quinzaine de femmes ont porté plainte pour refus de vente à l'encontre de Mme Germaine Demolonde, pharmacienne à Marnay (Haute-Saône), qui n'accepte pas de leur procurer des pilules contraceptives, nous signale notre correspondant à Besançon. La position prise par Mme Demolonde, qui lui a déjà valu d'être condamnée à 400 francs d'amende par le tribunal de Vesoul en octobre dernier, a provoqué une manifestation samedi 3 décembre dans l'après-midi : environ quarante adhérentes ou sympathisantes du Planning familial et des groupes de femmes de Vesoul, de Gray et de Marnay, munies d'ordonnances leur prescrivant la pilule, ont occupé la pharmacie de Marnay. Les gendarmes sont intervenus, mais les manifestantes ont quitté les lieux sans autre incident.

Une manifestation a eu lieu, d'autre part, samedi, à Quimperlé (Finistère), à l'appel de militantes du Planning familial, pour protester contre « *la mauvaise application de la loi Veil sur l'avortement en Bretagne* ». Les manifestantes ont distribué un Livre noir selon lequel de nombreux hôpitaux refusent de pratiquer des avortements, notamment à Brest, Pont-l'Abbé, Loudéac, Paimpol, Vitré, Fougères, Quimperlé, etc. En outre, des écarts de prix très considérables sont observés.

JUSTICE

Le juge jugé

De notre correspondant

Bruxelles. — Entre deux gendarmes, le petit juge a fait son entrée à la cour d'assises de Gand, lundi 5 décembre, pour la deuxième semaine de son procès, qui se prolongera jusqu'en janvier. A quarante-trois ans, le juge d'instruction Guy Jespers a le physique et la démarche d'un shérif de western d'Hollywood. Son assurance aussi : pendant les cinq premiers jours de son procès, la semaine dernière, il n'a cessé de confondre le tribunal, au point que les journalistes et le public se demandaient qui présidait la cour, qui jugeait qui.

M. Guy Jespers connaît la musique. Brillant, il a été le plus jeune juge d'instruction de Belgique. Il ne laisse rien passer, ne pardonne rien, fait la leçon au président De Preter, morigène l'avocat général, décèle des erreurs dans le dossier, ricane. Il accuse les uns de légèreté, les autres de complot : « *J'ai toujours gêné,* dit-il, *toujours il y a eu des jaloux.* »

C'est vrai, tout lui réussissait jusqu'à son arrestation. Après, ce fut le dur réveil. Huit chefs d'inculpation pèsent sur M. Jespers et ses cinq co-accusés, sept pour le juge seul : assassinat et tentative d'assassinat sur la personne de sa femme, vol avec violence et menace chez deux vieillards, vol à l'aide de fausses clés dans un coffre de banque, faux en écritures, dénonciation calomnieuse d'un collègue pour empêcher sa nomination, détention illégale d'arme (*le Monde* du 1er mars 1977).

L'autre vedette du procès est un garagiste, M. Lucien De Cramer, qui se dit complice malgré lui, « *parce qu'on obéit toujours aux juges* ». Il avoue avoir participé au sabotage de la voiture de Mme Jespers. L'attentat ayant échoué, le juge aurait fait prendre des somnifères à sa femme pour la noyer dans sa baignoire. L'autopsie ne révéla rien, mais M. De Cramer affirme avoir eu un aveu enregistré de M. Jespers. Il a détruit les bandes à la première alerte.

Le procès de Gand, c'est à la fois celui du Watergate et *les Diaboliques.*

PIERRE DE VOS.

LE MEURTRIER PRÉSUMÉ DE M. TRAMONI EST ARRÊTÉ

M. Christian Harbulot, recherché depuis le meurtre, le 23 mars, à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), de Jean-Antoine Tramoni (qui avait lui-même tué, le 25 février 1972, un jeune militant maoïste, Pierre Overney), a été arrêté samedi 3 décembre à Paris dans un café du troisième arrondissement. Il était encore entendu, ce lundi en fin de matinée, dans les locaux de la brigade criminelle.

Cinq ans après avoir tué, par balles, le 25 février 1972, devant la porte Zola des usines Renault, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) Pierre Oveney,, son meurtrier, Jean-Antoine Tramoni, ancien employé des services de surveillance de la régie Renault, était tué de cinq balles de 11.43, dans une rue de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne).

Condamné le 13 janvier 1973 à quatre ans de prison par la cour d'assises de Paris, J.-A. Tramoni avait bénéficié le 29 octobre 1974 d'une libération conditionnelle et trouvé un emploi dans une auto-école.

Le meurte de Tramonie était bientôt revendiqué par l'organisation dite Noyaux armés pour l'autonomie populaire. Les soupçons de la police se portaient aussi sur M Chritstian Harbulot, car une carte d'identité portant son nom avait été trouvée, trois semaines avant la mort de Tramoni ainsi que des armes, dans une automobile. Cette voiture stationnait devant le domicile de M. Tramoni, à Alfortville. Poursuivi par la police, le conducteur avait tiré sur les policiers avant de s'enfuir

Dans une lettre, adressée le 20 mai au quotidien *Libération*, M. Harbulot écrivait : « *Je ne suis ni l'homme qui a tiré sur les flics le 3 mars à Alfortville ni même l'un des membres des NAPAP auteur de l'exécution de l'assassin de Pierre Overney.* »

Faits et jugements

Mlle Evelyne Barge déférée aux assises.

Saisie par l'ordonnance de M. Henri Brèque, juge d'instruction à Paris, la chambre d'accusation a renvoyé devant la cour d'assises M. Jean-François Gailhac, vingt-sept ans, défendu par Mes Terrel et Forster, M. Jean-Louis Lascoux, vingt ans, défendu par Me Jean-Jacques de Felice, M. Bernard Mumber, vingt ans, défendu par Me Antoine Comte, et Mlle Evelyne Barge, trente-deux ans, maître auxiliaire d'enseignement, défendue par Mes Josyane Gougis-Moutet et Mignard, pour destruction d'édifices habités par substances explosibles et vol qualifié.

Il est reproché aux inculpés d'avoir préparé et réalisé à Paris deux attentats à la bombe — successivement le 29 mai 1976 contre le commissariat du quartier Necker, 45, boulevard Garibaldi, et le lendemain contre une succursale de la banque Rothschild, 219, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Les trois jeunes gens reconnaissent les faits, mais ils s'efforcent de mettre hors de cause Mlle Barge, l'amie de M. Gailhac ; celle-ci prétend de son côté ne pas avoir été au courant de l'activité de ses camarades.

Le parquet, au contraire, la considère comme l'inspiratrice des attentats. Le 27 mai 1971, elle avait été condamnée en Israël à quatorze ans d'emprisonnement pour importation d'explosifs. Elle a bénéficié d'une mesure de grâce le 20 décembre 1974 et a pu regagner la France, où, détenue après les faits du 11 juin 1976 au 2 juin 1977, elle a donné le jour en prison à un enfant (*le Monde* daté 13-14 juin 1976).

Naissance de la Confédération syndicale des avocats.

A l'occasion du troisième Salon de l'avocat, est officiellement entré dans les faits, vendredi 2 décembre, le mariage de l'Association nationale des avocats de France (ANA) et du Rassemblement des nouveaux avocats de France (R.N.A.F.) (*le Monde* du 30 juin). Le nouveau syndicat, qui se veut « *libre de toute attache politique* », prend le nom de Confédération syndicale des avocats (34, rue de Condé, 75006 Paris).

Son président est le bâtonnier Pierre Dupuy, d'Albi, issu de l'ANA, à qui succédera dans un an M. François Bedel de Buzareingues, de Montpellier, issu du R.N.A.F. Par la suite, le président de la C.S.A. sera élu sans considération d'appartenance aux mouvements qui lui ont donné naissance.

L'affaire de Broglie : Me Beaumier fait sommation au procureur de Paris.

Inculpé, le 8 avril 1977, par M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, de subornation de témoins, dans le cadre de l'affaire de Broglie, Me Beaumier vient de faire sommation par voie d'huissier au procureur de la République de Paris d'« *avoir à prendre ses réquisitions dans la procédure* ».

Me Beaumier estime, en effet, que le retard apporté par le parquet à régler un dossier qui lui a été communiqué avant les vacances « *peut être considéré comme une volonté délibérée (...) de le maintenir dans l'impossibilité d'assurer la défense de son client* » (c'est-à-dire M. Pierre de Varga, lui-même inculpé du meurtre de Jean de Broglie. En effet, le 17 mai, le conseil de l'ordre de Paris a prononcé à l'encontre de Me Beaumier une interdiction provisoire d'exercer).

Triplé truqué : quatre jockeys arrêtés.

Des inspecteurs parisiens de la brigade des jeux qui enquêtent à Marseille sur l'affaire du « triplet truqué » du prix de Nîmes (*le Monde* des 13 et 29 octobre), couru le 10 septembre 1976 à Marseille, ont appréhendé, samedi 3 décembre, quatre jockeys accusés d'avoir retenu leurs chevaux, MM. Roland Feron, Gérard Barbé, Alain Rottier et Jean-Pierre Ensch. Un autre jockey, M. Jean-Louis Imbert, avait été arrêté le 25 novembre. Une vingtaine de personnes ont déjà été inculpées ou arrêtées dans cette affaire.

Une chambre d'urgence au tribunal de Paris.

A compter du 2 janvier 1978, Mme Simone Rozès, président du tribunal de Paris, a décidé de créer une chambre d'urgence « *appelée à siéger chaque matin du lundi au vendredi inclus dans les locaux de la première chambre. Lui seront affectées les affaires, en état d'être jugées, mais qui ne peuvent l'être en raison de l'encombrement des audiences et dont la solution urgente apparaît immédiatement opportune ou dont la relative simplicité implique des débats évidemment concis ou exclusifs de toute spécialisation particulière* ».

L'attribution de la chambre d'urgence interviendra « *sur l'initiative de l'avocat principalement intéressé et sur la décision du président de la chambre à laquelle l'affaire avait été attribuée à l'origine* ».

هكذا من الأصل

USTICE

Le juge jugé

De notre correspondant

LE MEURTRIER PRÉSUMÉ DE M. TR... EST ARRÊTÉ

Faits et jugements

ÉDUCATION

DANS L'ATTENTE D'UNE MESURE DE « CLÉMENCE »

Les élèves de Polytechnique reprennent les cours

Au cours d'une assemblée générale qui les réunissait ce lundi 5 décembre, dans le grand amphithéâtre de l'Ecole, les polytechniciens ont décidé, à l'unanimité, de reprendre les cours. Les élèves en grève depuis une semaine pour protester contre les mesures disciplinaires prises contre six d'entre eux s'en sont « remis à la clémence » du directeur de l'Ecole. Cette décision intervient après un week-end de « médiation », pendant lequel les élèves et les responsables de Polytechnique ont fait preuve d'une bonne volonté réciproque.

Les cours ayant normalement repris, les polytechniciens attendent donc la libération de leurs camarades. Mais ils considèrent leur décision comme « une modalité de l'action ». La grève pourrait reprendre en effet si la mansuétude attendue n'arrivait pas assez rapidement.

Samedi et dimanche, de nombreux élèves étaient présents à l'école. Réunis en « amphi », ils avaient déjà décidé de ne rien entreprendre qui puisse nuire aux « négociations en cours ». Beaucoup d'entre eux ont signé des chèques correspondant au cinquième de leur solde (540 F en deuxième année, 720 F en troisième année) destinés à l'association Frères des hommes, afin qu'on ne puisse pas les accuser d'être payés à ne rien faire ou de faire grève sans en subir les conséquences. Au total, 300 000 F ont ainsi été recueillis.

Une agitation persistante depuis 1968

Depuis les événements de mai 1968, l'Ecole polytechnique connaît régulièrement des problèmes de discipline. Chaque année, désormais, apporte son lot d'assemblées générales, de sanctions et de grèves de protestation contre les punitions infligées.

Aux élèves qui voulaient être consultés pour la réforme des études, en mai 1968, le général Mahieux, commandant l'école, répondit par des menaces de sanctions, notamment l'envoi dans des corps de troupes. L'année suivante, la majorité des six cents élèves de l'école refusèrent un jour de répondre à l'appel du matin et de porter l'uniforme, pour protester contre le régime des punitions.

En juillet 1970, quelques jours après l'adoption par les députés du projet de loi réformant le statut de l'Ecole polytechnique, une nouvelle affaire éclatait avec l'exclusion d'un élève de la promotion 1968, M. Brieuc Postel-Vinay. Celui-ci, au cours d'un stage dans une usine de Saint-Chamond (Loire), avait été dénoncé par un ouvrier comme « propagandiste maoïste ». Cette exclusion devait entraîner une certaine agitation à l'approche du 14 juillet.

A la rentrée de 1971, les élèves de la promotion 1970 refusent de porter l'uniforme pour s'élever contre les quinze jours d'arrêts infligés à l'un des leurs qui portait des « cheveux trop longs ».

A la rentrée suivante, peu de temps après la prise de fonction du nouveau général commandant l'école, le général Briquet, les élèves de la promotion 1971 entreprennent une « grève de l'uniforme » pour manifester leur mécontentement contre les sanctions infligées à deux de leurs camarades et, plus généralement, contre le « durcissement de l'encadrement militaire ». Toute la promotion est consignée.

Y a-t-il effectivement durcissement de l'administration militaire ou insubordination plus grande des élèves ? Toujours est-il que l'on constate une augmentation des sanctions disciplinaires : cent jours d'arrêts distribués en un semestre pendant l'année 1971-1972 ; cinquante-six jours d'arrêts en deux semaines au début de l'année 1972-1973.

Un tour politique

Les infractions prennent un tour plus « politique » à partir de 1973. En avril, un délégué au conseil d'administration de l'école, l'aspirant Daniel Schertzer, est puni de trente jours d'arrêts de rigueur pour avoir déformé sciemment « les propos tenus lors d'une réunion du conseil, propos repris ensuite par voie d'affiches. En janvier 1975, quelques élèves de la promotion 1973 signent un texte de solidarité avec l'« Appel des cent » (contre les punitions dans l'armée). Leur sanction entraîne quelques mois plus tard une nouvelle grève de l'uniforme.

En mai 1975, des élèves qui distribuent des tracts à la sortie du centre de Vincennes (où ont lieu les épreuves du concours d'admission à l'X), pour protester contre l'obligation d'effectuer le service militaire avant l'admission définitive à l'école, sont à leur tour mis aux arrêts. En mars 1976, six élèves se voient infliger quinze jours d'arrêts avec sursis pour un article paru dans le journal des élèves, le Torchon, *critiquant la réforme du régime des études proposée par le conseil d'administration. Un autre élève est puni de six jours d'arrêts de rigueur pour avoir repris, dans un rapport de stage, les critiques formulées contre la médecine du travail par des syndicalistes des Houillères du Nord.*

Assemblée pirate

Les problèmes disciplinaires ne disparaissent pas avec le transfert à Palaiseau (Essonne) de l'Ecole polytechnique, installée auparavant à Paris, en plein quartier Latin. Dès la rentrée de 1976, la première promotion de Palaiseau est consignée pendant le week-end de la Toussaint, après un conflit portant sur le volume et le contenu des cours. Trois responsables de l'« assemblée pirate » sont mis aux arrêts pour huit jours. L'effervescence née à cette occasion entraîne l'annulation de la visite à l'école du roi Juan Carlos d'Espagne (28 octobre 1976).

Avec l'arrivée de la deuxième promotion, en 1977, la discipline militaire est une nouvelle fois remise en cause : cela en octobre, et tout dernièrement après le bal de l'X, le 25 novembre.

R. C.

Une affaire qui tombe mal

« Non, notre action n'est pas dirigée contre le statut militaire de l'Ecole polytechnique », affirment les élèves. *« Nos principaux griefs portent sur l'organisation des études »,* explique un élève de troisième année, tout en notant que l'administration militaire a renforcé la discipline depuis cette rentrée, notamment en matière d'assiduité et de port de l'uniforme.

L'annonce du départ de M. Henri Piatier, directeur général adjoint (civil) de l'Ecole (*le Monde* daté 4-5 décembre) ne semble pas avoir beaucoup modifié la situation, certains élèves lui reprochent, d'ailleurs, d'avoir mis en place une grille d'enseignements *« trop chargée ». « Le général aussi doit partir cette année,* explique un autre élève, *et c'est pour cela qu'il se dépêche de mettre en place le « nouveau régime ».*

« Pour nous, cette affaire disciplinaire tombe plutôt mal, car elle intervient à un moment délicat de la vie de l'Ecole, dit un élève. *« On est en pleines négociations pour une réforme du contenu des études. Cette affaire bloque tout. Mais on ne pouvait tout de même pas laisser passer un tel abus de pouvoir. »*

Que craignent les élèves ? *« Tout ce qu'ils peuvent faire,* disent-ils à propos des militaires, *c'est dissoudre les deux promotions et procéder à des réinscriptions individuelles. Mais c'est délicat à faire, car nous avons passé contrat avec l'Etat. »* Bien sûr, il y a aussi l'éventualité des exclusions individuelles, notamment pour Frank Boileau et un des « kesslers » qui totalise plus de huit jours d'arrêt de rigueur. *« Mais on en reviendrait au point de départ,* coupe un « X » de deuxième année, *jamais on n'acceptera des exclusions pour un motif aussi mince. »*

En fait, les élèves redoutent, d'une part, que cette affaire de discipline escamote les vrais problèmes de l'Ecole — qui sont d'ordre pédagogique et professionnel, — d'autre part, que l'« affaire Boileau » soit exploitée par les ennemis de l'Ecole, à l'intérieur ou à l'extérieur. *« Nous ne voulons à aucun prix être récupérés par qui que ce soit »,* proclamait avec force un élève au cours de l'assemblée générale du samedi 3 décembre. C'est une révolte contre l'arbitraire, non une révolution.

ROGER CANS.

● RECTIFICATIF. — Une erreur a transformé le sens d'une phrase dans l'article consacré à la crise de l'Ecole polytechnique (*le Monde* daté 4-5 décembre). Il fallait lire : « *M. Piatier avait été l'un des artisans de la diversification des enseignements* » et non des « enseignants ».

APRÈS LE BOYCOTTAGE DES CONSEILS D'ÉCOLE PAR LE S.N.I.

Le ministère de l'éducation « *s'étonne* », dans un communiqué daté du 2 décembre, du soutien que la Fédération de l'éducation nationale vient d'apporter à la décision du Syndicat national des instituteurs de refuser la mise en place des conseils d'école (*le Monde* du 23 novembre).

« *C'est faire injure,* précise le communiqué, *au sérieux des représentants des parents et à leur intérêt pour un bon fonctionnement de l'école que de rejeter tout dialogue avant même qu'il puisse se nouer. Le ministère observe d'ailleurs qu'aucune proposition pour d'autres modalités de concertation entre parents et maîtres n'a été faite par le SNI.* »

Le ministère de l'éducation estime normal que le SNI présente des « *revendications corporatives* », mais « *il n'est pas normal que la prise en compte de ces revendications soit exigée pour que, dans un tout autre domaine, les institutions voulues par la loi ne puissent fonctionner. Le SNI et la FEN prendraient une redoutable responsabilité face à l'opinion s'ils persévéraient dans leur attitude purement négative* ».

● RECTIFICATIF. — Une coquille a déformé le sens d'un passage du communiqué de la C.F.D.T. consacré à la décision du SNI de boycotter les conseils d'école, dans *le Monde* du 3 décembre. Il fallait lire : la C.F.D.T. précise qu'elle ne se fait « *aucune illusion sur les objectifs qui ont conduit M. Haby à proposer les comités de parents, ni sur la réalité de leur pouvoir* », au lieu de « son » pouvoir.

RELIGION

LE PRIEUR DE TAIZÉ VIT SUR UN VIEUX BATEAU AUX PORTES DE HONGKONG

Depuis le début du mois de novembre, le frère Roger, prieur de Taizé, accompagné d'un groupe de jeunes de tous les continents, vit sur la mer de Chine, aux portes de Hongkong. Ils partagent les conditions d'existence d'une population pauvre, habitant sur l'eau, sur un vieux bateau inutilisable pour la pêche, et dans une baraque sur pilotis.

Pour expliquer sa présence en cet endroit, frère Roger a déclaré : « *Il est en effet périlleux d'appeler à une solidarité avec les plus pauvres, de dire :* « Justice ! Justice ! », *en restant dans un fauteuil. Celui qui dit mais ne fait pas détruit quelque chose d'essentiel en lui-même.* »

Le frère Roger et l'équipe intercontinentale préparent une lettre qui indiquera comment le concile des jeunes va continuer. Ce sera une *lettre à toutes les générations.* Elle sera rendue publique à leur retour en Europe, le samedi 10 décembre au soir, au cours d'un rassemblement de jeunes qui aura lieu à Breda, aux Pays-Bas.

SCIENCES

AU PRÉ-CATELAN

La splendeur des costumes du monde

Un grande cape maltaise noire à large capuchon. Une énorme jupe tchécoslovaque verte et violette à godets froncés. Une coiffe allemande faite d'un très large ruban noir. Un pantalon yougoslave se terminant à mi-mollet par une fine dentelle. Des robes de cour chinoises en satin brodé. Un targui enveloppé de ses voiles bleu indigo.

Tous ces costumes et une centaine d'autres, d'Amérique du Sud, d'Europe centrale et méridionale, d'Afrique du Nord, d'Asie, qui dorment habituellement dans les réserves du Musée de l'homme, ont retrouvé vie pour un moment, le vendredi 2 décembre au Pré-Catelan, lors d'une soirée consacrée à « *la splendeur des costumes du monde* » et organisée sous la présidence de la princesse Grace de Monaco, pour recueillir les fonds qui permettront au Musée de l'homme d'enrichir ses collections ethnologiques. L'organisation était due à l'Association pour la promotion et l'animation du Muséum national d'histoire naturelle (dont fait partie le Musée de l'homme).

Plusieurs sections syndicales du Muséum ont protesté contre cette opération, dont le but est « *uniquement financier* » et qui s'adresse à un « *public privilégié* » (1). En outre, ont dit les syndicats, « *des costumes ethnographiques sont présentés par des mannequins totalement étrangers aux peuples intéressés* », ce qui ne peut que « *donner une idée fausse de ce que sont ces costumes dans leur contexte traditionnel* ».

Certes, deux cent cinquante personnes seulement ont vu la présentation du 2 décembre ; certes, les danseurs, (et non pas des mannequins) étaient pour la plupart européens, mais pourquoi vouloir réserver aux seuls spécialistes la contemplation des costumes ? Et pourquoi refuser l'argent lorsqu'on peut en trouver ?

Les colections du Musée de l'homme comptent quelque trois mille costumes complets et six cent mille pièces de costumes de tous les pays du monde (France exceptée), dont une cinquantaine sont montrés dans les vitrines accesibles au public. A quelle date la prochaine présentation « vivante » accessible à tous d'autres costumes du Musée de l'homme ?

Y. R.

(1) Le prix d'entrée était de 750 F.

● *La minuscule planète découverte entre Saturne et Uranus* par l'astronome américain Charles Kowal (*le Monde* du 10 novembre) a reçu le nom de *Chiron*, un centaure de la mythologie grecque. Des mesures récentes ont montré que l'orbite de Chiron est presque circulaire : il ne s'agit donc pas d'une comète, mais d'un objet analogue aux astéroïdes qui circulent entre Mars et Jupiter.

UNE USINE INDIENNE D'EAU LOURDE EST PARTIELLEMENT DÉTRUITE PAR UNE EXPLOSION

New-Delhi (*A.F.P., A.P., U.P.I.*). — L'usine indienne de production d'eau lourde de Baroda, à 300 kilomètres au nord de Bombay, a été partiellement détruite samedi 3 décembre par une série d'explosions suivie d'un incendie. Une vingtaine de personnes ont été blessées. Un porte-parole de la commission indienne de l'énergie atomique a indiqué que l'usine était fermée pour une durée indéterminée. On estime toutefois qu'il faudrait au moins un an avant que la production d'eau lourde puisse reprendre.

La construction de l'usine de Baroda, d'une capacité de 67 tonnes d'eau lourde par an, avait été commencée en 1969, à la suite d'un accord signé avec un consortium industriel français, regroupant C.d.F.-Chimie, l'Air Liquide, la Compagnie de construction mécaniques-Procédés Sulzer et le Commissariat à l'énergie atomique.

L'accident qui, selon les premières constatations, semble dû à une fuite survenue au niveau d'un convertisseur ammoniac-hydrogène, risque de poser à l'Inde des problèmes d'approvisionnement en eau lourde, indispensable au fonctionnement de ses centrales nucléaires. Déjà, à la fin de 1976, du fait d'une production domestique insuffisante, l'Inde avait dû obtenir de l'Union soviétique un accord pour la livraison de 200 tonnes d'eau lourde.

SPORTS

ÉQUITATION

Une bonne participation à défaut d'étoiles au jumping international de Bordeaux

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — *Associer le travail bien fait au charme de l'élégance, tel est bien le dessein et telle pourrait être la devise du jumping international de Bordeaux qui s'est disputé du 2 au 4 décembre, au Palais des expositions, devant un public électrisé, le soir du grand prix, samedi.*

Le concours hippique de Bordeaux occupe, il est vrai, dans l'histoire et les mœurs du monde équestre, une place privilégiée. Il est né adulte il y a deux ans et, à ce titre, phénomène. Ainsi lui aura été épargné le difficile et périlleux travail de la croissance. En avons-nous assez vu des manifestations de grande allure inaugurées en fanfare pour finir, au terme d'une brève existence, dans une panade noire. Preuve, les gros sous, si gros soient-ils au départ, fondent comme neige au soleil sans le soutien de solides compétences, de volontés en béton armé.

Or que voyons-nous à Bordeaux ? A la tête du comité d'organisation, et c'est bien son originalité, pas de président potiche mais un homme de cheval à part entière, M. Emeric Couperie, héritier d'une longue lignée de cavaliers et d'éleveurs. Ce gentleman, toujours prêt à retrousser les manches comme un palefrenier à la peine, s'est entouré non pas de médiocres pour régner à sa guise et défier le destin, mais d'une équipe d'hommes dont beaucoup ont passé, eux aussi, leur existence à encourager la race chevaline, en particulier les Giraud père et fils, les Garde, les Falcou, les Duvivier.

Ici, pas de personnages dont les activités affichées sans complexe consistent à se pavaner — œillet rouge à la boutonnière et talons de même nuance — aux abords de paddocks à une distance respectueuse des chevaux au cas où une croupade perdue dérangerait un chic dont l'afféterie sent à l'évidence sa leçon de maintien.

Sur le plan technique, le résultat à Bordeaux est « parlant » : une piste sur laquelle, innovation heureuse, a été répandue une pluie, dorée à souhait, de copeaux dont s'accommodèrent les sabots les plus susceptibles, des obstacles ni trop massifs ni trop dégarnis, des combinaisons se fondant harmonieusement avec les tons pastel du décor. Enfin, ô miracle ! pas un seul panneau publicitaire, l'œil pour ce motif à l'abri de toute agression.

Côté concurrents, la participation française a été brillante, le champion olympique Hubert Parot entraînant dans son sillage des jeunes cravaches de la classe des Alain Hinard, Jean-Marc Nicolas, Gilles Bertran de Balanda, Daniel Constant, etc. L'amateur pourrait encore cocher sur son programme les noms des concurrents étrangers tels que l'Italien Vittorio Orlandi, beaucoup moins lugubre depuis que son nez romain ne chausse plus de lunettes ; les Britanniques Graham Fletcher, Caroline Bradley ; l'Irlandais Kernan ; les Suisses Paul Weier et son épouse Monica ; les Espagnols Falcon Segovia et Luis Alvarez Cervera ; le Néerlandais Ken Nooren, sans oublier l'Australien volant Kevin Bacon, qui n'est pitre à cheval que pour les ignorants.

Cependant, l'appétit sollicité par tant d'agréments épars attendait une liste plus complète d'étoiles. Cette situation appelle le commentaire. Le calendrier hippique en décembre frise le record de l'absurde et de l'irrationnel. A l'heure même où le sport équestre, au chapitre de la haute compétition, gagnerait à souffler un peu, l'Europe cavalière est en fièvre. Pour ne citer que le connu et l'essentiel, Paris et Londres galoperont sensiblement à la même période, d'où gêne respective.

Cette semaine, Bruxelles tenait la dragée haute à Bordeaux, empêché par les circonstances de différer la date de son concours. Dans cette lutte de prestige avec Bordeaux, Bruxelles, fort de son ancienneté, paraît avoir terrassé son jeune adversaire. Il y a actuellement du très beau monde au pays wallon.

A Bordeaux, le grand prix a été remporté par l'Espagnol Alfonso Segovia, actuel champion national. Quand il y a barrage et empoignade entre gens bien élevés, c'est-à-dire entre cavaliers soucieux de ne pas bousculer exagérément leur monture, le spectacle devient captivant. 32 concurrents s'étaient lancés à la conquête d'un parcours dont la plus sérieuse difficulté se signalait par un triple d'obstacles formé à son entrée et à sa sortie par un oxer pour chevaux à cœur de lion. Cette combinaison fut la perte de beaucoup.

Les rescapés, sept au total, eurent, sur un tracé limité, à se surpasser, et l'on crut, après la prestation du jeune Irlandais James Kernan, montant un petit cheval à crever toute une chasse à renards, que l'affaire était classée. Et puis, l'alezan brûlé *Agamemnon*, fournissant sous la selle de Segovia un travail de cyclope, prenait au poteau un court nez à l'Irlandais (4/10 de seconde).

ROLAND MERLIN.

FOOTBALL

Des groupes « aménagés » pour la Coupe du monde

En battant le Luxembourg par 3 buts à 0, le 3 décembre à Rome, l'Italie a obtenu sa qualification pour la Coupe du monde 1978 en Argentine et a éliminé l'Angleterre grâce à une meilleure « différence de buts ». Quinze des seize qualifiés sont désormais connus : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Ecosse, Espagne, France, Hongrie, Iran, Italie, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Pologne et Suède. Le représentant africain sera désigné le 11 décembre après la rencontre Tunisie-Egypte.

La moitié des équipes qualifiées avaient participé à la précédente Coupe du monde en Allemagne (R.F.A., Argentine, Brésil, Ecosse, Italie, Pays-Bas, Pologne et Suède). Pour le Mexique et le Pérou, leur dernière participation date de 1970 au Mexique. Pour l'Espagne, la France et la Hongrie, il faut remonter à 1966 en Angleterre. L'Autriche était en Suède en 1958. L'Egypte avait pris part à la Coupe du monde 1934 en Italie. L'Iran et éventuellement la Tunisie seront présents pour la première fois en phase finale.

Le tirage au sort de cette phase finale sera effectué le 14 janvier à Buenos-Aires. Toutefois, le 12 janvier, les représentants des organisateurs et ceux de la Fédération internationale de football se réuniront pour pouvoir « diriger » ce tirage au sort. Afin de préserver les intérêts financiers et sportifs de l'épreuve, les groupes seront « aménagés ». Trois des têtes de série sont officiellement connues : l'Argentine (groupe I à Buenos-Aires), La R.F.A. (groupe II à Cordoba), le Brésil (groupe III à Mar-del-Plata). La quatrième équipe désignée devrait être l'Italie, vainqueur en 1934 et en 1938, de préférence aux Pays-Bas, finalistes en 1974. Il y a en effet beaucoup de descendants d'immigrés italiens en Argentine...

Les quatre équipes présumées les plus faibles devront être réparties dans chaque groupe. C'est le cas de l'Iran, de l'Egypte ou de la Tunisie, du Mexique et du Pérou. Toutefois, pour des raisons de proximité géographique, ces deux derniers pays ne seront pas placés dans le groupe de l'Argentine ou du Brésil.

Enfin, les organisateurs veulent éviter que les équipes qui ont été opposées en 1974 se retrouvent dans le même groupe en 1978. Compte tenu de ces impératifs, on peut composer l'ossature de la phase finale de la prochaine Coupe du monde, avant même le tirage au sort :

— Groupe I : Argentine, Pologne, Iran ou Egypte ou Tunisie ;

— Groupe II : R.F.A., Mexique ou Pérou ;

— Groupe III : Brésil, Hongrie, Iran ou Egypte ou Tunisie ;

— Groupe IV : Italie, Pays-Bas, Mexique ou Pérou.

Le tirage au sort paraît si « dirigé » que Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, laisse entendre que les Français seront probablement dans le groupe des Italiens.

VOILE

« Gauloises-II » et « Pen-Duick-VI » attendus mardi à Auckland

Quatorze des quinze concurrents de la course autour du monde étaient arrivés, dimanche 4 décembre, à Auckland, terme de la deuxième étape. Cinq bateaux avaient passé la ligne pendant le week-end : Japy-Hermes *et* Neptune *(F),* B-&-B-Italia *(I),* Debenhams *(G.-B.) et* Tielsa *(Pays-Bas). Le voilier français* Gaulois-II, *qui a été retardé au début du parcours par la rupture de son gouvernail, est attendu mardi.*

La première place de 33-Export *(F.) au classement de l'étape en temps compensé est confirmée (la victoire en temps réel était allée au voilier britannique* Condor. *Au classement général en temps compensé,* Flyer *(Pays-Bas) demeure en tête devant* King's-Legend *(G.-B.).*

Le navigateur Eric Tabarly, à bord du ketch Pen-Duick-VI, *devrait, lui aussi, atteindre Auckland mardi. Il participera aux deux dernières étapes Auckland-Rio-de-Janeiro (dont le départ sera donné le 26 décembre) et Rio-Portsmouth.*

TENNIS

L'Australie remporte la Coupe Davis aux dépens de l'Italie

Les Daviscupmen italiens n'ont pu réaliser sur le central en herbe du White City Stadium de Sydney la performance que Pietrangeli et Sirola avaient réussie sur cette même surface à Brisbane en 1960, lorsque, menés 2-0 le premier jour devant les Américains, ils avaient retourné le match en leur faveur et enlevé la finale interzones.

Il aura suffi sans doute d'une balle, et Adriano Panatta peut aujourd'hui avaler sa raquette en se la remémorant. Le beau Romain avait en effet secoué son apathie dès la première journée, où il avait été battu sans rémission par Tony Roche, et montrait en ce troisième jour, dimanche 4 décembre, la même forme fracassante qui lui avait permis la veille d'enlever le point du double — comme à Rome l'an dernier — au côté de Paolo Bertolucci. Devant John Alexander, l'Italien, soutenu par la petite colonie italienne qui faisait plus de bruit que les sept mille spectateurs « locaux » accablés par la canicule des Antipodes, menait ainsi par 4-6, 6-4, 6-2 et tenait une balle de match dans sa raquette sur son service alors que le score était de 6-5 et 40-30 en sa faveur.

C'est alors que les nerfs de Panatta craquèrent de la même façon qu'au cours de la finale interzones 1976 où nous l'avions vu déjà ne pas résister au même Alexander : il fit une double faute ! Du coup, l'Australien égalisa et remporta le set. Car ce grand joueur, s'il ne réussit pas à se classer dans les finales des tournois professionnels, est un Daviscupman peu ordinaire, preuve que le vieux saladier d'argent révèle comme aucune autre épreuve les champions qui ont de la trempe. N'oublions pas que John Alexander, le dernier poulain en date du sorcier Harry Hopman, qui avait commencé à jouer le challenge-round de la Coupe Davis en 1968 — il avait dix-neuf ans, — fut le héros de la finale de Rome l'an dernier, ayant été le seul Australien à gagner ses deux matches.

Où Alexander montra son tempérament, c'est dans le cinquième set marathon quand il finit par l'emporter par 11-9 sur un Panatta disputant, trop tard, sa chance sur chaque point.

Cette victoire aura été gagnée symboliquement sur le central de White City qui vit se succéder les maîtres du tennis sur herbe : de Norman Brookes à Jack Crawford avant la guerre, et où leurs concitoyens de Sydney assistèrent à l'éclosion des « Wonder boys », Hoad et Rosewall, bientôt suivis par Emerson, Fraser et le meilleur de tous, Rod Laver. L'Australie rejoint ainsi les Etats-Unis au nombre des victoires (vingt-quatre depuis le début du siècle), exploit digne de la Belle Epoque où les grandes raquettes ne combattaient que pour l'honneur du jeu. — O. M.

OMNISPORTS

Les cadres techniques proposent l'élaboration d'un statut de l'athlète de haut niveau dès le stade régional

De notre envoyé spécial

Landersheim. — *Le syndicat du groupement national des cadres techniques de la jeunesse et des sports organisait, les 29 et 30 novembre, à Landersheim (Bas-Rhin), un colloque sur le sport de haut niveau avec la participation de quelques personnalités du milieu sportif comme MM. Robert Bobin, responsable du département du sport de haut niveau à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), Georges Boudry, vice-président du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), et Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football.*

En accord avec M. Robert Bobin, les cadres techniques ont établi un constat. Dans l'état actuel de l'organisation sportive en France, de ses structures et de ses moyens, l'élite qui se dégage de la masse des pratiquants n'est plus compétitive dans le contexte international. Les clubs, qui constituent la base de la pyramide, ne sont plus en mesure de produire l'élite. Ainsi l'élargissement de la base n'entraînerait pas d'élévation du sommet.

Dès lors, une détection spécifique de cette élite devient nécessaire. Il s'agit de trouver les éléments les plus talentueux en temps utile, de les suivre physiologiquement et surtout de favoriser leur épanouissement. M. Boudry a rappelé que le C.N.O.S.F. préconisait à cet effet une collaboration entre le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), les médecins sportifs et les entraîneurs de haut niveau de chaque discipline, pour présenter des contrats de programme précisant des objectifs et des délais.

Approuvé par les cadres techniques, M. Boudry estime qu'il serait souhaitable de ne pas déraciner les athlètes et de décentraliser les moyens. L'I.N.S.E.P. reste un organisme plus parisien que national. Pour permettre l'établissement de véritables plans de carrière, le Parlement doit, d'autre part, affirmer que l'athlète de haut niveau est un citoyen d'exception qui a des droits indiscutés :

— A un enseignement aménagé au niveau des horaires ou de l'étalement des études et pas seulement à des sections sport-études ;

— A des conventions-cadres qui faciliteraient son insertion dans l'administration ou dans les organismes publics ou privés.

Le directeur des équipes de France de football, M. Michel Hidalgo, a surtout déploré l'inertie du mouvement sportif dans ses revendications budgétaires. Constatant l'empressement des partis politiques face à l'activité des mouvements écologiques, il préconise une manifestation de masse — il y a cent mille clubs et huit millions de licences sportives en France — et souhaiterait voir tous les candidats aux élections amenés à se prononcer sur leurs intentions à propos du mouvement sportif.

Après avoir constaté que les sportifs étaient souvent mal informés des possibilités qui s'offrent à eux pour résoudre leurs problèmes, le syndicat du groupement national des cadres techniques de la jeunesse et des sports a pris deux résolutions :

1) Dans l'immédiat, une enquête menée en collaboration avec le nouveau centre de droit et d'économie du sport de Limoges et les conseillers techniques régionaux et départementaux, recensera les possibilités existantes sur le plan législatif et réglementaire — notamment dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation permanente — et formulera des propositions concrètes sous forme de rapport, rendu public avant mars 1978.

2) A moyen terme, il juge nécessaire d'associer toutes les parties concernées des mondes du travail et de l'éducation — notamment les cadres techniques — pour l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau dès le stade régional.

GERARD ALBOUY.

Les résultats

Athlétisme

CROSS DE VANVES

1. Schots (Bel.), les 8 kilomètres en 23 min. 30 sec. ; 2. Black (G.-B.), 23 min. 45 sec. ; 3. Ford (G.-B.), 23 min. 53 sec. ; 4. Simmons (G.-B.), 23 min. 58 sec. ; Polleunis (Bel.), 24 min. 1 sec.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Le Mans b. Tours 106-85
*Caen b. Berck 118-81
*Villeurbanne b. Nice 103-84
*Monaco b. Antibes 85-78
*Challans b. Clermont 111-93
*Avignon b. Racing 94-82
*Bagnolet b. Denain 114-97
Orthez b. *Jœuf 94-92

Classement : 1. Le Mans, 36 pts ; 2. Villeurbanne, 34 ; 3. Caen, 30 ;

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

*Marseille b. Saint-Etienne 3-0
*Nantes b. Metz 2-0
*Nancy et Monaco 2-2
*Bordeaux b. Bastia 1-0
*Reims et Paris-S.-G. 0-0
*Laval b. Valenciennes 3-2
*Lyon et Troyes 0-0
*Rouen b. Nîmes 2-0
*Nice b. Sochaux 4-3

Classement : 1. Nice, 28 points ; 2. Marseille, 27 ; 3. Monaco et Strasbourg, 25 ; 5. Nantes, 24 ; 6. Saint-Etienne, 22 ; 7. Sochaux et Laval, 20 ; 9. Lens, 19 ; 10. Paris-S.-G., Bastia et Bordeaux, 18 ; 13. Lyon et Nancy, 17 ; 15. Reims, 16 ; 16. Rouen, 14 ; 17. Nîmes, Valenciennes et Troyes, 13 points.

DEUXIEME DIVISION

GROUPE A

*Toulon b. Chaumont 2-0
*Auxerre b. Saint-Dié 2-0
*Fontainebleau et Alès 1-1
*Avignon et Arles 0-0
*Toulouse et Haguenau 1-1
*Epinal b. Martigues 1-0
*Angers b. Cannes 1-0
*Ajaccio b. Béziers 2-0
*Besançon b. Melun 3-0

Classement : 1. Besançon, Angers, 25 points ; 3. Martigues, 23 ; 4. Toulon, Ajaccio, 22 ; 6. Cannes, 21 ;

GROUPE B

*Poissy b. Tours 4-0
Red Star b. *Nœux 2-1
*Dunkerque et Brest 2-2
Lille b. *Quimper 2-1
*Guingamp et Angoulême 1-1
*Châteauroux et Boulogne 1-1
*Limoges b. Lucé 2-1
*Gueugnon b. Rennes 1-0
*Paris F.C. b. Caen 6-0

Classement : 1. Red Star, 25 pts ; 2. Tours, 24 ; 3. Lille, Dunkerque, 23 ; 5. Paris F.C., 22 ; 6. Gueugnon, 20 ;

L'Association sportive de Saint-Etienne rencontrera l'équipe de Manchester United, qui l'avait éliminée en Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, mardi 6 décembre, au Parc des Princes, au profit de la lutte contre le cancer.

Handball

L'équipe de France féminine s'est qualifiée pour la poule finale des championnats du monde B, disputés en République fédérale d'Allemagne. Après avoir été dominées par les Yougoslaves (22 à 11), les Françaises ont battu les Bulgares (17 à 15).

Hippisme

Le prix Alain de Goulaine, disputé à Auteuil et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par « Château-Gaillard », suivi de « Marway » et de « Mary-Deva ». La combinaison gagnante est 1-13-12.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Lézignan b. Albi 16-11
*Pia b. Pamiers 18- 3
*Toulouse b. Limoux 11- 6
*Roanne b. Avignon 19-10
*Saint-Estève b. Carcassonne 17-10

Classement. — 1. Toulouse, 36 pts ; 2. Limoux, 32 ; 3. XIII Catalan, 30 ; 4. Lézignan, 30 ; 5. Albi, 28 ;

Karaté

CHAMPIONNATS DU MONDE A TOKYO

PAR EQUIPES

Demi-finales : R.F.A. b. Iran, 1-1 et 3 nuls (par décision) ; Pays-Bas b. France, 1-0 (match supplémentaire) et 5 nuls.

Pour la troisième place : France b. Iran, 3-1 et 1 nul (victoires de Saidang, Gauze et Montama).

Finale : Pays-Bas b. R.F.A., 2-1 et 3 nuls.

EPREUVE INDIVIDUELLE

Demi-finales : Codrington (G.-B.) b. Chen-Chien (Taiwan), par forfait ; Roethof (P.-B.) b. Carvil (Esp.), par 1 ippon à 0.

Finale : Roeth (P.-B.) b. Codrington (G.-B.), par 2 ippons à 0.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE I

POULE A

Agen b. *Auch 39-6
Béziers b. *Lourdes 17-16
*Le Creusot b. Bègles 10-3
*Vichy b. Tyrosse 18-17

Classement. — 1. Béziers, 21 pts ; 2. Agen, 17 ; 3. Lourdes, 16 ; 4. Le Creusot et Vichy, 13 ; 6. Bègles, 12 ; 7. Tyrosse, 11 ; 8. Auch, 9.

POULE B

*Montauban b. Brive 23-13
Perpignan b. *Bourgoin 7-3
*Albi b. Tarbes 29-3
*Mérignac b. Toulon 15-6

Classement. — 1. Toulon, 18 pts ; 2. Perpignan, 17 (6 m.) ; 3. Montauban, 14 (6 m.) ; 4. Brive, Tarbes et Mérignac, 13 ; 7. Bourgoin, 11 ; 8. Albi, 9.

POULE C

*Mazamet b. Biarritz 15-9
*Nice b. Stade toulousain 15-6
*Bourg b. Aurillac 12-3
Beaumont b. *Chambéry 6-4

Classement. — 1. Nice et Stade toulousain, 17 pts ; 3. Bourg, 15 ; 4. Biarritz, Aurillac et Beaumont, 14 ; 7. Mazamet, 12 ; 8. Chambéry, 9.

POULE D

*Oloron b. Rodez 21-10
*Bayonne et Romans 9-9
*La Rochelle b. Montchanin 24-6
*Bagnères b. Graulhet 13-6

Classement. — 1. Graulhet, 17 pts ; 2. Romans et Bayonne, 16 ; 4. La Rochelle, 15 ; 5. Oloron et Bagnères, 14 ; 7. Montchanin, 11 ; 8. Rodez, 9.

POULE E

Dax b. *Salles 17-13
Montferrand et *Tulle 9-9
*Narbonne b. Carcassonne 22-6
*Valence b. La Voulte 6-3

Classement. — 1. Montferrand, 18 pts ; 2. Narbonne, 17 ; 3. Dax, 16 ; 4. Valence, 14 ; 5. Tulle et Carcassonne, 13 ; 7. La Voulte, 12 ; 8. Salles, 9.

GROUPE II

POULE F

*Lavelanet b. Gaillac 10-3
*Marmande b. Arras 22-15
*Quillan b. Angoulême 13-3
Mont-de-Marsan b. *Orthez 7-6

Classement. — 1. Mont-de-Marsan et Lavelanet, 17 pts ; 3. Marmande, 15 ; 4. Angoulême, 14 ; 5. Gaillac et Arras, 13 ; 7. Orthez, 12 ; 8. Quillan, 11.

POULE G

*Périgueux b. Lannemezan 26-18
Pau b. *Mimizan 22-9
*Mauléon b. Langon 31-3
*Nîmes b. Bergerac 34-0

Classement. — 1. Pau, 21 pts ; 2. Périgueux, Mauléon et Nîmes, 15 ; 5. Lannemezan, 13 ; 6. Langon, Bergerac et Mimizan, 11.

POULE H

*Lyon b. Prades 20-4
*St-Jean-de-Luz b. St-Médard 52-3
*Vic-Bigorre b. Castres 12-11
*Carmaux b. Millau 10-6

Classement. — 1. Castres et Carmaux, 17 pts ; 3. Saint-Jean-de-Luz, 16 ; 4. Millau, 15 ; 5. Saint-Médard, 13 ; 6. Vic-Bigorre, 12 ; 7. Lou et Prades, 11.

POULE J

Le Boucau b. *Coarraze-Nay 14-12
Saint-Claude b. *Pamiers 6-4
*Voiron b. Grenoble 11-0
*Avignon b. Lombez-Samatan 23-9

Classement. — 1. Le Boucau, 21 pts ; 2. Avignon, 15 ; 3. Grenoble et Lombez-Samatan, 14 ; 5. Saint-Claude, 13 (6 m.) ; 6. Coarraze-Nay et Voiron, 11 (6 m.) ; 8. Pamiers, 8.

POULE K

*Fumel b. Cahors 9-0
*Saint-Girons b. Dijon 47-0
*Thuir b. PUC 20-13
Racing-Montélimar, reporté.

Classement. — 1. Racing, 16 pts (6 m.) ; 2. Saint-Girons et Thuir, 15 ; 4. Dijon et Cahors, 14 ; 6. Fumel, 13 ; 7. PUC, 12 ; 8. Montélimar, 9 (6 m.).

Ski

SLALOMS PARALLELES DE MONTGENÈVRE

Messieurs

Quarts de finale. — Stenmark (Suède) bat Gros (It.) ; Radici (It.) bat Plank (It.) ; P. Mahre (E.-U.) bat La Motte (Fr.) ; Norkler (It.) bat Bernardi (It.).

Demi-finales. — Stenmark bat Radici (513/1000 d'avance au total des deux manches) ; Nockler bat Mahre (308/1000).

Finale. — Stenmark bat Norkler (330/1000 d'avance à l'issue des deux manches).

Dames

Quarts de finale. — L.-M. Morerod (Suisse) bat Hess (Suisse), par 2 manches à 0 ; I. Eberlé (Autr.) bat Dorsey (E.-U.), 2-0 ; A.-M. Moser-Proell (Autr.) bat B. Habersatter (Autr.), 2-0 ; F. Serrat (Fr.) bat Fischer (E.-U.), 2-0.

Demi-finales. — Morerod bat Eberlé, 2-0 ; Serrat bat Moser-Proell, 2-0.

Finale. — Morerod bat Serrat, 2-0 ; (Serrat à 217/1000 pour la première manche ; à 369/1000 pour la seconde).

Tennis

COUPE DAVIS

Finale : Australie b. Italie, 3-1.

Premiers simples : Roche (Aust.) b. Panatta (It.), 6-3, 6-4, 6-4 ; Alexander (Aust.) b. Barazzutti (It.), 6-2, 8-6, 4-6, 6-2.

Double : Panatta - Bertolucci b. Alexander - Dent, 6-4, 6-4, 7-5.

Derniers simples : Alexander b. Panatta, 6-4, 4-6, 2-6, 8-6, 11-9 ; Roche et Barazzutti, 12-12 (interrompu par l'obscurité).

Tennis de table

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE FRANCE

A RENNES (FINALES)

Simple messieurs : Lu Chi-wei (Chine) b. Klampar (Hongrie), 21-9, 21-10, 21-18.

Simples dames : Yang Ying (Chine) b. Tung Ling (Chine), 21-14, 21-10, 21-11.

Double messieurs : Secrétin-Birocheau (Fr.) b. Franklin - Thorsell (Suède), 21-10, 21-16, 18-21, 21-13.

Double mixte : Wen Ching-sheng - Tsao Yen-hua (Chine) b. Lu Chi-wei - Yan Ying (Chine), 3-1.

Double dames : Yan Ying - Yan Yen-chu (Chine) b. Kim Soon-ok - Lee Soo-joo (Corée du Sud), 3-0.

TENNIS

...stralie remporte la Coupe Davi... aux dépens de l'Italie

OMNISPORTS

...cadres techniques proposent l'é... ...statut de l'athlète de haut ... dès le stade régional

CARNET

Naissances

— M. Benoît Jean-Claude et Mme, née Marcou Martine, ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Nicolas,
le vendredi 2 décembre 1977 à Evry.

— Christian et Simone Zimmermann ont la joie d'annoncer la naissance de
Benjamin Matthew James Standish,
au foyer de leurs enfants, Ann-Eléonor et James, le 19 octobre 1977.
Highland Grove,
Ontario (Canada).

Mariages

— M. et Mme Serge Geay sont heureux de faire part du mariage de leur fille,
Martine,
avec M. Paul Durand.
La messe de mariage sera célébrée le 10 décembre 1977, à 15 h. 30, en l'église Saint-Gilles de Thiais.
11, rue des Pins-Sylvestres,
94320 Thiais.

Décès

— Mme Etienne Albert,
Mlle Catherine Albert,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Etienne ALBERT,
survenu le 2 décembre 1977.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 décembre, à 15 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.
13, rue Pierre-Cherest,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Fernand Gauthier,
Les familles Fiévé, Bauduin, Magny, Bourgeois, Slezack, Gauthier,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Lucien BERNARD,
colonel honoraire,
grand officier
de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1940,
survenu le 30 novembre 1977 dans sa quatre-vingt-neuvième année.
Les obsèques ont eu lieu le 3 décembre 1977, à Le Perchay.
34, rue Auguste-Bailly,
92600 Asnières.
Le Perchay (Val-d'Oise).

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Jean BONNIER,
rappelée à Dieu le 26 novembre dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.
Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 9 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Roch (chapelle de la Vierge).

— M. et Mme Jean Bouvier, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marcel Bouvier, leurs enfants et leur petite-fille,
M. Henri Bouvier,
Le capitaine de frégate (E.R.) et Mme Raymond Clayeux, leurs enfants et leur petite-fille,
M. et Mme André Bouvier, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Nicole Bouvier, ses enfants et son petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Paul BOUVIER,
commandeur de la Légion d'honneur,
conseiller honoraire
du commerce extérieur,
ancien élève de l'Ecole
des hautes études commerciales,
survenu dans sa cent unième année à Lussac-Saint-Emilion, le 27 novembre 1977.
Les obsèques, suivant son désir, ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Neuilly, et l'inhumation a eu lieu au cimetière de Neuilly dans le caveau de famille
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme René Floquet, son épouse,
M. et Mme Jean Léonnet et leurs enfants,
M. Jean-René Floquet,
M. et Mme Olivier Floquet et leurs enfants,
Mme Armelle Floquet et ses enfants,
M. et Mme Vincent Floquet,
M. et Mme Paul-André Tahon et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Emile Rouet, sa belle-mère,
Mlle Suzanne Taillandier,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René FLOQUET,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
dans l'ordre du Mérite national,
survenu en son domicile, 44, boulevard Raspail à Paris le 2 décembre 1977, à l'âge de soixante-sept ans.
La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de Sevrier (Haute-Savoie) le mardi 6 décembre 1977, à 15 h. 30, suivie de l'inhumation à Annecy.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— On nous prie d'annoncer le décès subit, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de
M. Maurice FOUCAULT,
survenu le 29 novembre 1977.
De la part de :
M. et Mme Robert Foucault, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Richard, leurs enfants et petits-enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
48, rue Estellé,
1, rue du Plan-du-Parc,
Montpellier.
12, rue Léon-Blum, Sceaux.

— M. et Mme Jack Garofalo,
Mlle Isabelle Garofalo,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Marcel GHIGLIONE,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de la chambre syndicale
des mandataires en vente
de fonds de commerce et industries,
président d'honneur de la F.N.A.I.M.,
administrateur de la caisse
de garantie de la F.N.A.I.M.,
survenu subitement le vendredi 2 décembre.
Les obsèques auront lieu le mardi 6 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly (92), place Winston-Churchill.
Cet avis tient lieu de faire-part.
61, boulevard d'Inkermann,
92 Neuilly-sur-Seine.

— Les administrateurs, les membres et le personnel de la chambre syndicale des mandataires en vente de fonds de commerce et industries de Paris et de la région parisienne, 129, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8e), ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur président,
M. Marcel GHIGLIONE,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu subitement le 2 décembre.
Les obsèques auront lieu le mardi 6 décembre, à 11 heures, en l'église de Saint-Pierre de Neuilly (92), place Winston-Churchill.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Louis Mardon,
M. et Mme Marcel Guerre et leurs enfants,
M. et Mme Georges Hoffnung et leurs enfants,
M. et Mme Jean Boisson et leurs enfants,
Les familles Tresfi et Armengol,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis MARDON,
survenu le 22 novembre 1977, à Ria (Pyrénées-Orientales).
Les obsèques civiles ont été célébrées le 24 novembre au cimetière de Ria.
12, route de Conat, 66500 Ria.

[Né en 1901 à Paris, Louis Mardon fut instituteur en Haute-Loire jusqu'en septembre 1940. Sanctionné à cette date par le gouvernement de Vichy, il fut déplacé à Abeilhan (Hérault), et s'engagea immédiatement dans la Résistance. Il contribua à fonder et à animer le Front national dans les départements de l'Hérault et de l'Aude. Il fonda le journal clandestin « la Voix de la patrie », qui devint, à la Libération, un grand quotidien du Front national pour le Languedoc-Roussillon, dont il fut le directeur.
Cité à l'ordre de la division par le ministre des armées, Louis Mardon fut décoré de la croix de guerre avec étoile d'argent.]

— M. et Mme Jean-Pierre Moskovits,
M. et Mme Robert Moskovits, leurs enfants et leurs familles,
Ainsi que la direction et le personnel de la société Sheby,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alfred MOSKOVITS,
président-directeur général,
survenu accidentellement le 24 novembre 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
J.-P. Moskovits,
Résidence de Compostelle,
5, rue de l'Ouye, 91410 Dourdan.
R. Moskovits,
Résidence Julia,
3, avenue J.-F Belbeoch,
94410 Saint-Maurice.
Société Sheby,
119, rue Salvador-Allende,
95870 Bezons.

— M. et Mme Ellis C. Hemsi,
Pauline et Tristan,
Mme Jacques Weinmann,
M. et Mme Albert C. Hemsi,
ont la profonde douleur de faire part du décès de leur petit
Maximilien-Balthazar,
à l'âge de seize mois, le 28 novembre 1977 à Paris.
Il avait appelé dans l'ombre solitaire,
Longtemps ; puis il était tombé mort [sur la terre,
A quelques pas du vieux grand-père, [son ami.
N'ayant pu l'éveiller, il s'était endormi.
V. H.
L'inhumation a eu lieu à Thise (Doubs) dans le caveau familial des Weinmann, dans l'intimité.
16, rue du Louvre, 75001 Paris.
Château de Beaupré,
25220 Roche-lez-Beaupré.
1685 Jockson St,
Denver (Colorado), U.S.A.

Remerciements

— Mme Don Jean Colombani,
Le docteur et Mme Roger Marcellesi et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Colombani et leur fille,
dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages d'amitié et d'affection qui leur sont parvenus à l'occasion du décès de
M. Don Jean COLOMBANI,
commandeur de la Légion d'honneur,
gouverneur de la France d'outre-mer (E.R.),
prient tous ceux qui se sont associés à leur immense peine de trouver ici l'expression de leurs bien vifs et très sincères remerciements.

— Bourg-lès-Valence.
Mme Raymond Faure,
M. Frédéric Faure,
Mlle Catherine Faure et M. Jean Montmaneix,
Et leur famille,
dans l'impossibilité de répondre aux innombrables marques de sympathie qui leur sont parvenues à l'occasion du décès de
M. Raymond FAURE,
vous prient de trouver ici l'expression de leurs bien vifs et très sincères remerciements.

— La famille du brigadier
Pierre Abbou HAMMACHE,
victime du devoir, très touchée par toutes les marques d'affection et de sympathie témoignées à l'occasion de la cérémonie officielle et religieuse, prie M. le ministre de l'intérieur, les hautes personnalités, tous les représentants des corps armés et administratifs, la garde d'honneur, toutes les personnes connues et inconnues de trouver ici l'assurance de sa profonde reconnaissance et ses très sincères remerciements.

— M. et Mme Germain-Georges Paul et toute la famille, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fils,
Frédéric PAUL,
remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin et les prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

— M. André Ropagnol,
M. et Mme Jean Ropagnol et leur fils Jean-Olivier,
Mme veuve Edmond Vittecoq,
M Jean Ropagnol,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
Mme André ROPAGNOL,
adressent leurs bien sincères remerciements.

— Fontainebleau.
Mme Charles Wolf et les siens ont été profondément émus par toute la sympathie, toute l'affection qui leur ont été témoignées lors de la disparition de celui qui leur était si cher.
Ils prient chacun de recevoir ici leurs plus sincères remerciements en regrettant de n'avoir pu le faire à l'issue de la cérémonie religieuse ou plus personnellement, et en s'excusant d'éventuelles omissions.

Messes anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la disparition du
docteur Max BIDERMANN,
un service religieux sera célébré en la synagogue de Barcelone. Une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.
M. Nathan H. Biederman remercie les généreux donateurs au Maguem David Adom, qui ont permis l'inauguration solennelle de l'ambulance dédiée à la mémoire de son frère, le 18 août dernier, au siège du M.D.A. à Tel-Aviv.
Rosellon 257, Barcelone 8.

— A l'occasion du premier anniversaire de la mort de
Jean HUBERT-RODIER,
une messe sera célébrée à Notre-Dame de Paris (chapelle Sainte-Marie) le vendredi 9 décembre, à 11 heures.

PRESSE

● *Un mensuel* vient de voir le jour à Amiens : *l'Essentiel de la vie amiénoise.* Ecrit et mis en page par une équipe de jeunes, dont plusieurs journalistes travaillant au quotidien *le Courrier picard,* ce premier numéro compte trente-six pages (prix : 4 F).

★ *L'Essentiel* est en vente dans les kiosques à Amiens. Abonnement : 35 F (dix numéros), 61, rue du Général-Barbou, 80000 Amiens.

● *La Fédération internationale des rédacteurs en chef* et correspondants, qui s'est réunie vendredi 2 décembre à Paris, « *dénonce la violence dont sont victimes les journalistes en général et les rédacteurs en chef en particulier, comme récemment encore en Italie* ».

Dans un communiqué publié samedi soir, elle « *se réjouit des progrès réalisés, malgré de longs cheminements dans les organismes internationaux, pour la reconnaissance des journalistes en mission périlleuse* ».

ORDRE DU MÉRITE

Sont promus *commandeurs :*

Chancellerie

M. Joseph Petitjean, président des Ateliers de la Loire (a.r.).

Premier ministre

MM. Raymond Aron, membre de l'Académie des sciences morales ; Georges Bril, P.-D.G. de société, trente-six années d'activités professionnelles et de services militaires ; Jean Priou, secrétaire général de la questure de l'Assemblée nationale.

Relations avec le Parlement

M. Paul Borgniet, directeur à l'Assemblée nationale.

Justice

MM. Pierre Boutemail, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; André Caron, premier président à Rennes ; Louis Chairet, procureur général à Versailles ; Pierre Jourdan, président de chambre à Paris ; Olaf Lecarpentier, conseiller d'Etat ; Emile Magne, ancien greffier en chef du tribunal de Périgueux ; Marcel Papot, conseiller honoraire à la Cour de cassation ; Constant Quatre, procureur général à Bordeaux ; Jean Thuriet, ancien vice-président au tribunal de Paris.

Affaires étrangères

MM. Henry Bayle, ambassadeur de France en R.D.A. ; Martial de La Fournière, ministre plénipotentiaire à l'administration centrale ; Philippe Rebeyrol, ambassadeur de France en Tunisie ; Roger Vaurs, ministre plénipotentiaire à l'administration centrale ; Raymond Labbe, président de société à Milan ; Roland Legros, président de l'Association française de bienfaisance à Majorque ; Jules Ponsinet, président de la Société française de bienfaisance de Rio-de-Janeiro.

Intérieur

MM. Louis Baron, adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine ; François Bourgin, préfet du Finistère ; Paul Broue, préfet ; Jean-Emile Cazenavette, ancien conseiller au tribunal administratif de Paris ; Roger Dubertrand, ancien conseiller général des Pyrénées-Atlantiques ; François Galy, inspecteur général de l'administration ; Antoine Lacroix, ancien député, maire du Kremlin-Bicêtre ; Georges Theolierre, ancien vice-président du conseil général de la Seine ; André Villeneuve, président honoraire des maires de Paris.

DOM-TOM

MM. Alexandre Loyzance, administrateur en chef des affaires d'outre-mer ; Jacques Mercier, chef de la délégation à Marseille du secrétariat d'Etat ; Henry Pienet, ancien président du conseil général de l'Oyapock (Guyane).

Défense

MM. André Darriulat, administrateur civil au ministère ; Jacques Dubois, directeur de recherches et moyens d'essais du ministère ; Charles Morazé, professeur à l'Ecole polytechnique ; Bernard de Royer-Dupré, P.D.G. de société ; Jean Solacroup, professeur à Saint-Cyr.

Coopération

MM. Robert Bonnal, président du bureau pour les équipements d'outre-mer ; Pierre Huet, conseiller d'Etat ; Marc Morgaut, président de sociétés.

Culture et environnement

MM. Roger Sallard, directeur général de société ; Jean Trompier, directeur général d'établissements de restauration ; Charles Vanel, artiste dramatique.

Economie et finances

MM. Roger Gruner, ancien contrôleur d'Etat ; Jean-Maxime Lévêque, P.-D.G. du C.C.F., trente-deux ans de services civils et militaires et d'activités professionnelles ; Gilbert Rey, trésorier-payeur général des Bouches-du-Rhône ; Marcel Trocmé, secrétaire général de la Caisse des dépôts ; Pierre Viaud, conseiller financier à Bonn.

Equipement et aménagement du territoire

MM. Hugues de Bonnin de Frayssex, inspecteur général de l'équipement ; Pierre Clos, ingénieur général à la S.N.C.F. ; Jean Grignon, président d'une compagnie de transport ; Léonce Lansalot-Basou, ingénieur général de l'aviation civile ; Pierre Meunier, administrateur du comité d'expansion de la Bourgogne ; Georges Pebereau, administrateur directeur général de la C.G.E. ; Maurice Piquemal, ingénieur général des ponts et chaussées ; Robert Ragache, commissaire du gouvernement auprès de l'Association pour la gestion des institutions sociales maritimes ; Maurice Richard, ingénieur général des ponts et chaussées ; Abraham Schapiro, commissaire à l'industrialisation de la façade méditerranéenne ; Bernard Teyssandier de la Serve, ingénieur général des ponts et chaussées ; Jean Vichot, administrateur de sociétés.

Education

MM. Jean Jacotin, inspecteur général de l'éducation nationale ; Paul Pastour, recteur de l'académie de Nice.

Agriculture

MM. Paul Denozière, ingénieur général du génie rural ; Jean Ducasse, ingénieur général du génie rural ; Jean Fiquet, président de la fédération du Crédit agricole mutuel.

Industrie, commerce et artisanat

MM. Emmanuel Bour, directeur des affaires générales d'E.D.F. ; Pierre Dauchy, P.-D.G. d'un groupement d'importation de métaux ; Robert Prolét, directeur adjoint au ministère ; Alfred Graff, secrétaire générale honoraire de la chambre de commerce de Mulhouse ; Maurice Pascal, directeur des relations sociales du groupe C.E.A. ; Georges Vendryes, directeur aux applications nucléaires du C.E.A. ; Daniel Verret, inspecteur général à G.D.F.

Travail

M. Charles Mennessier-Nodier, président honoraire du tribunal de commerce de Paris.

Santé et Sécurité sociale

Mme Yvonne Bechmans, président de section de la société d'entraide de la Légion d'honneur ; MM. Jean Collignon, inspecteur général des affaires sociales ; Hugues Gounelle, président de section du Conseil supérieur d'hygiène publique ; Gaston Meyniel, doyen de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand ; Fernand Nicaise, ancien chef de service adjoint au ministère.

Commerce extérieur

MM. Robert Bernière, président de société ; Xavier Lasbordes, P.D.G. de société.

Postes et Télécommunications

MM. Louis Auroux, directeur de l'enseignement supérieur administratif ; Jean Chauveau, ingénieur général à l'inspection générale ; François Criscuolo, ancien administrateur ; Jean Illien, directeur du matériel de transport ; Robert Moulin, inspecteur général à l'administration centrale.

Anciens combattants

M. le chanoine Pierre Aimard, vice-président de l'Association nationale des prêtres anciens combattants ; MM. Victor Cavalier, président d'honneur d'une section départementale des anciens de la 2e D.B. ; Michel Chaleyssin, président fondateur d'une section de l'Association des anciens combattants en Italie ; Albert Dom, président général de l'Union nationale des combattants ; Charles Schleiter, délégué général du Souvenir français pour la Meuse.

Universités

Mme Jacqueline Beaujeu, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) ; M. Henri Raux, directeur de la bibliothèque interuniversitaire « A » de Paris.

Jeunesse et sports

MM. Georges Berton, trésorier général de la Fédération française de football ; Charles de Coquereaumont, président de la Fédération internationale de canoë.

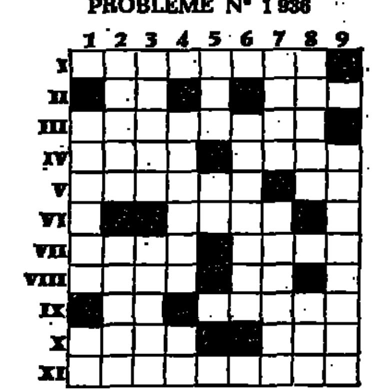
Le « Journal officiel » du 3 décembre, dans lequel figurent ces promotions, publie d'autre part de longues listes de promotions au grade d'officier et de nominations au grade de chevalier.

ERRATUM. — M. Paul Delouvrier, qui vient d'être élevé à la dignité de grand-croix de l'ordre national du Mérite (« le Monde » daté 4-5 décembre), est président d'E.D.F et non pas d'Elf, comme un lapsus nous l'a fait écrire.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 936



HORIZONTALEMENT

I. Déchirer en griffant. — II. Orientation ; Bon apôtre. — III. Pousse à la consommation. — IV. L'âme sœur ; De plus. — V. Vit dans le noir ; Pronom. — VI. Il est des circonstances où il faut bien que cela se passe. — VII. Philosophe ; Possessif. — VIII. Lancés ; Préposition. — IX. Indique que ce n'est pas fini ; Jolie fille. — X. Vit du pays ; Plante (inversé). — XI. Endroits où il est préférable de ne pas marcher.

VERTICALEMENT

1. Met un bandeau sur les yeux ; Abréviation. — 2. Fit un travail d'électricien ; Très approchable. — 3. Se reforme aussitôt que fendue ; Loger. — IV. Les œufs du chef ; Symbole chimique. — 5 Sûr quand il est vrai ; Fin de participe. — 6. A chasser ! — 7. Ne cache pas sa préférence ; Retentir. — 8. Sont impétueuses par définition ; Source de bruits divers. — 9. Etaient pratiquement blancs comme neige.

Solution du problème n° 1 935

Horizontalement

I. Mourantes. — II. Antennes. — III. Râ ; Aa ; Ste. — IV. C.G.T. ; Notas. — V. Réparait. — VI. Remise. — VII. PL ; Mont. — VIII. Séduite. — IX. Et ; Suse. — X. Ure ; De. — XI. Rillettes

Verticalement

1. Marc ; Rigueur. — 2. Onagre ; Tri. — 3 Ut ; Temps ; El. — 4. Réc. ; Piles. — 5. Ananas ; Dure. — 6. NN ; Orémus ! — 7. Testa ; Oie. — 8. Estaient ; Dé. — 9. Est ; Têtes.

GUY BROUTY.

Manifestations

Au CNIT jusqu'au 11 décembre

LA GRANDE BRADERIE DE PARIS

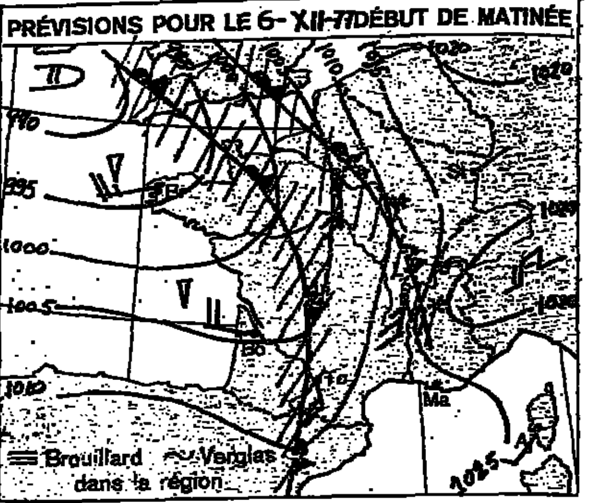
La grande braderie de Paris se tiendra cette année au CNIT, à la défense, jusqu'au 11 décembre. Le principe de cette manifestation est d'offrir au public les prix les plus bas en évitant les coûts intermédiaires. Depuis 1976, les fabricants ont pris la relève des commerçants et représentent 60 % des trois cents exposants.

Les rabais consentis vont de 30 à 70 %, aussi bien pour le prêt-à-porter, branche la mieux représentée (50 % des exposants) que pour l'ameublement, l'électroménager, le sanitaire, les instruments de musique, les chaînes Hi-Fi...

★ Grande Braderie de Paris, CNIT, la Défense, du 2 au 11 décembre. Prix d'entrée : 6 francs. Renseignements : 774-60-82.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 décembre à 0 heure et le mardi 6 décembre à 24 heures :

Les hautes pressions continentales persisteront sur le nord de l'Europe, mais leur partie méridionale s'affaiblira en se décalant vers l'est, et la zone dépressionnaire océanique se développera à travers la France. Dirigées par cette zone dépressionnaire, des perturbations pluvieuses, progressivement plus actives, traverseront notre pays.

Mardi 6 décembre, quelques gelées se produiront encore en début de journée sur l'Est et le Nord-Est, mais les masses d'air humide venant de l'Atlantique apporteront un adoucissement qui se généralisera. Le temps sera souvent très nuageux, avec des pluies principalement localisées en début de journée sur les régions s'étendant des côtes de la Manche aux Pyrénées et au golfe du Lion en début de journée. Ces pluies, parfois précédées de neige et de verglas dans l'intérieur, atteindront ensuite les autres régions, tandis que des éclaircies apparaîtront temporairement sur l'Aquitaine et les régions de l'Ouest.

Les vents souffleront du secteur sud ; ils seront assez forts dans les vallées bien orientées de l'Est et du Centre-Est, ainsi que sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche occidentale, où un renforcement est à craindre en fin de journée. Menace de tempête au large.

Lundi 5 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 13 et 2 degrés ; Biarritz, 16 et 9 ; Bordeaux, 12 et 6 ; Brest, 5 et 5 ; Caen, 5 et 2 ; Cherbourg, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 10 et 1 ; Dijon, 5 et —4 ; Grenoble, 4 et —6 ; Lille, 5 et —3 ; Lyon, 7 et —2 ; Marseille, 14 et 5 ; Nancy, 3 et —8 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice, 15 et 4 ; Paris - Le Bourget, 6 et —2 ; Pau, 11 et 3 ; Perpignan, 11 et 10 ; Rennes, 7 et 5 ; Strasbourg, 4 et —6 ; Tours, 6 et 3 ; Toulouse, 12 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 degrés ; Amsterdam, 3 et —2 ; Athènes, 8 et 5 ; Berlin, 4 et —5 ; Bonn, 4 et —4 ; Bruxelles, 5 et —4 ; Copenhague, 0 et —2 ; Genève, 0 et —2 ; Lisbonne, 15 et 12 ; Londres, 5 et 1 ; Madrid, 11 et 4 ; Moscou, —5 et —6 ; Nairobi, 24 (max.) ; New-York, 9 et 0 ; Palma-de-Majorque, 18 et 12 ; Rome, 14 et 1 ; Stockholm, —4 et —5 ; Téhéran, 14 et 5.

Visites et conférences

MARDI 6 DECEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 1 bis, villa Seurat, Mme Chapuis : « Un sculpteur contemporain ».

15 h., métro Louvre, Mme Oswald : « Paris, carrefour des religions : l'Eglise réformée à l'Oratoire » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., face au 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris).

15 h., métro Solferino : « Histoire et fonctionnement interne de l'hôtel des ventes » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

14 h. 45, métro Cité : « La Cité, île des amours maudites, des maléfices et des miracles » (M. de La Roche).

14 h. 30, angle faubourg Saint-Honoré et avenue Matignon : « Le Musée des lunettes et lorgnons de jadis » (Paris et son histoire).

10 h. 30, 21, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « L'Eglise de l'île Saint-Louis et les hôtels ».

14 h. 30, sortie métro Saint-Paul : « A la découverte d'un Marais peu connu et de la Bastille » (Mme Rouch-Gain).

15 h., 102, rue de Provence : « Les coulisses d'un grand magasin » (Tourisme culturel).

15 h. 15, sortie métro Saint-Paul : « Synagogues ignorées du Marais » (Visage de Paris).

CONFERENCES. — 14 h. 30, 109, rue de Rivoli : « Sur les pas d'Alain-Fournier et du Grand Meaulnes à travers la Sologne ».

17 h., 109, rue de Rivoli : « Florence au temps de l'âge d'or » (Paris et son histoire).

18 h. 30, 9 bis, avenue d'Iéna, M. Jean-Claude Stevens : « Sur le Nil, dans l'Egypte des pharaons » (A la découverte du monde).

18 h. 30, 8, rue de la Ville-l'Evêque : « La Roumanie : les monastères de Moldavie » (Bible et Terre Sainte).

20 h. 15, 228, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; « La prison en question . les alternatives possibles ? ». Débat. (Mouvement pour une alternative non violente.)

20 h. 30, 26, rue Bergère, docteur Jean Schatz : « Questions libres sur l'acupuncture » (L'Homme et la Connaissance).

21 h., 147, av. de Malakoff, Laura Winckler : « Les Aztèques » (Nouvelle Acropole).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°
1975

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 4 décembre 1977 :

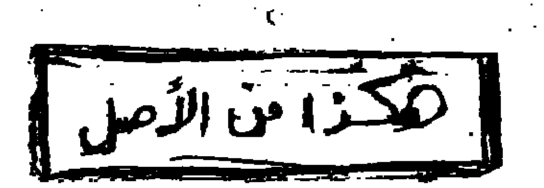
UN ARRETE

● Portant sur l'application du décret n° 77-1308 du 29 novembre 1977, relatif à l'exploitation des voitures dites « de petite remise ».

UN DECRET

● Modifiant les dispositions du décret n° 58-113 du 7 février 1958 modifié en tant qu'il concerne le maintien des prestations familiales aux travailleurs privés d'emploi dans les départements d'outre-mer.

D'autre part, le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 3 décembre publie des *décrets* portant promotion et nomination dans l'ordre des palmes académiques ; des *arrêtés* conférant la médaille de la gendarmerie nationale, portant attribution de la médaille d'honneur des douanes, des sociétés musicales et chorales, portant nomination dans l'ordre des Arts et lettres, portant attribution de récompenses honorifiques pour la propagande en faveur de la Caisse nationale de prévoyance ; des *décisions* portant attribution de la médaille d'honneur du service de santé des armées, de la médaille des évadés et de la médaille d'honneur aux personnes non militaires de la marine.





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Doctrine et pratique économiques

N'est-il pas étrange que l'union économique et monétaire continue de fasciner l'Europe d'autant plus qu'on s'en éloigne ? Cette question, *ranimée par Roy Jenkins*, président de la Commission du Marché commun, est à l'ordre du jour du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, dit « Conseil européen », qui s'ouvre à Bruxelles ce lundi 5 décembre. David Blake explique que cette union est moins un *objectif économique* qu'un paradoxe politique.

On comprendra mieux encore les difficultés énormes de mettre en place cette union économique et monétaire en lisant l'article d'Alain Cotta, professeur à l'université Paris-Dauphine. Il dégage les orientations théoriques des politiques *actuellement pratiquées* et constate que *malgré les évolutions suivies depuis la guerre* celles-ci restent presque exclusivement keynésiennes. Sans doute y a-t-il là un facteur d'unité, mais c'est, hélas ! dans le sens du laxisme monétaire. On conviendra que ce n'est pas exactement la *philosophie* qu'il faudrait défendre pour que l'Europe trouve — malgré son « serpent » — les voies d'une union économique et monétaire.

Nous sommes tous keynésiens

par ALAIN COTTA

LA mode des idées s'impose dans tous les domaines de la vie sociale. Ainsi est-il ujourd'hui couramment admis ue J. M. Keynes a cessé d'insirer nos politiques économiues, au demeurant de moins en oins aptes à résoudre les prolèmes sociaux les plus actuels : chômage et l'inflation. Toute iode vit, d'abord, de ses outranes. Il ne faut donc pas s'étonner ue celle-ci ait la vie dure. Nos olitiques économiques restent, n fait, en dépit des évolutions onnues par tous les pays occientaux depuis trente ans, en épit des chocs majeurs inhéents à la modification locale es prix relatifs mondiaux, resque exclusivement keynéennes.

Que toutes nos politiques moétaires soient devenues et estent laxistes est évident. En épit de l'agitation frénétique es monétaristes, il n'est pas de ays occidental où la croissance e la masse monétaire n'excède ésormais, et de très loin, celle u produit national réel et où taux d'intérêt réel (taux ominal déduction faite du taux 'inflation) ne soit devenu asi nul. C'est dire qu'aucune ation n'a réussi à vivre et à oître sans inflation. Faut-il y ir un « échec » ? Bien que la nsidération attentive du taux nsuel d'inflation soit devenue e des occupations les mieux tagées des différents gouements et que, dans un jeu t intéressant à observer, les yens feignent de légitimer rs pouvoirs politiques à la sure de leur victoire contre flation, on ne le croit pas.

Historiquement, et pour des sons propres au fonctionneent de nos économies occintales, il n'est pas de croisnce qui, à court ou à long me, n'implique pas d'inflan. Et tel était bien, implicite ais ferme, un des messages ynésiens, à l'époque justifié r la relation entre le taux investissement et le taux d'inrêt, donc le volume de la asse monétaire. Aujourd'hui, te justification doit être ndue à tous les acteurs de la économique et sociale.

Tous les groupes sociaux ont perdre à une forte et rapide luction du taux d'inflation. ffet d'endettement réel joue ormais pour les ménages au ins autant que pour les reprises. Les banques vivent a mesure du taux de croisce du P.N.B., à quelque eau d'inflation que ce soit. ant aux ministres des finan-, l'inflation les assure d'un ilibre budgétaire auquel cerns croyaient, il y a encore lques années, devoir sacri-. Le pouvoir de toutes les banques centrales souffre des attaques consacrées à la seule Banque d'Angleterre voici plus de quarante ans.

Les politiques économiques contemporaines ne peuvent donc être qu'inflationnistes. Ce qui, bien évidemment, n'implique pas qu'elles doivent l'être résolument et puissent l'être sans contraintes. On ne saurait flatter des penchants aussi forts qui se suffisent si bien à eux-mêmes. Et peut-être, vaut-il mieux, en effet, les empêcher de provoquer une inflation tellement forte que toutes ses illusions en soient perdues.

L'austérité impossible

Il reste, surtout, que l'inflation, dans chaque nation, ne peut être isolée de celles qui existent ailleurs. Elle s'importe et s'exporte et, surtout, se relativise. Si l'inflation absolue peut, en pratique, atteindre des niveaux fort élevés, il n'en est pas de même de l'inflation relative, c'est-à-dire de la différence entre celle d'un pays et celles de ceux qui l'entourent. La contrainte vient ici, comme toujours, « des autres ». Et les pays qui mettent de l'ordre autour d'eux sont précisément ceux qui, pour des raisons d'ailleurs différentes, ont le moins besoin d'inflation pour assurer leur croissance réelle. Mais on voit bien aujourd'hui qu'ils sont accusés d'exporter la déflation pour peu qu'ils se suffisent d'un taux d'inflation de 4 à 5 % ; et qu'ils sont forcés, plus ou moins rapidement, par persuasion plus ou moins amicale, de renoncer à une « réussite interne » qui est un échec pour l'ensemble qui les intègre. Qui verrait dans cette nécessité, un échec ?

La croissance du secteur public est la seconde recommandation de Keynes, la plus directement associée à l'objectif de plein emploi. Même si elle n'est pas avouée en tant que telle, elle ne peut être que la conséquence inévitable des interventions publiques de toute nature (investissement, consommation...) à commencer par celle dont le déficit budgétaire est l'objet. C'est sans doute dans ce domaine que les politiques actuelles sont les plus systématiques et homogènes. Il n'est d'ailleurs pas sans signification de voir l'espèce de discrétion mesurée qui accompagne les déficits budgétaires les plus massifs que viennent de décider les gouvernements des nations réputées les plus libérales. Ce déficit a pu atteindre, durant l'année 1975, près de 7 % du P.N.B. allemand, 5 % du P.N.B. américain et oscille désormais, dans toutes les économies, entre 3 à 4 % de ce P.N.B. La révolution keynésienne est désormais entrée dans les mœurs, plus qu'on ne pouvait s'y attendre, et la preuve est apportée une fois encore que toute menace de dépression ne pouvait être enrayée que par une pulsion massive de revenus créés par décision publique.

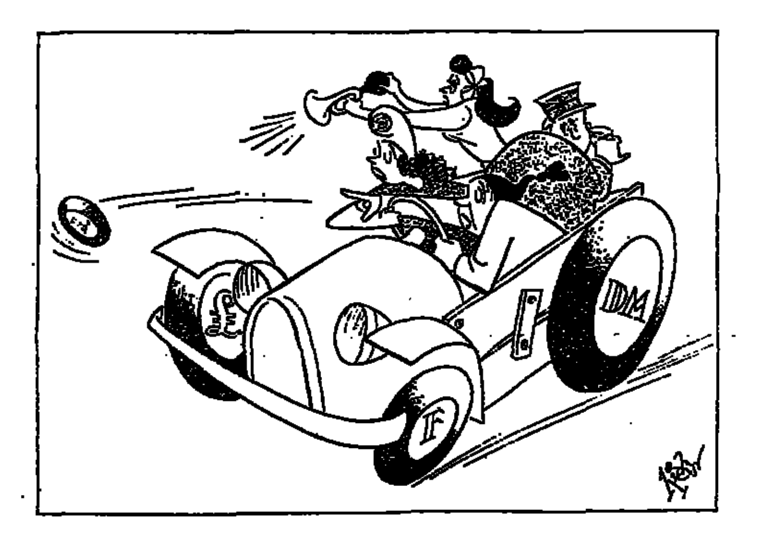
(Lire la suite page 24.)

Une fascination paradoxale : la monnaie commune

par DAVID BLAKE

L'IDEE que l'Europe devrait constituer une union économique et monétaire, avec une monnaie commune pour tous les Etats membres de la C.E.E., est venue assez tard à la Communauté, mais depuis lors, elle exerce une étrange fascination. Etrange à cause des raisons avancées pour la défendre à l'origine. On a affirmé qu'il était nécessaire d'éviter la désintégration de la politique agricole de la Communauté. Cela s'est révélé faux. Au cours des huit dernières années, un système complexe, mais qui fonctionne, a été élaboré pour maintenir la structure de la politique commune à l'égard des agriculteurs, tout en développant simultanément des moyens de protéger chacun des pays contre l'impact sur les prix alimentaires des prélèvements destinés à établir la parité.

Ce qui rend cet attrait encore plus étrange est que les efforts qui ont été faits dans le passé à l'intérieur de la Communauté pour se diriger vers une forme quelconque d'intégration monétaire ont tous conduit au désastre. L'union monétaire du début des années 70 a dégénéré en un « serpent » dont la liste des membres n'a plus aucun rapport avec celle de la C.E.E.



Les raisons de l'échec des efforts pour constituer l'union monétaire sont évidentes. Depuis les débuts de la période d'après-guerre, les taux d'inflation dans les divers pays d'Europe ont été très différents et ils ne manifestent aucun signe de convergence spontanée. Les taux d'inflation variant d'un pays à l'autre, la seule façon de maintenir un équilibre raisonnable dans le domaine de la concurrence est de modifier constamment les parités. La dévaluation d'une monnaie ne fournit peut-être pas une solution indolore aux problèmes économiques des Etats souffrant d'un déficit des paiements, mais il est évident qu'elle apparait souvent comme la seule façon d'éviter des mesures qui provoqueraient une augmentation énorme du chômage.

Les raisons pour lesquelles l'union monétaire ne peut fonctionner étant si puissantes, la question n'est pas de savoir pourquoi l'idée a si souvent échoué, mais pourquoi on continue à tenter de l'appliquer. Car c'est bien ce qui se passe. La plus récente défense de ce concept, et d'une certaine manière la plus subtile, a été présentée par le président de la Commission de la C.E.E., M. Roy Jenkins, et doit être examinée « au sommet » cette semaine.

Les idées de M. Jenkins, exposées à un auditoire florentin, au cours d'une « conférence Jean Monnet », fournissent une présentation si claire de la pensée confuse sous-tendant une grande partie de la thèse actuelle de l'union monétaire qu'elles méritent d'être examinées.

Le premier malentendu, et peut-être le plus grave, vient de l'éternelle obsession des Européens sur le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve, et le sentiment que cela procure aux Etats-Unis un avantage injustifié dans le système monétaire.

La copie de l'Amérique, soit par émulation, soit en raison d'une animosité plus profonde qui se traduit par le désir de surclasser les réussites américaines, a longtemps obscurci la pensée à l'intérieur de la Communauté.

Des arguments non économiques

Les partisans de l'union monétaire eux-mêmes reconnaissent que le commerce entre les continents est possible sans trop d'ennuis sous un régime de taux de change flottants, mais ils affirment qu'au sein de la Communauté ce système provoque des difficultés insupportables. En réalité, ils confondent les difficultés causées par les fluctuations des parités avec les causes qui les rendent inévitables.

Car la divergence des taux d'inflation entre les divers membres de la C.E.E. est bien plus accusée que celle qui existe entre ceux de ses membres qui réussissent le mieux et les pays extérieurs à la Communauté comme les Etats-Unis, qui ont connu dans le passé une bonne stabilité de leurs prix.

Il se peut que l'adoption d'un système monétaire unique dans toute l'Europe, assorti d'une autorité monétaire à compétence européenne, conduise au bout d'un certain temps à l'alignement des taux d'inflation partout au même niveau. Mais cela ne pourrait se produire qu'au prix d'un chômage considérable dans ceux des pays où l'inflation tend à être la plus forte.

(Lire la suite page 24.)

L'Europe des jeunes est déjà là...

IL n'y a déjà plus de frontières pour les opinions. Quelles sont les chances de l'Europe auprès des générations montantes ? Tel était la question fondamentale à laquelle devait permettre de répondre un sondage effectué, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, par la filiale ouest-allemande de la Shell, de concert avec les instituts de sondage allemand (Emnid), français (Ifop-Etmar) et britannique (Social Survey Ltd).

Dans le vaste ouvrage qui en est résulté et qui vient d'être publié sous forme de trois volumes, les enquêteurs s'avouent « sidérés » par la convergence de nombreuses réponses. Selon ces derniers, il semble bien qu'on puisse en conclure que la jeunesse d'Europe a des critères de valeur eux-mêmes européens.

Tous les jeunes Européens ont beaucoup de considération pour la réussite. 95 % des Britanniques interrogés (1) tiennent la réussite pour un critère de valeur ; en France, le pourcentage s'élève à 86 % et, en R.F.A., seulement à 80 %. 87 % des jeunes Allemands sont partisans de l'esprit de solidarité (80 % pour les Français et 78 % pour les Britanniques). 81 % des Britanniques interrogés estiment qu'il est bon d'avoir le sens de l'économie (80 % pour les Allemands et 74 % pour les Français). C'est sur la question de la propriété que l'éventail des réponses est le plus ouvert, 62 % des Français seulement lui étant favorables (81 % pour les Britanniques et 84 % pour les Allemands). La situation a complètement changé en R.F.A. par rapport à l'année 1960. A cette époque, 44 % seulement des jeunes interrogés considéraient la propriété comme indispensable, 21 % allant même jusqu'à la refuser.

Parmi les questions posées, notons-en une particulièrement intéressante au plan socio-psychologique qui était rédigée ainsi : « Supposons que vous ayez fait quelque chose de mal, que vous vous soyez mal comporté envers quelqu'un qui avait été bon pour vous. Que feriez-vous alors ? » Réponse : 70 % des Allemands interrogés et 76 % des Britanniques s'excuseraient, 17 % des premiers et 16 % des seconds essayant même de « réparer ». En France, il en va tout autrement : le respect de l'autre y semble très répandu et chargé d'une très grande valeur ; en effet, 90 % des jeunes Français dans ce cas ont manifesté leur intention de s'excuser et 46 % celle de « réparer ».

Les Français lisent plus

Les jeunes Européens lisent-ils des livres ? La question était la suivante : « Qui a lu au moins un livre au cours des deux dernières semaines ? » Réponse : 71 % des Français sont dans ce cas (68 % des Britanniques et 59 % des Allemands). Un détail intéressant : en Allemagne, les jeunes lisent d'autant plus fréquemment que leur niveau de formation est élevé ; en France, la lecture est répandue à tous les niveaux, les jeunes situés en bas de l'échelle lisant deux fois plus que leurs voisins Allemands.

Les jeunes Européens s'intéressent-ils à la politique ? En France, l'intérêt manifesté à l'égard de la politique est relativement fort, alors qu'il est moyen en Allemagne et faible au Royaume-Uni. 57 % des Allemands parlent de politique à la maison, 45 % en discutant avec leurs amis, tandis qu'un Allemand sur quatre lit les pages politiques de son journal, 13 % se rendant à des débats.

Pour les Français, pas question de parler politique à la maison. 24 % en parlent dans les associations qu'ils fréquentent, 17 % se rendant à des conférences, 16 % en discutant avec leurs amis et 13 % participant à des groupes de discussion.

HANS BAUMANN.

(Lire la suite page 25.)

(1) Les personnes interrogées à l'occasion de ce sondage avaient un âge compris entre douze et vingt-trois ans, filles et garçons se trouvant à égalité.

Soyons sérieux

Alimentary, my dear Watson

« MY dear fellow », said Sherlock Holmes, as we sat on either side of the fire in his lodgings at Baker Street, « we face a most intriguing series of mysteries ».

— *What are they, Holmes ?*

— *Alimentary, my dear Watson. There is the mystery of the mayonnaise from nowhere — surplus butter with a herbal flavouring. There is the Russian butter enigma, or, to be more precise, hat of the European butter sold cheaply to Russia but reappeaing in Italy. You are familiar, of course, with the great butter mountain scandal, and the unfathomable wine lake. But have ou heard of the phantom grain ship ?*

— *Phantom ?*

— *A figurative expression. It plied between Rotterdam and Antwerp, collecting export subsidies on every trip.*

— *Have the miscreants been apprehended?*

— *I fear not. The real culprit is still at large.*

— *Professor Meriarty ?*

— *No, Watson: the complexity of our farm regulations. And I fear that they will worsen.* »

Just then, Mrs Hudson entered. « *Three gentlemen to see you, Sir.* »

« *From Greece, Portugal and Spain, I wager. As I said, Vatson, our problems become more baffling every day.* »

PANGLOSS.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Surveiller encore le rythme de hausse des revenus

AU cours de l'année 1977, à côté de la déception qu'a causée la relance manquée des « locomotives » qui devaient tirer les autres du marasme, il y a au moins un succès à souligner : les grands pays occidentaux ont réussi presque tous à faire reculer d'une manière significative leur inflation. C'est ce qu'illustre la courbe moyenne de nos quatre pays, qui est redescendue d'une pointe de 12,5 % en janvier à 6,5 % sur la période août-octobre. Autrement dit, l'inflation a pratiquement été divisée par deux en l'espace d'un peu plus de six mois, ce qui n'est pas si mal.

Les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés précisément par les pays dits faibles, Grande-Bretagne et Italie, qui ont pu passer de deux chiffres, avec près de 20 % de hausse annuelle, à un seul chiffre, ou presque, avec 6 % sur les trois derniers mois pour la première et 10 % pour la deuxième. Comment expliquer ces succès ? Dans le cas anglais, la décélération des salaires, considérable, passant d'un rythme annuel proche de 30 % à moins de 10 %, a joué un rôle décisif. Ensuite, la fermeté, et même la remontée de la livre au cours des derniers mois a permis de renforcer encore une baisse des matières premières mondiales, en se répercutant sur des prix de gros en décélération régulière : 1,25 % en juin, 0,75 % en juillet, 0,5 % en septembre et en octobre.

En Italie, les salaires ne se sont guère assagis, et l'échelle mobile reste toujours menaçante. En revanche, les cours mondiaux et la stabilité de la lire par rapport au dollar ont fait reculer le rythme des prix de gros à 0,7 % en juillet et en août. Même l'Allemagne, où pourtant l'inflation était déjà basse à 4 %, a réussi encore à faire des progrès : grâce à la montée du deutschemark et à la modération des salaires, elle a connu, au cours des derniers mois, une quasi-stabilité aussi bien des prix de gros que de détail.

Les Etats-Unis, eux aussi, après la flambée passagère du début de l'année, due à la vague de froid, qui a fait monter l'inflation à 10 %, ont pu redescendre régulièrement cette dernière à un peu plus de 4 %.

Seule la France n'a pas atteint jusqu'ici de résultats suffisamment significatifs. Cela en dépit de salaires dont le rythme est revenu de près de 20 % aux environs de 10 % et de prix de matières premières et de prix de gros qui, comme partout ailleurs, ont baissé, sans compter que le franc, à l'exception de la période récente, est resté ferme (à l'égard du dollar, s'entend). Pourtant l'inflation se maintient à 9 %, sans réussir à crever ce plancher, sauf par des mesures factices du type réduction de taxes ou blocages. Tout se passe, pour les prix agricoles et alimentaires, comme s'il y avait une sorte d'effet de cliquet, qui permet la montée mais s'oppose à la descente. Or ce sont justement ces prix auxquels les ménages sont les plus sensibles, et qui influent au premier chef sur les revendications salariales. Quelle différence avec l'Allemagne ou les Etats-Unis, où on les voit effectivement reculer !

Cette désinflation, que l'on constate dans l'ensemble des pays a-t-elle apporté les conséquences heureuses qu'on en avait attendues ? En particulier l'amélioration des résultats des entreprises ? Dans tous les cas cités la stratégie visait en effet à obtenir simultanément au recul de l'inflation et, par pression sur les salaires, une nouvelle répartition des revenus à l'avantage des sociétés pour leur permettre d'assainir leur situation et relancer leurs investissements.

En fait, il n'y a eu un début de réussite que dans les cas où, comme en Grande-Bretagne, la compression des salaires a été très forte, ou aux Etats-Unis où l'activité a pu se maintenir à un niveau appréciable. Ainsi les bénéfices des sociétés américaines ont augmenté fortement de 20 % en 1976, et ont encore maintenu un rythme appréciable, de 12 % sur le premier semestre 1977, donc sensiblement supérieur à celui des salaires, qui a été de 8 à 9 %. En revanche en Allemagne, en dépit de la discipline salariale et parce que l'activité est restée languissante, les revenus des entreprises au premier semestre 1977 auraient baissé de 4 % alors que ceux des salariés progressaient de 6 % (et ceux des administrations de 11 %).

Les limites de l'assainissement

En Italie l'assainissement des entreprises, surtout celles du secteur nationalisé, pose des problèmes encore beaucoup plus difficiles, du fait de leur endettement considérable. Seule une restructuration financière peut alors être décisive, comme celle proposée par le plan de M. Carli, les dettes envers les banques étant converties en actions, destinées à être placées par la suite dans le public. Condition nécessaire, mais non suffisante. Comme partout ailleurs le rétablissement des entreprises ne peut être atteint que par celui de l'activité. C'est bien ce qui a amené la Confindustria (conjointement avec les syndicats) à demander au gouvernement de prendre sans tarder des mesures pour lutter contre la baisse d'activité (qui apparaît nettement sur notre graphique de production industrielle, l'Italie étant en ce moment dans la plus mauvaise posture des quatre). Pour le patronat italien les 2 % de croissance du PIB prévus officiellement pour 1978 sont insuffisants. Il faut atteindre 4,5 %, même si le déficit extérieur se creuse à nouveau.

En Italie donc, comme ailleurs, il faut maintenir un niveau d'activité suffisant. L'industrie a des charges fixes de plus en plus importantes, qu'il faut couvrir. Si les petites et moyennes entreprises, grâce à leur souplesse, peuvent adapter plus rapidement leurs effectifs et redéployer souvent leurs activités vers les bons créneaux il n'en est pas du tout de même pour les grandes, surtout quand elles appartiennent à l'industrie lourde. On peut citer le cas de la sidérurgie ou celui des raffineries, qui tournent à l'heure actuelle à peine à 70 % ou 80 % de leurs capacités et supporteront encore pendant longtemps le poids d'investissements décidés avant la crise.

L'allégement de cette charge est indispensable et elle ne peut être atteinte par la seule intervention de l'Etat et des exonérations fiscales. Il faut, dans les pays européens notamment, réagir contre le fléchissement d'activité qui a été général au deuxième trimestre de cette année. Certes la reprise spontanée de la consommation que nous signalions déjà dans notre dernier article, se confirme surtout en Allemagne. Mais elle reste fragile et il faut la conforter tant bien que mal. C'est bien dans ce sens que vont les dernières recommandations d'organismes internationaux, tels que l'O.C.D.E., l'ONU pour l'Europe et même le F.M.I., en dépit de son attachement au rééquilibrage des balances. Tous sont préoccupés par la contraction de l'activité et la réaction en chaîne du protectionnisme qu'elle engendre.

Relance donc, mais tout en maintenant les résultats acquis dans la lutte anti-inflationniste. L'exemple des Etats-Unis montre que les deux peuvent être conciliés. Par ailleurs, les conditions internationales ont des chances de rester favorables. On parle d'une décision de gel du prix du pétrole, qui devrait être prise lors de la prochaine réunion de l'OPEP, le 20 décembre, à Caracas.

Dès lors le principal effort doit être fait dans chaque pays lui-même, en particulier en maintenant un rythme raisonnable de hausse des salaires. C'est la préoccupation qu'on retrouve notamment en Grande-Bretagne. Il ne s'agit plus, comme dans les phases précédentes, d'imposer des sacrifices, mais de faire respecter une limite générale de 10 % des revendications qui s'accumulent. En Italie il faut poursuivre la lutte contre les effets pervers de l'échelle mobile (d'autant plus que l'inflation y menace à nouveau en octobre) tout en prenant les mesures nécessaires pour arrêter la dégradation de l'activité. En France, l'effort doit surtout s'exercer sur les revenus non salariaux.

MAURICE BOMMENSATH

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE	+ (+)	Les nouvelles continuent à être plus rassurantes pour l'activité. En particulier, l'indice des indicateurs en avance a augmenté pour le troisième mois consécutif en septembre de 0,3 % (après 0,2 % en juillet et 1,4 % en août). Les ventes au détail, qui avaient reculé de 0,2 % en septembre, ont à nouveau progressé de 1,8 % en octobre, et les mises en chantier de logements ont battu en octobre un nouveau record avec un rythme annuel de près de 2 200 000 !
PRIX	— (—)	Les prix de détail, avec une progression de 0,3 % en octobre et un rythme annuel d'à peine un peu plus de 4 % sur les trois derniers mois, évoluent toujours favorablement. En revanche, la hausse des prix de gros, qui avait déjà commencé à s'accélérer en septembre à 0,5 %, continue à 0,8 % en octobre. Responsables : les prix agricoles, avec une hausse de 2,4 % sur ce seul mois !
CHOMAGE	— — (—)	Depuis avril, le taux de chômage, par rapport à la population active tourne et retourne autour de 7 % sans évoluer significativement. C'est ce que montre l'évolution suivante : 6,9 % en mai, 7,1 % en juin, 6,9 % en juillet, 7,1 % en août, 6,9 en septembre et enfin 7 % en octobre. En revanche, la population pourvue d'un emploi continue à croître régulièrement.
CAPACITÉ	— (—)	L'investissement ne se développe toujours pas comme il faudrait pour renforcer et stabiliser le rythme de croissance. Taux d'utilisation limitée des capacités (82,8 % en octobre), moindre progression des bénéfices, hausse des taux d'intérêt, et surtout inquiétude sont les principales causes de cette carence préoccupante.
ÉCHANGES	— — (— — —)	Septembre a permis de jalonner la série inquiétante des résultats de la balance commerciale d'un chiffre un peu moins mauvais. En effet le déficit de ce mois n'a été que de 1,7 milliard contre une moyenne mensuelle de 2,7 milliards sur les trois mois précédents. En revanche octobre a ramené un nouveau déficit record de 3,1 milliards de dollars
MONÉTAIRE ET FINANCIER		Les taux d'intérêt américains à court terme, qui ont sensiblement augmenté (avec un prime rate maintenant proche de 8 %), commencent à poser des problèmes aux monnaies européennes, dont les taux ont en sens inverse baissé. Pour la livre, le minimum lending rate est repassé de 5 à 7 %. Pour le franc, le taux du marché monétaire remonte sensiblement à plus de 9 %.
ÉCONOMIQUE		Après le fléchissement du troisième trimestre, la croissance américaine se remet en route. Malheureusement, elle manque toujours encore de souffle et de confiance, comme le montrent l'hésitation des investisseurs et la baisse de Wall Street. Le spectacle de ce pessimisme dans le pays qui est pourtant le mieux placé pour l'activité, n'est pas de nature à redonner du tonus aux entreprises européennes.

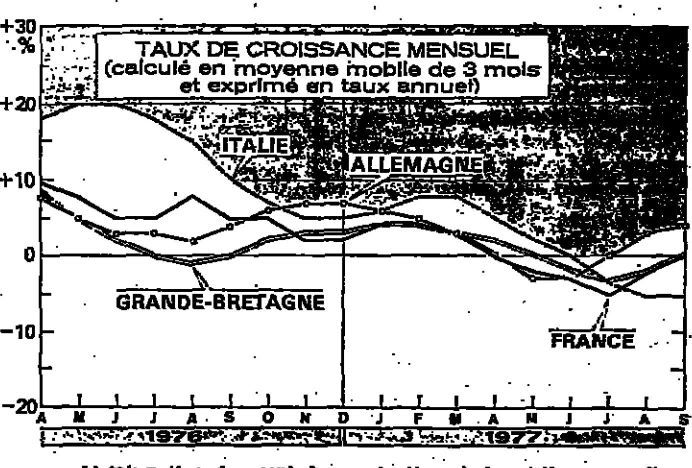
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale.
ALLEMAGNE	+	+++	—	+	+++	++
FRANCE	—	—	— —	—	++	—
ITALIE	— —	— —	— —	—	++	+
GRANDE-BRETAGNE	—	+	— —	+	++	++

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais [trame] tendance précédente

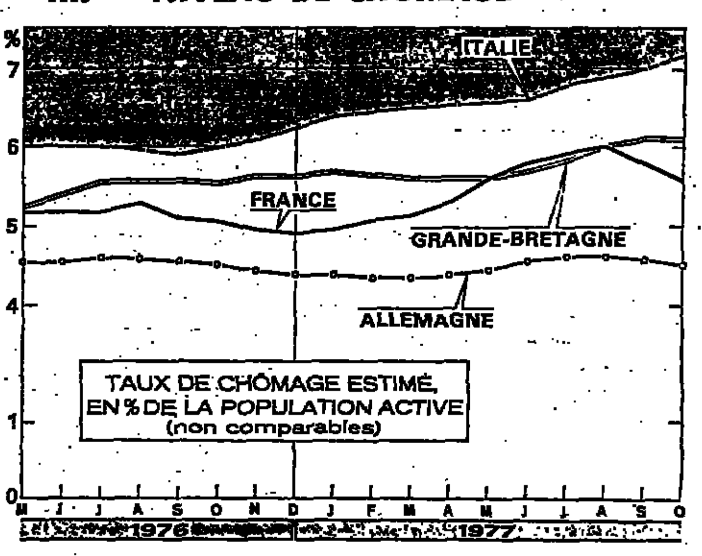
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



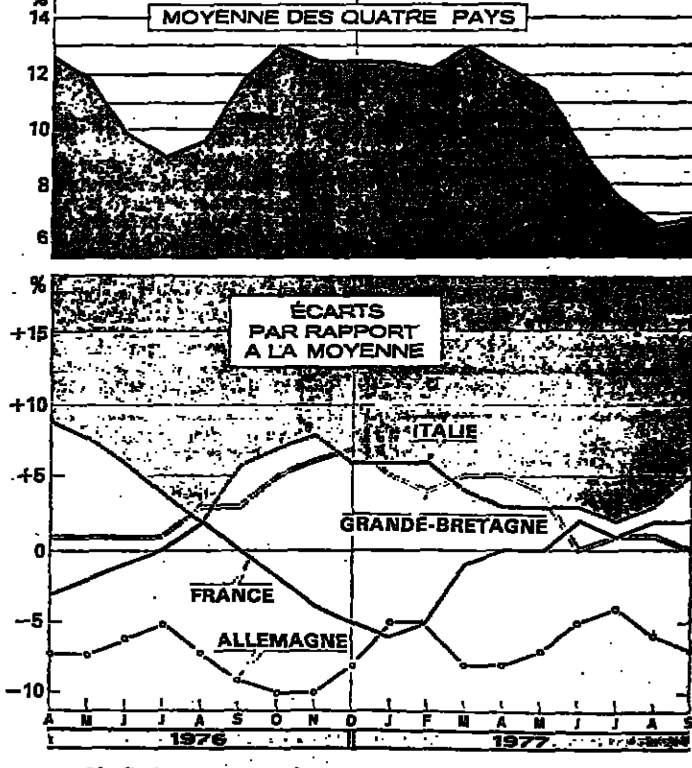
L'atténuation du recul des productions industrielles se confirme en France et en Grande-Bretagne, où il y a maintenant stabilisation. En Allemagne, on note à nouveau une légère progression de 3 à 4 %. En Italie, le recul continue à — 5 %.

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



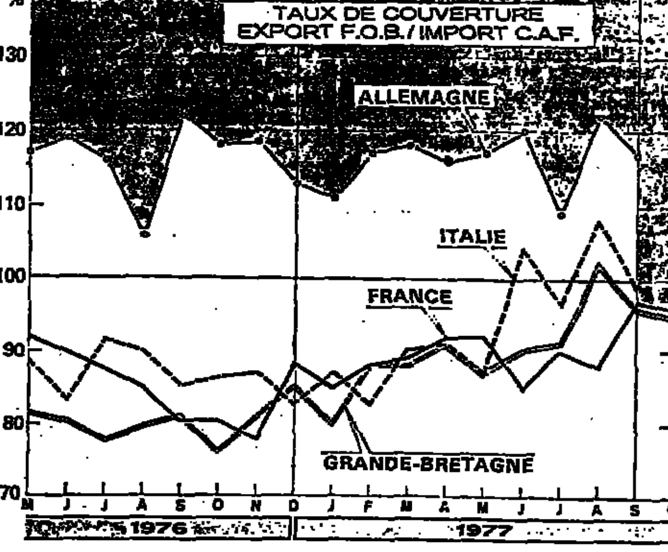
Les taux de chômage par rapport aux populations actives, corrigés des variations saisonnières, sont restés pratiquement stables entre septembre et octobre à 4,5 % en Allemagne et à 6,1 % en Grande-Bretagne. En France, le taux a diminué de 5,8 à 5,6 % et en Italie, il a encore augmenté à plus de 7 % (avec quelques réserves sur l'incidence dans un sens ou dans l'autre des mesures prises par les administrations de ces deux pays).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX

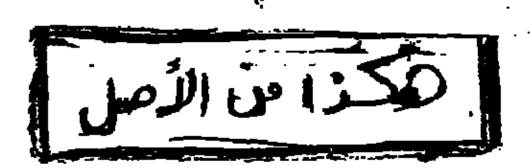


L'inflation moyenne des quatre pays semble maintenant avoir atteint un point bas à 6,5 % environ. Sur la période août-septembre-octobre les prix sont restés pratiquement stables en Allemagne, et n'ont augmenté que de 6 % en Grande-Bretagne. En France, ils ne sont pas arrivés à descendre en dessous de 9 %. En Italie, ils sont remontés à nouveau depuis peu de 10 à 12 %.

IV. — ÉCHANGES EXTÉREURS



La Grande-Bretagne, l'Italie et maintenant aussi la France arrivent à maintenir des taux de couverture des importations par les exportations élevés et proches de l'équilibre. En octobre, les taux respectifs ont été de 95 %, 96 % et 99 %. L'Allemagne, elle, a atteint 120 % en octobre.



...ausse des revenus

SITUATION ET INCIDENC...

ÉCHOS DE BRUXELLES

L'Europe verte navigue à vue

La politique agricole commune est en mauvais point dans une Europe surproductrice. Mais y renoncer serait détruire le Marché commun. Cette menace est peut-être ce qui la sauve.

LA négociation sur les futurs prix de campagne qui va maintenant débuter est traditionnellement le moment fort de l'année agricole européenne. l'occasion de faire le point sur l'état de santé de la politique agricole commune et sur les aménagements à envisager. La situation peu brillante à laquelle doivent faire face les Neuf est celle d'une Europe en surproduction. Et, nouveauté préoccupante, l'offre dépasse de manière permanente le total de la demande interne et de la demande externe solvable. Les stocks s'accumulent et le coût de leur résorption devient chaque année plus lourd pour les finances communautaires : les dépenses supportées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) pour le soutien des marchés ont connu depuis 1973, année de l'adhésion du Royaume-Uni du Danemark et de l'Irlande, l'évolution suivante : 3,9 milliards d'unités de compte en 1973 ; 3,1 milliards en 1974 ; 4,7 milliards en 1975 ; 5,5 milliards en 1976 ; 7,1 milliards en 1977, et l'on prévoit 8,3 milliards en 1978.

Comment expliquer ce déséquilibre grandissant ? Outre les raisons bien connues (des prix à l'origine trop élevés, les lacunes du régime de protection du Marché commun qui ont rendu possible un développement aberrant des importations de protéines végétales), deux phénomènes plus récents ont contribué à la détérioration de la situation.

La crise d'abord. La politique agricole commune a été fondée sur l'expansion économique et la prospérité. Cette dernière — croyaient les législateurs des années 60, pressés d'agir — suffira pour éliminer les imperfections inhérentes à une opération (l'intégration des agricultures de vieille Europe) à la fois nouvelle et révolutionnaire. Aujourd'hui, la modernisation de l'agriculture est freinée par les difficultés que rencontrent les exploitants pour changer de métier. L'absence de progression du pouvoir d'achat a des effets négatifs sur la consommation. Enfin, les gouvernements sollicités de toute part pour colmater les brèches d'une économie en perdition sont logiquement plus attentifs à la croissance des dépenses du F.E.O.G.A.

Le désordre monétaire, ensuite. On connaît le problème : par commodité politique, les Etats membres ont le plus souvent choisi de ne pas répercuter sur les prix agricoles les variations enregistrées par leur monnaie. L'agriculture européenne vit avec un régime de change artificiel dont les effets commerciaux sont corrigés ou supposés l'être par l'application des montants compensatoires monétaires. Il en résulte que la production et l'expansion agricoles des pays à monnaie forte, essentiellement de l'Allemagne, se trouvent anormalement favorisés, ce qui a grandement contribué, sans nul doute, à biaiser l'évolution normale de l'agriculture communautaire.

Quelques points de repère illustrent ces situations. C'est en République fédérale que les stocks de lait, de viande, atteignent les niveaux les plus considérables. Pour la poudre de lait, produit critique par excellence, ils s'y élevaient, en septembre, 1977 à 657 000 tonnes, contre 180 000 tonnes en France et 140 000 tonnes dans l'ensemble du Benelux. En terme d'échanges, ce sont les Allemands qui, de plus en plus, remplacent la France comme exportateurs de produits animaux sur le marché italien. C'est grave, car, en tuant ainsi la spécialisation, on remet en cause le potentiel de production des régions de la C.E.E., dont l'unique richesse est l'agriculture.

Des tentatives

Qu'a entrepris la Communauté ? Que se propose-t-elle d'entreprendre pour redresser la situation ? Agir paraît d'autant plus nécessaire que la perspective de l'élargissement à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne complique le problème en rendant indispensable une réorganisation de l'agriculture méditerranéenne. La Commission européenne va répétant qu'il faut tourner le dos à une politique aboutissant à des excédents structurels, mais n'accompagne pas cette profession de foi de propositions sérieuses. Mis à part ses efforts pour obtenir l'élimination progressive des montants compensatoires et, de la sorte, le retour à l'unité des prix agricoles, elle s'est contentée de timidement explorer deux voies :

1) Associer les producteurs à l'effort de résorption : c'est le « prélèvement de coresponsabilité », c'est-à-dire la taxe de 1,5 % sur le lait. L'opération apparaît déjà comme un échec. Personne ne croit à Bruxelles qu'elle entraînerait une réduction de la production. « On ne décourage pas les petits producteurs mais on les embête », commente un expert. Et l'on peut se montrer sceptique sur les vertus des nouvelles dépenses engagées grâce au produit de la taxe, pour accroître les débouchés.

2) Favoriser la consommation par une baisse des prix, c'est l'objectif de la proposition de M. Gundelach, le commissaire chargé des affaires agricoles, visant à réformer le régime de soutien applicable à la viande bovine. Cette proposition, qui se traduirait par une diminution du prix d'intervention, a peu de chances d'être retenue par les Neuf.

En fait, mises à part ces modestes tentatives au coup par coup, il n'y a pas, actuellement, de projet cohérent pour aménager la politique agricole européenne. La commission se contente de naviguer à vue. « *La seule chose que l'on puisse pressentir en écoutant M. Gundelach, c'est l'idée fondamentale et désastreuse d'imposer une réduction de la garantie accordée aux productions de base, solution typiquement libérale, désastreuse, dans une communauté comptant de nombreuses régions où les agriculteurs représentent encore 10 % de la population active* », commente de manière sévère un haut fonctionnaire bruxellois.

La vérité est que, aujourd'hui comme hier, peut-être davantage encore à cause de la crise, il n'y a pas d'alternative à la politique agricole commune, sauf de détruire la Communauté. Avec une Commission aussi dépourvue d'imagination, d'initiative, de politique, c'est la seule raison de rester relativement optimiste, de croire qu'une fois encore la catastrophe si souvent prédite n'aura pas lieu.

PHILIPPE LEMAITRE.

Feu la Communauté de raffinage

Faute de parvenir à se concerter sur la manière de coordonner l'Europe du raffinage, les différents États ne vont-ils pas se trouver conduits à organiser séparément la résistance à la crise ?

LES compagnies pétrolières nationales comme les autorités politiques multiplient depuis quelques mois les initiatives pour que soit définie une politique énergétique de la Communauté européenne. Alors que certains pays disposent en abondance d'hydrocarbures ou de charbon (Grande-Bretagne, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Belgique) et que les autres en sont dépourvus, une telle politique est-elle possible ?

La crise du raffinage qui touche l'Europe entière aurait pu rapprocher les pays membres de la C.E.E. La dernière réunion des ministres des Neuf chargés de l'énergie prouve qu'il n'en est rien.

Avant 1973 les compagnies pétrolières ont largement investi pour satisfaire un marché en constante expansion. La baisse de la consommation provoquée par la hausse du prix du pétrole et les difficultés de l'économie mondiale a entraîné une surcapacité de raffinage de l'ordre de 35 % dans la Communauté.

Ce phénomène n'aurait sans doute pas été insupportable aux sociétés les moins puissantes s'il ne s'était doublé d'une importante distorsion de la concurrence entre les compagnies productrices en Europe, donc disposant d'une rente, et les autres. Dans un article publié en août 1977 un professeur d'économie politique de Hambourg, M. Jürgensen, soulignait : « *Des sociétés qui possèdent près de la moitié de la capacité de raffinage de la R.F.A. disposent depuis 1974 de compensation comptable portant sur près de 2 milliards de DM (1) par an tandis que les autres opérateurs n'ont d'autre moyen de défense que le le choix entre une perte de substance et une distorsion de bénéfices au détriment des secteurs en expansion* ». La loi fiscale allemande autorisant que les gains à la production fassent masse avec les pertes au raffinage, une baisse des prix s'est ensuivie qui a obligé les compagnies à vendre à perte. Et la contagion des prix allemands a gagné peu ou prou l'Europe entière. A terme, cela peut signifier une réduction des efforts de recherche des compagnies européennes et donc une plus grande dépendance de l'Europe pour ses approvisionnements en brut.

Un fort taux d'endettement

Si les sociétés « *nationales* », Veba de la R.F.A., Petrofina de Belgique, ENI d'Italie, C.F.P. et Elf-Aquitaine de France ont été les premières à réagir c'est qu'elles ont été très touchées par l'effondrement des prix. Il suffit de considérer leur taux d'endettement (2) à la fin de 1976 pour s'en persuader : Snea et Veba 42 %, C.F.P. 46 %, Petrofina 52 % et l'ENI 59 %, alors que Mobil, la plus endettée des « *majors* » est à 24 %, la BP et la Shell à 23 %, Texaco à 19 %, Socal à 17 %, Exxon à 14 % et la Gulf Oil à 13 %.

Les cinq compagnies européennes, qui avaient déjà envoyé un mémorandum à la Commission économique le 23 juillet 1976, ont réitéré, au début du mois de novembre 1977, leurs propositions pour que soient limitées les capacités de raffinage, que l'exploration soit aidée et un barème de prix publié. Cette année, la France, les Pays-Bas et l'Italie ont aussi soumis des memoranda à la Communauté. Mais, alors que les Italiens préconisent la constitution d'une communauté du pétrole sur le modèle de la CECA (Communauté économique du charbon et de l'acier), les Néerlandais se contentent d'envisager des consultations lors de la création de nouvelles capacités de raffinage et refusent toute réduction des capacités existantes.

Un projet de la C.E.E., rendu public en mars dernier, prévoyait pourtant la fermeture, d'ici quelques années, d'installations produisant 145 000 tonnes de capacités excédentaires. Aux inégalités de ressources énergétiques s'ajoutent donc les différences de philosophie politique et les égoïsmes nationaux. L'Allemagne et les Pays-Bas, au nom de leur libéralisme, sont hostiles à la publication d'un barème de prix et soutiennent l'initiative, jugée inutile par les « Cinq », d'une simple étude des transactions effectuées sur le marché de Rotterdam. La Grande-Bretagne a encore mis en avant le 25 octobre, à Luxembourg, sa politique régionale pour refuser toute contrainte sur le développement possible de son appareil de production. Les Allemands sont aussi opposés à l'instauration de prix minima proposée par les Français que ceux-ci le sont aux quotas volontaires qui pourraient être tolérés par Bonn. Le seul point d'accord entre les Neuf concerne les importations de produits raffinés.

Devant ces divergences, les pressions sont de plus en plus fortes, notamment en France et en Italie, pour que soient élaborées des politiques nationales. Pour aider la Compagnie française des pétroles et Elf-Aquitaine, Paris envisage notamment d'accroître le montant du Fonds de soutien aux hydrocarbures (actuellement de 245 millions de francs). Sous prétexte d'aide à l'exploration, on comblerait ainsi les « trous » du raffinage.

Une fois de plus, l'Europe aura gâché une bonne occasion d'agir de concert.

BRUNO DETHOMAS.

(1) A peu près 4,3 milliards de francs.

(2) Rapport entre les dettes à long terme et les capitaux permanents.

SIDÉRURGIE

M. Jacques Ferry : de deux maux il faut choisir le moindre

LES patrons français, par tradition, n'aiment pas le dirigisme, qu'il soit national ou international. M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, a pourtant choisi, depuis des années, de résoudre les problèmes graves de son secteur d'industrie avec l'aide de l'Etat. C'est ainsi qu'il a pu procéder dans le début des années 70 aux lourds investissements considérés comme nécessaires pour pouvoir faire face à la concurrence étrangère grâce à d'importants prêts de l'Etat. Et c'est encore dans une négociation avec des hauts fonctionnaires qu'a pu être défini le plan qui prévoit seize mille réductions d'emplois entre mai 1977 et mai 1979 pour résoudre la crise de la sidérurgie française.

Vice-président du Conseil national du patronat français et président de l'importante commission économique qui, dans cet organismes, traité à la fois de la politique économique et des relations internationales, M. Jacques Ferry porte allègrement soixante-quatre ans d'une vie exceptionnellement remplie d'expérience économique, politique et humaine. C'est sans doute l'atout qui lui permet de compenser les faiblesses que lui vaut la responsabilité d'une fédération d'industrie chroniquement malade, constamment dépendante de l'Etat, et menacée de nationalisation par les partis de gauche.

Mais l'ironie du sort, aussi, ne lui est-elle pas favorable ? Car voici que se retrouve à l'échelon européen le même type de situation qu'il a connu en France il y a plusieurs années. La sidérurgie européenne, attaquée de partout, est en crise. Sur ses propres marchés, qui sont les seuls grands marchés industrialisés à rester ouverts à tous les vents extérieurs, la bataille fait rage, tandis qu'à l'étranger, et particulièrement aux Etats-Unis, les concurrents se protègent efficacement contre les intrusions. Les sidérurgistes allemands eux-mêmes, partisans pendant longtemps d'un libéralisme absolu, en viennent à rapprocher leurs points de vue de ceux qui pensent qu'il vaut mieux entreprendre une action professionnelle coordonnée et négocier des accords internationaux normalisant les rapports entre concurrents.

Président depuis le début de cette année de l'association Eurofer qui regroupe les principaux sidérurgistes des neuf pays de la C.E.E., M. Jacques Ferry est ainsi devenu l'interlocuteur permanent de M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé des questions industrielles, et se trouve aujourd'hui écouté attentivement tant du côté professionnel que du côté administratif.

En réclamant l'ouverture d'une négociation entre la Commission de Bruxelles et le gouvernement américain pour mettre fin tant à la concurrence sauvage qu'au protectionnisme hypocrite qui tendent à se développer, M. Ferry a d'abord déclenché des mouvements divers, mais finalement M. Davignon s'est déclaré, quant à lui, partisan d'une négociation de ce type à la condition qu'elle aborde assez largement le sujet pour aboutir à des propositions qui engagent également la sidérurgie japonaise. On semble donc aboutir plus ou moins à la proposition faite déjà par M. Ferry qui voyait là le seul moyen d'éviter une grande crise il y a plus de deux ans, mais unanimement refusée à l'époque : réunir une conférence mondiale de la sidérurgie.

Vaille que vaille l'organisation des marchés se profile à l'échelon planétaire, comme le dirigisme s'est imposé à l'intérieur. De deux maux il faut choisir le moindre : la crise qui conduit à des faillites en chaîne ou à des licenciements massifs tant en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon n'est-elle pas le pire ? La question est de savoir si l'évolution de la sidérurgie, qui reste très originale au plan européen, préfigure l'avenir pour d'autres secteurs de l'économie.

JACQUELINE GRAPIN.

L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Nous sommes tous keynésiens

(Suite de la page 21.)

Osera-t-on soutenir ici que ces politiques furent un échec, en arguant qu'en dépit de leur intensité le chômage n'a pu être complètement éliminé ? ou qu'en son absence l'« assainissement » eût été plus propice à une croissance plus tôt et pleinement retrouvée ? Il est pourtant évident que le monde occidental n'a pu éviter, en 1974-1975, une crise de l'importance de celle de 1929 qu'en ayant recours aux seuls remèdes qu'il nous soit possible de manipuler sans grossière erreur, c'est-à-dire les thérapeutiques keynésiennes. Il l'est tout autant que la rémanence du « chômage » ne saurait être traitée avec la légèreté qu'autorise l'usage d'un terme aussi imprécis, dont l'évocation doit trop à une histoire désormais lointaine.

Bien qu'il reste à la fois souhaitable et sans doute nécessaire pour les économies occidentales de montrer qu'elles peuvent continuer à croître avec un chômage minimal, il devient patent qu'elles supportent les niveaux actuellement atteints sans des troubles sociaux de même nature et de même intensité que ceux connus avant 1939. La raison essentielle tient évidemment à ce que les conditions de vie des chômeurs ne sont plus ce qu'elles étaient grâce à des transferts sociaux importants qui ne peuvent pas ne pas avoir accru un chômage volontaire aujourd'hui à l'abri, comme le travail noir avec lequel il se combine parfois, de nos indiscrétions.

L'échec réel des politiques actuelles dans ce domaine est sûrement inférieur à ses apparences et sans doute aussi beaucoup plus circonstanciel que définitif, tant s'est affirmée, toutes ces dernières années, la capacité de nos économies à résoudre les problèmes d'emploi par la croissance du secteur public. Certes, ce ne fut pas le seul moyen utilisé. Et ce fut souvent par l'intermédiaire d'organisations qui échappent à l'opposition simpliste du « privé » et du « public ». Mais, en tous les pays, à l'occasion des vicissitudes des politiques économiques, présentées souvent comme opposées (Stop and Go), l'importance relative de l'emploi privé n'a cessé de décroître au point de laisser apparaître le clivage devenu, lui, essentiel entre secteur marchand et non marchand, comme l'ont justement analysé Bacon et Eltis.

L'on peut certes s'interroger sur la poursuite d'une politique économique qui n'est pas fondée sur le travail de tous. Mais l'on ne peut guère nier qu'une paix sociale relative fût à ce prix, et qu'elle risque de l'être plus encore si, demain, les activités d'information, de communication et d'administration se voient appliquer autant d'innovations technologiques que les activités industrielles au début du siècle dernier. Et, si tel est le cas, on voit très mal comment, pour délicat que ce soit, on pourra procéder autrement que jusqu'ici.

Protectionniste

C'est sans aucun doute dans son seul contenu protectionniste que la politique keynésienne apparaît inadaptée à notre époque. Non que les problèmes récents du commerce international ne rendent pas fort probable le retour ou l'accentuation de certaines formes de protectionnisme. Mais celles-ci ne pourront être que limitées. L'intégration de l'économie mondiale ne saurait se comparer avec ce qu'elle était en 1930. Il était alors possible, selon nous justifié, de faire comprendre à une nation, l'Angleterre en l'occurrence, que sa domination finissante commençait à être payée d'un prix trop élevé et qu'il lui valait mieux se retirer du monde après l'avoir presque entièrement façonné — non sans contreparties.

Les choix de repliement ne sont plus aujourd'hui possibles pour la majorité des nations occidentales, qui vivent désormais, sans en être vraiment conscientes, à l'intérieur d'une économie mondiale devenue concrète. Il ne sert plus à grand-chose de dévaluer à qui veut réaliser son transfert pétrolier. Et le chômage que l'on exporte... par la porte rentre aussitôt par la fenêtre. Il n'est pas que l'inflation à devenir communautaire. Certains pourraient se suffire d'expliquer l'insuffisance de nos politiques, restées keynésiennes, en incriminant le caractère purement national de la théorie qui les sous-tend. Ce ne serait, cependant, qu'un faux-fuyant. Si l'aménagement d'une économie mondiale est un préalable, au moins partiel, à celui des diverses économies nationales, alors il n'est point de thérapeutiques miracles à attendre avant que ne se développent des centres de décision vraiment mondiaux distincts des oligopoles sectoriels et des alliances limitées qui réunissent certains Etats. On voit à cette nécessité que les progrès seront encore longs à se manifester.

ALAIN COTTA.

Une fascination paradoxale

(Suite de la page 21.)

Etant donné que M. Jenkins lui-même reconnaît que la majeure partie de la poussée inflationniste à l'intérieur des divers pays vient de la lutte pour la redistribution des revenus, par laquelle les travailleurs s'efforcent (habituellement sans succès) d'accroître aux dépens des autres catégories leur part du gâteau national, la lutte contre cette pression grâce à une politique monétaire rigoureuse serait certainement une rude façon de réduire le chômage, bien que certaines personnes soutiennent que le jeu en vaut la chandelle. Mais l'acceptation de cette argumentation, en admettant le propos de M. Jenkins que « les disciplines de l'union monétaire seront plus exigeantes, et non moins », ne s'accorde pas avec son autre opinion, partagée par beaucoup de partisans de l'union monétaire, selon laquelle celle-ci devrait faciliter d'une certaine façon la lutte contre le chômage.

Le fait de disposer d'une monnaie commune ne rendrait ni plus aisé ni plus difficile pour l'Europe, prise dans son ensemble, la gestion de son économie. M. Jenkins, qui, à d'autres moments, semble croire que des politiques monétaires restrictives peuvent vaincre l'inflation, se convainc de la nécessité de prendre une attitude expansionniste quand il traite le problème du chômage. En somme, sa position ne semble pas avoir de logique claire sur le plan économique.

En réalité, les arguments en faveur de l'union économique et monétaire n'ont jamais, au fond, été relatifs à l'économie. Ils concernent le fait que la liaison des monnaies et des économies des neuf gouvernements ne serait possible que si une énorme convergence avait déjà été réalisée, et s'il existait une volonté de faire le sacrifice supplémentaire de souveraineté que représente l'abandon du contrôle gouvernemental sur les monnaies nationales.

Une union aussi étroite est peut-être dans l'intérêt de chacun en Europe. Mais elle a plus de chance d'être établie par une pratique lente et régulière de la collaboration dans des domaines comme la politique industrielle, où les avantages d'une action concertée sont évidents pour tout le monde, que dans la poursuite d'une idée abstraite de ce que devrait être le monde. Personne n'a jamais résolu les problèmes en considérant comme tout irait bien s'ils n'existaient pas.

DAVID BLAKE.

ÉPISODE D'UNE NÉGOCIATION

Le F.M.I. à Rome

La réalité dépasse parfois la fiction. Natale Gilio montre ici comment une négociation publiquement connue peut ressortir au roman d'aventures. Une fois livrées dans le détail — et c'est le cas seulement aujourd'hui — les péripéties des tractations entre Rome et Washington pour l'obtention cette année du prêt de la somme, il est vrai assez coquette, de 530 millions de dollars en font la preuve.

CE fut seulement le dimanche 13 mars 1977 qu'Alan Whittome, chef du département Europe du Fonds monétaire international, en compagnie de ses principaux collaborateurs, Peter Finch, Albert Schmidt et Umberto Dell'Anno, réussit à mettre au point le texte définitif de la déclaration d'intentions que le gouvernement italien devait signer pour obtenir le prêt de 530 millions de dollars qu'il avait demandé depuis longtemps. Pendant l'après-midi de ce chaud dimanche de printemps, sur la terrasse de l'hôtel Eden de Rome, le flegmatique Britannique, qui était en Italie depuis dix-sept jours, commença à dicter à la secrétaire venue avec lui de Washington les « conditions » posées à la base de l'accord « stand by ».

Whittome, pour la première fois depuis des mois, se sentait soulagé : on était enfin arrivé à la conclusion d'une négociation entamée un an auparavant, plusieurs fois interrompue, reprise au dernier moment alors qu'elle semblait définitivement stoppée. La situation politique italienne avait contribué à rendre les choses plus difficiles. C'était maintenant Gaetano Stammati qui occupait le siège de ministre du Trésor, à la place d'Emilio Colombo. Tous deux, après des années d'amitié profonde, se détestaient cordialement. Stammati, affranchi désormais d'une protection qu'il ressentait comme une contrainte, accusait Colombo de lui avoir laissé un ministère dans une situation catastrophique. Colombo, de Strasbourg, où il préside le Parlement européen, répondait que Stammati, pendant vingt ans, avait été l'un des principaux responsables de ce même ministère.

Mais leurs collaborateurs, eux aussi, ont fait les frais de cette querelle de famille, et surtout Fernandino Ventriglia, directeur général du Trésor, que Whittome avait connu en octobre 1976 à Paris, en compagnie de Mario Ercolani, directeur général de la Banque d'Italie. Il se souvenait avec admiration de la ténacité et de l'habileté avec lesquelles ils avaient défendu la mesure relative à la taxe sur les achats de devises, prise afin de défendre la lire contre les violentes attaques de la spéculation. C'est avec eux qu'il avait posé les premières conditions de la déclaration d'intentions : une réduction d'au moins 5 000 milliards du déficit du secteur public élargi et la révision des mécanismes de l'échelle mobile. A Rome, il avait trouvé d'autres négociateurs : Vincenzo Milazzo, chef de cabinet d'Andreotti et directeur de la comptabilité publique, et Antonio Fazio, chef du bureau d'études de la Banque d'Italie. Avec eux, il avait commencé à débrouiller l'écheveau emmêlé des comptes des finances publiques italiennes. Quant au ministre des finances, il ne l'avait entrevu que deux fois : à son arrivée et à l'occasion d'un inutile dîner.

C'est à tout cela que pensait Whittome après avoir fini de dicter les dernières parties du document. Ce long séjour à Rome, en tout cas, avait eu un avantage : il lui avait permis de revoir des amis fidèles tels que Sergio Siglienti, avec qui il avait partagé un petit appartement au cours des premières années de son séjour à Washington, et qui était devenu maintenant un important dirigeant de la Banca Commerciale Italiana.

Inacceptable

C'est Umberto Dell'Anno qui avait interrompu le cours de ses réflexions : « Peut-être faudra-t-il faire une autre rédaction de cette déclaration d'intentions. J'ai entendu dire que les syndicats accepteront difficilement le blocage des accords d'entreprise et l'élimination de l'augmentation des impôts indirects sur l'échelle mobile. » Whittome l'avait regardé avec stupeur : « Mais le gouvernement, m'a dit Milazzo, a déjà entendu les syndicats sur ce point. Il ne m'a pas parlé d'oppositions. En tout état de cause, nous remettrons demain le document à la Banque d'Italie, et on verra ensuite. »

Whittome avait préféré interrompre tout de suite le discours. La seule possibilité de se remettre à discuter l'angoissait : il avait passé des heures et des heures à trouver un accord pour fixer un plafond aux dépenses publiques pour 1977, pour limiter la croissance pour 1978, pour contenir le déficit du secteur public élargi, pour établir quel devait être le taux d'inflation. Il repoussa avec agacement l'idée de nouveaux et épuisants entretiens, et invita ses collaborateurs à dîner dans un petit restaurant du Transtevère, découvert quelques jours plus tôt par Finch. Il n'imaginait pas qu'il y aurait par la suite plusieurs modifications à cette déclaration d'intentions.

Le lundi matin, le document, rédigé en anglais, arriva sur le bureau du gouverneur de la Banque d'Italie. Baffi, constamment tenu au courant par Fazio, en connaissait déjà la substance.

Il ne perdit donc pas beaucoup de temps à en résumer les points essentiels avec Ercolani. Il prit des mesures pour que le texte soit traduit en italien, de façon à pouvoir le remettre à Stammati le mardi soir à son retour de Bruxelles, où le ministre du Trésor s'était rendu afin de participer à la réunion des ministres des finances de la Communauté européenne.

Stammati, lui non plus, ne passa pas beaucoup de temps à cette lecture. Les conditions, assez dures, lui semblaient acceptables, étant donné la gravité de la situation italienne. Il pouvait enfin dire à Andreotti que la négociation avec le Fonds monétaire était achevée et que le prêt nécessaire pour rendre une nouvelle crédibilité internationale à l'Italie serait bientôt accordé. Le ministre était satisfait : ceux qui le critiquaient, en murmurant qu'il aurait été bon de le remplacer par Rinaldo Ossola, plus habile que lui, devraient maintenant reconnaître qu'ils avaient eu tort.

Résistances syndicales

Le soir suivant, à 19 h. 30 précises, le directeur général du Trésor entrait dans la petite pièce du premier étage du Palazzo Chigi, occupée par le président du conseil. Andreotti entra immédiatement dans le vif du sujet, en lui demandant un jugement technique sur la déclaration d'intentions. A sa grande stupeur, Ventriglia déclara qu'il n'en connaissait pas le contenu : « Le ministre du Trésor n'a pas estimé utile de me mettre au courant. — En tout cas, reprit Andreotti, il m'a remis le texte hier soir. Voudriez-vous y donner un coup d'œil, et me dire ce que vous en pensez ? » Ventriglia se plongea dans l'examen de la déclaration d'intention, tandis qu'Andreotti signait certains documents urgents. « Alors, qu'en pensez-vous ? — En substance, reprit Ventriglia, le contenu reflète ce dont Ercolani et moi-même avons discuté à Paris en octobre. Mais, ce qui me préoccupe, ce sont plutôt les clauses relatives à l'échelle mobile. Les syndicats les accepteront difficilement. » Andreotti avait vu juste. « A votre avis, est-il possible de les modifier ? — C'est difficile à dire, répondit Ventriglia. Peut-être pourrait-on encore discuter. L'important, c'est que, d'une façon ou d'une autre, la hausse de l'échelle mobile soit contenue dans les limites fixées. — Alors, il faudrait en parler avec Whittome, dit Andreotti. Savez-vous quand repart la délégation du Fonds monétaire ? — J'ai entendu dire par Ercolani qu'ils ont retenu le vol de lundi prochain pour Washington. — C'est bien, laissez-moi réfléchir. Mais je vous prierai de reporter tous vos rendez-vous. Je vais peut-être convoquer une réunion avec le ministre du Trésor et le gouverneur, à laquelle je voudrais inviter Ercolani et vous-même. »

Le dimanche 28 mars, à 10 heures du matin, les Alfa-Romeo bleues de Stammati, Baffi, Ventriglia et Ercolani franchirent la grande porte du palais Chigi. Andreotti mena la discussion avec beaucoup d'habileté. Il dit qu'il fallait se mettre à l'abri d'oppositions éventuelles des syndicats. Il illustra, comme si cette idée venait de lui, l'alternative suggérée par Ventriglia : Baffi fut aussitôt d'accord. Stammati tenta de résister en alléguant que l'engagement était déjà pris. Mais, à la fin, il se laissa convaincre qu'il valait peut-être la peine d'en reparler avec Whittome. Simplement, ajouta-t-il, il ne savait comment le joindre, étant donné que celui-ci avait déjà pris congé.

Ercolani intervint alors. Il devait lui-même voir Whittome au début de l'après-midi, au stade olympique, pour le match de football Latium-Naples. L'un des membres de la délégation, Dell'Anno, était napolitain, et, avant de repartir en Amérique, il avait exprimé le désir de voir jouer son équipe. C'est la Banque d'Italie qui avait offert les billets. L'après-midi, à 17 heures, Whittome, en tenue sport, sans cravate, et conduit par Ercolani, revint au ministère du trésor. Stammati lui exposa la situation, ajoutant que le président du conseil était très préoccupé par une opposition des syndicats. Il aurait été bon de laisser des espaces libres pour la négociation. De plus, à ce moment, la tension sociale dans le pays était assez préoccupante. La veille, au cours d'une manifestation à Bologne, il y avait eu des coups de feu et deux personnes avaient été tuées. Il espérait pourtant ne pas devoir apporter quelque modification que ce fût. Il comptait au contraire envoyer la semaine suivante au directeur général du Fonds, Witteveen, la déclaration d'intentions dûment signée.

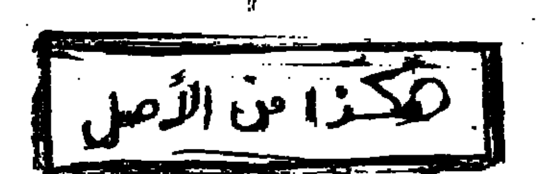
Les espoirs de Stammati allaient bientôt se révéler fallacieux. Le 28 mars, au cours de la réunion décidée par Andreotti, les syndicats se raidirent immédiatement : jamais ils n'accepteraient que soient éliminés de l'échelle mobile les effets découlant de l'augmentation des impôts indirects. Ils pouvaient, à la limite, accepter que l'incidence de ces augmentations soit moins importante, de telle sorte que l'indice syndical dit de « contingence » ne dépasse pas les limites moyennes indiquées dans la déclaration d'intentions.

Amadouer le directeur du Fonds

C'est un obstacle insurmontable. Stammati appelle Washington en essayant d'expliquer par téléphone le problème à Whittome, et il n'y parvient pas. Andreotti l'invite alors à partir par le premier avion, convaincu que, lorsqu'il serait aux Etats-Unis, les dirigeants du Fonds comprendraient. Il le fait accompagner par le fidèle Milazzo. Voyage éclair, qui dura quelques heures, mais qui devait mettre en révolution le téléphone entre Rome et Washington. Ainsi, alors qu'Andreotti traitait encore avec les syndicats, Stammati et Milazzo se heurtaient à l'accueil glacial de Witteveen, agacé par « ces Italiens incapables de tenir leurs engagements ». Whittome était intervenu pour amadouer le directeur du Fonds, en attestant qu'à Rome on avait, en effet, prévu des modifications. A partir de ce moment, tout avait été plus facile. Stammati communiquait à Andreotti que, du côté du F.M.I., il n'y avait pas d'obstacles. Le président du conseil, à son tour, pouvait achever les pourparlers avec les forces syndicales.

Quelques jours plus tard, le chef du département Europe du Fonds reçut la déclaration d'intentions signée par le ministère du Trésor italien. Il la transmit au conseil d'administration du Fonds, en mettant le mot « fin » sur le dossier concernant les négociations avec l'Italie. Un dossier qui, pourtant, allait être rouvert à plusieurs reprises. La première, à la fin de juillet 1977, lorsque l'on s'aperçut que les dépenses de l'Etat italien dépasseraient largement les limites prévues. La deuxième en septembre, lorsque Stammati, reconnaissant que les « préoccupations » mentionnées par Whittome dans une lettre récente étaient plus que justifiées, fut contraint de demander la rectification des clauses relatives au montant des dépenses pour 1977 et 1978 et sur le déficit du secteur public élargi. Le téléphone entre Rome et Washington fonctionnait sans arrêt. Le représentant italien au F.M.I., Lamberto Dini, se partageait entre les demandes de Stammati et de ses collaborateurs et les éclaircissements à fournir à Whittome. C'est un travail qui l'occupe encore actuellement, parce que, d'ici peu, il faudra également demander la révision de la clause concernant l'expansion du crédit total intérieur en 1978.

NATALE GILIO.



مكبر من الأصل

NÉTAIRE

tion paradoxale

ÉGOCIATION

Rome

Social

Un bon vent pour les directeurs du personnel

Si les troubles sociaux peuvent donner des soucis aux responsables du personnel des entreprises, ceux-ci ne sont pas fondés à s'en plaindre : leur rôle se trouve grandi partout en Europe.

L'ORGANISATION des entreprises se développe parallèlement à l'évolution de l'économie. Le colloque organisé par l'Association allemande pour la direction du personnel entre chercheurs et praticiens européens pour discuter de *« l'état présent du développement du personnel d'entreprise dans les divers pays européens »* l'a montré une fois de plus.

Jean Enderlin, de l'Association française des directeurs et chefs du personnel, a dégagé trois stades de développement depuis la guerre. Le responsable du personnel a d'abord été le *« pompier de service »* ou l'« assistante sociale ». *« Autrefois, une entreprise était tenue en premier lieu de produire et devait viser au rendement. Le rôle que tenait le service du personnel consistait avant tout à récompenser ceux qui répondaient à ce but. »*

Les mouvements de mai 1968 ont modifié la fixation des tâches. On a cherché de plus en plus des experts qui aient des capacités pour régler les tensions sociales avec habileté et fermeté. Le chef du service du personnel s'est, à partir de cette époque, *« de plus en plus intégré à la direction de l'entreprise »*. Le boom économique contemporain et la nécessité de trouver des débouchés ont assis les prétentions à la qualification en recourant à une méthodologie scientifique : le critère d'orientation a été de dégager le degré d'efficacité des collaborateurs sur ce plan.

La dernière phase s'est ouverte avec la crise du pétrole en 1973-1974 : *« La crise économique, le chômage, tout comme le souhait, de la part des salariés, d'atteindre un niveau de vie de plus en plus élevé, ont conduit à faire plus largement de l'entreprise le cœur et le champ de tensions de la vie. »*

Avec la cogestion

Le service du personnel a également constamment pris de l'importance en Allemagne fédérale. *« Les problèmes de personnel sont aujourd'hui considérés dans l'entreprise au même titre que les problèmes de politique financière ou de technique de production »*, constate Hans Friedrich, de l'Association allemande pour la direction du personnel à Düsseldorf. C'est à un aménagement de la législation du droit du travail, à la constitution de l'entreprise et à la politique sociale que serait dû ce développement. La première loi a été publiée dès 1951 en Allemagne fédérale, où a été introduite dans l'industrie métallurgique la cogestion entre les parties au comité de surveillance. En même temps le législateur installait un directeur du travail à la tête de la direction de l'entreprise, dans les sociétés par actions et dans les sociétés à responsabilité limitée. Puis, en 1976, on a instauré une cogestion dans les entreprises ayant plus de deux mille employés, mais où toutes les parties ne sont pas représentées.

Avec la promotion sociale croît également la qualification des employés. Les trois quarts des chefs de personnel et plus de 60 % des cadres des services du personnel possèdent un diplôme universitaire.

La tendance à rendre le service du personnel plus proche de la direction a commencé à se faire sentir en Italie avant tout au niveau des grandes firmes. Ce qui est décisif, ce n'est pas seulement l'importance qu'a pris le choix du personnel dans le management de pointe mais également les rapports avec les syndicats. Les organisations ouvrières, en Italie, ne pratiquent pas, on le sait, la cogestion dans les comités de direction.

Mais, dans la pratique, le degré d'influence des syndicats sur l'emploi et les plans d'investissement n'est pas moindre que dans les pays où la cogestion est ancrée dans les institutions. Cette influence a lieu avant tout dans l'économie italienne, par le biais des conventions collectives, lesquelles se négocient chaque année dans l'entreprise.

Dans les conventions collectives sur les salaires, les décisions de politique du personnel jouent le plus souvent un rôle décisif, si bien que les négociations et accords avec la partie syndicale, ne serait-ce que pour cette raison, ne peuvent être conduits que par les représentants de la firme qui se trouvent proches du comité de direction, voire même qui siègent à la direction.

En Grande-Bretagne, on s'est très tôt soucié des collaborateurs. En 1913 était fondé l'« Institute of Industrial Welfare Work ».

L'Institut se nomme, depuis 1946, Institute of Personnel Management. Bernard Dixon, de cet institut qui siège à Londres, constate que, dans les années 50, l'embauche du personnel, la gestion des salaires et appointements, la formation professionnelle et les négociations avec les syndicats sont devenues les tâches spécifiques du service du personnel.

Dans la décennie suivante, le champ d'action du chef de personnel s'est modifié de plus en plus rapidement. Comme le dit Bernard Dixon, *« l'influence du gouvernement s'est constamment accrue, les différences entre ouvriers et employés, imprécises avec le « Staff Status » (statut du personnel) et le changement de définition de travail, sont devenues plus évidentes »*. L'influence des syndicats a également joué dans ce changement, car les activités en matière de prestations de services se sont fortement développées. Les négociations salariales annuelles se sont imposées dans de nombreuses branches industrielles au niveau national, les aspects humains ont été très largement, au cours de ces dix dernières années, replacés au premier plan.

Les syndicats ont pu, par la suite, renforcer leur influence. Ils se sont accrus dans le White Collar Sector. Avec l'importance croissante du service du personnel, l'Institut du personnel a également suivi une tendance ascensionnelle. Cela se manifeste notamment par le nombre d'affiliés : en 1950, ils n'étaient que trois mille inscrits, ils sont aujourd'hui dix-huit mille cinq cents

ERWIN SCHNEIDER.



Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schawohl, Hans Baumann (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Michel Gérard (« le Monde »), Riccardo di Corato (« la Stampa »), Bryan Todd, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

L'Europe des jeunes

(Suite de la page 21.)

Le manque d'intérêt que manifestent les jeunes Anglais à l'égard de la politique se déduit de la faiblesse du nombre de réponses à cette question, 40 % n'en ayant pas fournie ; 36 % déclarent en discuter avec leurs amis et 28 % en parler à la maison en famille. Pour les enquêteurs, *« dans tous les pays d'Europe, l'esprit critique est d'autant plus virulent que le niveau de formation est élevé ; toutefois, il ne reste pour ainsi dire plus rien de l'attitude adoptée par les jeunes Allemands de formation supérieure à la fin des années 60 »*.

La maîtrise croissante des langues étrangères au sein des générations montantes aura une influence positive sur l'unification européenne. Les jeunes Européens ne connaissant aucune langue étrangère (53 % des Allemands, 68 % des Britanniques et 55 % des Français) se sont vu poser la question suivante : *« Apprendriez-vous une langue étrangère si cela ne vous coûtait rien ? »* 50 % des Allemands ont répondu qu'ils apprendraient l'anglais et 19 % le français. Pour 63 % des Français, il s'agirait d'apprendre également l'anglais, 15 % préférant l'allemand. Quant aux Britanniques, 37 % apprendraient le français, 23 % choisissant l'allemand.

Les Britanniques plus optimistes

Sans tenir compte des tranches d'âge, 45 % des jeunes Allemands sont capables de lire un journal anglais, 14 % un journal français. Des jeunes Britanniques, 6 % parlent allemand et 24 % français. En France, 8 % des jeunes parlent allemand, 28 % anglais. En R.F.A., l'amélioration des programmes scolaires porte ses fruits : 90 % des jeunes Allemands ayant une formation poussée parlent anglais, 50 % français. A cet égard, la France est encore quelque peu en arrière puisque 50 % seulement de ses jeunes, d'un milieu similaire, parlent anglais et 12 % allemand. Au Royaume-Uni, il est toujours de tradition que la connaissance des langues étrangères n'est pas indispensable. Ce sont les couches supérieures de la classe moyenne qui ont les meilleures connaissances linguistiques, 12 % parlant allemand et 39 % français. Dans la classe supérieure, on est moins bien placé.

Comment les jeunes voient-ils leur entrée dans la vie professionnelle ? Les capacités sont-elles les seules à jouer un rôle ou la réussite dépend-elle du portefeuille paternel ou encore de la chance ? En France, les jeunes des couches inférieures (faible revenu familial, niveau de formation peu élevé) sont convaincus qu'un jeune qui débute dans la carrière a d'autant plus de chances de réussir que son père occupe une position sociale élevée. En revanche, les jeunes Français des couches supérieures misent entièrement sur l'égalité des chances.

Au Royaume-Uni, où la forme de tradition démocratique est différente, la croyance en l'égalité des chances au départ de la vie professionnelle diminue rapidement avec l'âge et le niveau de formation. Dès l'âge de dix-sept ans, les jeunes sont convaincus que la position sociale du père ainsi que ses moyens financiers sont décisifs à cet égard. Les jeunes Allemands inclinent à penser de même, la conviction que le statut du père est décisif pour les débuts du fils croissant, là aussi, avec l'âge et le niveau de formation. Les enquêteurs n'en « reviennent » pas que ce soit justement au Royaume-Uni, où le taux de chômage des jeunes est le plus élevé, que ceux-ci soient « très optimistes » quant à leur avenir professionnel, ce dans toutes les classes d'âge. En effet, 9 % seulement des Britanniques voient cet avenir en noir ou très noir. En R.F.A., pour cette dernière catégorie, le nombre atteint 12 % et en France 23 %. Dans ces deux pays, les jeunes sont d'autant plus sceptiques qu'ils avancent en âge.

Les sociologues devraient bien s'inquiéter du manque d'intérêt de la plupart des jeunes Européens à l'égard de la formation permanente. En effet, 87 % des jeunes Allemands déclarent ne s'intéresser ni aux cours du soir, ni aux cours par correspondance, ni à la formation permanente donnée par les syndicats, ni aux activités au sein de l'entreprise. 85 % des jeunes Britanniques se considèrent dans le même cas et 81 % des Français.

Les jeunes Européens sont-ils partisans de la mobilité ? Réponse : oui. 54 % des jeunes Britanniques interrogés se sont déclarés prêts à exercer, pendant un certain temps, leur profession dans un autre pays de la Communauté. 49 % des Français souhaitent la même chose, mais seulement 39 % des Allemands sont prêts à quitter leur pays provisoirement. Les jeunes Allemands sont d'autant moins enclins à aller travailler au Royaume-Uni qu'ils avancent en âge ; en revanche, 20 % d'entre eux sont disposés à travailler en France, quel que soit leur âge. Ne les attirent, presque uniquement, que ces deux pays.

Pour leur part, les jeunes Britanniques sont toujours plus nombreux à désirer travailler en Allemagne, tout en n'excluant ni l'Italie ni les pays du Benelux pour une grande part d'entre eux. 24 % des jeunes Français souhaiteraient travailler quelque temps au Royaume-Uni, 18 % en R.F.A. et 11 % en Italie ou dans les pays du Benelux. Tous les jeunes Européens se caractérisent par une mobilité croissant en fonction de leur niveau de formation.

Le peu de vigueur du sentiment national constaté par les enquêteurs dans tous les pays est interprété comme une preuve d'« ouverture face à la poursuite du développement de l'Europe ». 16 % seulement des jeunes Allemands se disent très fiers de l'être, 44 % déclarent que cela leur est indifférent. Pour les jeunes Britanniques, les deux points de vue sont à égalité (26 %). On constate avec étonnement que 10 % seulement des jeunes Français sont « très fiers » de leur nationalité, 52 % y étant indifférents. Force est de constater, en tout cas, que, quelle que soit leur nationalité, ce sont les jeunes des classes supérieures qui sont le plus indifférents (63 % en France, 60 % en R.F.A. et 80 % au Royaume-Uni).

On peut conclure en constatant que plus le niveau de formation et la situation matérielle des populations européennes seront élevés, plus l'Europe aura une chance de se faire.

HANS BAUMANN.

International

L'IRLANDE DU SUD : paradis industriel jusqu'à 1990

Grâce aux facilités fiscales qu'elle consent, l'Irlande du Sud attire les entreprises comme les écrivains. C'est le moyen qu'elle a trouvé pour se développer... jusqu'en 1990.

AU cours des huit dernières années, plus de cent artistes et écrivains venus du monde entier ont décidé de s'établir en Irlande. Forts de quelques signatures prestigieuses telles que celles de Frederick Forsyth et de Len Deighton, ils représentent l'avant-garde d'un groupe important d'intellectuels, attirés en Eire par un aimant qui s'est révélé irrésistible : l'exemption du paiement des impôts sur tous les revenus provenant d'un travail de création pour les résidents. C'est un exemple peut-être moins connu, mais également significatif, du succès rencontré par l'ensemble des mesures d'encouragement imaginées par la jeune république irlandaise afin de faire reprendre haleine au mécanisme poussiéreux de l'économie intérieure, qui risquait de condamner le pays à occuper les dernières places parmi les nations de la communauté européenne.

Gens de lettres mis à part, il est incontestable que le gouvernement de Dublin a misé sur le bon cheval en lançant sur le marché une série de propositions révolutionnaires, aussitôt adoptées par le monde des chefs d'entreprises. Pour l'Irlande, il s'agissait en effet de sortir de l'aridité de la récession, provoquée, plus qu'ailleurs, par la concomitance de deux phénomènes conjoncturels : d'une part, la structure agricole prédominante, lente et hostile à l'égard des sollicitations conduisant vers la transformation industrielle, et, de l'autre, l'hémorragie de main-d'œuvre qui, bien que massive, n'était pas en mesure de contrebalancer l'augmentation préoccupante du chômage.

Les avantages promis et, ce qui compte davantage, accordés ont rendu possible ce que la Plant Location International, une société belge spécialisée dans la localisation des investissements, n'a pas hésité à définir comme « un vrai miracle ». En quinze ans, six cent soixante-deux industries étrangères ont été « convaincues » de s'établir en Irlande, avec un apport de capitaux égal à 547,6 millions de livres sterling, qui ont créé soixante-seize mille sept cent soixante nouveaux emplois.

Parmi les avantages prévus, le stimulant principal est constitué par l'exemption de 100 % sur l'impôt sur le revenu et par le prélèvement fiscal sur les bénéfices découlant de l'exportation de biens produits en Irlande jusqu'en avril 1990.

En ce qui concerne le rapatriement des bénéfices, l'épée de Damoclès de la double taxation a été supprimée grâce aux accords en vigueur avec dix-neuf pays, et ce n'est pas tout. Il est permis aux entreprises étrangères de rayer du cumul le montant total des dépenses d'installation grâce à un « cadeau » qui s'élève jusqu'à 120 % dans le cas d'établissements édifiés dans une zone sous-développée. Les investissements sont soutenus par des subventions à fonds perdus qui vont de 35 à 50 %. L'Etat assume la charge de la formation professionnelle.

Administration légère

De même, l'absence de lenteurs bureaucratiques est surprenante, alors qu'elles sont depuis toujours l'obstacle classique contre lequel viennent se heurter les bonnes intentions.

La carte des investissements étrangers est éloquente. L'Angleterre, qui, autrefois, monopolisait les exportations « made in Ireland », s'est vue rejointe par des rivaux aguerris. L'Amérique a pris la part du lion, soit presque 48 % du total, avec 265,3 millions de livres sterling ; le Royaume-Uni a investi 91,4 millions, la Hollande 67 millions, l'Allemagne 48,2. Le reste des pays industrialisés (Autriche, Australie, Canada, Danemark, France, Italie, Japon, Afrique du Sud, Suède et Suisse) ont « joué » en Irlande 75,77 millions de livres sterling.

Dans quelles directions se sont orientés ces investissements ? En tête des préférences, on trouve les industries textiles, l'électronique, les industries chimiques, les machines-outils. Citons parmi d'autres la Thermo King Corporation, filiale de la Westinghouse américaine, qui a ouvert une usine pour la production d'unités frigorifiques, près de Galway ; l'entreprise pharmaceutique allemande Boehringer, la Télémécanique électrique, française, la société anglaise Glaxo (produits vétérinaires), l'entreprise de confiserie Ferrero, italienne.

Pour elles et pour les autres transfuges fiscaux, les atouts maîtres ont été les mêmes : coût limité de la main-d'œuvre (le salaire horaire moyen d'un ouvrier irlandais, charges sociales comprises, est de 2,73 dollars, contre 3,28 dollars en Angleterre, 6,41 en Allemagne, 5,62 en France et 5,23 en Italie), la relative tranquillité syndicale (les trade-unions locaux se sont jusqu'ici abstenus de déclarer la guerre aux multinationales), le soin apporté par le gouvernement et l'opposition à respecter les engagements pris par l'IDA.

Si les avantages pour les étrangers sont évidents, l'Irlande, elle aussi, a retiré de notables avantages de sa courageuse politique de développement industriel, et elle a obtenu son succès le plus remarquable dans le domaine de l'emploi. En 1960, le pays était capable d'« inventer » à peine deux cent cinquante emplois par an, un chiffre mortifiant qui avait alimenté la plaie du chômage et poussé des centaines de milliers d'Irlandais à chercher du travail à l'étranger. Maintenant la tendance est renversée : depuis 1973 : trente mille Irlandais sont revenus chez eux pour se réinsérer dans le cycle de production. Le taux de développement du P.N.B. tourne autour de 3,5 % par an. Les exportations ont augmenté de 18 %.

Au revers de la médaille subsistent l'indice élevé du chômage des jeunes (presque le triple de la moyenne de la C.E.E.) et la disponibilité très limitée de main-d'œuvre spécialisée.

Jusqu'ici, une soixantaine de petites entreprises ont rendu les armes ; elles ont fermé leurs portes en Irlande, avec toujours la même justification : ce qu'on gagne grâce aux exemptions fiscales est plus que perdu à cause de la nécessité d'importer des travailleurs efficaces et surtout exacts.

Certains regardent déjà avec appréhension vers 1990, année où les facilités fiscales devraient prendre fin. Leur renouvellement éventuel dépend dans une large mesure de la découverte escomptée de gisements pétrolifères sur la plate-forme continentale irlandaise, au large de Cork. Dans ce cas, l'Eire pourrait devenir autosuffisante du point de vue énergétique et être poussée à se passer des étrangers. C'est une hypothèse qui plaît à Dublin, mais nettement moins à l'étranger.

PIERO DE GARZAROLLI.

Cuivre

Le marasme du marché

A l'instar des pronostics conjoncturels qui prévoyaient un redressement économique mondial, au plus tard pour le deuxième semestre 1977, les prédictions relatives au prix du plus important des métaux non ferreux, le cuivre, se sont révélées totalement fausses. En effet, d'après la plupart de ces pronostics, les prix du cuivre devaient fortement augmenter au cours du deuxième semestre 1977. En réalité, avec un prix de 645,5 livres sterling la tonne à la Bourse des métaux de Londres et de 54 cents la livre à la Bourse des matières premières de New-York, le niveau actuel est à peine supérieur au prix le plus bas enregistré dans l'année et en dessous du prix, pourtant bien faible, de l'année précédente.

Que les « prévisionnistes » se soient trompés dans le même sens sur l'évolution de la conjoncture et le prix du cuivre s'explique fort bien : le cuivre fait partie de ces matières premières dont le prix obéit aux cycles conjoncturels. Après l'électro-industrie, les principaux consommateurs de cuivre se trouvent dans des secteurs industriels qui dépendent beaucoup de la conjoncture économique, tels que la construction mécanique et le bâtiment. Or, l'électro-industrie, pour sa part, a répondu aux appels répétés en faveur des économies d'énergie en modérant ses investissements et limite actuellement ses achats de cuivre.

Cependant, d'après une estimation de la société londonienne Amalgamated Metal Trading, la consommation de 1977 devrait s'élever à 6,7 millions de tonnes, dépassant ainsi légèrement celle de l'année précédente, mais restant loin en arrière des chiffres de l'année 1973 (6,9 millions de tonnes). L'année 1973 est de plus la seule depuis 1970 où la consommation ait dépassé la production. Cette année, une fois de plus, la production (6,9 millions de tonnes) devrait substantiellement dépasser la consommation.

Des réserves en hausse

Les réserves mondiales de cuivre ont fortement augmenté en raison de la surproduction qui règne depuis de nombreuses années. De 817 000 tonnes au début de 1970, elles sont passées à 2,8 millions de tonnes au début de cette année et devraient, selon des chiffres fournis par Amalgamated Metal Trading, atteindre 3,08 millions de tonnes d'ici à la fin de l'année.

Comparés à ceux de la production, les chiffres des réserves permettent de se rendre compte du marasme qui règne sur le marché du cuivre : en 1970, les réserves mondiales correspondaient à 19,3 % de la production annuelle ; de nos jours, elles atteignent 45,8 %, et s'il n'est pas mis un frein quelconque à cette évolution, en 1980, elles correspondront, selon Amalgamated Metal, à 50 % de la production.

Cette production excédentaire est étonnante dans la mesure où les prix actuels (54 cents la livre) permettent au moins aux producteurs de cuivre de maintenir la rentabilité de leur exploitation. Selon les experts d'une société d'études londonienne, The Economist Intelligence Unit Ltd, ce n'est qu'à partir d'un prix à la livre de 65 cents que la majorité des producteurs de cuivre devraient se retrouver dans une situation critique. Aux Etats-Unis, le prix de revient moyen s'élève même déjà à 80 cents.

Pour trouver l'origine du malaise, il faut remonter à la deuxième moitié des années 70. Prévoyant une hausse des prix du cuivre, l'industrie prit alors la décision d'ouvrir de nouvelles mines et d'accroître ses capacités de production. Actuellement, selon des indications fournies par la Charter Consolidated, la production n'atteint que 85 % de ces capacités, ce qui est encore trop et se solde par un accroissement des réserves.

Le cuivre fait déjà l'objet d'un accord indépendant depuis 1967, année où les pays exportateurs de cuivre, le Chili, le Pérou, le Zaïre et la Zambie, fondèrent la Cipec (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre). Fin 1975, l'Indonésie se retrouvait membre à part entière, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Guinée devenaient membres associés (sans voix délibérative). Jusqu'à présent, toutefois, la Cipec n'a pas réussi à réaliser la stabilité des prix du cuivre. Il faut dire que le plus gros producteur et exportateur de cuivre n'est pas membre de la Cipec. Il s'agit des États-Unis.

A l'heure actuelle, les producteurs considèrent comme peu probable qu'on aboutisse à la mise sur pied d'un accord efficace sur le cuivre : ils se bornent donc à espérer que les pays acheteurs décideront d'eux-mêmes de pratiquer des achats de réserve. Dernièrement, le Japon s'est créé des réserves considérables afin de ménager le marché. La France, elle aussi, prévoit ce genre d'achats.

Aux Etats-Unis, le président Carter a repris la politique des réserves lancée par l'administration Ford, qui prévoit la mise sur pied de réserves stratégiques permettant de couvrir les besoins américains lors d'un conflit armé de trois ans. Ce projet doit encore être entériné par le Congrès.

Le seul moyen d'aboutir rapidement à une stabilisation des prix, actuellement, consisterait à limiter la production (au moins de 10 à 15 %) mais les pays de la Cipec s'y refusent. Joseph Zimmermann, membre de la direction de la Miles Metals Co (New-York), propose une solution encore plus radicale : stopper immédiatement la production, des institutions prévues à cet effet venant alors au secours du marché en prenant en charge un quart des réserves actuelles. Celui-ci pourrait alors être équilibré jusqu'en 1980.

Selon d'autres experts, le marché se stabilisera de lui-même si le faible prix actuel se maintient encore quelque temps. En effet, la plupart des producteurs vendant en ce moment en dessous de leur prix de revient, ils devront bien, d'ici quelque temps, limiter leur production, sinon l'arrêter tout à fait.

LEO FISCHER.

(1) Matières premières principales.

LE NOUVEAU GRAND «BOND EN AVANT» DE L'AGRICULTURE CHINOISE

De l'esprit de Tatchaï aux servitudes de la mécanisation

Tatchaï est un peu à l'agriculture moderne ce que la guérilla est à un conflit entre grandes unités dotées des armements les plus sophistiqués. C'est un signe...

UN demi-million de Chinois, chaque année, viennent ici en pèlerinage politique et technique. Leurs groupes s'étirent en longues files sur les sentiers qui parcourent ce paysage de montagne aménagée. Carnets de notes en main, ces visiteurs venus de tous les coins du pays, militaires aussi bien que civils, font halte sur les plates-formes qui entourent les réservoirs d'irrigation pour entendre les explications données au porte-voix par leur guide. Au fond d'un vallon, on a conservé quelques ares de pente abrupte, où la mauvaise herbe elle-même a du mal à pousser, pour montrer ce qu'était Tatchaï « avant » et permettre de juger ainsi des transformations accomplies.

Si Tatchaï est un *modèle pour* l'agriculture chinoise, c'est, d'une part, parce que démonstration y a été faite que des cultures relativement riches pouvaient être réalisées sur une terre ingrate ; d'autre part, parce que ce résultat a été obtenu pratiquement sans aide extérieure, à force de courage et de persévérance, par moins d'une centaine de foyers comptant — aujourd'hui — cent soixante hommes et femmes valides, qui ont « *transformé la nature* » sur un peu plus d'une cinquantaine d'hectares en « *comptant sur leurs propres forces* ».

On connaît l'histoire dans ses grandes lignes : un village particulièrement déshérité dans ce paysage de lœss raviné par l'érosion du Nord Shansi, le rôle d'un homme, Chen Yung-kuei, authentique paysan pauvre (aujourd'hui vice-premier ministre), qui rassemble autour de lui les plus pauvres et les plus faibles mais galvanise les énergies pour des travaux en apparence surhumains : le découpage de la montagne en terrasses taillées à coups de pioche, la terre nourrie de compost et d'excréments divers, arrosée à grand renfort de seaux hissés à la palanche le long des pentes, le rendement multiplié par huit, parfois dix, par rapport aux maigres récoltes du début des années 50.

C'est un peu l'histoire de Yukong, le vieillard qui déplaça la montagne, à ceci près que le ciel, non seulement n'a pas envoyé de génies bienfaisants pour aider les paysans de Tatchaï, mais qu'il a, au contraire, à plusieurs reprises, anéanti leurs efforts. Des pluies torrentielles couchaient la moisson sur pied, emportaient les terrasses, noyaient sous la boue les champs péniblement conquis et tout était à recommencer.

Le paysage de Tatchaï est l'un de ceux qui parlent le plus au cœur et à l'esprit. Les courbes soulignées de murailles en pierre brune qui entourent ces parcelles aménagées comme des jardins, où l'on a parfois laissé un pêcher, un pommier isolé au milieu du vert vif des jeunes pousses, tout cela est à la fois la joie du regard et raconte mieux qu'aucun récit le labeur des hommes.

Pauvreté, frugalité

Tel est bien, d'ailleurs, le principal message qu'à travers ce modèle les autorités chinoises adressent depuis treize ans aux six cent millions de paysans du pays. « *Travaillez, prenez de la peine... Ce que les gens de Tatchaï ont pu faire chez eux, dans les conditions où ils étaient placés, il ne tient qu'à vous de l'accomplir chez vous, c'est une question de volonté.* »

Le modèle offert par Tatchaï, qui répondait aux besoins d'une époque, garde toute sa valeur au moment où la Chine affirme vouloir se moderniser — et d'abord mécaniser — son agriculture. On se prend à douter, en observant les méthodes appliquées ici, de la possibilité de passer à un autre mode de culture... sans modifier profondément le modèle. Dans un champ d'un peu plus d'un demi-hectare (ce qui est déjà grand pour Tatchaï), le blé d'hiver prend l'épi. Il a été semé en bandes de trois rangs et, devant nous, une petite équipe est en train de semer du maïs dans l'espace laissé libre. Deux hommes tracent le sillon à l'aide d'une charrue en bois à soc de fer tirée par un mulet. Une jeune femme suit et pose les graines de maïs que, du talon, elle recouvre légèrement de terre. Une autre vient derrière qui, à chaque pas, pose, à la main, une poignée d'engrais phosphoré qu'elle porte dans un panier. Deux hommes enfin sarclent et éliminent les plantes parasites.

La pauvreté, la frugalité, font partie de « l'esprit de Tatchaï » et ce genre de scène en est l'illustration. On fait avec le minimum, avec presque rien parfois, et l'on réussit à faire pousser de riches récoltes sur l'une des terres les plus ingrates. Pour l'instant, au reste, la brigade ne dispose que d'une demi-douzaine de machines toutes catégories (motoculteurs plutôt que tracteurs) et n'a pas un seul camion.

Au siège voisin du district de Hsiyang, une usine est en construction, qui produira dès l'année prochaine de petits tracteurs à chenilles d'une puissance de 10 chevaux, deux mille par an prévoit-on. Idéal ? Certes, à condition que les terrasses aménagées soient tout de même assez larges pour que ces engins puissent y manœuvrer et que des chemins d'accès leur permettent d'y grimper. D'où un premier travail qui consiste à démolir progressivement ce qu'on avait fait pour édifier ce que l'on appelle un peu généreusement des « plaines artificielles », dont la superficie peut atteindre jusqu'à 1 hectare. Ce qui suppose déjà des efforts de titan pour lesquels, à Tatchaï même, on n'a pas refusé l'appoint d'un ou deux bulldozers — après avoir sérieusement préparé le travail à l'explosif. Il va de soi que le volume de terre remué n'est pas le même pour établir sur la même pente des terrasses de 10 mètres ou de 50 à 100 mètres de large.

Le type même des cultures est-il, d'autre part, conciliable avec les projets de mécanisation et les servitudes qu'ils comportent ? Là où, par exemple, le maïs intercalaire est déjà haut mais encore loin d'être à maturité, comment pourrait-on faire passer une machine pour récolter le blé mûr ?

A vrai dire, l'idée qu'on se fait de la mécanisation à Tatchaï comme dans d'autres communes populaires de la région laisse un peu perplexe le visiteur occidental. Les deux opérations que l'on envisage d'effectuer rapidement — enfin, dès que possible — avec l'aide de machines sont d'une part les labours, d'autre part le traitement des fourrages et des engrais. Ajoutons-y une partie des transports, qui se font encore à dos d'homme. De mécanisation de la *moisson*, il n'est pratiquement pas question, y compris sur des terres où l'usage de machines simples, pouvant être tractées par un cheval, un bœuf ou un mulet, ne présenterait aucune difficulté. Près de Sian, sur les belles et larges terres d'une commune qui consacre près de 1 200 hectares aux céréales et principalement au blé, nos questions sur ce sujet ont semblé surprendre les responsables locaux. « *Mais*, nous a-t-on répondu, *nous utilisons aujourd'hui des faucilles plus grandes qu'autrefois, qui permettent de moissonner jusqu'à 2 hectares par personne dans la journée.* »

Du sarclage, ne parlons pas, la houe et la binette restant dans ce domaine les instruments à l'honneur.

Le plus étrange est que fréquemment les communes populaires disposent d'ateliers mécaniques bien équipés, fabriquant par exemple des tarares, où il serait aisé de construire de simples faucheuses, sinon des moissonneuses-lieuses telles qu'il en existe d'ailleurs dans d'autres régions de Chine.

S'agit-il d'un choix délibéré et, si oui, quelles en sont les raisons ? On croirait assez volontiers que le programme de mécanisation agricole à l'échelle nationale procède d'un esprit systématique qui entend franchir les étapes intermédiaires pour déboucher d'emblée sur les méthodes les plus modernes. Aussi bien avons-nous été surpris d'entendre des responsables de brigades nous dire qu'ils avaient l'intention de réduire leur cheptel d'animaux de trait, jamais de l'augmenter. Les tracteurs, les machines autotractées paraissent seuls attendus pour prendre le relais de ce qui se fait encore largement à la main et à force d'épaule.

Discours politique et objectifs techniques

La région de Tatchaï et de Sian n'est pas représentative de toute l'agriculture chinoise. Sans parler des rizières méridionales, les grandes plaines du Hopei et du Nord-Est connaissent des modes de culture sensiblement différents. Les Chinois qui en sont originaires s'étonnent eux-mêmes de ce qu'ils voient à Tatchaï, de la simplicité des moyens qu'on y emploie, de l'extrême faiblesse de l'équipement.

En un sens, c'est à eux que s'adresse le mieux l'enseignement de Tatchaï : dans les zones où l'agriculture est déjà en partie modernisée, le passage à la mécanisation ne peut qu'être facilité, accéléré par une intensification des efforts humains. L'amélioration des méthodes de gestion, l'extension des systèmes d'irrigation ou de drainage, l'usage plus développé des engrais de toutes sortes, sont, entre autres, des facteurs propres à démultiplier les effets bénéfiques qu'entraînera l'introduction de machines plus nombreuses.

Il reste que Tatchaï est un peu à l'agriculture moderne ce que la guérilla est à un conflit entre grandes unités dotées des armements les plus contemporains. Rien, certes, ne peut être accompli sans la volonté des paysans chinois eux-mêmes. C'est affaire d'éducation et d'encadrement, et le discours politique est à cet égard essentiel. Mais, dans la mesure où la conquête de nouveles terres est indispensable et nécessite de vastes travaux d'aménagement, on ne peut manquer de se demander si les méthodes présentées comme exemplaires sont tout à fait adaptées aux objectifs techniques qu'on se propose d'atteindre.

La vision de nombreuses machines sillonnant de vastes plaines artificielles passe un peu comme un rêve au-dessus de ces terrasses cultivées en jardins. Elle relève de la philosophie du « grand bond en avant » mais inquiète un peu, il faut l'avouer, face au spectacle très actuel de paysans encore armés de faucilles et de palanches.

ALAIN JACOB.

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'animation en question.

Depuis quand parle-t-on d'animation musicale ? Que recouvre ce terme vague si facilement adopté et sans cesse contesté : les ateliers associés à des manifestations ou à des festivals ? les séances d'initiation en milieu scolaire, d'expression dans les maisons de jeunes ? les interventions spontanées dans la rue ou les lieux publics ? la préparation d'un auditoire à l'écoute des musiques qui ne lui sont pas familières ? D'une façon plus générale, l'animation ne désigne-t-elle pas toute pratique musicale ne ressortissant ni du concert ni de la pédagogie traditionnelle ?

Quelques questions parmi tant d'autres que le Centre national d'animation musicale et la revue Musique en jeu *voudraient poser aux enseignants, animateurs, professionnels de la musique... et au public, à l'occasion de la journée qu'ils organisent à Paris le 7 décembre.*

A 10 heures, au CNAAVE (136, boulevard Saint-Germain), projection de films vidéo relatant plusieurs expériences d'animation : travail en commission l'après-midi au CENAM (6, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, à 15 heures) ; films et débats à nouveau en soirée, au Musée de la Ville de Paris (14, avenue de New-York, à 20 h. 30).

Guider l'énergie et la fougue.

Sous l'égide du Festival international des jeunes orchestres d'Aberdeen (Grande-Bretagne) et sous la présidence d'Edward Heath, la Communauté économique européenne sera dotée, au 31 décembre 1977, d'un orchestre de cent trente-cinq musiciens de quatorze à vingt ans, sélectionnés dans chacun des neuf pays membres ; la direction musicale en sera confiée à Claudio Abbado. La première tournée est prévue pour le printemps prochain : après Copenhague, Amsterdam et Bonn, l'orchestre fera escale le 31 mars au Théâtre des Champs-Elysées où, avant de conduire la Sixième symphonie *de Mahler, Claudio Abbado cédera sa baguette à Edward Heath pour* l'Ouverture des maîtres-chanteurs.

Les membres de l'orchestre seront renouvelés chaque année tandis que des chefs prestigieux — Lorin Maazel au mois d'août — se succéderont au pupitre. On envisage, d'autre part, la création d'une fanfare européenne, d'une chorale des jeunes de la Communauté et de concours (direction d'orchestre, composition, chorégraphie).

L'Opéra debout pour 10 schillings.

Le gouvernement autrichien ayant annoncé son intention de réduire d'environ 3,5 % la subvention annuelle de 1 200 millions de schillings (400 millions de francs) qu'il accorde à l'organisation fédérale des théâtres (Staatsoper, Volksoper, Burgtheater, Akademietheater), M. Lothar Knesse, porte-parole des théâtres subventionnés, a déclaré qu'il ne restait plus d'autres solutions que d'augmenter le prix des places d'environ 50 % et de réduire le nombre des productions nouvelles. C'est ainsi que, pour continuer à applaudir Herbert von Karajan ou Leonard Bernstein, les Viennois devront payer le fauteuil d'orchestre 1 600 schillings (500 F) au lieu de 1 000. Seul restera inchangé le prix des places debout : 10 schillings.

Jeunes compositeurs en répétition.

Après la Semaine du soliste contemporain, en mars dernier, au Conservatoire, l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain reprennent le chemin de la rue de Madrid pour une série de répétitions publiques (salle Berlioz, à 20 h. 30, du 12 au 17 décembre), dirigées par Pierre Boulez et consacrées à des œuvres récentes de quatre élèves de la classe de composition d'Olivier Messiaen : Jean-Bernard Dartigolles, Kimi Sato, Nicolas Panagopoulos et Kazuoki Fujii. Ces séances s'accompagneront d'une analyse des partitions. Concert final : lundi 19 décembre.

Cinéma

« FORTINI-CANI »

de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub

A l'ère de la technologie triomphante, celle du super-gadget électronique genre *la Guerre des étoiles* ou de la retransmission en direct du discours d'Anouar El Sadate devant la Knesset israélienne, y a-t-il encore place pour une entreprise aussi austère, aussi radicale, aussi démystifiante que le dernier film de long métrage du couple Straub-Huillet, *Fortini-Cani* ? Répondre par l'affirmative, c'est défendre la réflexion individuelle contre le conditionnement collectif, rejeter le marketing idéologique, proclamer l'existence du « cinématographe », d'une écriture cinématographique originale.

Danièle Huillet et son mari Jean-Marie Straub naviguent depuis une quinzaine d'années sur nos écrans, mettant un peu tout le monde en boule par leur rejet catégorique du récit bien construit à la Hollywood (comme on dit théâtre à l'italienne), leur refus de toute psychologie, de personnages aisément identifiables, comme de ces « effets de maîtrise », le joli terme inventé par *les Cahiers du cinéma*, qui passent pour le b-a-ba d'un prétendu septième art. Comble de l'imposture, les époux Straub se disent et se prouvent marxistes. Bonheur ou malheur des circonstances, ils ont vécu et vivent aux avant-postes de l'histoire : hier, jusqu'en 1969, dans l'Allemagne qui sécréta Andreas Baader — ils furent les amis d'Holger Meins, ils lui dédièrent *Moïse et Aron* en 1975, — aujourd'hui dans l'Italie du compromis historique.

Ils sont, en outre, « bien de chez nous », sinon catholiques, du moins parfaitement français. Ce qu'on conçoit bien s'énonce clairement, même si l'effort qu'ils exigent du spectateur-lecteur de bonne volonté peut paraître extrême. Rien dans la manche, tout sur l'écran, images et sons inséparables. De leurs films à ce jour, *Fortini-Cani* est le plus méchant et le plus exaltant, le concentré de leur art et de leur idéologie de l'art, si ce terme n'écrase pas trop par sa solennité.

A l'origine du film, il y a un petit livre de Franco Fortini, poète et essayiste italien, *I Cani del Sinai* (les chiens du Sinaï), publié au lendemain de la guerre de six jours de juin 1967 : « *Sa polémique contre l'opinion publique européenne et en particulier italienne, dominante et quasi unanime au moment de la guerre arabo-israélienne de 1967 (guerre de six jours), et ses réflexions autobiographiques en tant que fils d'un petit-bourgeois juif italien, antifasciste...* » (J.-M. Straub présentant son projet le 19 mai 1976). De ce livre dense, selon la méthode déjà utilisée avec Henrich Böll pour *Non réconciliés*, les cinéastes extraient un condensé, environ les deux tiers de l'original.

Pour la première fois depuis qu'ils tournent des films, ils mobilisent l'auteur lui-même, le mettent en scène, au sens littéral « sur la scène », devant la caméra synchrone, à charge à l'écrivain de lire son propre texte, de se découvrir le lisant, à charge à nous, spectateurs, d'écouter et de lire attentivement, très attentivement, les strates successives de signification, les couches géologiques superposées de sens, ainsi proposées. Tâche ingrate, tâche impossible en apparence pour nous qui ne parlons pas couramment l'italien (et en toute honnêteté Jean-Marie Straub admet, malgré la concision des sous-titres, qu'il y a là une barrière, un obstacle sérieux, surmontables néanmoins si, spectateur non passif, on se met sérieusement « au travail »).

Soucieux de compenser, d'équilibrer, et comme jamais peut-être à ce jour dans toute leur œuvre, Danièle Huillet et Jean-Marie Straub nous invitent donc à nous attarder à trois reprises, dans la contemplation, la passivité pure ou presque. Au début du film, lors de l'émission bien médiocre de la R.A.I. italienne du 6 juin 1967 qui annonce l'événement, l'attaque d'Israël contre l'Egypte — ayant par hasard entendu à Rome même, en direct, cette émission à l'époque, je n'en minimiserai pas la portée, — émission « kinescopée », reproduite telle quelle aujourd'hui, cruellement, les auteurs posent leurs pions. Des médias ? Quels médias ?

Seconde plage de repos, de fausse clarté : la longue, très longue, interminable séquence des Alpes apouanes, haut lieu de la résistance italienne, ancrage de l'Italie aujourd'hui : un monde d'histoire, des paysages historiques entourent, portent, au propre et au figuré, Franco Fortini, isolé dans sa thébaïde. Troisième vision : le service liturgique à la synagogue de Florence, filmé en un seul long, assez long, incantatoire (psalmodies hébraïques) plan fixe.

Le reste, tout le reste, c'est la parole de Fortini : « *Il (le texte) est à l'état de lecture intérieure.* » (Marguerite Duras à propos du travail de J.-M. Straub sur *Othon*, de Corneille.) Et c'est la première analyse un peu conséquente du problème juif, qui donne un commencement de réponse, par exemple, aux propos tenus récemment à la télévision par le premier ministre israélien sur la mission historique du peuple d'Abraham. *Fortini-Cani* : le refus du tour de passe-passe, du passage à l'as ou à tabac des « dérangeants », de ceux qui dérangent.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Seine (v. o.), en alternance avec une réédition de « Chronique d'Anna-Magdalena Bach » (v. o.).

Théâtre

« Till Eulenspiegel », de Charles de Coster

Till Eulenspiegel (en français : Till miroir-du-hibou) est le nom d'un trouble-fête campagnard, héros d'un conte germanique très populaire au quinzième siècle.

Till faisait les quatre cents coups — coups pendables — au détriment des gens cossus de la ville. Ses gags ressemblent à ceux d'un Buster Keaton moins rêveur, d'un M. Hulot plus vachard.

A la fin du dix-neuvième siècle un écrivain belge, Charles de Coster, publia une adaptation déformée de cette légende : Till perdait ses inventions gratuites comiques de clown provocateur, il devenait un militant de l'indépendance des Flandres face aux armées d'occupation espagnoles. C'est cette restauration belge que Pierre Constant et le Centre dramatique de La Courneuve ont portée à la scène — travail qu'ils présentent à la salle Gémier, à Chaillot.

Les comédiens de La Courneuve savent faire beaucoup de choses : ils jonglent avec des torches, courent sur des fils de fer tendus, se lancent dans des sauts périlleux, imitent à s'y méprendre les chants d'oiseaux dans les forêts, etc...

Ils savent exécuter aussi plusieurs actions à la fois, ce qui n'est pas facile : tout en mimant la pièce, en récitant le texte, ils montent et démontent des éléments de décors bricolés ingénieusement avec des perches, des fils, des toiles.

Leur spectacle est étonnant de virtuosité, va vite, est amusant. Il est facile à suivre, d'autant plus que le texte mis au point par l'équipe elle-même est simple et a été rythmé de façon à bien coller aux mouvements.

Travail parfait dans son genre, auquel il manque un rien qui fait presque tout. On dirait l'équipe officielle de gymnastique d'on ne sait quel pays socialiste sans problème, laquelle, en exécutant ses galipettes, réciterait des dialogues révolutionnaires académiques. Mais sans une pointe d'inquiétude, de poésie, au besoin de grossièreté (voir Shakespeare), et sans ce petit quelque chose qui apporte à l'entreprise *la dimension du mal*, le théâtre n'accroche plus, ne « dit » plus.

Les comédiens de La Courneuve sont francs, sympathiques, entraînants. Il ne leur manque que de se compromettre un peu.

MICHEL COURNOT.

★ Gémier, 20 h. 30.

Musique

« GWENDOLINE » à Radio-France

A cette époque-là, entre 1850 et 1900, tout ce qui apparaissait d'un peu hardi dans la musique française était « wagnérien » : Faust *d'abord,* Carmen *ensuite et* Gwendoline, *de Chabrier après tant d'autres... C'était d'ailleurs simple façon de parler puisqu'on n'avait guère l'occasion d'entendre du Wagner à Paris.*

Bientôt, pourtant, le nombre des amateurs capables de confondre une page de Gounod ou de Bizet avec Tannhäuser *ou* Lohengrin *s'amenuisa.*

Pour Gwendoline, *c'était autre chose ; d'abord on ne la jouait guère, ensuite l'idée avait semblé belle que l'exubérant créateur d'*España *saisi par le remords, ait voulu se mettre à l'école sévère de Wagner, préférant le rôle obscur d'épigone à la carrière facile d'amuseur qui s'ouvrait devant lui. Et, « par respect » pour ce geste inutile et désespéré, on s'empressa d'oublier un drame lyrique si dérangeant en ce que, précisément, il ne ressemblait à rien de ce qui se faisait alors. Ceux qui, d'aventure, ouvraient cette partition si peu wagnérienne — on y pressent plutôt le Debussy de* Fêtes *ou d'*Iberia, *le Ravel de* Daphnis et Chloé *— s'en retournaient déçus ou troublés par la force des idées reçues.*

La reprise à Radio-France de Gwendoline *est donc une sorte d'événement. Il y aurait à dire sur les coupures (le prélude du deuxième acte en particulier) pratiquées dans un ouvrage beaucoup plus court que la plupart des œuvres lyriques, sur l'orchestre dirigé avec beaucoup d'enthousiasme par Henri Gallois mais qui n'a pu eu le temps de se familiariser avec cette partition trop riche, sur la distribution confrontant d'excellents artistes — Ana-Maria Miranda, Claude Meloni — avec des emplois redoutables qui dépassent leur simple résistance physique, mais peut-être était-il plus important encore que le public ait pu enfin se faire une opinion par lui-même.*

L'expérience a paru concluante et, si le livret de Catulle Mendès dessert avec une obstination aveugle la musique qu'il a inspirée, le sujet, dans sa simplicité, reste émouvant ; quant aux tournures mélodiques, à l'orchestration si personnelle dans le traitement des cuivres et des bois, à la vitalité rythmique, tout cela demeure intact. Faute de souscrire à ces impératifs si difficiles à saisir, qui font qu'une œuvre tient à la fois la scène et le public, Gwendoline *n'est peut-être pas fait pour entrer un jour au répertoire, mais on s'étonnera qu'elle échappe toujours à la curiosité des maisons de disques, des directeurs de théâtre ou de festivals.*

GÉRARD CONDÉ.

Notes

Danse

Et puis vint Lucinda...

En quinze ans le Festival international de danse de Paris a présenté toutes les troupes de ballet établies. Le Forum de la danse a pour objet d'ouvrir la manifestation aux compagnies axées sur des recherches de formes nouvelles.

Deux spectacles présentés en deuxième semaine, le Tokyo modern dance Group (Japon) et le Theater of the open eye (U.S.A.) retiennent l'attention : le premier par la qualité d'interprétation des danseurs et le climat poétique inspiré d'une vieille légende nippone, le second grâce à la participation d'un musicien de free jazz, Robert Mahaffrey. Mais ni l'un ni l'autre n'ont trouvé un langage gestuel exactement accordé à leur propos.

Heureusement, voici Lucinda Childs et sa compagnie. Lucinda, le public français l'a découverte dans l'opéra de Bob Wilson « Einstein on the beach », où elle se livrait à un découpage inlassable de l'espace, et dans un solo plus austère au centre culturel du Marais. Un front d'enfant obstiné sous le chignon serré, le torse étroit, pantalons amples et chaussures de basket, elle arpente vigoureusement la scène, effectue un virage bras tendus, marque un temps sur place et part à reculons. Deux fois, dix fois — et puis on ne compte plus le nombre de fois — elle recommence les mêmes figures avec le geste décidé d'un joueur de base-ball qui assure son équilibre pour manier la batte.

Très vite la salle devient houleuse, des rires, des applaudissements intempestifs éclatent. Lucinda continue, imperturbable ; on sent que rien ne peut l'atteindre, elle est ailleurs. Ses pieds agiles vont, viennent et dessinent sur le sol d'étranges signes : flèches, courbes, fleurs, hiéroglyphes.

Ils sont cinq danseurs maintenant ; leur marche avec ses relais, ses contrepoints, ses pas soutenus, a toutes les richesses d'une polyphonie. Dans ces essais collectifs Lucinda s'inspire directement des théories musicales de John Cage. Ses soli font plutôt penser au processus répétitif. Telle une Pénélope irréductible, Lucinda brode, son dessin incessant grignote imperceptiblement l'espace et abolit le temps. Les spectateurs réfractaires ont depuis longtemps abandonné la place et c'est dans la plus parfaite euphorie que le public peut savourer les figures subtiles de cet envoûtant carrousel.

MARCELLE MICHEL.

Jazz

Bobby Few et Alan Silva

Nul n'est prophète en son pays. Les musiciens immigrés en savent quelque chose, qui souvent ont toutes les peines du monde à faire entendre quelque « prophétie » dans leur pays d'adoption : comme Bobby Few et Alan Silva, ces détachés d'un soir du Frank Wright Quartet, qui se produisaient en duo — entre Art Blakey et Louis Hayes — dans le programme audacieusement abondant du Palais des glaces.

Avec une générosité sans limites, et forts de mille aventures des musiques afro-américaines, Bobby Few et Alan Silva ont, devant un public clairsemé, distribué les frusques magnifiques de leurs mémoires croisées. Et si le mot ne faisait plus peur, on pourrait dire de leur musique qu'elle est bel et bien expérimentale : la somme rieuse, attentive et passionnante de leurs « expériences ».

Dans sa façon gouailleuse, le pianiste l'emporte (des souvenirs du blues aux éraflures des cordes de l'instrument en passant par l'exécution alerte de thèmes « bop »), mais ce n'est que par sa rencontre avec ce porteur de musiques, Alan Silva, dont on connaît, sur la basse, bon nombre de techniciens plus adroits, mais peu d'inventeurs aussi prolixes.

P. M.

Rock

Bijou et Trust à l'Olympia

Dimanche après-midi, la salle de l'Olympia était pratiquement pleine pour le concert de Bijou, et, si le rock français semble sortir de l'impasse, c'est à des groupes tel que celui-ci qu'il le doit. Quant à Trust, qui partageait l'affiche, il s'est imposé pour l'une de ses premières apparitions en public avec un rock puissant. Le chanteur est un des rares Français à savoir maîtriser l'anglais et faire sonner les mots sans tomber dans l'imitation systématique des modèles anglo-saxons. Il a cette voix tellement forte et rauque et cette présence scénique si personnelle. Trust est un nom à ne pas oublier.

Bijou est déjà un groupe de vedette dont l'audience s'étoffe régulièrement. Ces trois musiciens proposent un rock empreint de l'esprit des années 60. Ils en ont retrouvé l'image et la mettent au goût du jour, tout en conservant leur propre identité. Pour cela, ils font preuve d'une rigueur et d'une virtuosité qui n'est jamais prise en défaut. Leurs compositions découvrent des mélodies simples, à l'image des textes, qui se retiennent facilement. Leur show est construit de façon à ne jamais laisser retomber l'énergie, les morceaux s'enchaînent les uns aux autres sans transition.

Bijou est un groupe sobre et c'est de là qu'il tire sa force. Il va droit au but sans s'embarrasser de préjugés.

ALAIN WAIS.

Théâtre

« Tueur sans gages » d'Eugène Ionesco

« Tueur sans gages » est une bonne pièce d'Ionesco, une des constructions qui lui ressemblent le plus, scrupuleusement taillée dans un mauvais rêve apprivoisé, reprise d'un cauchemar qu'il avait auparavant transcrit dans une nouvelle. Comme une couturière habile tire un costume nouveau d'un habit trop porté, Ionesco a « retouché » sa vieille angoisse, accomplissant une des « transformations » dont il a l'imagination. Ses clients sont satisfaits et reviennent, fidèles, même s'ils ont déjà vu « Tueur sans gages » en 1967 ou en 1972.

La mort est tout le sujet de la drôle d'histoire survenue à Béranger, citoyen candide visitant avec enthousiasme une cité radieuse. Le nouvel ensemble qu'il aimerait habiter est déserté. Des pierres tombent qui brisent les glaces et font, dans le silence oppressant des jardins artificiels, un vacarme macabre. Un assassin mystérieux hante la cité, un tueur dont on sait tout mais que personne n'arrête.

Béranger, le pur, l'idéaliste, contaminé par la peur, décide de lutter et part à la recherche du criminel. Il finit par se trouver face à face avec le mendiant, qui assassine pour rien, même pas pour de l'argent. Il le sermonne. L'autre ricane seulement. Béranger se laisse tuer, lui pour qui « la journée avait si bien commencé ».

Jacques Mauclair, imprégné de ce rôle dont il a déjà assuré la mise en scène, court le marathon de Béranger. Marc de Songe est l'architecte, puis le policier, indifférent dans les deux cas. Hubert Drac impose son expression grimaçante et absurde de tueur muet. Jean-Pierre Vagner joue bien l'étourdi, l'ami inconscient, tandis que Rebecca Potok ou Monique Mauclair disent un soir sur deux les mots d'une concierge. Tous sont dévoués à Ionesco, comme rassemblés autour de lui en une sorte de famille, discrètement aimante.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Théâtre du Marais, 21 h. 45.

■ Le Syndicat des musiciens de l'orchestre de l'Opéra de Paris a déposé un préavis de grève pour le 8 décembre afin d'obtenir la reprise des discussions sur le problème des retransmissions radiotélévisées et, plus généralement, sur la politique de l'établissement en matière d'audiovisuel. Si elle avait lieu, la grève empêcherait les représentations de « Giselle » au palais Garnier et de « The Rake's Progress » salle Favart.

■ Une conférence de presse aura lieu le mardi 13 décembre à 11 h. 30, dans les locaux de la cinémathèque française à Chaillot. Les mesures prises avec le concours de l'Etat et du Centre national du cinéma pour rétablir la situation financière de l'établissement (« le Monde » du 3 décembre 1977), seront exposées ; des projets seront proposés. On sait déjà que le bureau de la rue de Courcelles sera évacué pour réaliser une économie de loyer et que, à partir du 15 décembre, la salle de projection, installée au Centre Georges-Pompidou, sera enfin ouverte au public.

■ La librairie le Grand Jeu et les éditions du Fourneau organisent une exposition de collages signés Gil, J.-G. Badaire, M. Tabanou et Lucie Muller. Jusqu'au 17 décembre, 58, rue des Moines, 75017 Paris, tél. 627-71-17.

MERCREDI

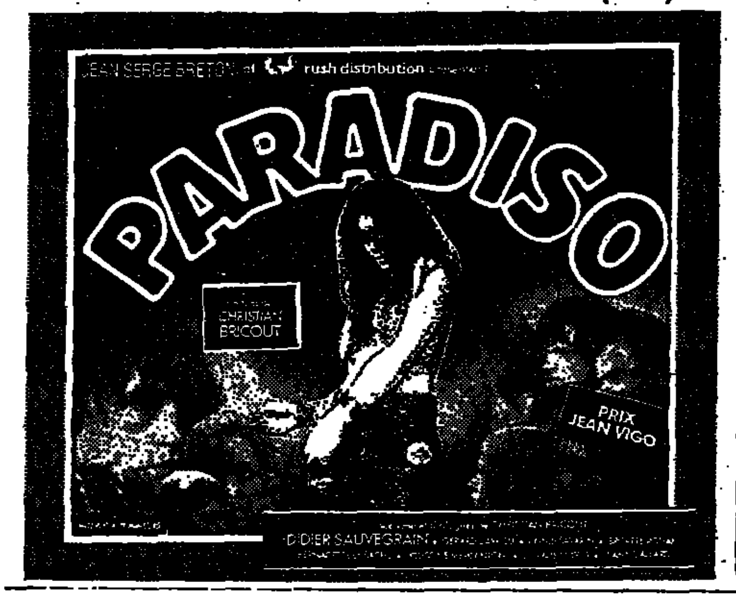
Heureusement que je suis mort, sinon je me serais ruiné pour Jean-Claude

SONIA SAVIANGE · HOWARD VERNON

Le Théâtre des Matières

un film de JEAN-CLAUDE BIETTE

LE MARIVAUX (2e) - LA CLEF (5e)
LE PALAIS DES ARTS (3e)
PARAMOUNT MONTPARNASSE (14e)



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le roi se meurt.

Les salles municipales

Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision. — Grande salle, 21 h. : Concert de l'Itinéraire.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ars Nova.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Les belles histoires n'ont plus d'issues. — Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Espace Pierre Cardin, 18 h. 30 : Ondeko Za ; 20 h. 30 : le Grand Orchestre du Splendid.
Fontaine, 21 h. : Rendez-vous à Hollywood.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 20 h. 30 : les Lettres de prison.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard Haller.
Palace, 18 h. 30 : Lluis Llach.
Poche-Montparnasse, 21 h. : Sigismond.
Saint-Georges, 21 h. : Topaze.
Le Ranelagh, 20 h. : Graziella Martinez.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Sylvie Joly.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tueur sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 19 h. 30 : Mohamed Damroui ; 21 h. : Elle, elle et elle ; 22 h. 30 : Pierre Akendengue.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : la Ligne de partage.
Théâtre de la Péniche, 20 h. 30 : le Psychopompe ; 22 h. : Duo and Brandy.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : les Derniers.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 5 décembre

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : Iroshima Paradise ; 22 h. : Youth ; 23 h. : Seule dans la boîte.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Bruno Garcin ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 15 : les Autruches.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Aubade à Lydie ; 21 h. 15 : Popeck. — II, 19 h. 15 : Machines à fous ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Néo-Cid 77 ; 22 h. : les Frères ennemis.
Connétable, 20 h. 30 : le Petit Prince.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Imago ; 21 h. 45 : Fromage ou dessert ; 23 h. 15 : le Pyromane.
Petit Bain - Novotel, 21 h. : Rectangle blanc ; 22 h. 30 : les Jumelles.
Le Plateau, 22 h. : la Rage des hommes.
Petit Casino, 21 h. 15 : Du dac au dac ; 22 h. 30 : Monteils.
Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Clovis ; 21 h. 30 : l'Amour en visite ; 22 h. 30 : l'Autobus.
Le Sélénite, I, 20 h. 45 : les Noces à l'envers ; 22 h. : Vos p'tites compagnes. — II, 21 h. : les Bonnes ; 22 h. 30 : Megumi Satsu.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. : A nous deux, j'arriverai bien à être de gauche.

Les théâtres de banlieue

Gennevilliers, Théâtre, 20 h. 45 : les Burgraves.

Les concerts

Salle Gaveau, 18 h. 45 : Trio Deslogères (Chaynes, Arma, Calmet, Louvier).
Le Lucernaire-Forum, 19 h. : Kléber Besson (Bach, Weiss, Le Roy, Dowland) ; 20 h. 30 : Robert Fontaine, Alain Motard (Chausson, Schumann, Poulenc).
Maison de la radio, 20 h. 30 : le Neus Zurcher Quartet (Britten, Holliger, Tournier, Brahms, Kelemen).
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Concert Orpheus (Vivaldi).
Palais des arts, 20 h. 30 : Orchestre du Conservatoire de Paris (Berlioz, Voirpy, Beethoven, Ravel).
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Concert Ars Nova (Stravinski, Penderecki, Xenakis, Contant).
Salle Rossini, 20 h. 45 : Ensemble moderne de Paris (Ancelin, Cotte, Cottret, Norbet).
Eglise Saint-Louis des Invalides, 20 h. 45 : Festival de musique sacrée de Paris.
Salle Pleyel, 20 h. 30 : English Chamber Orchestra (Tchaïkovski, Mozart, Schoenberg).
Salle Cortot, 20 h. 45 : Quatuor instrumental de Paris (Bach, Couperin, Haydn, Leclair, Marais, Rameau, Telemann).
Théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet, 21 h. : English Chamber Wind Ensemble (Haydn, Donizetti, Mozart).
Salle Gaveau, 21 h. : Françoise Thinat, piano (Schumann, Fauré, Tremblay, Liszt).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

ADOM OU LE SANG D'ABEL (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Galerie Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic, 14e (542-67-42).
L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
AUDREY ROSE (A., v.o.) (**) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
AURAIS DU FAIRE GAFFE, LE CHOC EST TERRIBLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA BALLADE DE BRUNO (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Montparnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
BIG GENERATION (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
BOBBY DEERFIELD (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e ((548.26-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
BRANCALEONE S'EN VA-T-AUX CROISADES (It., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LES CHASSEURS (Grec., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CHINOIS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE REVOLUTIONNAIRES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).



THEATRE DU CAMPAGNOL

DAVID COPPERFIELD

Cartoucherie

MERCREDI

BONAPARTE - LE MARAIS
LA CLEF

Sélection officielle Cannes 77

Marcel Sabourin
Anouk Ferjac
Myriam Boyer

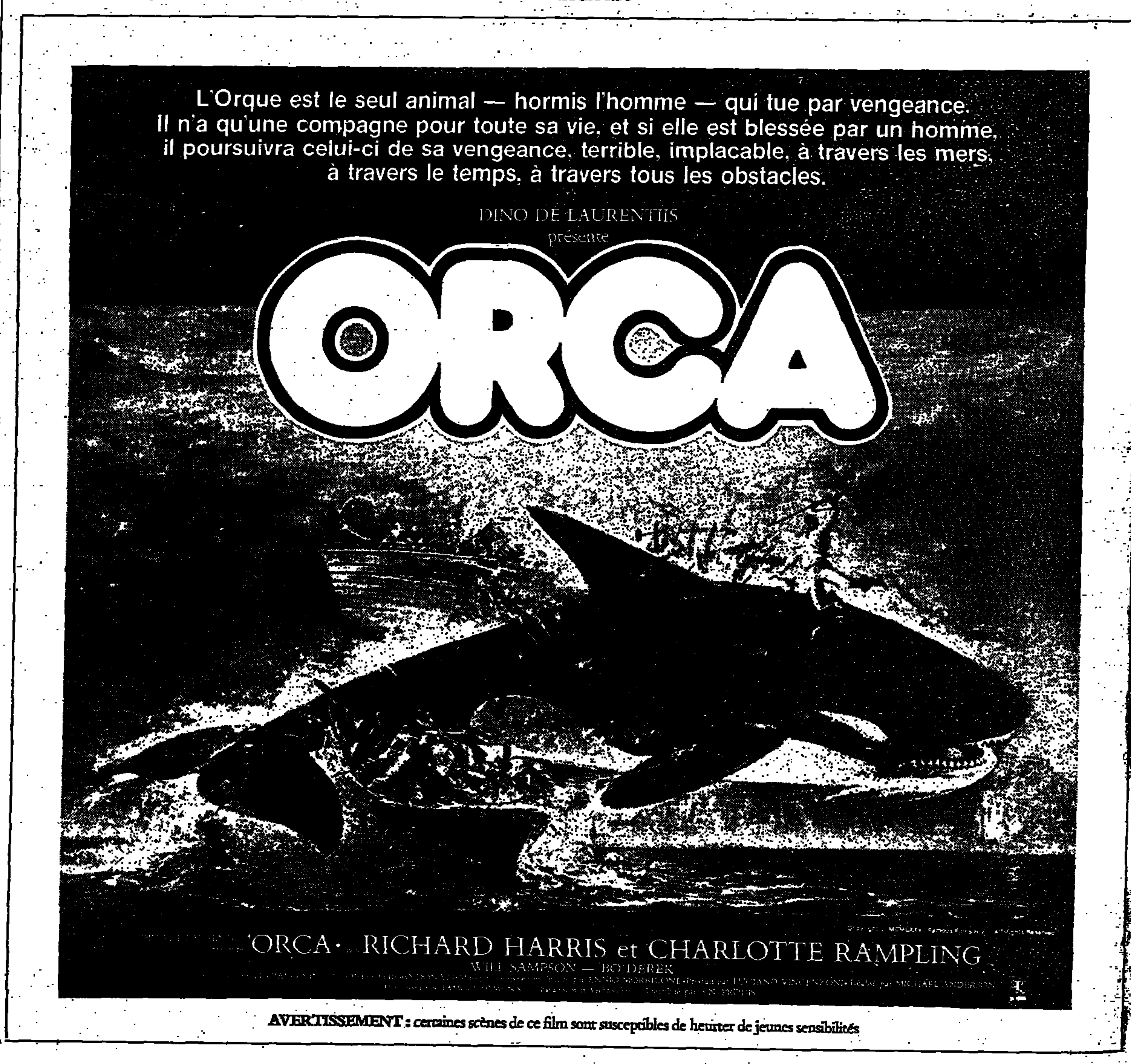
LE VIEUX PAYS OÙ RIMBAUD EST MORT

Un film de Jean Pierre Lefebvre

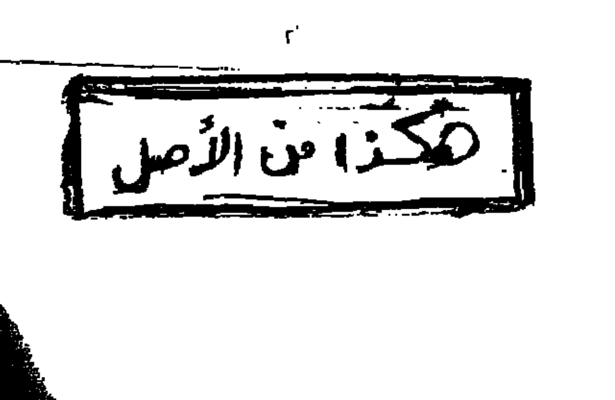
MONTE CARLO vo
ST-GERMAIN HUCHETTE vo - NATION
MONTPARNASSE 83
ST-LAZARE PASQUIER - IMPERIAL
CONVENTION GAUMONT
Périphérie : PARLY II



MERCREDI

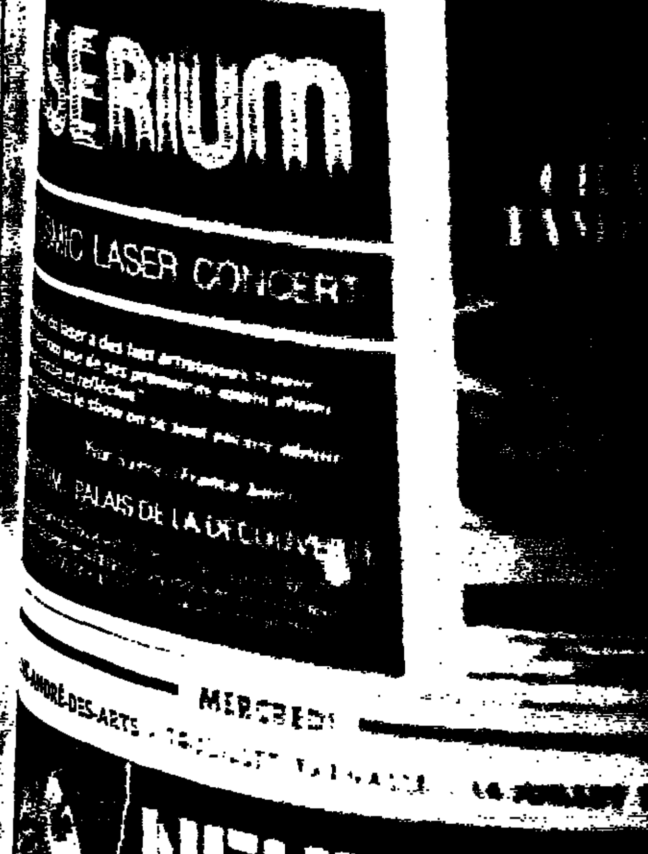


AVERTISSEMENT : certaines scènes de ce film sont susceptibles de heurter de jeunes sensibilités











SPECTACLES

CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e 742-72-52) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Colisée, 8e 359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, (387-35-43) ; Nations, 12e (343-4-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e 326-65-13) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 4e (589-68-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e 525-27-06) : Clichy-Pathé, 18e 522-37-41).

ASY HORSE DE PARIS (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).

DENTELLIERE (Fr.) : Marbeuf, (225-47-19)

ESOU OUZALA (Sov., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

Les films nouveaux

ORTINI CANI, film français de Jean-Marie Straub, Vers ital., sous-titres fr. : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h 30 et 20 h. 15.

ULES LE MAGNIFIQUE, film français de Michel Moreau : La Clef, 5e (337-90-90), Lucernaire 6e (544-57-34), Palais des arts, 3e (272-62-98).

ARADISO, film français de Christian Bricout Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), La Clef, 5e (337-90-90), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Palais des arts, 3e (272-62-98).

HIVER, film français de Marcel Hanoun : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.

ARGENT DE LA VIEILLE, film italien de Luigi Comencini V.o. : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

E PIEGE INFERNAL, film américain de Michael Apted (**), V.o. : U.G.C Danton., 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) V.f. — Caméo, 9e (770-20-89), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Secrétan, 19e (206-71-33).

ES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA, film américain de W. Reitherman : V.o. : Normandie, 8e (359-41-18) en soirée. — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e en matinée, U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64) Napoléon, 17e (380-41-46).

WEET, SOUL MUSIC, film américain de P. Clifton : V.o. : Jean-Renoir, 9e (874-40-75), Bilboquet, 6e (222-87-23), Dejazet, 3e (887-97-34)

I CE N'EST TOI, C'EST DONC TON FRERE, film italien de Fernandino Baldi : V.f. : Rex, 2e (236-83-93) U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Gare de Lyon 12e (343-01-59), U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43).

HIZO, film américain de Pete Walker : V.o. : Boul'Mich, 5e (033-48-29), Balzac, 8e (359-52-70). — V.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

RAGON CONTRE MAFIA, film chinois de E. See Yuen (*) : V.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

S ENFANTS GATES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83)

TES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-0-82) H. Sp : Marignan, 8e (359-2-82)

ELLISTES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e 225-47-19).

LES ENFANTS DU PLACARD (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

L'ENFER DES MANDINGOS (A.) (**) : v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) : Balzac, 8 (359-52-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) : Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) : Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Secrétan, 19e (206-71-33)

LE FOND DE L'AIR EST ROUGE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Olympic, 14e (542-67-42).

LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Odéon, 5e (325-71-08), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) — V.f : Rex, 2e (236-83-93), Marignan, 8e (359-92-82), Lumière, 9e (770-84-64), Fauvette, 13e (331-56-86), Mistral, 14e ((359-52-43), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)

HARLAN COUNTRY U.S.A. (A., v.o.) Saint-Séverin, 5e (033-50-91).

L'ILE DES ADIEUX (A., v.o) : Normandie, 8e (359-41-18).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), les Templiers, 3e (272-94-56)

J.-A. MARTIN, PHOTOGRAPHE (Can.) : Studio Logos, 5e (033-26-42)

MARCHE PAS SUR MES LACETS (Fr.) (*) Richelieu, 2e (233-56-70), Rio-Opera, 2e (742-82-54), les Templiers, 3e (272-94-56), Fauvette, 13e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

LA MENACE (Fr) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

LE MILLE-PATTES FAIT DES CLAQUETTES (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36), Ermitage, 8e (359-15-71), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) h. sp., Grand-Pavois, 15e (531-44-58), Ternes, 17e (380-10-41).

MOI, FLEUR BLEUE (Fr.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29)

NOUS IRONS TOUS AU PARADIS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38); Colisée, 8e (359-29-46) : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Lord-Byron, 8e (359-53-99) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)

NOUS SOMMES DES JUIFS ARABES EN ISRAEL (Suisse, vers. arabe) : Racine, 6e (633-43-71).

LA NUIT DES VERS-GEANTS (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19); Mistral, 14e (539-52-43); Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Images, 18e (522-47-94).

LA NUIT, TOUS LES CHATS SONT GRIS (Fr.) Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LES ORPHELINS (Sov., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62). — V.f. : U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

PADRE PADRONE (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00): Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) : Français, 9e (770-33-88) ; Cambronne, 15e (734-42-96)

PARADIS D'ETE (Suède, v.o.) Studio des Ursulines, 5e (033-39-19)

LE PASSÉ SIMPLE (Fr.) : Madeleine, 8e (073-56-03).

LE POINT DE MIRE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) : Miramar, 14e (326-41-02) ;

POUR CLEMENCE (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

QUITTER THIONVILLE (Fr.) : Le Seine 5e (325-95-99).

REPERAGES (Suis.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) : Nations, 12e (343-04-67) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

SALO (It., v.o.) (**) : Panthéon, 5e (033-15-04).

TCHAIKOVSKY (Sov., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)

LE TOBOGGAN DE LA MORT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-22) : Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), H. Sp.

VALENTINO (Ang., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25)

VOUS N'AUREZ PAS L'ALSACE ET LA LORRAINE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

Le Groupement Interprofessionnel des Publicitaires du Spectacle (G.I.P.S.), au cours de son Assemblée Générale du jeudi 24 novembre 1977, a procédé à l'élection du nouveau Conseil d'Administration :
Président : Marthe DELESCLUSE
Vice-Présidents : Edouard DROUTH et Jean-François COUVREUR
Secrétaire Général : Yves BRUN-NARIUS
Trésorière : Hélène MEAULLE
Administrateurs : Christine BRIERRE, Jean-Claude BARBION, Georges GUIGNARD, Maurice TINCHANT
André NICARD qui a assumé la Présidence durant 6 ans a été nommé Président d'Honneur.

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 5 DÉCEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 30, Pour les petits ; 18 h. 35, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Un mystère par jour (rediffusion) ; 19 h. 10, Une minute pour les les femmes (d'abord de quoi vivre) ; 19 h. 15, Pétrus, pétro, pétrole ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! *20 h., Journal.*

20 h. 30, Téléfilm policier : le Commissaire Moulin (Affectation spéciale), avec Y. Régnier, G. Montagnier, M. Auclair, R. Bertin :

Autour d'une chasse à l'homme, la rivalité de deux méthodes de « travail » policier.

22 h., Littéraire : Pleine page, de P. Sipriot.

Avec MM. J.-P. Babion (Vues de Paris), P. Amiet (l'Art antique du Proche-Orient), J. Durry (la Véridique histoire des géants de la route), R. Bordaz (Le Centre Pompidou, une nouvelle culture), et Mmes A. Pons (le Tour de France par Camille et Paul, deux enfants d'aujourd'hui).

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Alain Decaux raconte Charlotte et Maximilien ;

22 h. 55, Documentaire : Zig-Zag (le photojournalisme).

La violence de l'actualité mondiale avec MM. Raymond Depardon, Jean Ker, Jean Gaumy, photographes.

23 h. 25, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Jean Raspail ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, FILM (Cinéma public) : AIRPORT, de G. Seaton (1969), avec B. Lancaster, M. Martin, J. Seberg, J. Bisset, G. Kennedy, V. Heflin.

La vie d'un aéroport américain et les angoisses des passagers d'un avion apprenant, au-dessus de l'Atlantique, qu'une bombe est cachée à bord.

Film à gros budget et à vedettes, dont la partie « documentaire » est plus intéressante que les multiples intrigues sentimentales et que le suspense.

FRANCE - CULTURE

18 h. 10, Malraux et son double ; 19 h. 25, Présence des arts ;

20 h., Dramatique : « Bagatelle 1777-1977 », de C. Viret, avec C. Sellers, C. Viret, J.-P. Cisife, M. Bourbon ; 21 h., Centenaire de la phonographie : Herbert von Karajan (Stravinski, Bartok, Roussel) ; 22 h. 30, Entretiens avec Roland Barthes ; 23 h., La science-fiction.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musique magazine ; 19 h., Jazz time (jeu de plages) ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Concours international de guitare ;

20 h. 5, Musique au feu rouge... Compositeurs et rues de Paris : œuvres de Méhul, Boieldieu, Lulli, Rameau, Grétry, Meyerbeer, Berlioz, Liszt, par l'Orchestre symphonique de Londres et les chœurs, dir. Colin Davis, suivi de « Paraphrase de Rigoletto » (Liszt), par Gyorgy Cziffra ; 20 h. 30 En direct de l'auditorium 105... Concert de musique de chambre par le Neues Zurcher Quartett, avec Chantal Mathieu, harpe : « Suite pour harpe » (Britten), « Sequenza I, 32 » (H. Holliger), « Suite n° 4 » (Tournier), « Quatuor n° 3, opus 67, en si bémol majeur » (Brahms), « Splinterry » (M. Kelemer) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit.

MARDI 6 DÉCEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 50, Restez donc avec nous ; 14 h. 5, Emission pédagogique ; 18 h., à la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Un mystère par jour (« le Trésor de Saint-Barnabé ») ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes (Rester chez soi ou vivre ailleurs) ; 19 h. 15, Pétrus, pétro, pétrole ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! 20 h., Journal.

20 h. 30, Variétés : Grand gala de l'espoir, en différé du Palais des congrès à Paris.

Réunis sous le sigle de l'UNESCO, Mireille Mathieu, Gérard Lenorman, Enrico Macias, etc. etc.

21 h. 30, Série documentaire : Lettres d'un *bout du monde (Il pleut sur Santiago, mon* amour, troisième partie).

La Galice, une Irlande égarée au nord-ouest de l'Espagne. Une campagne archaïque qui se vide de ses habitants. Le taux d'émigration le plus élevé du monde.

22 h. 30, Football (en différé du Parc des Princes : Saint-Etienne-Manchester).

23 h. 20, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 5, Formation continue : A propos de... l'artisanat ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie (rediff.) ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame (Les femmes dans l'action humanitaire) ; 15 h., Série : Les enquêtes du commissaire Maigret ; 16 h. 40, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur... ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal.

MM. J.-P. Soisson, Yves Guéna, Georges Marchais, André Diligent, Claude Estier et Robert Fabre, représentant respectivement le P.R., le R.P.R., le P.C., le C.D.S., le P.S. et le M.R.G., répondent aux questions de soixante personnes choisies par l'IFOP.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Touché la tortue et le Club d'Ulysse ; 19 h. 5, Emissions régionales; *19 h. 40, Tribune libre : Le C.N.P.F. (Conseil* national du patronat français) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Westerns, policiers, aventures) : ALAMO, de J. Wayne (1960), avec J. Wayne, R. Widmark, L. Harvey, R. Boone, F. Avalon, P. Wayne. (Rediffusion.)

En 1836, le Texas lutte pour son indépendance. Cent quatre-vingt-huit hommes retranchés dans le fort Alamo luttent jusqu'à la mort contre l'armée mexicaine, bien supérieure en nombre.

John Wayne, réalisateur, a placé cette épopée sous le signe de John Ford. Les scènes de bataille, très spectaculaires, passent mal au petit écran.

23 h. 5, Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie : Jean Tortel (et à 14 h., 19 h 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Vienne et ses prophètes ; à 8 h. 32, Les royaumes francs de Méditerranée ; à 8 h. 50, Dans l'ombre du pouvoir ; 9 h. 7, Matinée des autres ; 10 h. 45, Etranger mon ami ; 11 h. 2, Centenaire de la phonographie : A. Toscanini ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h 45, Panorama, avec A. Fermigier ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « le Voyage d'Amsterdam », de D. Sallenave ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... L'urbanisme à Bruxelles ; à 16 h., Match : J. Elleinstein - A. Kriegel ; à 16 h. 25, En direct avec D. Desanti ; 17 h. 32, Centenaire de la phonographie : M. Rostropovitch et V Talich ; 18 h. 10, Malraux et son double ; 19 h. 25, Sciences : L'inné et l'acquis ;

20 h., Dialogues : Qui gouverne en France ? avec F. Giroud et P. Birnbaum ; 21 h. 15, Musiques de notre temps, avec G. Tremblay ; 22 h. 30, Entretiens avec Roland Barthes ; 23 h., La science-fiction.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 8 h. 30, Cinémuse ; 9 h. 2, Rivalités instrumentales : Haendel, Beethoven ; 10 h., La règle du jeu : Musique de l'Iran, musique de l'Afghanistan ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique (tout Duke) ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Radio scolaire ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles... Musique ancienne : Œuvres de Dowland, Palestrina, J.-S. Bach, Schubert, Mendelssohn, Liszt, Wagner, Dvorak, Debussy, Globokar ; 17 h., Studio 107 : Le Quatuor Eder (Dix-huitième quatuor, en la majeur K. 464 de Mozart ; Deuxième quatuor, en la mineur, opus 51 n° 2, de Brahms) ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h., Jazz time (les défricheurs) ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Musique au feu rouge : Ravel, Reyer, P. Delmet, Sarasate, Saint-Saëns ;

20 h., Soirée lyrique au Festival d'Aix-en-Provence... Orchestre et Chœur du capitole de Toulouse, dir. J. Rudel : « Roberto Devereux » (Donizetti), avec *M. Caballé, J. Carreras, S. Marsée, V. Sardinero ; 23 h.,* France-Musique la nuit.

Après le non-lieu de Montpellier

M. JEAN AUTIN : une police des fréquences est nécessaire.

Interrogé, samedi, sur le non-lieu dont a bénéficié la station autorisée Radio-Fil bleu — décision contre laquelle le parquet de Montpellier vient de se pourvoir en appel (*le Monde* daté 4-5 décembre), — M. Jean Autin, président de Télédiffusion de France, a dénoncé à nouveau le « *danger d'anarchie des ondes, susceptible de constituer un danger public* », ajoutant que, pour lui, « *une police des fréquences est nécessaire* ».

« *Les radios locales n'existent pas*, a ajouté M. Autin, *le monopole, c'est encore ce qu'on fait de mieux dans l'intérêt de la population tout entière, car il garantit l'objectivité. (...) Il n'est d'ailleurs pas techniquement possible de mettre des radios locales en place partout en France. Si le gouvernement décidait demain de créer des radios locales, je dirais au gouvernement que nous pouvons en installer à tels endroits, mais qu'il est impossible d'en installer ailleurs.* »

● *Le centre émetteur de Marseille diffuse depuis le 3 décembre en 625 lignes couleur* les émissions de TF 1 sur les canaux 29 et 40. Ce passage à la couleur de TF 1 pour la région de Marseille s'inscrit dans le plan de duplication du premier réseau, plan commencé en 1975 et qui s'achèvera à la fin du premier semestre 1982, en application du programme d'accélération de la mise à la couleur de cette chaîne. Naturellement, les propriétaires de postes noir et blanc 819 lignes continueront à recevoir les programmes de TF 1.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 6 DECEMBRE

— *Régis Debray*, écrivain, prix Femina 1977, est interrogé sur Europe 1, à 8 h. 30.

— *Le cancer, la contraception et les médicaments en 1978*, tel est le thème du débat de R.M.C.-Choc, sur R.M.C., à 13 h. 20.

— *Le C.N.P.F.* dispose de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.D.E.A.O.)

LISTE DES POSTES VACANTS

La présente note tient lieu d'invitation aux candidats dûment qualifiés désireux de formuler une demande d'emploi au secrétariat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.), Lagos, Nigeria, pour les postes vacants ci-après :

A) BUREAU DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF
1. Chef de service principal.

B) DÉPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION
1. Directeur administratif.
2. Chef des services administratifs.
3. Agent principal d'administration.

C) DÉPARTEMENT DES FINANCES
1. Directeur financier.
2. Chef comptable principal.
3. Agent comptable principal.

D) DÉPARTEMENT JURIDIQUE
Poste : directeur du département juridique.

E) DÉPARTEMENT DU COMMERCE, DES DOUANES, DE L'IMMIGRATION, DES PAIEMENTS ET DES QUESTIONS MONÉTAIRES
1. Directeur de département.
2. Chef de service principal (commerce).
3. Chef de service principal (douanes).
4. Chef de service principal (immigration).
5. Agent principal (commerce).
6. Agent principal (douanes).
7. Agent principal (immigration).
8. Agent principal (paiements et questions monétaires).

F) DÉPARTEMENT DU TRANSPORT, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ÉNERGIE
1. Directeur de département.
2. Chef de service principal (transport).
3. Chef de service principal (télécommunications).
4. Chef de service principal (énergie).
5. Agent principal (transport).
6. Agent principal (télécommunications).
7. Agent principal (énergie)

G) DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE, DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES NATURELLES
1. Directeur de département.
2. Agent principal (agriculture et des ressources naturelles).
3. Agent principal (industrie).

H) DÉPARTEMENT DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE
1. Directeur de département.
2. Chef de service principal (données).
3. Chef de service principal (projets).
4. Chef de service principal (fonctions spéciales).
5. Agent principal (données).
6. Agent principal (fonctions spéciales).

QUALIFICATIONS

Les candidats doivent avoir un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle valables dans l'une des disciplines suivantes : Économie (spécialisation : gestion financière, analyse financière, évaluation des projets, planification et développement industriels), statistique, sciences sociales, gestion des entreprises, administration publique, mathématique, recherche opérationnelle, droit, agriculture, économique agricole, « engineering » (ingénierie), ou les disciplines connexes, transport et comptabilité.

Les candidats doivent également avoir une expérience pratique (post-académique) considérable. Une connaissance pratique de l'anglais et du français constitue un avantage supplémentaire.

RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

Il dirige un département donné du secrétariat, et sous la supervision générale et le contrôle d'un secrétaire exécutif adjoint, est chargé d'initier toutes questions de politique générale et les programmes dans le cadre des objectifs généraux prescrits à la Communauté. Il veille à l'exécution efficace et rapide des tâches intéressant son département ainsi qu'à son fonctionnement quotidien. Il est chargé, en particulier, de la supervision générale des fonctionnaires de son département, de la coordination des activités de toutes les divisions/sections de ce département, et du contrôle des dépenses du département, et prodigue des conseils sur toutes les questions intéressant son département.

RESPONSABILITÉS DES CHEFS DE SERVICE

Le chef de service dirige une division et, à ce titre, est chargé d'assurer le fonctionnement efficace de sa division sous l'autorité du directeur du département dont il relève.

RESPONSABILITÉS DE L'AGENT PRINCIPAL

Il dirige une section et relève de l'autorité du chef de service de sa division, qu'il assiste dans l'exécution de ses tâches.

TRAITEMENTS

1. Directeur .... (D1 : U.S. $ 22,336 – U.S. $ 24,630)
2. Chef de service, chef comptable principal (P4 : U.S. $ 16,884 – U.S. $ 19,618)
3. Agent principal .... (P3 : U.S. $ 14,091 – U.S. $ 16,105)

CONDITIONS DE SERVICE

Les conditions de service comprennent des indemnités telles que l'indemnité pour frais d'études pour quatre enfants, l'indemnité pour personnes à charge et d'autres avantages.

PROCÉDURE D'INTRODUCTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI

Six copies de la demande et six copies du curriculum vitae du candidat donnant la date et le lieu de naissance, la nationalité, les emplois passés et présent, études effectuées et expérience professionnelle avec dates à l'appui, traitement brut actuel, indemnités, etc., photocopies de diplômes et de lettres de recommandation, noms et adresses de deux personnes pouvant fournir des renseignements sur le candidat et qui ne maintiennent aucun lien de parenté avec le candidat, devront être envoyées d'urgence à l'adresse suivante :

Le secrétaire exécutif
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
P.M.B. 12745.
LAGOS
NIGERIA

Les enveloppes doivent être clairement marquées en haut et à gauche, « C.E.D.E.A.O., demande d'emploi ».

ACCUSÉ DE RÉCEPTION ET INTERVIEW

Seuls les candidats considérés comme aptes aux emplois prévus recevront un accusé de réception de leur demande et seront invités à une interview.

A.-D. OUATTARA,
Secrétaire exécutif.

La Cour de Justice des Communautés Européennes à Luxembourg

organise un concours général pour la constitution d'une réserve de recrutement de :

JURISTES-LINGUISTES

de langue française

Pour la

Traduction en français de textes juridiques à partir soit en premier lieu du néerlandais et en deuxième lieu de l'allemand, soit en premier lieu de l'allemand et en deuxième lieu d'une autre langue officielle des Communautés européennes (1).

Outre des connaissances linguistiques étendues, une formation juridique complète est exigée.

De plus amples renseignements ainsi qu'un formulaire d'acte de candidature sont publiés au Journal officiel n° C 291 du 2-12-77. Celui-ci peut être obtenu sur simple demande aux

Bureau de Presse et d'Information de la Commission des Communautés Européennes,
61, rue des Belles-Feuilles
75782 PARIS CEDEX 16
Tél. : 553-53-26.

Bureaux de Presse et d'Information du Parlement Européen,
53, boulevard Malesherbes
75008 PARIS.
Tél : 522-24-47 - 522-24-48 - 387-71-71.

3, boulevard de l'Empereur
1000 BRUXELLES
Tél. : 513-40-70 - 513-94-60.

(1) *Les langues officielles des Communautés Européennes sont l'allemand, l'anglais, le danois, le français, l'italien et le néerlandais.*

Importante Société minière

au **SÉNÉGAL**

recherche

RESPONSABLE SERVICE MIN

Ingénieur grande école mines de préférence. 35 ans mi mum, ayant l'expérience de la direction d'un importa secteur d'extraction dans exploitation hautement méca nisée, si possible à ciel ouvert.
Situation matérielle et possibilités d'évolution intéressantes
Logement en cité moderne à proximité bord de mer.

Adresser candidature à N° 12005
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney, 75002 PARIS

ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

TUNISIE

recherche

JEUNES TUNISIENS DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

— Ingénieurs Grandes Écoles ;
— Docteurs en Droit ou Sciences Économiques ;
— Diplômés HEC, ESSEC, ESCP ;
— ou similaires.

FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Stage longue durée en France.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, rémunération souhaitée, sous référence N 98, à : ARCHAT - 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui tr.

RÉVISEURS COMPTABLES

Nous recherchons 3 réviseurs possédant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet, titulaires du D.E.C.S. complet et disposant d'une bonne formation générale.

Les postes à pourvoir nécessitent de se déplacer en

AFRIQUE NOIRE

pendant une durée de 2 ans.

Les missions confiées et les rémunérations proposées sont attrayantes.

L'aptitude à l'enseignement est nécessaire.

Envoyer C.V. et prétentions à :
G.D.V., 114, avenue Charles-de-Gaulle
92522 - NEUILLY-SUR-SEINE

Pour faire face au développement de nos ventes à l'ÉTRANGER, nous recherchons :

INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT

Ce candidat aura une formation technique, et de bonnes connaissances dans les domaines du froid et de la climatisation.

Nous exigeons : une expérience professionnelle de 5 ans au moins. Expérience des déplacements à l'étranger souhaitée. Connaissances de l'anglais. Ce collaborateur sera basé à Bordeaux, mais 50 % de son temps sera consacré à des déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé ou téléphoner à :
A.C.F.T. LOUIS ZHENDRE,
122, av. des Pyrénées, 33140 VILLENAVE-D'ORNON.
Tél. : (56) 87-11-07.

---

offres premier emploi — offres premier emploi

JEUNES,

Vous sortez de l'Université ou d'une grande école.
Vous êtes actuellement à la recherche d'un emploi.
Le CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES INDUSTRIELLES vous propose un

STAGE de PRÉPARATION AUX FONCTIONS de CADRES

d'une durée de 6 mois, rémunéré par l'État

OBJECTIFS :
— connaître les entreprises, les milieux professionnels, la vie économique ;
— s'entraîner aux méthodes de travail dans la vie professionnelle ;
— préciser et exploiter les capacités personnelles, les acquis universitaires ;
— faire un choix professionnel.

Niveau d'entrée : minimum Bac + 3 ; moins de 25 ans.

Dates : 9 janvier au 16 juin.

Lieu du stage : CESI Point F, Plateau du Moulon à Gif-sur-Yvette et région parisienne pour les stages pratiques.

Renseignements : s'adresser à l'Agence Nationale pour l'Emploi de votre domicile ou téléphoner au :

CESI : Centre d'Études Supérieures Industrielles
Tél. : 941-81-70, poste 322.

SOPAD (NESTLÉ)

propose comme 1er emploi à un jeune ingénieur

A. et M. - I.D.N. - I.C.A.M.

une mission temporaire de 6 mois comme

INGÉNIEUR D'INSTALLATIONS

Rattaché au Service chargé de l'installation des Usines, il participera à la définition des chantiers et à la définition des consignes d'utilisation et d'entretien.

Des connaissances en thermique et en électricité sont indispensables.

Adresser O.V. à
Direction du Personnel
17, quai du Pdt-Paul-Doumer, 92401 COURBEVOIE.

(GROUPE E.S.S.E.C.)
vous propose de suivre pendant 8 mois une formation rémunérée par l'État (90% du S.M.I.C.) qui vous permettra d'acquérir les qualifications nécessaires pour exercer les deux fonctions suivantes :
— Responsable d'unité de distribution ;
— Vendeur, négociateur de contrats.
Nous avons encore 45 places disponibles en fonction des offres qui viennent de nous être faites par 13 entreprises.
Téléphoner ce jour pour rendez-vous à M. Daniel BARRAUD DE LAGERIE : 285-41-77.

---

cergic

(INSEGE propose à des DÉBUTANTS (TES)

pour premier emploi (moins de 25 ans, 3 à 5 a. d'études supér.) un entraînement rémunéré de 6 mois à la vie de l'entreprise. Formati. théoriq. et personnelle (orientation, recherche d'emploi). Formation pratiq. en entreprise. Contacts assurés av. « anciens ».

Env. let. motivée et C.V. d'urg. sous n° 8.124, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeunes de moins de 25 ans qui avez fait au moins deux années d'études supérieures :
Vos études vous ont permis d'acquérir une bonne formation générale mais l'entrée dans la vie active passe nécessairement par une formation spécialisée !

---

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'Annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

PA

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe mondial PA MANAGEMENT CONSULTANTS, recherche dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977,

EMPLOI DES JEUNES

des jeunes diplômés d'enseignement supérieur de moins de 25 ans et dégagés des obligations militaires. Il leur sera offert un stage de formation théorique et pratique de 8 mois au métier de

CONSEIL D'ENTREPRISE

Les notions de base en matière de marketing, ventes, gestion du personnel, gestion de production, finances, etc... leur seront apportées. Ils seront rémunérés par l'État. Le stage débutera en janvier 1978. Réf. A/062JM

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini 75782 Paris Cedex 16

LA PRÉVOYANCE SOCIALE

À JC - GEST - ASSURANCES COOP
offre

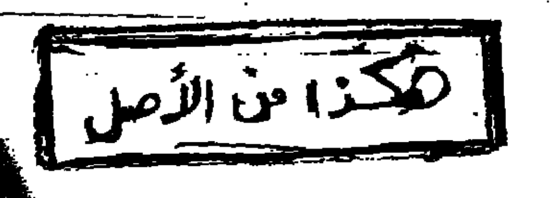
15 STAGES PRATIQUES

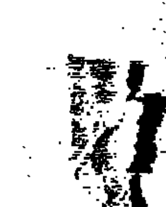
à jeunes moins 25 ans, premier emploi.
Libérés O.M., niveau Bac et plus.
Après six mois de formation rémunérée à 90 % du SMIC, candidatures possibles à postes

d'INSPECTEURS

à Paris ou en province.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo à JC - GEST - ASSURANCE COOP
27-33, quai Le Gallo,
92517 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.





هكذا من الأصل





ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE PRÉVOYANCE

recherche pour chacune de ses délégations de

SAINT-ÉTIENNE - LILLE
NANTES - MARSEILLE

UN CADRE

qui, placé sous l'autorité du Délégué adjoint, devra assurer la bonne marche administrative et technique d'un ensemble d'unités d'une trentaine d'employés et agents de maîtrise gérant les risques prévoyance collective (maladie, invalidité, décès).

Des études supérieures (licence Droit, Sciences Eco, Ecole Supérieure de Commerce, etc.) sont indispensables. — Une expérience professionnelle dans la branche prévoyance collective et la connaissance des régimes de Sécurité Sociale sera particulièrement appréciée.

Rémunération de début : 70.000 F.

Envoyer lettre manus., C.V. et photo sous n° 39 015 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LES FORGES DE STRASBOURG

renforcent les études de leur service informatique dans le cadre de la réalisation d'un important projet sur 370/125 et recherchent

UN ANALYSTE

PROFIL :

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant exercé un minimum de 3 ans dans un poste similaire.
— Bonnes connaissances des applications de gestion.
— Expérience de la mise en œuvre du temps réel exigée. Des bases de données souhaitées.
Les missions seront présentées lors du premier entretien.
Envoyer curriculum vitae man., photo et prétent. :
SERVICE INFORMATIQUE - 56, rue J.-Giraudoux, B.P. 6 K - 67035 STRASBOURG, CEDEX.

Dans le cadre de la structuration de ses filiales de distribution
UN GROUPE EN EXPANSION, INTERNATIONAL, LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

• Pour une de ses filiales FRANCE NORD (Paris)

SECRETAIRE GENERAL

(Référence 1)

- Age minimum 35 ans
- HEC - GRANDE ECOLE + MBA
- Domaine d'expertise ORGANISATION - METHODES - GESTION FINANCIERE - GESTION DU PERSONNEL

• Pour une de ses filiales FRANCE SUD (ville universitaire)

SECRETAIRE GENERAL

(Référence 2)

- Age minimum 35 ans
- HEC - GRANDE ECOLE + MBA
- Domaine d'expertise INFORMATIQUE DE GESTION - GESTION FINANCIERE - GESTION COMMERCIALE.

Il s'agit de deux postes s'adressant à des éléments de premier plan
• intéressés par une carrière au sein d'un groupe important en expansion continue, sur un marché porteur, avec évolution vers des postes de Direction Générale à l'intérieur du groupe
• justifiant de 5 années de pratique de la fonction (ou d'une fonction similaire) au sein d'entreprises pratiquant *des méthodes de gestion évoluée (entreprises de distribution ou autres* entreprises à dominante commerciale, structurées par produit)
• d'un contact aisé avec une grande ouverture sur les problèmes humains.

Sélection sévère. Complément de formation assuré par l'entreprise suivant programme comportant des objectifs précis supervisé par un membre de la direction générale.

Les dossiers de candidature seront reçus par notre Conseil en Recrutement qui conduira le premier entretien. Les contacts ultérieurs avec l'annonceur n'auront lieu qu'avec l'accord des candidats.

Adresser curriculum-vitae manuscrit avec photo d'identité récente en précisant référence 39010, CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

HEWLETT PACKARD
GRENOBLE

Nous sommes une société mondialement réputée pour la technologie avancée de nos produits.

A GRENOBLE, nous avons implanté notre usine européenne de matériel informatique avec une triple vocation : RECHERCHE et DEVELOPPEMENT, MARKETING et PRODUCTION.

Nous recrutons actuellement

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

- Titulaires d'un DUT ou d'un BTS,
- Ayant 2 ans minimum d'expérience,
- Connaissances de base en Anglais.

Ces postes sont à pourvoir dans le service qui assure la réparation des cartes informatiques du matériel vendu en Europe.

Vous pouvez appeler pour informations complémentaires le (76) 25.81.41, en demandant le Département du Personnel, Service Recrutement, *entre 12 h et 14 h jusqu'au 13 décembre inclus.*

Ecrire avec C.V. détaillé à
HEWLETT PACKARD, Direction du Personnel
196 X, 38042 - GRENOBLE CEDEX

sparar

CHEF DU PERSONNEL

Cette entreprise bretonne est remarquable à plus d'un titre. L'homme recherché sera apte à concevoir, proposer, et réaliser une politique et des objectifs de développement des hommes. Il aura une formation supérieure et, impérativement, une expérience d'au moins 5 ans de la fonction, acquise si possible dans une unité de production métallurgique.
Convocation des candidats retenus fin Décembre.

Prière d'adresser s/No 675, C.V. détaillé, références (et photo), au

100.000F

CEIP Conseil d'Entreprises
Le Cruguellic
56270 PLOEMEUR

Pour renforcer les structures de notre groupe d'entreprises d'électricité, nous recherchons :

1°) UN INGENIEUR de haut niveau

(X, PONT/, G.M.) minimum 30 ans
Une expérience de chantiers (installations électriques, canalisations, génie civil), serait appréciée. Il serait au départ, rattaché à l'un ou l'autre des présidents de filiales en vue d'assurer, après complément de formation, des fonctions de direction générale.

2°) UN CONTROLEUR de gestion

formation H.E.C., E.S.S.E.C., etc... minimum 30 ans ayant déjà une bonne expérience acquise dans l'audit interne ou externe. *Il sera destiné à exercer à terme des fonctions de* direction administrative.
Résidence en province avec des déplacements très fréquents en France.
Adresser C.V. détaillé sous référence 3934/D à MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS - qui transmettra.

emplois internationaux emplois internationaux

DUSSELDORF



RESPONSABLE COMMERCIAL D'UN GROUPE DE PRODUITS

PRODUKT - GRUPPENLEITER
matières plastiques

La filiale allemande d'un groupe industriel français produisant des matières plastiques recherche le futur responsable en R.F.A. d'une de ses gammes de produits, polystyrènes et PVC, représentant un chiffre d'affaires de D.M. 50 millions.

En liaison avec la société mère et sous l'autorité du Directeur de la filiale, il définit la politique et les budgets de ses produits, anime deux vendeurs, et visite lui-même les clients les plus importants (2/3 de son temps en clientèle).

Nous souhaitons rencontrer un homme de formation supérieure, ayant déjà 6 à 10 ans d'expérience dans des fonctions similaires pour des produits industriels de consommation, plastiques ou autres.

Il faut être parfaitement bilingue Français-Allemand, mais la nationalité est indifférente.

Les dossiers de candidature (c.v. en français, photo et prétentions) sont à adresser sous référence 5103 AP
Les candidats convoqués seront reçus à Paris ou à Dusseldorf. Entretiens en français.

egor 5, rue Meyerbeer — 75009 PARIS

100.000 F +
Société de prestations de services touchant la restauration à caractère industriel.

recherche

1 directeur de filiale pour l'étranger

• Il sera responsable de l'animation, la gestion et la direction de différentes unités de l'agence (hôtellerie et restauration)
• Formation école hôtelière et gestion financière
• Références indispensables dans la branche
• La langue anglaise est impérative.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions s/réf. 5455/J à
PIERRE VERNET 433 bd Michelet, 13009 Marseille
ORES GROUPE BOSSARD

INDUSTRIE PETROLIERE ET SIDERURGIQUE

Afin de renforcer notre expertise d'ingénieur conseil en engineering, nous cherchons :

CONSTRUCTION PROJECT MANAGERS

Ceux-ci travailleront en étroite collaboration avec les équipes du client, leur fournissant des conseils sur tous les aspects d'organisation et de gestion de très grands projets d'engineering et de construction, nécessitant des interactions entre client, ingénieur conseil et entrepreneur.

Les candidats devront :
• avoir un diplôme d'ingénieur civil ou mécanique
• avoir une expérience de chantier au sein de grandes sociétés internationales d'engineering et/ou de construction
• avoir travaillé dans les pays en voie de développement
• être bilingue Français/Anglais.

Les candidats devront vouloir accepter des responsabilités importantes, bien rémunérées mais dans un environnement parfois difficile.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé à :

ANNE-MARIE CHOMTON
Directeur des Ressources Humaines

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

58, Avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

Banque Suisse
Un siècle de succès, mais *aussi 100 années d'un prudent* scepticisme, souhaiterait confier le démarchage de ses produits financiers et immobiliers à un conseiller de très haut *niveau* pouvant également apporter les preuves de sa réussite et de son marché.
Lettre avec C.V. et photo à : Dr A. TONTCHEV Case Postale CH-1961 LES COLLONS, VALAIS - SUISSE.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecr. *Outre-Mer* Mutations, B.P. 141-09 Paris.

STE D'ASSISTANCE TECHNIQ. recherche pour la représenter en ARABIE SAOUDITE
CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL
ayant l'expérience des relations commerc. av. le Moyen-Orient ANGLAIS INDISPENSABLE
Envoyer C.V. et prétentions à MINET Publicité n° 3.964/D, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique Noire, Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le Mensuel Spécialisé MONDEMPLOIS (M4) B.P. 246-09 PARIS.

Pour groupe engineering international
DIRECTEURS CHANTIER ORIENT
INGENIEURS DIPLOMES
Minimum 35 ans.
Expérience 5 à 10 ans chantier à l'étranger.
Anglais indispensable.
Rémunération selon expérience + 70 % indemnité expatriation et avantages.
Ecr. ss réf. 1 097 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Société d'ingénierie Paris rech. pour poste à l'étranger
INGÉNIEUR GÉOTECHNICIEN
Spécialisé en mécanique des sols et fondations (en milieu urbain, lotissements et grands ensembles). Ce poste convient à un ingénieur confirmé (30 ans mini), diplômé de l'enseignem. supérieur, célibataire, ayant une expérience de géologie appliquée dans le secteur construction. Les candidats intéressés pourront écrire (joindre C.V et préciser dernière rémun.) sous réf. 5 920 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Société Pétrolière Internationale recherche pour
MOYEN-ORIENT
• INGÉNIEURS FORAGE CONFIRMÉS
• INGÉNIEURS INSTRUMENTATION
• INGÉNIEURS PRODUCTION
POSITION III, II et débutants.
Anglais indispensable. Conditions exceptionnelles.
Ecrire ou se présenter : I.C.S., 90, rue d'Hauteville, 75010 PARIS. - Tél : 770-31-88 et 89.

Important bureau d'études à vocation internationale, siège social Paris, recherche
INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL
pour renforcer son service portuaire. Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans minim., a acquis une *expérience en STRUCTURES* PORTUAIRES. Sa connaissance des langues (anglais, espagnol) et sa disponibilité personnelle lui permettront d'effectuer des missions et de séjourner à l'étranger. Les candidats à ce poste voudront bien écrire en adr. leur C.V. (veuillez préciser le montant de votre rémunération actuelle) sous réf. 5 944, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Pour participer au développement de zones d'habitations en milieu SAHARIEN, bureau d'études à vocation internationale recherche
INGÉNIEUR CHANTIER
spécialisé en organisation et contrôle de chantiers bâtiments et V.R.D. Les candidats intéressés, célibataires, ayant acquis si possible une première connaissance de l'étranger, sont invités à envoyer leur C.V. en précisant leur dernière rémunération en écrivant sous réf. 3 939 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Société parapublique à vocation internationale rech.
JEUNE INGÉNIEUR
diplômé, ayt acquis une prem. expérience de quelques années en TRAVAUX ou CONTROLE
OUVRAGES D'ART
Célibataire, le candidat retenu sera disponible pour travailler sur chantiers à l'étranger.
Veuillez écrire (joindre C.V. et mention de votre dernière rémunération) sous réf. 10 902, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Offres d'emplois Cadres, Ingénieurs, Techniciens pour l'Amérique Latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée Doc. A.L.E. (E2). B.P. 422-09 PARIS.

Société d'ingénierie Paris recherche pour ses activités à l'étranger
INGÉNIEUR ROUTIER
Diplômé d'une grande école, cet ingénieur est appelé à traiter des problèmes d'aménagement urbain dans d'importantes agglomérations. Plusieurs années d'expér. en PROJETS D'EXECUTION sont nécessaires pour remplir ce poste qui convient à un célibataire et auquel sont attachés les avantages de l'expatriation. Les ingénieurs intéressés voudront bien écrire en joignant leur C.V. et en précisant leur rémunération actuelle sous réf. 12 916, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Importante société d'ingénierie recherche pour ses activités en PAYS ANGLOPHONE
INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN
De formation supérieure, cet ingénieur a acquis pour partie à l'étranger une bonne expér. dans le domaine des ponts mobiles (mise en place du matériel, contrôle d'exécution fonctionnem.). Veuillez prendre contact en écr. (joindre C.V. + dern. rémunér. annuelle) sous réf. 16 898 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

CHEF de BUREAU d'ETUDES
FINISTERE

La Société réalise du matériel destiné à l'élevage avicole et en particulier des chaines d'alimentation et des installations complètes entièrement automatisées.
Elle exporte 45% de sa production
Elle dispose d'un Bureau d'Etudes (4 pers.) dont elle recherche le responsable. Formation IUT niveau BTS. Expérience professionnelle minimum 5 ans travail de la tôle, chaudronnerie, petite mécanique. Connaissances souhaitées analyse de la valeur et méthodes.
Statut cadre.

Adresser CV détaillé s/réf.792-22M à:
Paul Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 Paris.

Société de services informatiques
FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT FORTEMENT IMPLANTÉ DANS LE SUD-EST
étoffe son équipe commerciale et recherche :

1) Un ATTACHÉ COMMERCIAL
(région de Marseille)

2) Un INGÉNIEUR COMMERCIAL
(région de Nice)

expérience commerciale acquise dans la vente de services informatiques ou chez un constructeur

Adresser CV détaillé avec photo N° 8.114 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens 75427 PARIS-9e qui transmettra

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
filiale du 1er constructeur mondial de mini-ordinateurs,
recherche son

responsable du personnel

France sud, basé à Lyon

Rapportant au Directeur du Personnel France vous assurerez, outre la gestion administrative complète du personnel, le recrutement, et serez catalyseur du bon climat de travail de nos différentes unités : Lyon, Annecy, Grenoble, Marseille, Toulouse.

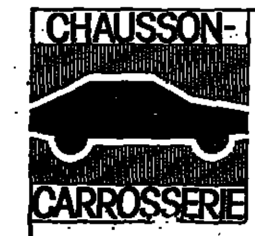
Vous serez chargé de missions permanentes ou ponctuelles.
Agé d'au moins 27 ans, vous avez une formation juridique, IUT Sciences Humaines, etc..., et vous bénéficiez d'une expérience de quelques années dans la fonction personnel.

Vous êtes disponible, autonome, prêt à vous déplacer fréquemment. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Nous étudierons votre candidature avec intérêt, attention et discrétion. Adressez CV, photo et rémunération souhaitée sous référence RP 69/M à la Direction du Personnel

digital — DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Saarinen - Silic 225, 94528 RUNGIS Cedex

sperar



RECRUTE
POUR SON
USINE DE MAUBEUGE
— NORD —

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Niveau DUT ou équivalent + 3 ans expérience
Connaissance IBM — DOS/VS — COBOL ANS ou PL1
Notions bases de données appréciées (DL/1)

Ecrire au Service RECRUTEMENT
Avenue André Chausson - 59600 MAUBEUGE

SOCIETE NATIONALE
ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES confirmé

qui sera chargé de l'étude et de la réalisation d'installations de production d'huile ou de gaz à terre ou en mer.

Il devra justifier d'un diplôme de Grande Ecole et si possible de l'ENSPM, d'une parfaite connaissance de l'anglais, d'une aptitude certaine à l'expatriation.

L'expérience professionnelle requise est de 5 ans minimum dans un poste similaire de préférence dans l'industrie pétrolière.

Ecrire sous référence 38636 avec C.V. et photo à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement, Bâtiment Mestressat, 21 bis, av. des Lilas 64000 PAU.

FILIALES DE DISTRIBUTION
D'UN GROUPE NATIONAL
recherche

DIRECTEURS

pour établissements de province effectif 10 à 12 salariés chacun.

La responsabilité comprend :
- l'administration et l'exploitation d'un entrepôt ;
- l'animation d'une équipe commerciale axée sur la C.H.R. ;
- la gestion du budget.

Largement autonomes, ils agissent en chefs d'entreprise.

Agés de 35 ans minimum, ils ont déjà exercé des fonctions similaires.
Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite et photo en indiquant rémunération et région souhaitées n° 50.100 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra

---

IMPRIMERIE (350 personnes) POITIERS
recherche

CADRE COMPTABLE

pour assurer la responsabilité des comptabilités générale et analytique (6 personnes).

Cadre de travail dynamique motivant et agréable. Possibilités de promotion.

Niveau B.P. comptable ou D.E.C.S.

Expérience d'encadrement de 2 ou 3 ans indispensable

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
M. Philippe AUBIN - UNILIVRE
route de Croutelle - 86240 LIGUGE

Filiale d'un groupe international spécialisé dans L'EMBALLAGE, (effectif 500 pers.). Crée le poste de

RESPONSABLE des RESSOURCES HUMAINES

Directement rattaché à la Direction Générale, ses responsabilités s'exerceront au niveau de la politique sociale d'information et aux divers domaines de la gestion et de l'administration du personnel.
- Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, de formation universitaire ayant acquis quelques années d'expérience dans des fonctions similaires.
- Les possibilités d'évolution requièrent un sens élevé du contact humain.
- Poste à pourvoir à proximité d'une grande ville universitaire de l'Ouest. Position cadre.

Pour Inf. Compl. écrire sous réf. 6605 L à notre conseil :



CAP OUEST
11, Bd G. Guist'hau
44000 NANTES

Groupe BOSSARD

sperar

SOCIÉTÉ YONNE
recherche :

CHEF COMPTABLE

30 ans mini, référ. ds le poste exigées pour assurer
- Comptabilité générale (mécanographie)
- Comptabilité analytique
- Connaiss. approfondie lois sociales et fiscalité.

POSSIBILITE LOGEMENT

Adr. C.V., photo, prét. à DEBAIX Frères, vins fins 89580 COULANGES-LA-VINEUSE

Importante Banque Régionale
offre situation attrayante et bien rémunérée à

DIPLOMÉ (E) D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Expérience bancaire confirmée

Ce collaborateur, essentiellement fonctionnel, travaillera en prise directe avec la Direction générale et sera, entre autres, chargé du suivi, du contrôle et des aménagements du Plan, ainsi que de missions diverses en rapport avec ses possibilités.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, adressée sous la référence 3.616 à :



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
SPECIALISEE FABRICATION PRODUITS A BASE DE BITUME, FIBRES DE VERRE, POLYMERES
recherche
pour le Loir-et-Cher

UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

— Doctorat chimie physique fondamental (ou équivalent).
— Une ou deux années d'expérience si possible
— Anglais écrit et parlé demandé.

Poste à pourvoir les deux premières années :
— Formation générale et aux techniques de fabrication.
— Innovation dans le domaine des matériaux.
— Travail en collaboration avec d'autres laboratoires.

Et ensuite :
— Adjoint au Directeur des méthodes.
— Animation du laboratoire central de recherches et d'applications.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence D. 1001 à : ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra

---

Cabinet d'expertise comptable rech. collaborateur pour Sud de la Manche, expér. cabinet ou entreprise (2 ans min.), ayant établi bilans ou situat. comptables, possib. stage ou perfect., vie active, trav. direct en clientèle. Rémun. selon compétence. Adr. C.V. avec référ. et prét. Discr. assurée Ecrire AGENCE HAVAS 14000 CAEN, n° 6.722.

SOCIETE INTERNATIONALE DE TRANSIT ET CONSIGNATION recherche pour LE HAVRE

Directeur d'agence

Adresser C.V., manuscrit et photo sous référence BRION (mentionnée sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES, 30, r. Vernet, 75008 Paris, qui tr.

VILLE DU HAVRE organise concours pour recrutement de sous-bibliothécaires. Etre titulaire du C.A.F.B. Salaire net mensuel 2.440 F. — Adresser candidatures à M. le Maire, bureau gestion, formation. Jusqu'au 1er janvier 1978.

Bur. d'étud. d'entrepr. T.P. et bât. propose à ingénieur début. de 25 ans stage pratique, loi du 5-7-77, début stage déc. 77, lieu de travail St-Etienne (42). Ecrire S.F.T.P., B.P. 92, 42002 SAINT-ETIENNE CEDEX Téléphone (77) 25-22-71.

EQUIPE DE PREVENTION (banlieue de Strasbourg) ch.

ÉDUCATEUR OU ANIMATEUR

expérimenté (temps complet)
— Capable de gérer et d'animer un club de quartier fréquenté par adolescents « inadaptés sociaux » dans le cadre d'un travail éducatif d'équipe ;
— Capable d'animer groupes de jeunes, activités de plein air et sports collectifs dans perspective d'animation de quartier.

Permis V.L. Libéré O.M.
Envoyer C.V. détail. + photo à ELAN, 11, place de l'Université 67000 STRASBOURG.

Pour renforcer son service

OUVRAGES D'ART

situé dans le LANGUEDOC ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.

INGÉNIEUR

Ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (joindre C.V., et ind rémunération actuelle) en spécifiant sur l'enveloppe REF 9929 CONTESSE Publicité, 20, av de l'Opéra, 75001 Paris.

Société d'études recherche libre rapidement

PAYSAGISTE-HORTICULTEUR

Diplômé de l'école de Versailles le candidat aura acquis dans le cadre de projets d'urbanisme une première expérience en ETUDES D'IMPACT ayant nécessité l'application des techniques horticoles. Sa disponibilité personnelle lui permettra d'effectuer des déplacements en France ainsi que des missions à l'étranger. Les candidats intéressés voudront bien écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) ss REF 6892, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Important cabinet recherche

CONSEILS FISCAUX

expérimentés pour régions PICARDIE et NORD
Ecr. n° 8.123 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Recherchons

JEUNE TECHNICIEN

chim. org. (B.T.S., I.U.T.) pour lab. Orléans. 2 à 3 a. d'expér synth. organ. Adr. lettre de candidature manusc. et C.V n° 716.841 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

---

4 INGENIEURS technico commerciaux

La Société est une filiale commune d'une société américaine et d'une société française. Elle fabrique et commercialise des filtres et crépines de haute technicité pour l'eau, le pétrole, les installations industrielles.
Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs diplômés possédant au moins deux ans d'expérience dans leur domaine respectif. Anglais indispensable.
La rémunération sera supérieure à 70.000F.
Lieu de travail dans la banlieue de Chatellerault. Déplacements à prévoir pour la moitié du temps. Stages de perfectionnement prévus aux Etats Unis.

1) INGENIEUR GENIE CHIMIQUE.
Possédant une expérience du traitement des eaux. Référence 725 M.

2) PETROLEUM ENGINEER
De type I.F.P./forage, possédant si possible une première expérience sur chantier de forage. Référence 726M.

3) INGENIEUR HYDRAULICIEN OU HYDROGEOLOGUE. Pour la clientèle «France». Expérience forage d'eau souhaitée. Référence 727 M.

4) INGENIEUR HYDRAULICIEN OU HYDROGEOLOGUE Pour la clientèle «Afrique noire francophone». Expérience forage d'eau souhaitée. Référence 728 M.

Ne pas envoyer de C.V.

France Cadres — 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur simple demande, en spécifiant la référence.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT ET DE BANQUE DE MONACO
Banque d'affaires monégasque
au capital de 50.000.000 de francs
recherche en vue de compléter la réorganisation de ses services :

— UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (réf. 56) responsable du Département Administratif, regroupant les services secrétariat, personnel, contentieux, portefeuille, comptabilité et informatique.
Ce poste conviendrait à un cadre (classe VII ou VIII, voire hors classe) possédant des diplômes d'études supérieurs et connaissant assez bien les questions de comptabilité et d'informatique.

— UN INSPECTEUR (réf. 57) chargé par la Direction Générale de contrôler les services tant du point de vue fonctionnement qu'engagements ainsi que les agences et bureaux situés dans la Principauté.
Ce poste conviendrait à un cadre (classe VI ou VII) ayant notamment de bonnes connaissances comptables en matière bancaire.

— UN FONDÉ DE POUVOIRS Pal., (réf. 58) second du Directeur du Département Banque qui dirige les services étude des risques, clientèle dépôts et commerciale, agences et bureaux en ville.
Ce poste conviendrait à un cadre (classe V ou VI) ayant déjà fait de l'exploitation et étant passé par les services administratifs d'un siège.

Les candidats devront obligatoirement :
- avoir une expérience effective dans la branche bancaire d'au moins 5 à 6 ans ;
- être disponibles d'ici au 1er mars 1978 ;
- posséder des diplômes universitaires et/ou professionnels ;
- adresser leur demande par lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo d'identité ;
- préciser sur leur demande leurs prétent. de salaire brut annuel.

Prière d'écrire — en portant sur l'enveloppe « Service du Personnel » avec l'indication confidentielle et en mentionnant le numéro de référence concernant le poste auquel la demande s'applique — à l'adresse suivante :

Boîte Postale 144, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco).
(Il sera répondu à toutes les demandes dans un délai de 15 jours, mais seulement à celles respectant les modalités sus-visées.)

---

offres d'emploi

dernier appel

EMPLOI des JEUNES

Pour donner une suite pratique à la loi du 5 juillet 1977 **les services commerciaux** *(Vente ou Management)* du Groupe de Sociétés d'Assurances le plus important du secteur privé.

offrent 20 stages

à des jeunes de 21 à 25 ans, sans emploi actuel, du niveau baccalauréat au moins, dans les conditions prévues par les décrets et arrêtés d'application de la loi.

Les stages de formation seront d'une durée de 6 mois et débuteront le 19 Décembre 1977.

Ils comprendront une formation d'au moins 200 heures. A l'issue du stage les stagiaires pourront présenter leur candidature pour les postes correspondant à la qualification acquise.

Ces postes
font appel à un sens aigu des relations humaines et de la responsabilité personnelle dans l'évolution du plan de carrière en fonction exclusive de l'efficacité.
Ils bénéficient d'une rémunération moyenne parmi les plus élevées du monde industriel et commerçant.

Toutes précisions sur les modalités de fonctionnement des stages et sur les postes et carrières auxquels ils préparent seront fournies aux candidats (tes) qui auront été convoqués individuellement.

1re lettre manuscrite à A. B. PUBLICITE, réf. MA 1202 13, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra
(Merci de bien vouloir rappeler la référence)

---

ingénieur d'affaires

Le Métal Déployé S.A. renforce la structure technico-commerciale de sa division électrique et offre à un jeune Ingénieur issu du service technique d'un grand constructeur l'opportunité de poursuivre une carrière orientée vers l'action extérieure.
Chargé d'intervenir depuis le premier contact avec l'utilisateur il est responsable de l'élaboration des spécifications, du calcul, de la négociation commerciale et du suivi des opérations jusqu'à la livraison des matériels tant en France qu'à l'étranger.
La connaissance d'au moins une langue étrangère est indispensable.
Le poste est à pourvoir à Clamart dans la proche banlieue Sud de Paris.
Les perspectives de carrière et de rémunération seront à la hauteur des aspirations du candidat retenu.

Ecrivez sous référence MM2

didier vuchot consultants
34 BIS, RUE VIGNON
75009 PARIS

Directeur Financier Société Française
Activités Internationales, recherche

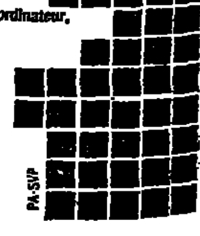
TRÉSORIER

35 ans minimum. Niveau INSTITUT TECHNIQUE DE BANQUE (C.N.A.M.) ou GRANDES ECOLES DE GESTION.

Rompu à la gestion de tous crédits à court et moyen terme, et notamment crédits documentaires.

— Expérience d'au moins 10 ans.
— Esprit de rigueur et imaginatif.
— Anglais indispensable.
— Références de premier ordre exigées.

Env. C.V. man., photo et prétent. à n° 38.778, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.



GIRATEV INFORMATIQUE

DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX. ORTF) POSSEDANT UN IBM 370/158 sous OS/VS1 et IMS
POUR SON EXPLOITATION:

• UN CHEF DE GROUPE

responsable opérationnel de la salle ordinateur, travail en brigade.
- Licence, maîtrise... ou compétences équivalentes.
- Expérience professionnelle 2 ans minimum.
- Formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions à M. le Chef de la Section Ordinateurs du GIRATEV 3-5, rue Jeanne d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

PA-SVP

هكذا من الأصل

Très importante société d'ingéniérie et de constructions d'ensembles industriels clés en main en plein développement, recherche pour la gestion et l'organisation techniques de ses chantiers :

ingénieur process département essais

Chargé d'animer au siège une équipe de 10 à 15 ingénieurs et techniciens process. Sa mission concerne la préparation, le suivi et le dépouillement des phases de démarrage des installations.
ESE, A & M, ENSI ou équivalent, il a une expérience d'au moins 5 années acquise par la participation effective aux phases d'études et/ou *de construction d'installations industrielles telles* que centrales électrogènes, complexes pétro-chimiques, etc... Réf. 540/A

ingénieurs confirmés tuyauteries industrielles

Ils se voient confier la gestion des marchés de tuyauteries en relation avec les fournisseurs et leurs sous-traitants.
Il est nécessaire de posséder une formation A & M, IDN ou équivalent, ainsi qu'une solide expérience dans le domaine tuyauteries industrielles, bureau d'études ou chantiers. Réf. 540/B

ingénieurs de planning

Leur mission est de coordonner et planifier le déroulement des projets.
Il faut une solide expérience de grands projets clés en main (pétro-chimie, métallurgie, mécanique,...) et une bonne pratique du PERT et des travaux sur chantiers. Réf. 540/C

La base de ces trois premiers postes est Paris, mais de courts déplacements sont à prévoir sur les chantiers, en France ou à l'étranger.

ingénieurs confirmés électricité/régulation

Ils animent sur site une équipe de 10 à 15 ingénieurs et techniciens électriciens. Leur mission s'exerce tant dans le domaine gestion (suivi et coordination des sous-traitants pour les parties montages) que technique (exécution des travaux de mises en service et de maintenance).
Les techniques concernées sont l'installation électrique générale, l'électrotechnique industrielle, l'instrumentation, l'électronique, les automatismes, la régulation.
SUP-ELEC, ENSI ou équivalent, ils justifient une expérience industrielle d'au moins 5 années, si possible sur chantiers.
L'affectation sur sites en France ou à l'étranger est au minimum de 2 ans. Réf. 540/D

Pour tous ces postes une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Adresser votre c.v. en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

---

sema informatique

recherche

ingénieurs

formation Grande École
ayant, si possible, une première expérience en mini-informatique. (Réf. 10162M)

analystes-programmeurs

diplômés d'études supérieures
ayant deux à cinq ans d'expérience en informatique de gestion. *(Réf. 10163M)*

analystes-programmeurs débutants

I.U.T. ou formation équivalente
ayant un à deux ans d'expérience (Cobol, Ass, PL1, Fortran). (Réf. 10164M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à S. Masson, Sema-Sélection :

92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection Montrouge - Lille Lyon - Marseille

GRAND GROUPE ELECTRO-MECANIQUE
recherche pour REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS

(AM, IDN, ENSI et INSA)

pour les postes suivants :

INGENIEURS D'ETUDES
INGENIEURS D'AFFAIRES
INGENIEUR GESTION D'AFFAIRES
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
INGENIEUR MECANICIEN

Certains de ces postes peuvent convenir à des ingénieurs débutants, les postes gestion d'affaires et technico-commercial requièrent 2 ou 3 années de pratique.

Un des postes d'études nécessite de solides connaissances en *aérodynamique* et en thermodynamique. Intéressants développements de carrière possibles pour tous ces postes.

Ecrire avec C.V. détaillé à BTH, 2, rue Oswaldo-Cruz - 75016 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL EUROPEEN

recherche dans le cadre du plan à moyen terme de sa direction

ORGANISATION et INFORMATIQUE

un chef de projet

chargé de développer un ensemble de systèmes de gestion pour les réseaux de vente français et étranger.
Il animera l'équipe d'étude et de réalisation depuis la conception jusqu'à la mise en place finale.
Une formation supérieure (Ingénieur grandes écoles, HEC, ESSEC), une expérience en qualité d'analyste concepteur puis de chef de projet dans l'organisation des ventes et de l'information commerciale sont indispensables.
De bonnes connaissances linguistiques (Anglais - Allemand) seraient appréciées.

Des déplacements sont à prévoir dans les Etablissements du Groupe.
Lieu de travail : Paris.

Adresser CV, photo, prétentions s/réf 4679 à
étp 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

---

bis **No 1 du travail temporaire**

Dans le cadre de son expansion recherche pour compléter ses équipes sur **PARIS et RÉGION PARISIENNE dont MANTES LA JOLIE**

Chefs d'agence

Ils seront responsables à part entière de la gestion d'une petite unité d'exploitation et devront assurer :
- la promotion de nos services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
- le recrutement et l'affectation d'un personnel ouvrier, technicien d'atelier et de chantier.

Ces postes conviendraient à des hommes de 28 ans minimum, possédant une solide formation technique et ayant exercé des fonctions technico-commerciales dans des entreprises industrielles.

Opportunité intéressante pour candidats de valeur désirant s'intégrer au sein d'une équipe jeune et dynamique et contribuer aux performances de la société, leader dans sa branche.
. Voiture nécessaire
. Formation rémunérée assurée

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf.6959 au :
Service Recrutement, 7:, avenue George V 75008-PARIS

LogAbax *informatique*

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

CONFIRMÉS

Les candidats justifieront d'une expérience informatique de 2 à 4 années afin de pouvoir assumer rapidement des responsabilités techniques et de conduite d'affaires dans les domaines suivants :

● *terminaux et systèmes répartis*
Les postes conviendront à des ingénieurs ayant une expérience spécifique en programmation temps réel sur mini-ordinateurs, terminaux programmables et construction de réseaux de terminaux en connection avec de gros ordinateurs.

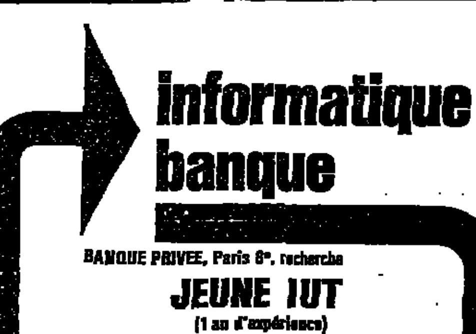
● systèmes transactionnels
Les postes nécessitent une bonne connaissance des systèmes d'exploitation, de la programmation d'ordinateurs temps réel et de la mise en place de réseaux bancaires.
Les connaissances en télécommunication et nouveaux réseaux de transmission de données seront appréciées.

DÉBUTANTS

pour programmation d'applications temps réel sur microprocesseurs ou mini-ordinateurs.

Dans chacun de ces postes :
— pratique de l'anglais souhaitée,
— lieu de travail région Sud de Paris,
— déplacements de courte durée en France et à l'Etranger à *envisager*.

Adresser curricul. vitae, photo et prétentions à la Direction du Personnel sous la référence 203, 77, avenue Aristide-Briand. — 94110 ARCUEIL.



informatique banque

BANQUE PRIVEE, Paris 8e, recherche

JEUNE IUT

(1 an d'expérience)

connaissances souhaitées : systèmes d'exploitation temps réel, langages Assembleur, Cobol et/ou Fortran.

Des connaissances sur mini-ordinateurs seraient appréciées.

Mission : sera intégré dans un groupe de travail en vue du développement d'applications de gestion sur mini-ordinateurs.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1990-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



Shell Francaise

Engineering pétrolier, génie chimique

Ingénieurs diplômés de nos meilleures écoles, vous faites du bureau d'études depuis déjà plusieurs années dans des sociétés d'engineering. Vous avez une solide expérience en génie chimique ; vous souhaiteriez maintenant non seulement concevoir, mais faire exécuter. Vous êtes sensible à l'exigence que cela entraîne au plan de la coordination : les études, les achats, les services techniques... Vous voulez l'assumer.

Notre développement présent nous permet de vous proposer une carrière, qui impliquera au moins au début une certaine mobilité (en France et à l'étranger), et que vous pourrez ensuite faire évoluer selon vos réussites et vos goûts, dans le raffinage ou la chimie.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA s'entretiendront avec vous de votre *candidature. Ecrivez-leur rapidement sous référence* 77154 M.



Sirca
64, rue la Boétie 75008 - Paris -

EUROTECHNICA S.A.

Spécialisée dans la vente de systèmes et de matériels *de télécommunications et d'informatique*

recherche pour début 1978

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de bon niveau pour commercialiser des systèmes comprenant : imprimantes à marguerites et à matrices, mini-ordinateurs et consoles de visualisation. Ce poste conviendrait à un ingénieur qui aurait environ deux années d'expérience commerciale et qui souhaiterait se joindre à une équipe dynamique. Il sera responsable auprès du Directeur Commercial pour la vente de ses produits. Importante possibilité de promotion.

Rémunération : fixe 65.000 F par an + intéressement et voiture

Ecrire avec curriculum vitae à l'attention de **M. Marquis**
16, boulevard du Général-Leclerc 92115 Clichy ou Tél. : 739-33-90

Au service de 250 PME

Vous souhaitez devenir le secrétaire général d'un syndicat professionnel à vocation économique qui défend les intérets de PME.

Vous savez rédiger, présenter une synthèse, tenir une réunion, conduire une négociation, promouvoir des idées, faire rentrer des cotisations et travailler en confiance avec le Président qui fixe les grandes orientations.

Vous savez rendre compte et prendre vos responsabilités (initiatives, voyages, contacts etc...). Vous parlez anglais.

Ecrivez sous la référence 77457 M au cabinet de recrutement SIRCA qui connaît bien le profil de l'homme orchestre que nous recherchons et le prix que nous attachons à ses qualités humaines plus importantes que son expérience antérieure. La rédaction de votre C.V sera évidemment le premier indice de votre capacité à présenter clairement les choses.



Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

CHEF DE DÉPARTEMENT PIÈCES DE RECHANGE

120.000 F **Banlieue Nord-Ouest**

Une société assurant le « management technique » des filiales d'un groupe international diffusant des véhicules (VL et PL) et des biens d'équipements en Afrique francophone recherche le Chef de son département pièces de rechange. Sous les ordres du Directeur technique et des achats, il sera responsable de la gestion des stocks de l'ensemble des magasins des filiales du groupe. Il contrôlera les approvisionnements, les prix, les marges, le niveau des stocks. Il définira les quantités, qualités et prix des pièces devant entrer dans la composition des stocks des filiales. Avec ses services, il assistera, conseillera et formera les personnels des magasins locaux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure ESSEC, ESC... ou ingénieur, maîtrisera parfaitement : les techniques de gestion des stocks et des pièces de rechange automobiles, l'analyse des budgets prévisionnels et la gestion informatisée de magasins. Ce poste implique 20 % du temps en déplacements. Ecrire sous réf. 137-M à

G.R.H. Conseils,
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

100.000 F

Une des premières sociétés de conseil et services en informatique recherche

Ingénieurs Commerciaux

Grandes Ecoles

Ils auront pour mission de commercialiser un réseau de temps partagé A.P.L. auprès des Directions financières des grandes administrations, banques et assurances.

Une expérience de 2 à 5 ans est souhaitée dans ce domaine.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.
Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Ouest Paris.

sélé CEGOS Adresser lettre man. C.V. détaillé, photo et niveau de rémunération, sous réf. 73415/M, à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 33 quai Galliéni 92152 SURESNES.

offres d'emploi

ENTREPRISE MÉCANIQUE GÉNÉRALE 1.500 PERSONNES

recherche

pour siège social proche banlieue S.-O. PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

30 ans environ

— Formation d'expert comptable, avant soutenance de mémoire éventuellement et pratique de la révision comptable souhaitée.

— Expérience justifiant la capacité :

- de participer à l'animation des différents services comptables et financiers ;
- d'animer le contrôle de gestion d'un certain nombre de filiales industrielles et commerciales ;
- d'assurer la gestion de trésorerie et la préparation de toutes opérations de financement en particulier à l'exportation ;
- de participer à l'application de l'informatique.

Ecrire avec C.V., photo et prét. à O.P.G. Conseil, n° 3.463, 46, rue de Lille, 75007 Paris, qui transm.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL (quartier des Champs-Élysées)

recherche

programmeur

- Formation I.U.T. ou Supérieure.
- Ayant acquis en 2 ou 3 ans une bonne expérience de la réalisation d'applications de télétraitement en langage évolué sur *petit système transactionnel* ou système /3.

Pour lui confier la réalisation des programmes d'application d'un nouveau projet (transactionnel-multipostes) et la maintenance d'une application TP existante.

La connaissance du GAP II sera appréciée. Réelles perspectives d'évolution en cas de succès.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence BADE à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPTE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION

recherche pour Siège PARIS

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier

IL AURA EN CHARGE :

— l'ensemble des problèmes administratifs et juridiques, en particulier préparation des conventions et marchés ;
— connaissance des contrats internationaux ;
— élaboration des dossiers de réclamations ;
— suivi des expertises et affaires judiciaires ;
— rôle de conseil auprès des ingénieurs d'affaires ;
— gestion des dossiers de propriétés industrielles, etc...

Longue expérience dans T.P. ou construction exigée. Pratique de l'anglais souhaitée.

Adr. C.V. dét. avec photo et prét. as le n° 38.838 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SOCIETE DE DISTRIBUTION IMPLANTATION NATIONALE (40 établissements)

recherche pour

PARIS

un jeune contrôleur interne

Formation recherchée : ESC, DECS ou équivalent.

Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée et permettra à l'intéressé, après 2 à 3 années d'expérience dans la fonction, d'accéder à d'importantes responsabilités

ADMINISTRATIVES et FINANCIERES

dans l'un des établissements de Province du Groupe.

Adressez C.V. et photo à No 37102 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

POUR PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE ACTIVITE RELATIVE AU CONTROLE ET AU DIAGNOSTIC DANS LES RESEAUX DE TELEINFORMATIQUE

Important Groupe Français de Télécommunications et Informatique

recherche

INGÉNIEURS

ayant 2 ou 3 ans d'expérience pratique dans le domaine de transmissions de données, dégagés des obligations militaires.

Lieu de travail Paris ou proche banlieue sud. Position intéressante pour candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions. Ecrire n° 8.127 « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

offres d'emploi

Product Manager Junior

Cette annonce s'adresse à de jeunes cadres diplômés d'études supérieures, ayant pratiqué le marketing «grande consommation» dans des groupes anglo-saxons, désireux d'entrer dans une société qui peut, en raison de son développement, leur offrir rapidement la responsabilité complète de 2 marchés et des possibilités de promotion au niveau européen.

Anglais courant indispensable.

Pratique de la vente très souhaitable.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, référence 10 - à MALLORY-DURACELL 128 rue Thiers 92100 BOULOGNE-sur-SEINE

MALLORY DURACELL®

INGÉNIEUR

Nous fabriquons et commercialisons des matériaux de construction Second-Œuvre et nous sommes leader sur notre marché.

1.200 personnes. Notre croissance est très supérieure à l'ensemble de la profession.

Après une expérience réussie dans la vente ou le marketing industriel, vous désirez développer votre acquis en intégrant innovation technique et stratégie commerciale.

Notre Direction du Marketing vous offre un poste de

CHEF PRODUITS ISOLATION

Vous serez chargé de :

- *développer notre gamme de produits isolants et de créer de nouvelles solutions en fonction du marché de demain ;*
- *mettre au point des stratégies pour ces produits.*

Homme de synthèse, rigoureux et ouvert aux innovations technologiques, vous connaissez l'anglais et avez au minimum 30 ans. Votre carrière se déroulera au sein d'un Groupe International.

Poste à pourvoir en proche banlieue Paris.

Merci d'adresser votre C.V. et prét. ss référ. 2.767,

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.tr.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

BANLIEUE SUD recherche

INGÉNIEUR

FORMATION :
— BATIMENT - ARCHITECTURE ou HOSPITALIER.

TACHES :
— Ingénierie de BATIMENT et plus spécialement HOSPITALIERE.
— Etablissement de programmes d'opération.
— Etablissement et suivis des propositions COMMERCIALES et TECHNIQUES.
— Participation à l'élaboration des dossiers techniques.

LES CANDIDATS DEVRONT ETRE :
— Titulaires d'un diplôme GRANDE ECOLE ou équivalent.
— Posséder, si possible, quelques années d'exp., et s'intéresser à l'EXPORTATION.

LANGUE ANGLAISE ECRITE ET PARLEE INDISPENSABLE

Adr. C.V. et prétentions sous référence 3.239, à : PRO MULTIS - 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

banque

Importante Banque Privée recherche

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT des CRÉDITS

Le candidat, de formation supérieure, devra avoir acquis au sein d'un département similaire ou dans un service Inspection d'un grand établissement à un niveau de responsabilités, une solide expérience des engagements de banque, la connaissance parfaite des crédits et une excellente pratique de l'appréciation du risque, de nature à lui permettre de défendre avec autorité les dossiers dont il aura la charge.

Nous lui demanderons un sens critique développé et des qualités d'animateur pour encadrer une jeune équipe d'analystes de crédits.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence BDC/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

URGENT SERVICE MÉDICAL DU TRAVAIL

recherche

Pour notre laboratoire biochimie à NANTERRE

1) UNE INFIRMIÈRE PRÉLEVEUSE

à mi-temps (le matin)
permis de conduire, voiture fournie.

2) UNE INFIRMIÈRE D.E.

Pour dispensaire 12e arrondissement consultations diverses

Postes stables, 40 heures en cinq jours. Avantages sociaux.

Téléphoner pour rendez-vous 584-11-21 (9 heures à 17 heures).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

Banlieue Sud proche PORTE D'ORLEANS recherche pour son

Bureau d'Études

UN INGÉNIEUR débutant

Diplômé A.M. - I.N.S.A. Lyon

(Génie Mécanique)

Env. C.V. sous le n° 38.818 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

offres d'emploi

Société Européenne secteur tertiaire recherche pour renforcer ses structures HOMMES DE VALEUR ayant eu des

RESPONSABILITÉS de DIRECTION

— Spécialiste en gestion.
— Spécialiste en organisation budgétaire.
— Ingénieur de production.
— Responsable commercial.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant une expérience professionnelle de plusieurs années. Une grande disponibilité est exigée.
Tél. 886-11-27, poste 268. pour rendez-vous.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

constructeur
installation manutention continue
transport, emballage, stockage, vrac

recherche pour développer ses ventes

INGÉNIEUR

CENTRALE, ARTS ET METIERS, E.T.P. E.N.S.I. ou équivalent

— Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience
— Actif, VENDEUR dynamique
— Langue allemande souhaitée
— Nombreux déplacements à prévoir en PROVINCE et à L'ETRANGER
— Le poste nécessite des connaissances en automatisme, en recherche opérationnelle et le goût de la distribution physique, notamment pour les produits en VRAC

LE POSTE EST BASE A PARIS

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à Sté « LE MONTE VITE », 93, bd Faidherbe, 49300 CHOLET

Nous sommes la Filiale d'un Groupe Pharmaceutique international employant 700 personnes en France et recherchons pour notre Direction du Personnel un

responsable formation information gestion de carrières

Ce poste conviendrait à un Homme de formation supérieure ayant une bonne expérience dans les domaines considérés. Par ailleurs, la connaissance de l'anglais constituerait un atout.

Ecrire avec CV en indiquant rémunération actuelle ou souhaitée... sous réf. 12.927 (M) à Havas Contact, 156, Bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

DIFFUSION RIVE GAUCHE

recherche pour

YVES SAINT-LAURENT TRICOTS

des Attachés (es) Commerciaux (les) Exclusifs (ves)

Pour Paris et province.

Les candidats devront parfaitement connaître le marché de la maille, ainsi que du prêt-à-porter de haut de gamme et justifier d'une pleine réussite sur ce marché.

Outre les fonctions de vente de deux collections par an, ils devront être capables de gérer complètement leur secteur.

La rémunération sera en rapport avec la valeur des candidats retenus.

Position cadre - LIBRES LE 1er JANVIER 1978.

Curriculum vitae plus photo à adresser à Diffusion Rive Gauche 26, rue d'Aboukir 75002 Paris.

Importante Société

recherche

CHEF DE PROJET III B/III C

pour diriger le développement d'un important Système de Télécommunications.
— Profil souhaité :
• environ 35 ans
• expérience réussie de la direction de projets complexes à calendrier serré, de la gestion et des relations technico-commerciales.
— Solides connaissances techniques en :
• réseau
• commutation électronique matériel et logiciel
• mini et micro informatique
— Formation E.N.S.T, E.S.E. . .

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée sous No 4684 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Société américaine de semi-conducteurs

recherche pour sa filiale française proche banlieue sud

UN DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT

- Plusieurs années d'expérience de vente
- Connaissance distribution
- Parlant anglais

La rémunération sera en rapport avec l'expérience

Ecrire n° 3.033, « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e qui transm.

offres d'emploi

SOCIETE D'ENGINEERING MULTINATIONALE

recherche POUR SA FILIALE FRANÇAISE

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

LE POSTE NECESSITE :
— niveau d'étude E.N.S.P.M. ou équivalent ;
— plusieurs années d'expérience de préparation des offres et de négociation des contrats dans le domaine pétrolier, pétrochimique, des infrastructures et d'industrie agro-alimentaire ;
— anglais parlé indispensable, connaissance d'autres langues souhaitable.

LE TITULAIRE AURA POUR MISSION :
— l'animation et la coordination d'un groupe d'ingénieurs technico-commerciaux ;
— la commercialisation des technologies de la société ;
— la participation à l'élaboration des offres et à la négociation des contrats ;
— les contacts avec les clients et les fournisseurs.

NOUS OFFRONS :
— des conditions de travail favorable à une personne dynamique désireuse de travailler en équipe.

Activité assurée dans l'un des plus importants groupes internationaux d'engineering.

Env. C.V. à REGIE PRESSE, ss numéro T 001602 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

IMPORTANT FABRICANT DE Produits Industriels pour le Bâtiment et les T.P.

CA : 1 milliard de F. - 6 usines en France 5500 personnes recherche un

Chef du Personnel

pour son USINE (700 personnes) située à 30 km Ouest de Paris.

Son rôle est de mettre en oeuvre au niveau de son établissement la politique du personnel de la Société, notamment en matière de recrutement, rémunération, formation, sécurité, relations sociales.

Le titulaire de ce poste devra avoir 28 ans minimum, une formation supérieure, une expérience de la fonction Personnel acquise de préférence en usine.

Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1413 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris

ENTREPRISE DE NEGOCE ET LOCATION MATERIELS DE LEVAGE (8 personnes)

Banlieue Est de Paris filiale d'une entreprise régionale dynamique et en expansion (130 personnes) recherche son

RESPONSABLE

Le candidat aura de préférence une première expérience industrielle et sera avant tout un gestionnaire et un commerçant capable de développer l'entreprise et d'animer une petite équipe avec une forte autonomie dans le cadre d'une gestion par objectifs.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel + prétentions sous réf. 750 à : MONSIEUR JEAN GAUSSIN 104, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

Discrétion et réponse assurées à tous les candidats.

ÉTABLISSEMENT BANCAIRE PRIVÉ

PARIS, recherche

CHEF COMPTABLE BANCAIRE

- Haute qualification comptable avec expérience bancaire continue.
- Habitude des bilans, pratique des opérations comptables de détail. Connaissance des modèles 3000. Intérêt pour l'informatique.
- Personnalité forte, âge minimum 30 ans. Disponibilité rapide.

Devrait évoluer à court terme vers le CONTROLE DE GESTION, pour bâtir les budgets en fonction de la politique du Siège, et pour s'assurer de leur fonctionnement, avec le contrôle des écarts.

Adresser curriculum vitae complet n° 50.084, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Un producteur d'équipement de technologie de pointe qui a des activités dans le monde entier recherche un

AUDITEUR INTERNE SENIOR

Pour organiser, diriger, contrôler des audits financiers et opérationnels, présenter les conclusions, faire passer les recommandations, français et anglais courants.
Basé à Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. et photo s/réf 2719 à : P.LICHAU S.A B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

Le Centre Technique Informatique (C.T.I.) recherche..

INFORMATICIENS

de haut niveau

SPECIALISTES :
1) en base de données, connaissance I.D.S. 2 et/ou I.M.S 2 appréciée - Expérience minimum 5 ans comme Chef de Projets ;
2) en réseaux ayant participé en tant qu'Ingénieur Système à la mise en place de réseaux.

Envoyer curriculum vitae et prétentions au Chef du Personnel IRIA - B.P. 105 - 78150 LE CHESNAY.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE
recherche

RESPONSABLE CCIAL

30 ans minimum

capable d'assurer développement commercial de sa filiale française implantée en région Parisienne.

Sa *mission* prévue en France et autres pays portera sur :
- prospection des investisseurs
- élaboration des offres de service
- négociation des contrats

Une connaissance des milieux Architectes, BET et entreprises de construction est souhaitable.

Langue anglaise et/ou, allemande appréciée.
Ecrire avec C.V., photo, références complètes s/réf.1836 à : INTER P.A. - B.P. 508 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Premier Groupe privé d'assurances
recherche

UN COLLABORATEUR POUR ÉTUDES FISCALES

Il sera chargé particulièrement de l'analyse et de l'exploitation de la documentation fiscale.

Motivé par la fonction dont il aura acquis si possible une expérience de 2 à 3 ans dans l'entreprise ou l'administration fiscale.

Il aura une solide formation (Ecole des Impôts ou équivalent).

Envoyer curr. vitae, prétentions et photo à n° 3.447, PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR FINANCIER
D'UN GROUPE FRANÇAIS
leader mondial dans sa branche

recherche :

CHEF COMPTABLE

35 ans minimum - DECS + expérience 5 ans dans le poste société industrielle ou services internationaux, en comptabilité générale, analytique, paye, fiscalité, consolidation, liaison informatique

POUR DIRIGER SERVICES
de 20 à 30 collaborateurs.

Homme d'autorité et de rigueur, travailleur et de bon contact.

— Anglais nécessaire.
— Références de premier ordre exigées.

Adr. C.V. manuscr., photo et prétent. à n° 38.774, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

LE MONITEUR
DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT

recherche

LE RESPONSABLE COMMERCIAL

de son Service Petites Annonces

28 ans minimum, de formation supérieure, il a une expérience de la vente et de l'organisation commerciale (secteur publicité apprécié).

Il aura la responsabilité du développement commercial des différentes rubriques de petites annonces de plusieurs revues. Il animera une équipe de cinq personnes et assurera lui-même de nombreux contacts avec nos interlocuteurs.

Il existe une possibilité réelle d'évolution de cette fonction qui est à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. GUY, Société des Publications du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

P.M.E. SOCIÉTÉ COMMERCIALE
D'IMPORTATION DE COMPOSANTS
ELECTROTECHNIQUES
recherche son

Chef des Ventes

ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Sa mission :
- optimiser et développer les ventes,
- animer entraîner l'équipe de vente composée de ingénieurs commerciaux,
- suivre et contrôler l'administration des ventes.

Son profil :
- il est de préférence ingénieur en électrotechnique
- il peut justifier de sa réussite dans un poste similaire

CV + photo + prétentions s/ref. 079
à SWEERTS BP 169, 75424 PARIS CEDEX 09

LABORATOIRES SEARLE
recrutent :
dans le cadre du développement de leur Service des

RELATIONS MÉDICALES

MÉDECIN
(Réf. M 24)

Chargé de l'ASSISTANCE AU RÉSEAU
— Formation médicale des délégués
— Participation aux réunions d'information

Ce poste suppose de fréquents déplacements

Pour ce poste, la connaissance de l'Anglais est souhaitable
Une expérience préalable de l'information médicale serait appréciée

Adresser CV et prétentions :
SERVICE DU PERSONNEL
7, boulevard Romain-Rolland - 92120 MONTROUGE

IMPORTANTE SOCIETE
proche banlieue Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
DIPLOMES

débutants ou av. une 1re expér.

pour contribuer
au développement et aux essais de matériels d'équipements de TELECOMMUNICATIONS

POSTES EVOLUTIFS
à pourvoir rapidement.

Adr. C.V., photo et prétentions à L.T. IMPACT, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui tr.

AT3 bon niveau électronicien pour service après-vente sur instruments scientifiques. Anglais impératif. Nombreux déplacements ds le monde entier. Envoyer C.V. et prétentions à RIBERMAG
49, quai du Halage,
92502 Rueil-Malmaison
(proximité R.E.R.).

Ville de Saint-Ouen
recherche pour bureau hygiène
DOCTEUR EN MEDECINE
titulaire du C.E.S.
médecine préventive, hygiène Santé publique (70 h. par mois)
Candidatures avec C.V. au MAIRE de Saint-Ouen 93406.

Agence DELRIEU recherche ASSISTANT ou ASSISTANTE désirant devenir C.P. junior
Tél. d'urgence 723-91-20.

CADRE ADMINISTRATIF
et COMPTABLE
pour P.M.E. en pleine expansion à Montrouge, filiale U.S., C.A. 12 mil. de F, 25 personnes, tenue comptabil., situat. bilan, déclarat. fiscales, budgets et contrôle, gestion personnel et trésorerie. Anglais indispensable. - Adr. C.V. à SODIP, M. Cornu, 50, rue de la Justice, 75020 PARIS.

Rech pour MONTREUIL 93100 Dame AIDE COMPTABLE mi-temps, tenu journaux auxil. Ecr. M. SAINT PICQ, expert compt., 104, r. Amsterdam, 9e.

DIRECTEUR ADMINISTRAT.
Capable réorganiser comptabilité et gérer budgets et finances service comptable 10 personnes, entreprise mécanique Paris, C.A. 65 millions H.T. Ecrire avec C.V. manuscrit complet et prét. + 2 photos d'identité face et profil à :
F.V. 122, bd Malesherbes, 17e.

Société de Services
et Conseils en Informatique
filiale d'un grand
Groupe Industriel français

Pour son département
logiciel de base

recherche

un Ingénieur système

Il sera responsable de la conception et de la réalisation de logiciels complets de maintenance de grands systèmes informatiques.

Il sera chargé de :
— contrôler l'écriture et l'implémentation d'algorithmes complexes ;
— d'encadrer une équipe de trois personnes.

Il lui est demandé :
— une formation supérieure (grandes écoles ou univers.);
— environ 4 ans d'expérience ;
— une connaissance hardware.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence CEMOR (ment/enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Sté d'intérim rech ATTACHE CCIAL bien introduit pour gérer et développer son département mécanique. Expérience de la profession souhaitée. Tél. pour R.V. : 293-34-01 — 293-35-87.

PROJET. 3
en CARROSSERIE AUTOMOBS
ATS, 38, r. de Maubeuge, 9e.

CENTRE DE PRODUCTION
ELECTRONIQUE
PROFESSIONNELLE
d'un très important
GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour études méthodes fabrication mécanique électronique et problèmes de production.

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT
ARTS et METIERS
ou équivalent

Responsabilités techniques et humaines
Nationalité française
Connaissances anglais souhaitées.

La rémunération sera déterminée en fonction du candidat retenu.

Lieu de travail :
SARTROUVILLE (78)

Nombreux avantages sociaux. Discrétion totale assurée.

Adress. C.V. détaillé n° 38.895, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

SOCIETE
DE CAUTION MUTUELLE
SPECIALISTE
CREDIT EQUIPEMENT

recherche pour
SIÈGE PARISIEN

RÉDACTEUR

Pour être candidat, il faut avoir :
— une grande connaissance des techniques bancaires et de crédit à moyen et long terme ;
— une compétence en matière d'analyse financière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions n° 38.788, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CDC CUSENIER
recherche

AIDE-COMPTABLE
pour comptabilité générale, connaissant comptes financiers

Adresser C.V. et prétentions
CDC CUSENIER
226, boul. Voltaire, PARIS-11e.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche

UN INGÉNIEUR

Débutant ou quelques années d'expérience

DIPLOMÉ E.S.E. ou E.N.S.T.
pour laboratoire études du département *MICRO - ELECTRONIQUE* du groupe.

UN INGÉNIEUR - ÉLECTRONICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience

Pour usine située Région FONTAINEBLEAU. Développant en grande série les produits de ce même département.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à THOMSON C.S.F., Service Recrutement B.P. 10, 91401 ORSAY.

80.000 F

— Nous sommes un organisme d'importance nationale.
— Nous recherchons pour développer notre activité de conseil et d'orientation professionnelle en direction des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur :

UN ANIMATEUR CONSEILLER

NOUS EXIGEONS :
— une expérience de plusieurs années en entreprise ;
— une formation supérieure ;
— le goût de l'animation de groupes.

NOUS SOUHAITONS :
— une expérience positive d'animateur de réunions ou de formation ;
— le goût de l'élaboration de méthodes pédagogiques ;
— la capacité de contacts à haut niveau avec les entreprises, les Universités ou des Organismes divers.

Env. C.V. photo à n° 39.022 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

IMPORTANT GROUPE IMPRIMEUR-EDITEUR
recherche
pour son Imprimerie située à :
MONTROUGE (92)

INGÉNIEUR

diplômé ICAM - A.M. - H.E.I. ou équivalent, ayant une expérience d'environ 5 ans dans Service Technique et d'entretien.

Après période adaptation, prendra la responsabilité des *Services Techniques et d'Entretien* de l'établissement avec, pour objectif prioritaire, la maîtrise de la relation Matériel Production.

Connaissances matériel imprimerie souhaitables, mais non indispensables.
Expérience de la fonction hiérarchique.

Evolution probable à moyen terme :
POSTE DE DIRECTION.
Nombreux avantages - Salaire à débattre.

Adresser C.V. détaillé + prétentions à :
B.P. Service Emploi Y
3, rue Bayard, 75008 PARIS.

BOTS-FRANCE LANGUES ET TECHNIQUES

cherche

TRADUCTEURS TECHNIQUES
très qualifiés (sinon s'abstenir)

Allemand - français (mécanique, électronique).
Anglais - français (électronique, H.F., radar).
Pour collaboration durable, stage éventuel.
Rémunération suivant capacités.

Adr. C.V. à BOTS - 5, r. du Helder, 75009 PARIS.

ORGANISME PATRONAL
recherche

COLLABORATEUR

haut niveau, 30 ans minimum pour assurer liaison permanente avec les départements. Séjours très fréquents en Province.

Traitement : 7.000 × 13 après période probatoire de 6 mois.

Diplômes exigés : Ecoles de commerce ou titre universitaire (niveau licence).

Adresser C.V. et photo à PUBLI-INTER, 75, rue Voltaire 92300 Levallois, qui transm. s/réf. 20944.

Société de Négoce International
CAFÉ - CACAO
recherche pour son service commercial

un COLLABORATEUR

— Bon vendeur.
— Anglais parfait exigé.
Position Cadre - Le poste est à Paris

Adresser lettre + C.V. + photo sous le n° 8.106 à « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

ENTREPRISE SUISSE
cherche pour
SA FILIALE A PARIS

THERMICIEN expérimenté

à même d'assister en emploi libre assez régulier aux travaux de planification (calculs, dessins de plans, éventuellement surveillance de chantiers)
Formation au siège suisse.

Offre écrite avec C.V. à M. B. NIGRA, 30, rue de Suresnes - 92380 GARCHES.

SOCIETE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

cherche :

UN AGENT COMMERCIAL

Cadre ambitieux et actif ayant une formation de Transit Maritime pour *lui offrir un poste* et des perspectives à la mesure de son envergure

Envoyer C.V. à n° 39.341, Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transm.

ATTACHÉ DE DIRECTION

La filiale française d'un groupe international produisant et distribuant des papiers adhésifs

cherche
pour ses bureaux situés en banlieue sud de Paris un attaché de direction.
Celui-ci prend en charge l'administration commerciale ventes (suivi de commandes, facturation...) et approvisionnements (contrôle des livraisons, règlements, stocks...), la trésorerie, le personnel.
C'est de préférence un jeune E.D.C., E.C.C.I.P., de 28 ans au moins, ayant déjà trois ans d'expérience de gestion dans *une P.M.E.*

Ecrire sous référence 3076 LM à Mme J. MAXENCE

ALEXANDRE TIC
10, rue Royale, 75008 PARIS.

Société en développement, filiale d'un groupe *important, recherche*

EXCELLENTS CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

Connaissant si possible la fermeture, la menuiserie bois et aluminium.
Introduits régionalement chez le négoce, les pavillonneurs, les prescripteurs, ou, à défaut, ayant impérativement l'habitude des contacts et des tractations avec ces clientèles.

Bénéficiant d'une expérience de 5 à 15 ans.

POSTES A POURVOIR :
sur PARIS
Résidence sur secteur.

Adress. C.V., photo et prétent. à n° 38.843 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Important groupe financier recherche pour le développement de ses agences de BOULOGNE - VINCENNES PARIS-CENTRE

CADRES FINANCIERS

Les candidats (tes) devront posséder :
— Une *bonne formation* banc. (crédits moyen terme, crédits long terme) ;
— De bonnes connaissances comptables, fiscales et juridiques;
— La pratique et le goût des contacts.

Adresser C.V., photo et prétent. ss/réf. 5.636 à P. LICHAU S.A., *B.P. 220, 75063 PARIS* CEDEX 02, qui transmettra.

SOCIETE DE SERVICES
recherche pour grande banlieue Ouest (50 km. de Paris)

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
expérience temps réel
MITRA 15-125
Notions LTR appréciées.

Env. C.V., prétent. et photo à n° 38.963 CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

URGENT. Nous recherchons
2 INFIRMIÈRES D.E.
clinique du Stade, 3, villa Kreisser, 92700 Colombes.
Tél. pr rend.-vs au 782-21-95.

PARIS. Associat. spécialisée espaces de jeux cherche
TECHNICIEN PAYSAGISTE
H. ou F., jeune, libre de suite. Env. C.V. et prétentions à : n° T 01.584 M Régie-Presse, *85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.*

Association de professeurs
recherche
PROFESSEURS LANGUES ÉTRANGÈRES
expérim. et dipl. Enseignement langue maternelle pour travail mi-temps ou plein temps.
Ecr. n° T 001.634 M, Régie-P., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

S. S. C. I.
recherche
INGÉNIEUR PROCESS
5 ans d'expérience minimum. Ecr. à P.S.Y., 4-6, allée des Mésanges, 93320 Pavillons-s/Bois

---

Importante Société d'Expertise Comptable spécialisée dans AUDIT et Etudes Financières recherche

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

Formation : H.E.C., E.S.C., I.E.P., ESSEC

— D.E.C.S. complet
— Libéré obligations militaires.
— Très bonne connaissance de la langue anglaise appréciée.
— 2 ans d'expér. confirmée.

Le candidat est destiné à intervenir en tant qu'adjoint immédiat d'un Chef de Groupe.

Ecrire avec C.V. et photo à : BEFEC
12, rue Marguerite, 75017 Paris, en précisant rémunération demandée et délai de disponibilité.

CO-ORDINATING PLANNING AGENT
perfectly bilingual
FRENCH and ENGLISH
Indispensable good experience of custom's formalities.
Knowledge of oil material wished.
Workplace : LONDON
return to Paris every week-end.
Send photo and C.V n° 3960/D to *MINET Pub., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris.*

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE recherche :
INGÉNIEURS DEBUTANTS
diplômés ENST ESE
ENSI exclusivement.
Libérés service national.
Nationalité française
pour études et mise au point circuits transistorisés.
Adr. C.V., photo (retournée) à n° 39283, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

IMPORTANTE FIDUCIAIRE
PARIS recherche
RÉVISEUR
(mémorialiste ou DECS).
formé suivant principes et méthodes internationaux maîtrisant la langue allemande.
Ecrire sous référence n° 60.084, HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

ANALYSTES

— Un important groupe de RETRAITE et PREVOYANCE (2.000 personnes).

— Un service ORGANISATION et INFORMATIQUE qui s'agrandit en fonction des chantiers en cours et des projets envisagés.

— Vous proposent de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (370-158 - Réseau télétraitement national). Formation supérieure exigée.

Env. let. man., C.V., photo n° 39.318 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, q. tr.

P.M.E. cherche
RESPONSABLE
SERVICE COMPTABILITE
pour diriger petite équipe et assister Direction. Expérience approfondie. Env. C.V. détaillé à n° 20.526 B. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes

---

Société d'Engineering recherche

INGÉNIEUR DE PROJETS
Minimum 4 ans d'expérience dans le domaine chimique et pétrochimique, ayant déjà participé à la gestion de projets.
Lieu de travail :
REGION PARISIENNE
Adresser C.V. à n° 3.845, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux, qui transmettra.

T. I. T. N.
spécialisée dans l'ingénierie des systèmes temps réel recherche pour son développement dans le domaine télé-informatique et télécommunications, bases de données et traitements de transactions

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET
grande école
ayant plusieurs années d'expérience en informatique temps réel

INGÉNIEURS ÉTUDES
grande école ou équivalent mêmes débutants,
pour participer à la réalisation de projets sur minicalculateurs *temps réel.*
Envoyer C.V., photo et prétent. à T.I.T.N., 1, r. Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

ORGANISME DE GESTION
DE SECURITE SOCIALE
recherche urgent

COMPTABLE 1er échelon
Lieu de travail Paris-1er.
Tél. : 296-12-53, Mlle Sibran.

CENTRE DE RECHERCHES banlieue Sud-Ouest recherche
INGENIEUR Grande Ecole
avec formation complémentaire PH. D, M.S., statistique automatique. Ecrire avec C.V. à ADERSA GERBIOS, 53, av. de l'Europe. 78140 VELIZY.

Ballet Marketing S.A.
recherche
JEUNES PSYCHOLOGUES ou ETUDIANTS (ES)
fin d'études pour analyse de langage à temps partiel dans le domaine médical.
Ecr. avec C.V., 120, boulev. Magenta, PARIS-75010.

Sté de services et conseils en informatique, filiale d'un grand groupe industriel français, rech. pr participer à son développem.

1) INGÉNIEURS INFORMATICIENS
— Formation supérieure (grandes écoles, universités) ;
— Débutants jusqu'à 2 ans d'expérience.

2) ANALYSTES-PROGRAMMEURS
— Formation de type I.U.T., expér. 2 ans minim. dans les domaines d'activité suiv. :
— Conception et réalisation de systèmes temps réel ;
— Organisation des systèmes de gestion de transaction ;
— Optimisation des systèmes d'exploitation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence CALAU (mention./enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIERES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Société d'assistance technique à l'étranger recherche pour son siège parisien
INGÉNIEUR CCIAL
Justifiant d'une formation E.S.C. ou équival. et d'une expérience réelle de la vente.
ANGLAIS COURANT.
Envoyer C.V. et prétentions à MINET PUBLICITÉ, n° 9.368/D, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

Pour postes stables
CHEF DE SALLE ET PUPITREUR
I.B.M. 370/158 OS/VS
Se présenter avec références C. F. I., 26, rue Lafayette (9e). Mo CHAUSSÉE-D'ANTIN.

IMPORTANTE SOCIETE
DE TELECOMMUNICATIONS
PARIS (13e) recherche
AGENTS TECHNIQUES
ELECTRONICIENS
CONFIRMES NIVEAU 5
Expérience de 2 à 5 ans dans les circuits logiques et le logiciel sur mini-calculateurs ou microprocesseurs.
Connaissances en commutation téléphonique appréciées.
Poste offert au service Etudes.
Ecrire avec C.V. et prétent. à A.O.I.P., B.P. 301, Paris (13e).

AIR LIQUIDE
recherche pr son centre études près VERSAILLES :
OUVRIER
non débutant pour tous travaux *d'entretien, de manutention et* de conduite d'engins et véhicules (permis de conduire VL néces.)
TECHNICIEN SUPÉRIEUR
(B.T.S. ou D.U.T. Chimie ou Génie chimique), pour études synthèses et application des gaz. Débutant ou quelques années d'expérience. Anglais souhaité.
TECH. MÉTALLURGISTES
Elaboration des métaux. B.T.S. ou D.U.T. Pour essais plateforme et usine.
Ecrire avec photo et C.V. à AIR LIQUIDE, C.R.C.D.
B.P. 126 - JOUY-EN-JOSAS

IMPTE STE à PARIS
recherche :

1 INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN
DEBUTANT

Formation Supelec ou ENSI
Anglais courant
pour ses services d'études et réalisations de gros matériels électromécaniques.
Dégagé O.M.

Adr. C.V. avec prét. et photo n° 38979, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

LE CENTRE NATIONAL
D'ETUDES DES
TELECOMMUNICATIONS
recrute un

INGÉNIEUR
Grande Ecole

X - ENST - ESE

pour étude théorique de modems. Quelques années d'expérience souhaitées mais non obligatoires en traitement du signal (modulation et filtrage *numérique*).

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé au
C N E T
Département RTS/TDP
38-40, rue du Général-Leclerc,
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

SCOT
recherche
● **INGÉNIEURS**
Logiciel - Mitra.

● **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

● **PROGRAMMEURS**
Assembleur, temps réel, contrôle de processus industriel (Matériel type NOVA, Solar, Mitra, etc.).

● **PROGRAMMEURS**
Assembleur Cobol, PL 1, Fortran, GAP 2 (Niveau DUT). Matériel IBM 370 et HB 66/64 pour Paris et Toulon.

Téléphoner pour rendez-vous au 344-61-65 - 345-88-25.

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après un
STAGE REMUNERE
d'atteindre en quelques mois
UN SALAIRE
de 4 000 à 6 000 F MENSUELS

Nous leur offrons :

— une formation complète,
— *une activité prenante,*
— un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. avec C.V. + photo *n° 3454, Publicités Réunies* 112, bd Voltaire, 75011 Paris

La préférence sera donnée à *candidats ayant fait :*
— SOIT de bonnes études,
— SOIT la preuve de leur personnalité.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour ses
SERVICES D'ETUDES
D'INDUSTRIALISATION
D'EQUIPEMENTS
DE CONTROLE-COMMANDE

UN INGÉNIEUR
CONFIRME
30 ans minimum, ayant connaissance et expérience technique approfondies dans le domaine de la création et de la mise au point de *matériels électroniques* d'automatisme industriel.

Une connaissance des technologies nouvelles à faible niveau d'énergie est souhaitée.

Des capacités de management sont également indispensables pour pouvoir assumer des responsabilités dans *les* actions d'industrialisation de ces matériels.

Ecrire avec C.V. et prét. à n° 39 201 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

URGENT
Groupe ROUSSEL UCLAF
recherche

CHIMISTE
ou
MICROBIOLOGISTE

— Célibataire.
— Aimant voyager.
— Dégagé des obligations militaires pour essais industriels en France et à l'étranger.

Poste à évolution commerciale

Adresser C.V., lettre et photo à PLAIN CHAMPS ss réf. 2 010 5, r. du Helder, 75009 Paris.

URGENT POUR BUREAU
D'ETUDES

ÉTUDE 2
Electricité

ÉTUDE 2-P 1
Mécanique générale

Tél. 728-94-18 ou 93-69

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES
recherche pour son Siège Social
situé dans le VAL D'YERRES (Banlieue Sud-Est)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
TRILINGUE

FRANÇAIS - ANGLAIS - ESPAGNOL
(quadrilingue souhaitée, non exigée + arabe)
Grande disponibilité

Adr. lettre et C.V. manuscrit sous le n° 39.033 à CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherchons pour société allemande située à
ESSEN - R.F.A.
UNE SECRÉTAIRE
française sténodactylo, bilingue français-allemand, pouvant se fixer à ESSEN. Bon salaire, réf. exigées. Ecrire à n° 3.459 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Sténo-dactylo

AGENCE PUBLICITE CHAMPS-ELYSEES recherche
EMPLOYÉE BUREAU
STÉNODACTYLO
Bon français.
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 4.688, PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

Dactylo

DACTYLO
FRANÇAIS-RUSSE
PROTECHNA, 770-81-33.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

capitaux ou proposit. comm.

HONG-KONG

Groupe de sociétés ayant des intérêts financiers chez ses fournisseurs cherche importateur distributeur d'articles fabriqués à Hong-Kong, en Corée et à Taïwan.

Nos spécialités : alimentation, articles divers, jouets, nouveautés, marchandises variées, quincaillerie et textiles de base.

Nous sommes intéressés en retour par la représentation en Asie de l'Est de marques connues.

Nous pouvons reproduire vos échantillons. Catalogues sur demande.

A. Bond Global Ltd, room 301, 11 po chun chambers, 185-195, des voeux road, central. Hong-Kong.

Editeur international basé à PARIS (C.A. 15 millions), rech. association avec éditeur ou distributeur ou grand libraire. Ouvert toutes propositions. Discrétion absolue assurée. Ecr. à Mme Ch. LANDRY, 29, rue Lamarck, 75018 PARIS, qui transmettra.

36 ans, grande expérience vente en gros à l'exportation de matériaux de construction, principalement : Afrique - Amérique. Etudierait toutes propositions sérieuses d'association-participation dans petite ou moyenne Société commerciale où il devra jouer un rôle actif. Ecrire sous n° 60.057 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, PARIS-8e.

ÉDITEUR
recherche
SOCIETE COMMERCIALE
pour diffuser produit très demandé par le grand public. Faire proposition à HAVAS ANGERS, n° 305, q. tr.

autos-vente

5 à 7 C.V.

FIAT 128 berline (4 portes), année 1970, 60.000 kilomètres. Prix à débattre. Téléph. le soir ou le week-end au 920-76-23.

Collaborat. SIMCA vend 1307 S, peint. métal. gris Alpaca, intér. velours brun, juill. 77, 7.000 km. Prix 25.500 F. Téléph. 965-40-00, poste 36-99, M. Beroule Yves.

Particulier vend LANCIA coupé 7 CV, 1971, 70.000 kilom., prix Argus. Téléph. 935-85-05, le soir.

8 à 11 C.V.

Vend ALFA-ROMEO ALFETTA GTV 2000, mai 1977, rouge, 8.700 kilomètres, 40.000 F. Téléphoner 553-25-87 après 19 heures, ou bureau 535-98-69.

enseignem.

COURS du SOIR de Réalisation audiovisuel de montage et d'assist. réalis. JANV. à JUILL. 78 à l'ESRA, enseign. sup. privé Départ : FORMATION PERM., 182, r. de Vaugirard, Paris-15e. 273-07-70.

APPRENDRE
L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail (14e), 633-67-28
Cours de conversation le soir.
INSCRIPTIONS IMMEDIATES
DEBUT : LE 16 JANVIER
Cours privés. Sessions intensiv.
« FULL-TIME ou PART-TIME »

bateaux

VENDS PENICHE HOLL. 31 m. m² 5 m. 1973, acier. 2 volvo diesel 90 CV, GR. électr. 12 KVA 220 V, air conditionné, entièr. aménag. gde salle 10×5, conv. club, cabar., etc. Antony, 33, r. Cartault, Puteaux 92800.

sports loisirs

Vacances à la neige à Noël, Enfants, jeunes. - Quelques places disponibles. V.V.L., 681-02-20.

formation professionnelle

JEUNES GENS ET JEUNES FILLES
- de 18 à 25 ans ;
- diplômés du deuxième cycle ;
- en recherche d'emploi ;

désirant s'orienter vers une carrière commerciale.

L'INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION
vous propose un

CYCLE SUPÉRIEUR
DE TECHNIQUES COMMERCIALES

- 3 mois (455 heures) + 2 mois de stage d'application en entreprise ;
- formation gratuite ;
- stage rémunéré : 90 % du SMIC ;
- couverture sociale ;
- début du stage : mi-janvier.

Renseignements et inscriptions :
INTECO-MARKETING
Groupe I.F.G., 37, quai de Grenelle, 75738 PARIS CEDEX 15.
Tél. : 578-61-52, poste 433.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

demandes d'emploi

HOMME de PUBLICITÉ
et de MARKETING

Très solide expérience de tous les problèmes de publicité : gestion de budget, conception, rédactionnelle et graphique, édition, presse, radio, promotions, relations publiques, etc.

Actuellement Directeur en Agence Conseil

cherche poste de

RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ
chez un Annonceur.

Ecrire sous n° 917 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

POUR CHANGER...
L'ESSENTIEL : 35 ans, dynamisme élevé, bon pragmatisme, imagination créatrice performante, personnalité et entregent

POUR CONCLURE...
LES MOYENS : formation supérieure technique, commerciale, marketing, cadre de réserves de l'Armée de l'Air, les 7 et 8 décembre de 9 h. à 18 h. appeler le :

490-76-43

CADRE EXPORT
31 ans, célibat., diplômé E.S.C., recherche entreprise pour marchés du Moy-Orient et Asie du Sud-Est, poss. temps partiel pour P.M.E. Anglais - Arabe - Espagnol. Ecr. n° T 1.542 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Français, 31 a., titul. D.E.C.S. expér. 7 ans, de importante sté d'expert. comptable rech. poste soit de service Audit, soit dans service comptable et financier. Ecr. n° T 01564 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

Assistante sociale, 42 ans, D.E. 1957, mariée, 1 fille de 14 ans, cherche poste assistante sociale région Clermont-Ferrand dans un rayon de 30 km., spécialisé pré-retraite et 3e âge mais étudierait ttes propositions. Ecr. n° 2622 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 33 a., excel. prés. Expér. standard, télex, accueil, secrét., comptabilité, ch. poste à Alger. Ecr. n° 1997 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Fme, 50 ans, ch. poste collaboration, gestion, contentieux ds serv. PRETS HYPOTHECAIRES Ecr. n° 61, R. Conseils, 12, rue de l'Isly, 75008 PARIS qui tr.

17 ANNEES DE RELATIONS HUMAINES ET COMMERCIAL. Facilités de jugement.

Et. sup. de comm. H. sportif, 38 ans, introduit dans directions entreprises, administrations et informatique, ch. poste dans sté. Ecr. n° 2032 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Personnalité 1er plan, excell. présent. VENDEUR 1re FORCE contacts hts niveaux, qualités requises p. attaché de direction RELATIONS PUBLIQUES. Libre immédi. temps partiel ou comp. Ecr. n° T 01582 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J.Fme, 28 a., école secrétariat + lic., Sc. Eco, 5 a. expér. rédactrice. Assist. de direction rech. mi-temps intéressant. Ecr. n° T 01613 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J.H., 26 a., maîtrise droit privé niv. D.E.A., droit des affaires, angl. courant, lib. O.M. dispon. Etud. ttes propos. Tél. 250-89-25

J. Fme, 25 a., doctorat ès Sc. écon., maît. en droit, ch. empl. Tél. 754-89-15, Mme Sasportes, 3, r. Jean-Moréas, 75017 Paris.

Hme, 30 a., (noir) ét. sup. bne prés. et élocution dynam. gde disponib. not. comptab. inform. gestion administrative, rech fonction cciale ou administrat. avec ouverture éventuelle en OUTRE-MER ou AFRIQUE. Ecr. Y. SONE, 2, square Copernic, 78150 LE CHESNAY.

J. FEMME, 32 ANS, CADRE DIPLOMES SUPERIEURS ANGLAIS - ALLEMAND SUEDOIS - FINNOIS, RECH. SOCIETE DYNAMIQUE POUR SECONDER DIRECTION DANS LE DOMAINE DES RELATIONS PUBLIQUES, RELATIONS PRESSE, CONTACTS COMMERCIAUX, EXPORTATION. Ecr. n° T 01450 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e

J. Fme, 29 a., B.T.S.S., bil. angl., 2 sténos, sens des responsabilités, goût des contacts. Expér. 9 a., import.-export. rech. poste branch cciale, banl. Sud ou S.-O., libre imméd. Ecr. n° T 01520 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J.Hme, 24 a., dipl. Ecole gest. 2 a. d'expér. assistance direct. financière, ch. emploi similaire ou contrôle gestion. Ecr. n° T 01567 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

Cadre homme, 30 ans RESPONSABLE PUBLICITE (achat d'espace : 9 a. expér.), connaiss. tous media, ch. situat. stable en rap. Etud. ttes proposit. agence, annonceur, support. Ecr. n° 6606 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Jne homme, 25 a., bne prés. ch. place stable comme CHEF DE RANG. Tél. 259-26-53 apr. 20 h.

J. H. 26 ans, Paris, libéré O.M. Doctorat d'Etat, Droit, spécialisé dans affaires européennes, cherche travail de journaliste ou d'enseignant. Etudie toutes propositions. Ecr. N° 78 731 M Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 23 ans cherche place stable AGENT ADMINISTRATIF. Tél. 722-63-28 entre 10 et 15 h.

J. F. dynamiq., bonne présentat. sens de l'initiative, aimant contacts directs, réception. rech. empl. stab. Travx bureau dactylo, standard. De préf. 13e, 14e, 12e, 6e, 5e arr. Tél. 680-48-98.

GARDE DU CORPS 25 ans permis V.L., détective privé agréé, spécialiste protection personnes, rech. emploi. Ecr. N° 16 073 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, PARIS-2e.

Jeune femme 29 ans, lic. droit, dipl. Business School, anglais cour., habituée contacts ht niv., 3 a. d'expér. profes., ch. poste
ASSISTANTE DIRECTION
Ecr. n° T 1.610 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

DOCUMENTALISTE
Dipl. U.S.A., spécial. automation, anglais, franç., allem. courants, notions russe, expér. traduction, étudie ttes prop. emploi Europe. Disponible pour entretien à partir du 15 décembre. Ecr. M. SPOHRER, c/o Aurelle, 21, chemin du Plat, 69130 Ecully. Téléph. (78) 33-12-72.

J. F. 25 ans, maîtrise SCIENCES ECO 3e cycle « industrialisation et projets de product. », licence SOCIOLOGIE, bilingue anglais, arabe, cherche poste
CHARGÉE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
dans ORGANISME travaillant AVEC L'ETRANGER (PAYS ARABES DE PREFER.). Ecr. n° T 1.491 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE
34 ans, 7 ans expérience professionnelle (conception, étude, chantier), étudierait toutes propositions chez confrère dans la région du Nord (LILLE, ROUBAIX, TOURCOING). — Ecrire n° T 1.505 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 24 a., dipl. Institut Commerce Internat., langues O., not. juridiques, connaissant anglais, japonais, allemand, dactylo, 6 mois Tokyo, rech. poste à
TOKYO dans Société française Import - Export
Interprétariat, trad., secrétariat Ecr. n° T 01449 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 27 ans, licencié lettres musicologie, cherche emploi édition musicale ou autre situation intéressante. Téléphone : 737-08-95.

CHERCHE EXPANSION A VIE PROFESSIONNELLE
H. 40 ans. Expert en automobile diplômé. Travailleur Indépend. depuis 14 a. à son compte. Ayt connaissances approfondies en Assurances (IARD et contrats spécifiques à certaines entreprises), connaissanc. également en droit, rech. dans Entreprise en développ. un poste de responsabilités pouvant comprendre :
- Etude des besoins en matériel ;
- Commande du matériel ;
- Mise en chantier ;
- Responsable de l'entretien ;
- Responsable des litiges après sinistres ;
- Chargé des recours auprès des Cies d'Assurances ;
- Responsable de toutes les assurances existantes au sein de l'Entreprise.

Région indifférente. Etranger accepté. Libre très rapidement. Ecr. n° 8126, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

INGÉNIEUR AGRO INA
24 a., dég. O.M., 2 a. d'expér. format. professionnelle, ch. poste contact et responsabilit. format. ...

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

MÉTRO LAMARCK
Dans bel imm. pierre de taille, STUDIO et 2 P., entièrem. ref. nf, à part. 115.000 F. 522-95-20.

RUE RODIER
Prix intéress. Gd 3 pces, conft. MARTIN, Dr Droit, 742-99-09.

GAMBETTA
Immeuble récent s/jdin, vue dégagée, 7e ét., liv. + 2 chbres, park., tout confort. 75 m2. 320.0000 F. - Tél. 266-67-06

BEAUMARCHAIS
Immeuble caractère, rénové
2 PCES 40 M² Bon état Avec 80.000 F
JOUBERT et ANDRE
TEL. : 266-67-06

16e A vendre appt 4 pièces, 90 m2, 2e étage, confort, pierre de taille, occupé bail 6 ans se terminant 15 mai 1979. PRIX : 400.000 F. T. 073-26-08, 9 h-12 h - 1 h-18 h.

AUTEUIL Part. vend 5 pièces très ensoleillé, ancien, rénové, 2 bns, 4e ss asc. Tél. 525-07-97, après 17 h.

CHATEAU-D'EAU
Imm. RECENT, 10e ét., asc.
3 P. cuis., bains, 92 m2 + PARK. 450.000 F.
ESNAULT - 266-39-40.

TRES BEL IMM. SQUARE
VILLARET-de-JOYEUSE Beau 5 PCES
150 m2 + chbre de serv., tt cft. 895.000 F. - Me tél. : 805-19-64.

Près Place Daumesnil
Imm. récent, 2 pièces, cuisine, bains, w.-c., très bon standing. 230.000 F. - EUR. 05-55.

BUTTES-CHAUMONT
200 m du parc. Grand studio TYPE ATELIER D'ARTISTE 4,10 m sous plafond. Baie vitrée. Tout confort. 175.000 F frais de not. inclus.

Visite sur rendez-vous 766-13-14.

ILE SAINT-LOUIS
ds immeuble caract., élégant
85 M2 calme, soleil. 700.000 Tél. : 325-47-45.

Studio récent, calme, sol., cft. Près Gare LYON 40 m², 195.000 F. stand. 266-27-55.

18e Vue Sacré-Cœur, bel imm. 3e ét. studio, entr. cuis., s. de bns., wc., ch. cal. Tél. 72.000 F. - 579-75-80.

ETOILE. Duplex 6e et 7e étage ascenseur, MAGNIFIQ. 6 P. 210 m², 2 bs, calme, soleil, balcons, 3 chbres serv. Box. PROFESS. Visite mard., merc. 13 à 16 h., 20 bis, av. Mac-Mahon - 17e. - 633-63-63.

NATION - BEAU STUDIO
Salle bains, tt cft. Tél. 8e ét., asc. Parking. (Régime T.V.A.) 758-12-40, POSTE 348

LA FAYETTE - Magnif. studio, s. bains, tt confort, 5e ét., asc. Vue splendide. Soleil. Téléph. 758-12-40, POSTE 348

PL. VOSGES (pr.). Pptaire cède 2 superbes duplex dans imm. classé, travx. 250-79-04, matin.

R. La Condamine. Imm. P. de t. 4 p. ppales, cuis., bns, tt cft, 96 m2, 2e ét., asc. - 326-50-19

Maillot - Récept. 65 m2 av. cheminée, 2 ch., 2 bns. gd cft. 11 à 19 h, 2, place Porte-des-Ternes

FAUBOURG ST-ANTOINE
13, rue SAINT-BERNARD - Je vends, libre, beau Duplex. Etat neuf : 165.000 F, à débattre. Me téléphoner au 828-26-25

17e PORTE DES TERNES (pr.) BEL IMM. pierre de taille, asc., chauff. collectif, tél., chbre de serv., cave, 5 P. 150 M2 environ, 750.000 F. Lundi/mardi, 10 à 17 h 111, AVENUE DU ROULE

MICHEL-BIZOT-PTE DOREE
VASTE 3 P., hall d'entrée, cuis., wc, s. de bains, balc., parking s/sol, 370.000 F - 346-63-85

NATION - 485.000 - Splendide imm. P. de t., beau 4 p., entr., cuisine, wc, s. de bains, chauff. central, ascenseur. Tél. 344-71-97

PORTE DOREE, 145 m2 - Bel imm. ancien, splendide 6 pièces, cuis., 2 wc, s. bns, vaste hall, chbre serv., terrasse, chff., asc. Prix 695.000 F - Tél. 345-82-72

COLOMBIE - SUCHET
Standing. 2 ascens. 2 garages. 5 p., 2 bains, 2 chambres serv. Très groupé. Etage élevé.

PORTE DOREE - PICPUS
Sur jardins. Ascens. V.-O. 6e ét. Duplex. Grand living + chbre. Perdrix - 076-17-02

Squ. MONCEY, 9e Résidentiel 5 p., étage élevé, tout confort, chbre serv. 165 m2. Impeccable. Cabinet Marivaux - 073-31-88

70, RUE MOUFFETARD
IMM. NEUF SUR JARDIN
STUDIOS à 5 PCES
livrés de suite. Prix intéressants Témoin s/pl. 11-19 h. 720-72-94.

MONTPARNASSE
Dans rue calme, petit immeuble neuf grand luxe.
Beau studio 25 m² + parking + tél. 218.000 F.
Vis. sur place 6, rue Fermat Ts l. jrs sf mard. 14 à 19 h. 30
ou sur rendez-vous 766-13-14.

ANGLE DES RUES MONTAGNE-STE-GENEVIEVE et RUE DES ECOLES
dans bel imm. TRES GRAND STUDIO CARACTERE. Belles prestations. Cuis. équipée, wc. Bains. 250.000 F - 522-95-20

Près PARC MONTSOURIS
14e ETAGE PLEIN CIEL
Vrai 3 P. 78 m2 environ + grd balcon. ENSOLEILLEM. MAX. dans imm. moderne, excellent stande. Tél. Parking. Cave. Bon état. 470.000 F - 227-22-62

RUE VERNEUIL
2 P. LUXE RAFFINE. ASCENS. S/COUR 18e - 350.000 F
633-29-17 - 577-38-38

CHERCHE-MIDI
S/cour fleurie - Ascenseur
BEAU 5 PIECES CLASSIQUE
633-29-17 - 577-38-38

15e JARDIN SUSPENDU de 132 M2 AVEC DUPLEX LIVING + 3 CHAMBRES
633-29-17 - 577-38-38

RASPAIL - MONTPARNASSE
Asc. Gd sél., 3 ch., 3 bns. Luxe. Terrasse. ODE. 42-70. Soleil

PL. DU PANTHEON
170 m2. Et. él. Asc. ODE. 95-10. Balcon. Vue exceptionnelle

LUXEMBOURG (près)
Ravissant 4 pièces, 120 m2, gd confort. IMM. DIRECTOIRE. CHARME. EICHER, 359-99-69

PARNASSIUM. Gd 3 p. tt cft, gd balc., park. double, ét. élevé. 500.000 F - 754-61-53

PETIT LUXEMBOURG (près)
Imm. EXCEPTION. 4 p. classiq. 110 m2. P. BIDAUT, 633-38-94

RUE BELLECHASSE
Etage élevé, asc. Imm. ancien, 2 PIECES 45 M2, travaux. 633-29-17 - 577-38-38

PPTAIRE VD 3 PIECES
dans bel imm. pierre de taille, asc., tt cft. Me voir : mardi et mercredi, de 14 h à 16 h 30, 30, BD DE GRENELLE

3 PIECES, VAVIN, 45 M2
Parfait état, confort. 380.000 F. PROMOTIC - 325-15-76

Paris Rive gauche

QUARTIER INVALIDES
Original atelier d'artiste dans pavillon particulier, tout confort Calme, verdure. NAUDE. Tél. 337-49-95

SAINT-MICHEL
IMMEUBLE DE CARACTERE
3-4 P. GD CONFORT
à partir de 6.500 F le m2 28, rue de la PARCHEMINERIE Tél. 633-85-81

A 2 PAS DU PANTHÉON
Rue du Pot-de-Fer, vide ou meublé, ds rénovations de gd stand., pied-à-terre ou investissement. Rentabilité 7 %. STUDIOS, 2 PCES et TRIPLEX. S.P.G. - 265-05-49

CHOIX DE 2 PIÈCES

51 m2	village suisse :	400.000 F
39 m2	Mo Dupleix :	215.000 F
33 m2	Mo Cambronne	150.000 F
24 m2	rue Blomet :	120.000 F
23 m2	Mo Dupleix :	105.000 F

Jean FEUILLADE - 566-00-75

PRÈS FACULTÉ
PPTAIRE VD, dans imm. en rénovation SUPERBE LIVG + chbre, s. bains, cuis. équipée, w.-c. séparé, poutres apparent. Tél. Ref état neuf. SUR PETITS JARDINETS S/PL. MARDI, MERCREDI, JEUDI, DE 14 H. A 17 H. 7, RUE ROYER-COLLARD ou Ser R.-V. : 723-88-48

INVALIDES Charm. rez-de-ch. tt confort, 55 m2. 390.000 F. - Tél. 033-62-71.

PONT DES ARTS
VIVRE AUTREMENT
PENICHE appartement, atelier, 160 m2, 320.000 F. Tél. 355-83-60, h. bur.

RUE VIOLET Récent Standing
Living, chambre, bains, cuisine, dressing, parking. 371.000 F. REGY - 577-29-29.

Région parisienne

PRÈS CONFLANS-SAINT-HONORINE
Particulier vend appartement de 3 pces, 190.000 F. Tél. 974-51-46.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
à 12 min. gare R.E.R., ds gd parc. Part. à p., appt 85 m², tt cft, sol. Px 460.000 F. 973-65-43.

NEUILLY 208 m2 environ 34, AV. DU ROULE
7 PIECES, distribution parfaite. Poss. prof. lib. Travx à prévoir. S/pl. lundi 5-mardi 6, 14 à 17 h.

Mo SCEAUX 2 MINUTES SUR JARDIN
4 P., 80 m2, 1er étage, tt conft, qualité. 370.000 F. - 331-89-46

NEUILLY MADRID
Gd 4/5 pces, 140 m2, 4e ét., tt confort, calme, soleil. Prix 750.000 F. Possib. parking. MICHEL & REYL - 265-90-85.

VERSAILLES RARE Part. à Part.
APPT 100 m² + jard. privatif Stand. Soleil.
525.000 F T.C.
954-43-70 ou H.B. 796-30-43.

COURBEVOIE près Gare R. DE BEZONS
TRES BEAU 2 P. entièrement refait à neuf, cuis., wc, bains. 138.000 F. - 522-95-20.

A vendre pr. gare ASNIERES Appt 2 p., cuis., 21 m2, 4e ét. Prix : 70.000 F - Téléph. à JAFFREZIC au 758-11-58 Poste 3469 (heures bureau)

111, AV. DU ROULE (92)
NEUILLY - EGLISE
Bel imm. 5 p., asc. 750.000 F. LUNDI/MARDI, 10 h. à 17 h.

SEVRES Côteaux - Séjour + 2 ch., tt cft, kitnet, gar. 330.000 av. 66.000 comptant. 027-57-40

Province

HABITER NICE-CIMIEZ
Juste devant le Musée Matisse, aux Arènes romaines, se termine la constr. d'un petit imm. de très haut standg, compr. 22 appts au milieu d'un vaste parc de 3.000 m², piscine. Sur place : Le Sérèna, 146, av. des Arènes, 06000 NICE. Tél. (93) 81-37-37.

NICE Résidentiel Magnifique
4 pièces, bains + douche, grand standing (1974). Vue panoramique mer et montagnes. Piscine. Frais réduits. Exceptionel : 398.000 F. Agence NISSIMO 16, av. Borriglione, NICE Tél. (93) 84-57-06

COTE D'AZUR. Résidence L'Escale, 75, bd Maeterlinck. 34 appartements du studio au 3 pces av. larges terrasses donnant directement sur la rade de Villefranche, une vue imprenable sur la mer. Prix début construction fermes et définitifs. Pour documentation : Réalisations Lamy, 2, av. Georges-Clemenceau, Nice - Tél. : (93) 88-83-67

MARSEILLE
Quartier résidentiel dans Hôtel partic., sompt. appt 5 p. ppales + 2 studios indépendants. Parc privé, site exceptionnel. Implant. idéale pr habit., prof. libérale. P. Michel, 108, r. Cdt-Rolland, 13008 Marseille. (91) 77-61-58, soir

appartem. achat

DISPOSE PAIEMENT COMPT. Chez notaire, achète, urgent, directement, 1 à 2 pces, Paris préfér., 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 13e - Téléph. : 873-23-55

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e - 566-00-75. rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et imm. PAIEMENT COMPTANT.

STE disposant capitaux ACH. COMPT. 2-3 et 4 pièces, PARIS et BANL. - 345-86-41

ACHETE DIRECTEM. COMPT. URGENT, 2 à 4 pièces, PARIS, avec ou sans travaux, préfér. rive gauche, près Facultés. Ecr. Lasache, 16, av. Dame-Blanche, 94120 Fontenay-sous-Bois

terrains

KAUFMAN & BROAD
Un des premiers constructeurs de maisons individuelles au monde et en France

RECHERCHE BEAUX TERRAINS
de 5 hectares et plus situés près des grandes villes pour y construire des maisons individuelles en villages.

Ecrire ou téléphoner à M. Debono ou M. Raze. Kaufman & Broad, 90, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS. — Tél. : 225-62-30.

2 km DEAUVILLE, bne situat. TERRAIN A BATIR 1 ha. 35 a., poss. 3 lots. M. Losseau, ferme de Balme, Touques, 14800 Deauville - Tél. : 88-13-20.

appartements occupés

LEVALLOIS Occupé. Loi 48. 1 pers. seule 78 a. 2 P., entrée, cuis., wc, 2e s/rue, imm. part. état. 65.000. 766-12-00.

12e prox. BOIS VINCENNES Bel imm. 1883 ravalé 1974 Pptaire vd petits 2 P., cuis., wc. Loués à pers. âgées. Loi 1948. Prix moyen 1.900 F/m2. 325-66-72

constructions neuves

DENFERT-ROCHEREAU
8, rue Saint-Gothard
Immeuble en cours de livraison 2 P. - 3 P. - 4 P. avec terrasse.

APPTS MODELES
et bureau de vente ouvert tous les jours de 11 h. à 18 h. 30 CIME. - Tél. : 538-52-52.

LE CLOS DES VIGNES
73-77, rue des Vignoles, 20e immeuble pierre de taille
4-5 PIÈCES
Prix FERMES et DEFINITIFS HABITABLES DECEMBRE 77. Visite tous les jours, de 14 h. à 18 h. 30, sauf mardi et mercredi TREVAL - 277-62-23

locations non meublées Offre

Paris

Bon 19e arrondt, près Buttes-Chaumont, loue grand 3 pièces, cuis., s. de bains poss., téléph., cave + 2 parkings : 1.500 F. Renseignements : 252-18-76

PLACE JUSSIEU
GD 2 P. Bien équipé. Balc. Tél. 1.600 F ch. compr. - 033-68-33

MOZART. Elégant 5 p. 200 M2 2 chbres serv. TEL. Immeuble standing. 4.700 F - 704-88-18

Région parisienne

Mo CHATEAU-VINCENNES
Dans imm. neuf très bon stand. appts de 2 et 4 Pièces, tout cft, libres de suite. 1.545 F, 2.325 F charges comprises - 874-77-04

locations non meublées Demande

Paris

Docteur rech. 3 ou 4 pièces, 2e ét. max. 6e, 5e, 17e. EUR. 62-04. M. Verlin, 23, r. Lemercier (17e)

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garanti 4.000 F max. 283-57-02

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE rech. STUDIO 556-17-49 à 6 PIECES POUR DIPLOMATES et Cadres étrangers basqués.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière ... 84, rue d'Alésia ... Frais abonn. ...

immeubles

ACHETE URGENT COMPT. IMMEUBLES Paris et banlieue LIBRES ET OCCUPES

Promotic, 325-11-66, poste ...

hôtels-partic.

NEUILLY / Maurice-Barrès Direct. s/Bois, bel hôtel particulier 1930, 500 m² ... gar., gde terrasse ... CLARIDE S.A. ...

VAL-DE-GRACE
Maison particulière ... Réception, 4 chbres ... Exclusivité D.J. ...

16e. Pr. av. Mozart ... part. 9 P., tt cft. ... + jdin 120 m², ... libér. 2.600.000 F ...

locaux commerciaux

S.G.J.A. Mo Nationale, ... à louer à compter ... local professionnel ... pouv. convenir à ... libérale. Tél. : 585-12-55.

DUROC. Ravissant local ... 3 bureaux neufs. 3.080 ... PROMOTIC, 325-11-68.

PLACE NATION
GD LOCAL à usage burx ... + sous-sol 75 m2, Prix ... tionnel, ss pas-de-porte. ...

5e BAIL 3-6-9 Bur. ... 46 M² s/2 niv. Loyer ... annuel. - Tél. ...

locaux indust.

Z.I., 120 KM. NORD ... Terrain 11.700 m² ... couv.). Raccord. fer, 160 ... Wanegue, 9, r. des ... 94440 Villecresnes. TEL. : 925-70-93.

bureaux

1 à 20 BURX Tous quartiers Locations sans pas-de-porte AGENCE MAILLOT - 293-...

DOMICILIATION. TEL. SEC. TELEX Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-...

fonds de commerce

Ville importante Nord Seine-et-Marne MAGASIN
PHILDAR
Meilleur emplacement. Gros chiffre d'affaires, avec 400.000 F comptant. Prêt complémentaire, aide et formation assurées. Ecrire PHILDAR, 16-18, rue Joinville, 75019 PARIS, ou 203-05-82 pour rendez-vous.

A vendre, cause retraite Hôtel Bar Restaurant 1 ét. Tourisme, Logis de France. Sur Nationale 88. Emplacement exceptionnel. Très belle terrasse ombragée. Jardin, 2 grands parkings, bordure rivière, à ... de Toulouse. Tél. (16-63) 57-80-14 ou ... B.P. n° 11, 81370 Saint-Sulpice.

villas

Villa provençale 100 m² ... avec terrain 1.000 m², site ... Livraison août 78. Total ... Prêts 80 %. Doc. Pic Villas, 41 ... l'Observatoire, 34 Montpellier

Vds directement 95-TAVERNY (proximité gare), villa récente 6 p., tt cft, gar. 3 voitures jardin paysagé - 076-74-54.

BOURG-LA-REINE CENTRE
Maison de caractère Séjour 50 m2, poutres, cheminée + 5 pièces, cave voûtée. Idéal profession libérale. Prix 990.000 F. ROB. ...

propriétés

A vendre PROCHE PROVINS, 120 KM. PARIS (cause décès) GRANDE MAISON de MAITRE DEBUT XXe S. BON ETAT 8 pces, cuis., s. de bs, ... bûcher, remises garages, ... jardin à la suite clos de murs. Prix : 300.000 F. M Thomas, notaire, B.P. ... 54202 Toul. Tél. (28) ...

A VENDRE
9.118 PARIS-OUEST, 55 km PROPRIETE résidentielle 4.000 m² terrain, vue imprenable. G.D., 33, rue Anna-Jacquin 92100 BOULOGNE.

PROVENCE LUBERON MAS + 13.000 m² Beau bât. PIER. à rénov. ... gdes dép., terr. magn., arbres vue SUD., E., E. 370.000 F. FERME XVIIIe 5 p. + tr. vaste gren., bergerie atten., 40.000 m² vign. land., vue panor. E., E. 650.000 F ou crédit 15 ans. G. MARCHANT - Le Coustellet 84220 Gordes. Tél. (90) 71-... (Ouv. VACANCES NOEL)

fermettes

forêts

VALLÉE DU RHONE

viagers

pensions

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

...ITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	25 nov.	2 déc.
...ce général	77,4	76,1
...rances	132,7	133
...t. et sociétés financ.	64,3	63,7
...étés foncières	78,5	76,9
...étés investiss. portef.	77	76,1
...culture	74,4	75,2
...ent., brasseries, distill.	71,7	70,5
...m., cycles et l. équip.	80,4	88,5
...m., mater. constr., T.P.	79,9	77,9
...tchouc (ind. et comm.)	58,8	59,3
...ières salines, charbon.	85,7	85,5
...tr. mécan. et navales.	71,9	72,3
...ds, casinos, thermal.	83,1	91,8
...imeries, pap., cartons.	59,4	58,5
...as., compt. d'exportat.	55,2	55
...riel électrique	89,9	87,8
...all., com. des pr. métal	39	38,7
...s métalliques	88,4	87,2
...oles et carburants	70,9	69
...t, chimiq. et él.-mét.	80,4	80,2
...ices publics et transp.	80,4	79,8
...iles	99,6	101,3
...rs	98,3	93,7
...urs étrangères	102,7	103,7
...urs à rev. fixe ou ind.	122,8	123,8
...tes perpétuelles	53,8	53,2
...ns amort., fonds gar.	179,7	182,3
... indust. publ. à r. fixe	92,4	92,6
... ind. publ. à rev. ind.	227,9	228,3
...ear libre	102,9	102,9

...CES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

...urs à rev. fixe ou ind.	215,1	216,9
... franç. à rev. variable.	536,4	527,4
...urs étrangères	759,1	766,4

...OMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

...ce général	62,9	61,7
...uits de base	39,3	38
...struction	82,8	80,1
...s d'équipement	65,2	65,1
...s de consom. durables	108,6	106,2
...s de cons. non durabl.	55,6	53,9
...s de consom. aliment.	66,7	65,1
...ices	91,4	89,9
...iétés financières	71,5	70,1
...iétés de la zone franc		
...xpl. principal. à l'étr.	157,9	157,1
...urs industrielles	56,6	55,3

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (actions et parts)	Modalités	Derniers cours
..., c. 27	2 p. 3	7 78
...ra, c. 26	1 p. 1	...
...n entr. électr., c. 57	2 p. 5	1 20
...co, dr. ou c. 18	1 p. 20	...

Taux du marché monétaire
...ffets privés .... 9 3 8 %

LONDRES

Confirmant ses meilleures dispositions, le marché poursuit son avance en début de semaine. Les industrielles progressent de 1 à 3 points. Progrès de B P aux pétroles. Les fonds d'Etat gagnent aussi du terrain, mais tassement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) 158 60 contre 158 75

VALEURS	CLOTURE 2 12	COURS 5/12
Beecham	635 ..	635 ...
British Petroleum	876 ...	880 ...
Courtaulds	114 ...	116 ...
De Beers	297 ...	297 ...
Imperial Chemical	368 ...	388 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	191 ...	191 ..
Shell	550 ..	560
Vickers	187 .	180
War Loan 3 1/2 %	34 1/8	34 1/8
*West Driefontein	26 1/16	25 1/2
*Western Holdings	18 1/8	18 ...

(*) En dollars U. S., net de prime sur le dollar investissement.

EURO-DOLLARS

Bonne tenue des emprunts en euro-dollars

En dépit de la nouvelle dépréciation du dollar américain au cours de la semaine écoulée, la tendance est restée assez ferme sur le marché secondaire des euro-obligations libellées dans cette monnaie du fait qu'aucun nouvel emprunt n'a été annoncé. Il y a lieu de remarquer également qu'à côté des émissions d'euro-obligations nombre de crédits, parfois d'un montant impressionnant, sont annoncés ou en cours de négociation, attestant de la représentativité d'une devise qui reste le premier instrument commercial international.

Cette évolution épouse parfaitement celle du marché américain des obligations, qui reste cependant peu animé, avec une faible demande de la part des investisseurs proprement dits, de sorte que les intermédiaires se contentent généralement d'engranger des titres qui, momentanément, ne trouvent pas preneurs. Pourtant, si l'on note des déchets allant jusqu'à un 1/2 point durant la semaine sur les emprunts à long terme (emprunts gouvernementaux *ou emprunts de sociétés*), une légère reprise apparaissait vendredi soir après l'annonce d'un ralentissement de l'expansion de la masse monétaire (M1 a diminué de 2,4 milliards de dollars aux dernières statistiques), bien que le marché manque actuellement de sérénité à cause des turbulences inquiétantes des marchés des changes. — (Agefi.)

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté 5 décembre, publie notamment les insertions suivantes :

C. M. Industries. — Emission de 350 000 obligations convertibles de 240 F, portant intérêt de 10,25 % et convertibles en neuf ans à partir du 1er janvier 1981.

Financière de Paris et les Pays-Bas. — Répartition à partir du 23 décembre des 2 208 000 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1977, créées en représentation de l'augmentation du capital de 1 104 à 1 324,8 millions de francs par incorporation de réserves (une action pour cinq anciennes).

Marine-Wendel. — Insertions en vue d'une part du regroupement des actions dont le nominal a été ramené de 70 F à 25 F en titres de 100 F, et d'autre part de la répartition des actions Compagnie générale d'industrie et de participations. Cotations des actions tant regroupées que de l'ensemble du capital de la Compagnie générale d'industrie et de participations.

Etablissements Arbel. — Emission à 110 F de 94 687 actions de 100 F, devant porter le capital de 37 871 200 francs à 47 339 000 francs (une action pour quatre).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROSSIGNOL. — Pour le premier semestre de l'exercice 1977-1978, la part du groupe dans les résultats consolidés s'est élevée à 39,27 millions de francs, soit une hausse de 30,11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Attribution gratuite d'une action nouvelle pour six anciennes.

EUROMARCHÉ. — En raison de la conjoncture actuelle, le conseil de la société a décidé de reporter à 1978 l'introduction de son titre en Bourse.

ROUSSEL-UCLAF. — Le dividende pour 1977 sera maintenu sur le capital augmenté gratuitement (1 pour 10), soit 9,50 F net par action.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2/12	5/12
1 dollar (en yens)	242 325	242 55

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	1er déc.	2 déc.
Valeurs françaises	93,2	91,9
Valeurs étrangères	100	99,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	62,1	61,7

BOURSE DE PARIS - 2 DÉCEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

...mpte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote ...mplète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer ...ns les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/12	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 849	4 837	4 850
Allemagne (100 DM)	219 840	219 500	218
Belgique (100 F.)	13 901	13 952	13 775
Pays-Bas (100 fl.)	202 840	203 000	201
Danemark (100 krd)	79 800	79 110	78 080
Suède (100 krs)	101 050	100 960	101
Norvège (100 k.)	90 000	90 050	88 750
Grande-Bretagne (£ 1)	8 813	8 812	8 850
Italie (1 000 lires)	5 528	5 518	5 550
Suisse (100 fr.)	225 930	226 790	224
Autriche (100 sch.)	30 675	30 692	30 350
Espagne (100 pes.)	5 885	5 860	5 700
Portugal (100 esc.)	11 940	11 915	11 500
Canada ($ can. 1)	4 375	4 370	4 345

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/12
Or fin (kilo en barre)	25300	25260
Or fin (kilo en lingot)	25350	25300
Pièce française (20 fr.)	246 90	247 80
Pièce française (10 fr.)	211	217
Pièce suisse (20 fr.)	222 50	224
Union latine (20 fr.)	220 10	219 10
Souverain	230 80	231
Pièce de 20 dollars	1112	1104
Pièce de 10 dollars	620	620
Pièce de 5 dollars	341	...
Pièce de 50 pesos	1066	1055
Pièce de 10 florins	230	229

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

EN MALAISIE

Cent morts dans un accident d'avion qui serait dû à une tentative de détournement

Le mystère demeure entier sur l'identité des pirates de l'air qui ont détourné, dimanche 4 décembre, un appareil de la compagnie aérienne malaisienne MAS. L'avion, un Boeing-737, qui venait de Penang, s'est écrasé dans l'Etat du Johore, au sud du pays, à proximité de Singapour, après avoir, selon des témoins, explosé en vol. Les quatre-vingt-treize passagers (dont le ministre malaisien de l'agriculture, M. Ali Ahmad, l'ambassadeur de Cuba à Tokyo et deux fonctionnaires de la Banque mondiale) et les sept membres d'équipage sont morts.

Peu après avoir décollé, le pilote avait envoyé un bref message annonçant que des terroristes armés d'explosifs s'étaient emparés de l'appareil et que celui-ci se dirigeait vers Singapour. On annonçait peu après à Kuala-Lumpur, au siège de la MAS, que les pirates étaient sans doute des membres de l'Armée rouge japonaise. Toutefois, lundi, le président de la MAS, M. Sulaiman Sujak, a affirmé qu'il ignorait l'identité des pirates et que la seule information dont il disposait était le mesage du pilote, qui ne donnait aucun détail sur le nombre ou l'identité des pirates.

Sur plus de deux cents actes de piraterie aérienne depuis 1970, c'est la deuxième fois qu'un accident d'avion est dû à un détournement : le 15 septembre 1974, un avion de ligne sud-vietnamien avait explosé et s'était écrasé après que le pirate eut fait exploser deux grenades. — *(Reuter, A.F.P., A.P.)*

LES PRIX LITTÉRAIRES

INTERALLIÉ : Marc Rouart pour « les Feux du pouvoir »

Dernier en date des prix littéraires, l'Interallié, réservé à un romancier journaliste, a été décerné lundi 5 décembre à Jean-Marc Rouart pour « les Feux du pouvoir » (Grasset) (voir l'article d'Yves Florenne dans « le Monde » du 21 octobre).

J.-M. Rouart a trente-quatre ans. Il est journaliste parlementaire au Figaro. *A ce titre, il a eu tout loisir d'observer les mœurs et les motivations du personnel politique.*

Cette expérience inspirait déjà son précédent roman, les Blessures de Georges Aslo *(1975). Un jeune loup y déployait une ambition glacée, née d'un amour malheureux — autre thème cher à l'auteur, qui lui a consacré son premier livre,* la Fuite en Pologne, *1974).*

L'arriviste des Feux du pouvoir *tire sa force d'un esprit de revanche. Ancien délinquant, il veut conquérir le monde pour le punir. L'auteur, cette fois, ne se limite pas au portrait d'un Rastignac moderne. Il l'entoure d'un tableau de société, où se croisent personnages fictifs et personnalités connues.*

L'Interallié 1977 restera à l'image de la saison. Echo aux travaux d'intellectuels, notamment de Foucault, ou réflexion préélectorale : la notion de pouvoir aura dominé, cet hiver, l'actualité des livres.

UN DÉTENU AGÉ DE DIX-SEPT ANS SE SUICIDE A NIMES

Un détenu âgé de dix-sept ans, Patrick C., incarcéré le 27 octobre dernier pour vol, s'est pendu à l'aide des draps de son lit, le dimanche 4 décembre dans sa cellule de la maison d'arrêt de Nîmes.

NOUVELLES AFFAIRES DE DROGUE A LONS-LE-SAUNIER

Les policiers de la sûreté urbaine de Lons-le-Saunier (Jura) ont interpellé, vendredi 2 décembre, treize personnes soupçonnées d'appartenir à un nouveau réseau de trafiquants et usagers de drogue. Trois d'entre elles, MM. Christian Cordelier, Pascal Fieret et Mlle Marianne Krattinger, ont été inculpées et écrouées, et deux autres placées sous contrôle judiciaire. Cette nouvelle affaire a été découverte après l'interpellation, le 17 novembre dernier, de quinze autres trafiquants ou usagers de stupéfiants.

Les policiers avaient retrouvé 1 kilo de haschisch sous forme d'herbe, quelques grammes de haschisch liquide et 30 grammes d'opium. Cinq personnes, MM. Michel Badaut, Alain Meignier, Dominique Vannier, Guy Commaret et Daniel Chaillon, ont été inculpées et incarcérées, et une jeune fille mineure a été placée sous contrôle judiciaire. Les deux premiers trafiquants étaient déjà impliqués dans le procès de quarante-neuf jeunes drogués le printemps dernier à Lons-le-Saunier (« le Monde » du 23 juin et du 16 juillet).

M. JEAN-PIERRE BADY EST NOMMÉ DIRECTEUR DE LA CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES

M. Jean-Pierre Bady, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites par décret paru au *Journal officiel* du 4 décembre. Ce poste était précédemment occupé par Jean Salusse, décédé le 23 juillet dernier.

[M. Jean-Pierre Bady est né le 25 juin 1939 à Fribourg (Suisse). Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Bady est nommé en 1968 auditeur à la Cour des comptes, puis conseiller référendaire en 1975. Après avoir été rapporteur de la commission de l'éducation du VIᵉ Plan, M. Bady a été membre de plusieurs cabinets ministériels. De 1972 à 1974, il est conseiller technique au cabinet de M. Joseph Fontanet, ministre de l'éducation nationale. De 1974 à 1976, il est chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Jacques Chirac, et, depuis septembre 1976, de celui de M. Raymond Barre.

M. Bady est l'auteur d'un ouvrage intitulé : *Péguy et Jaurès, portrait d'une amitié* (1962).]

● *M. Pierre Bellemare quitte la direction générale adjointe d'Europe 1* (poste qu'il occupait depuis le 1ᵉʳ septembre 1976, et auquel il ne devrait pas, pour l'instant, être remplacé) pour se consacrer à la société Teci-Press, dont il est le président-directeur et le fondateur. Il continuera néanmoins à animer pour la station périphérique « Vingt millions cash » et « Les aventuriers ».

AU TROISIÈME TRIMESTRE

Réduction du déficit de la balance française des paiements

Le déficit des paiements courants de la France s'est assez nettement réduit au troisième trimestre, revenant à 2,05 milliards de francs contre 3,2 milliards au deuxième trimestre et 6,5 au premier (chiffres corrigés des variations saisonnières). Par rapport au troisième trimestre 1976, qui avait été profondément déséquilibré (— 11 milliards de francs), par les effets de la sécheresse sur la balance commerciale, l'amélioration est encore plus nette.

En données brutes, l'évolution de la balance des paiements courants a été la suivante : en 1976, — 12,1 milliards au troisième trimestre et — 8,6 milliards au quatrième trimestre ; en 1977, — 8,1 milliards au premier trimestre, — 1,8 milliard au deuxième trimestre, — 3,8 milliards au troisième trimestre. Cette amélioration s'explique à la fois par la balance commerciale et par l'évolution des « services » (assurances, transports, grands travaux...).

En Nouvelle-Calédonie

GRÈVE ILLIMITÉE DES OUVRIERS DU NICKEL ET DES DOCKERS

L'Union des syndicats ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie (U.S.O.E.N.C.) et la confédération des travailleurs (C.T.N.C.) ont déclenché, vendredi 2 décembre, une grève illimitée pour un meilleur contrôle de l'emploi, le respect des libertés syndicales et la modification de la législation sur la grève.

L'U.S.O.E.N.C. est le principal syndicat de ce territoire d'outre-mer. Le mouvement touche l'industrie du nickel (principalement les activités de la société Le Nickel-Imétal) et les activités du port de Nouméa. Une assemblée générale des grévistes décidera lundi de la suite à donner au mouvement.

● *Un lycée parisien est fermé à la suite d'une grève d'élèves.* — Les cinq cent cinquante élèves du lycée d'enseignement professionnel (ex-collège d'enseignement technique) d'électronique de la rue des Ecluses-Saint-Martin à Paris (10ᵉ) ont trouvé l'établissement fermé, ce lundi matin 5 décembre. La décision de fermeture a été prise le samedi 3 décembre par le rectorat de Paris. Des élèves, en grève depuis le 23 novembre, avaient occupé le bureau du directeur la veille.

Appuyés par les syndicats d'enseignants du lycée et par les parents de la fédération Cornec, ils demandent la mise en service de machines stockées depuis sept ans et qui n'ont jamais fonctionné, la pose de cloisons dans les ateliers, prévue puis ajournée, pour des raisons de sécurité, l'ouverture d'une salle de permanence pour permettre aux élèves de travailler entre les cours, et d'un foyer.

Le numéro du « Monde » daté 4-5 décembre 1977 a été tiré à 509 967 exemplaires.

Le budget de la capital[e] en 1978

LA LOI S'APPLIQUERA A P[ARIS] COMME AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

déclare le préfet de rég[ion]

Le maire de Paris, M. Jac[ques] Chirac, veut réduire dans le [bud]get 1978 de la capitale la co[ntri]bution de la Ville aux charge[s de] police ainsi que sa particip[ation] au déficit des transports en c[om]mun (*le Monde* du 3 décem[bre]). Cette décision a entraîné [une] réaction rapide et négative [de] M. Lucien Lanier, préfet d[e la] région Ile-de-France et préfe[t de] Paris, qui a déclaré sa[medi] 4 décembre : « *Si la Ville de [Paris] participe à certaines dép[enses] d'Etat, le budget de l'Etat e[ffec]tue aussi des dépenses dont [elle] bénéficie de façon directe et [pri]vilégiée.* »

Le préfet de Paris a ajou[té] : « *Il faut établir un bilan fi[nan]cier général et en dégage[r les] conclusions en prenant pou[r ré]férence les règles de droit [com]mun applicables aux autres [villes,] des villes de France ainsi q[u'aux] autres départements.*

» *Cet examen ne saurai[t, en] raison du nombre et de la [com]plexité des problèmes à ét[udier,] déboucher sur des suites co[ncrè]tes avant le budget 1979. D'i[ci là,] il convient que le budget [de la] Ville continue à être en vig[ueur] en concertation avec l'Etat.* »

M. Lanier a précisé que s[i ses] demandes restaient sans [effet] auprès du Conseil de Paris, [la] *loi s'appliquerait de la [même] façon qu'elle a déjà été appl[iquée] à d'autres collectivités c[haque] fois que cela a été nécess[aire].* C'est-à-dire par la proc[édure] d'inscription d'office du bu[dget] de la Ville.